

Circulaire CSSF 18/698

CSSF Circular 18/698

relative à la substance

regarding substance



This is a non-official translation drawn up by Arendt & Medernach for information purposes only. In case of discrepancies between the French and the English texts, the French text, as published by the *Commission de Surveillance du Secteur Financier* (CSSF) shall prevail.

Luxembourg, le 23 août 2018

Luxembourg, 23 August 2018

A tous les gestionnaires de fonds d'investissement et aux entités exerçant la fonction d'agent teneur de registre

To all investment fund managers and to entities exercising the function of registrar agent

CIRCULAIRE CSSF 18/698

CSSF CIRCULAR 18/698

Concerne : Agrément et organisation des gestionnaires de fonds d'investissement de droit luxembourgeois

Re: Authorisation and organisation of investment fund managers governed by Luxembourg law

Dispositions spécifiques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme applicables aux gestionnaires de fonds d'investissement et aux entités exerçant la fonction d'agent teneur de registre

Specific provisions regarding the fight against money laundering and terrorism financing applicable to investment fund managers and entities exercising the function of registrar agent

Mesdames, Messieurs,

Ladies and Gentlemen,

La présente circulaire s'adresse aux gestionnaires de fonds d'investissement de droit luxembourgeois (ci-après « GFI »). Par GFI, il convient d'entendre :

This Circular is addressed to investment fund managers governed by Luxembourg law (hereafter "IFM"). IFM include the following:

- les sociétés de gestion de droit luxembourgeois soumises au chapitre 15 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (ci-après « Loi 2010 ») ; ces entités seront dénommées ci-après « SGO » ou « GFI » ;
- les sociétés de gestion de droit luxembourgeois soumises à l'article 125-1 ou à l'article 125-2 du chapitre 16 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; ces entités seront dénommées ci-après « GFIA » ou « GFI » ;
- les succursales luxembourgeoises de GFI soumis au chapitre 17 de la Loi 2010 ;
- les sociétés d'investissement qui n'ont pas désigné une société de gestion au sens de l'article 27 de la Loi 2010 (ci-après « SIAG ») ;
- les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs autorisés suivant le chapitre 2 de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après « Loi 2013 ») ; ces entités seront dénommées ci-après « GFIA » ou « GFI » ; ainsi que
- les fonds d'investissement alternatifs gérés de manière interne au sens de l'article 4, paragraphe (1), point b) de la Loi 2013 (ci-après « FIAAG »).

- management companies governed by Luxembourg law subject to Chapter 15 of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (hereafter the "2010 Law"); these entities will be referred to hereafter as "ManCo" or "IFM";
- management companies governed by Luxembourg subject to Article 125-1 or to Article 125-2 of Chapter 16 of the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment; these entities will be referred to hereafter as "AIFM" or "IFM";
- the Luxembourg branches of foreign IFM subject to Chapter 17 of the 2010 Law;
- investment companies which have not designated a management company within the meaning of Article 27 of the 2010 Law (hereafter "SIAG");
- alternative investment fund managers authorised in accordance with Chapter 2 of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (hereafter "2013 Law"); these entities will be referred to hereafter as "AIFM" or "IFM"; as well as
- internally managed alternative investment funds within the meaning of Article 4 paragraph (1), point b) of the 2013 Law (hereafter "internally managed AIF").

Ne tombent pas sous les dispositions de la présente circulaire les GFI visés au chapitre 18 de la Loi 2010. Les entités visées à l'article 3 de la Loi 2013 et qui ne sont pas visées par la définition de GFI ci-avant sont également exclues du champ d'application de la présente circulaire.

La circulaire CSSF 12/546 telle que modifiée était applicable aux sociétés de gestion de droit luxembourgeois soumises au chapitre 15 de la Loi 2010 ainsi qu'aux SIAG. La présente circulaire a pour objet de procéder au remplacement de la circulaire CSSF 12/546 telle que modifiée afin de tenir compte de l'évolution de la législation en matière de fonds d'investissement alternatifs et de préciser dans une circulaire unique les conditions d'obtention et de maintien de l'agrément de l'ensemble des GFI tels que définis ci-avant.

Elle s'applique également aux succursales et aux bureaux de représentation qu'un GFI a, le cas échéant, établis au Luxembourg et/ou à l'étranger.

En ce qui concerne l'exercice de la fonction d'agent teneur de registre, les établissements de crédit, les entreprises d'investissement, les professionnels du secteur financier et les GFI de droit luxembourgeois ainsi que les succursales luxembourgeoises d'établissements étrangers doivent se référer au sous-chapitre 5.4. « *Organisation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme* », notamment au point 304.

La circulaire a pour objet de donner des précisions supplémentaires sur certaines conditions d'agrément dont plus particulièrement la structure d'actionariat, les exigences de fonds propres, les organes de gestion, les dispositifs en matière d'administration centrale et de gouvernance, et les règles régissant l'encadrement des délégations.

Par ailleurs, la circulaire reprend, en référence au Règlement CSSF 10-4 et au Règlement Délégué 231/2013, les modalités d'application en ce qui concerne les fonctions de compliance et d'audit interne, telles que précisées dans les circulaires CSSF 04/155 et IML 98/143.

En conséquence, les circulaires CSSF 04/155 et IML 98/143 ne sont plus applicables aux GFI.

IFMs referred to in Chapter 18 of the 2010 Law do not fall within the scope of this Circular. Entities referred to in Article 3 of the 2013 Law that do not fall within the above definition of IFM are also excluded from the scope of this Circular.

CSSF Circular 12/546, as amended, was applicable to Luxembourg management companies subject to Chapter 15 of the 2010 Law as well as to SIAGs. The objective of this Circular is to replace CSSF Circular 12/546, as amended, in order to take account of the legislative evolution on alternative investment funds and to specify in one single circular the conditions for obtaining and maintaining the authorisation of all IFMs as defined above.

It also applies to branches and representative offices that an IFM has, as the case may be, established in Luxembourg and/or abroad.

As regards the exercise of the function of registrar agent, credit institutions, investment firms, professionals of the financial sector and Luxembourg IFMs as well as the Luxembourg branches of foreign establishments must refer to Sub-Chapter 5.4. "*Organisation of the fight against money laundering and terrorism financing*", in particular point 304.

This Circular's objective is to provide additional clarifications regarding the conditions for authorisation, in particular the shareholding structure, the own funds requirements, the management bodies, the arrangements regarding central administration and governance, and the rules governing the framework for delegations.

Furthermore, the Circular restates, with reference to CSSF Regulation 10-4 and Delegated Regulation 231/2013, the implementing measures regarding the compliance and internal audit functions, as specified in CSSF Circular 04/155 and IML Circular 98/143.

Consequently, CSSF Circular 04/155 and IML Circular 98/143 are no longer applicable to IFMs.

TABLE DES MATIERES

Partie I. : Définitions et abréviations	6
Partie II. : Les conditions d'obtention et de maintien d'agrément d'un gestionnaire de fonds d'investissement (GFI) autorisé dont l'activité se limite à la gestion d'OPC telle que prévue par l'article 101 (2) de la Loi 2010 et l'article 5 (2) de la Loi 2013	12
Chapitre 1. : Principes de base	12
Chapitre 2. : Actionnariat	12
Chapitre 3. : Fonds propres	17
Chapitre 4. : Les organes du GFI	22
Chapitre 5. : Dispositif en matière d'administration centrale et de gouvernance interne	34
Chapitre 6. : Dispositions organisationnelles spécifiques	100
Chapitre 7. : Révision externe	129
Chapitre 8. : Echanges d'informations entre le GFI et le dépositaire	129
Chapitre 9. : Programme d'activités	130
Partie III. : Conditions d'obtention et de maintien d'agrément des GFI qui ont des activités de gestion d'OPC et de gestion sous mandat individualisé de portefeuilles d'investissement telles que prévues par l'article 101 (3) de la Loi 2010 et par l'article 5 (4) de la Loi 2013	133
Partie IV. : Le GFI et les principes de libre établissement et de libre prestation de services	135
Chapitre 1. : Libre établissement d'une succursale	135
Chapitre 2. : Libre prestation de services	138
Chapitre 3. : Dispositions générales en matière de libre établissement respectivement de libre prestation de services	139
Partie V. : Principe de proportionnalité	140
Partie VI. : Le GFI régi par l'article 125-1 du chapitre 16 et le GFI régi par le chapitre 17 de la Loi 2010	141
Chapitre 1. : Le GFI régi par l'article 125-1 du chapitre 16 de la Loi 2010	141
Chapitre 2. : Le GFI régi par le chapitre 17 de la Loi 2010	143
Partie VII. : La SIAG et le FIAAG	143
Chapitre 1. : Conditions d'obtention et de maintien d'agrément	143
Chapitre 2. : Surveillance prudentielle de la SIAG et	

TABLE OF CONTENTS

Part I: Definitions and abbreviations	6
Part II: The conditions for obtaining and maintaining the authorisation of an authorised investment fund manager (IFM) whose activity is limited to the management of UCI as provided for in Article 101 (2) of the 2010 Law and Article 5 (2) of the 2013 Law	12
Chapter 1: Basic principles	12
Chapter 2: Shareholding	12
Chapter 3: Own funds	17
Chapter 4: The bodies of the IFM	22
Chapter 5: Arrangements regarding central administration and internal governance	34
Chapter 6: Specific organisational arrangements	100
Chapter 7: External audit	129
Chapter 8: Exchange of information between the IFM and the depositary	129
Chapter 9: Programme of activities	130
Part III: Conditions for obtaining and maintaining authorisation of IFMs active in the management of UCIs and the management of investment portfolios on a client-by-client basis, as provided for in Article 101 (3) of the 2010 and Article 5 (4) of the 2013 Law	133
Part IV: The IFM and the principles of freedom of establishment and freedom to provide services	135
Chapter 1: Freedom to establish a branch	135
Chapter 2: Freedom to provide services	138
Chapter 3: General provisions in relation to the freedom of establishment, respectively the freedom to provide services	139
Part V: Principle of proportionality	140
Part VI: The IFM governed by Article 125-1 of Chapter 16 and the IFM governed by Chapter 17 of the 2010 Law	141
Chapter 1: The IFM governed by Article 125-1 of Chapter 16 of the 2010 Law	141
Chapter 2: The IFM governed by Chapter 17 of the 2010 Law	143
Part VII: The SIAG and the internally managed AIF	143
Chapter 1: Conditions for obtaining and maintaining authorisation	143
Chapter 2: Prudential supervision of the SIAG and	

du FIAAG	146	the internally managed AIF	146
Partie VIII. : Communication avec la CSSF	146	Part VIII: Communication with the CSSF	146
Partie IX. : Entrée en vigueur et dispositions diverses	146	Part IX: Entry into force and miscellaneous provisions	146
Annexe 1 : Procédure de gestion des risques à communiquer à la CSSF pour les FIA	148	Annex 1: Risk management procedure to be communicated to the CSSF for AIFs	148
Annexe 2 : Tableau de synthèse des modalités de communication à la CSSF suivant la nature de la modification (liste non exhaustive)	154	Annex 2: Summary table of the terms for communication to the CSSF according to the nature of the change (non-exhaustive list)	154
Annexe 3 : Renseignements spécifiques applicables aux SIAG et FIAAG	159	Annex 3: Specific information applicable to SIAGs and internally managed AIFs	159

Partie I. : Définitions et abréviations

1. On entend aux fins de la présente circulaire par :
- 1) « **ABE** » ou « **EBA** » : Autorité bancaire européenne (*European Banking Authority*) ;
 - 2) « **AEAPP** » ou « **EIOPA** » : Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (*European Insurance and Occupational Pensions Authority*) ;
 - 3) « **AEMF** » ou « **ESMA** » : Autorité européenne des marchés financiers (*European Securities and Markets Authority*) ;
 - 4) « **BC/FT** » : blanchiment de capitaux et financement du terrorisme ;
 - 5) « **Circulaire CSSF 07/290** » : circulaire CSSF 07/290 telle que modifiée par la circulaire CSSF 10/451 portant définition de ratios de fonds propres en application de l'article 56 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (circulaire en cours de modification) ;
 - 6) « **Circulaire CSSF 17/661** » : circulaire CSSF 17/661 adoptant les orientations conjointes émises par les trois autorités européennes de surveillance (EBA/ESMA/EIOPA) sur les facteurs de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;
 - 7) « **Circulaire CSSF 11/512** » : circulaire CSSF 11/512 concernant la présentation des principaux changements du cadre réglementaire en matière de gestion des risques suite à la publication du règlement CSSF 10-4 et aux précisions de l'ESMA, donnant des précisions supplémentaires de la CSSF sur les règles relatives à la gestion des risques, donnant une définition du contenu et du format de la procédure de gestion des risques à communiquer à la CSSF ;
 - 8) « **CRR** » : règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 ;
 - 9) « **délégué** » : tout tiers exerçant, pour le compte du GFI :
 - une ou plusieurs des fonctions incluses dans l'activité de gestion collective de portefeuille telles que définies à l'annexe II de la Loi 2010, ainsi qu'une partie des activités de gestion des risques conformément au point 222, respectivement les fonctions incluses dans l'annexe I de la Loi 2013,

Part I: Definitions and abbreviations

1. For the purpose of this Circular the following means:
- 1) "**EBA**": European Banking Authority;
 - 2) "**EIOPA**": European Insurance and Occupational Pensions Authority;
 - 3) "**ESMA**": European Securities and Markets Authority;
 - 4) "**ML/TF**": money laundering and terrorism financing;
 - 5) "**CSSF Circular 07/290**": CSSF Circular 07/290 as amended by CSSF Circular 10/451 defining capital ratios pursuant to article 56 of the amended law of 5 April 1993 on the financial sector (circular currently being amended);
 - 6) "**CSSF Circular 17/661**": CSSF Circular 17/661 on the adoption of the joint guidelines issued by the three European Supervisory Authorities (EBA/ESMA/EIOPA) on money laundering and terrorism financing risk factors;
 - 7) "**CSSF Circular 11/512**": CSSF Circular 11/512 on the presentation of the main regulatory changes in risk management following the publication of CSSF Regulation 10-4 and ESMA clarifications providing further clarifications from the CSSF on risk management rules, providing a definition of the content and format of the risk management process to be communicated to the CSSF;
 - 8) "**CRR**": Regulation (EU) No 575/2013 of 26 June 2013 on prudential requirements for credit institutions and investment firms and amending Regulation (EU) No 648/2012;
 - 9) "**delegate**": any third party exercising on behalf of the IFM:
 - one or more functions included in the activity of collective portfolio management as defined in annex II of the 2010 Law, as well as a part of the activities of risk management in accordance with point 222, respectively the functions included in annex I of the 2013 Law;

- pour le GFIA, l'expert externe en évaluation ;
- 10) « **Directive GFIA** » : directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
- 11) « **Directive OPCVM** » : directive 2009/65/CE du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) ;
- 12) « **ETP** » : équivalent temps plein ;
- 13) « **FIA** » : fonds d'investissement alternatif au sens de l'article 1 de la Loi 2013, en ce compris les fonds européens d'investissement à long terme (« **ELTIF** »), les fonds d'entrepreneuriat social européens (« **EuSEF** ») et les fonds de capital-risque européens (« **EuVECA** ») ;
- 14) « **FIAAG** » : fonds d'investissement alternatif autogéré : FIA géré de manière interne au sens de l'article 4 (1) b) de la Loi 2013 ;
- 15) « **fonctions-clé** » : les fonctions incluses dans l'activité de gestion collective de portefeuille telles que définies à l'annexe II de la Loi 2010, respectivement les fonctions incluses dans l'annexe I de la Loi 2013, y compris le suivi des délégataires des fonctions précitées, les fonctions permanentes de compliance, de gestion des risques et d'audit interne ainsi que, pour le GFIA, la fonction d'évaluation ;
- 16) « **fonds propres exigibles** » :
 - les fonds propres requis aux termes des articles 101 (4) et 102 (1) a) de la Loi 2010, ainsi que de l'article 8 de la Loi 2013,
 - pour le GFIA, le cas échéant, les fonds propres visés aux articles 12 à 15 du Règlement Délégué 231/2013,
 - lorsque le GFI est également autorisé à fournir les services visés à l'article 101 (3) de la Loi 2010 et/ou à l'article 5 (4) de la Loi 2013, les fonds propres requis aux termes de l'application de la Circulaire CSSF 07/290 ;
- 17) « **GFIA** » : gestionnaire de fonds d'investissement alternatif autorisé suivant le chapitre 2 de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
- 18) « **instances dirigeantes** » : les personnes qui dirigent de fait l'activité du GFI au sens de l'article 102 (1)
- for the AIFM, the external valuation expert;
- 10) "**AIFM Directive**": Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers;
- 11) "**UCITS Directive**": Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS);
- 12) "**FTE**": full-time equivalent;
- 13) "**AIF**": alternative investment fund within the meaning of Article 1 of the 2013 Law, including European long-term investment funds ("**ELTIFs**"), European social entrepreneurship funds ("**EuSEFs**") and European venture capital funds ("**EuVECAs**");
- 14) "**internally managed AIF**": self-managed alternative investment fund: an AIF managed internally within the meaning of Article 4 (1) b) of the 2013 Law.
- 15) "**key functions**": the functions included in the activity of collective portfolio management as defined in annex II of the 2010 Law, respectively the functions included in annex I of the 2013 Law, including the monitoring of the delegate to whom of the above-mentioned functions have been delegated, the permanent compliance, risk management and internal audit functions, as well as, for the AIFM, the valuation function;
- 16) "**own funds requirements**":
 - the required own funds in accordance with Articles 101(4) and 102(1) a) of the 2010 Law, as well as Article 8 of the 2013 Law,
 - for the AIFM, where appropriate, the own funds referred to in Articles 12 to 15 of Delegated Regulation 231/2013,
 - where the IFM is also authorised to provide the services referred to in Article 101 (3) of the 2010 Law and/or in Article 5 (4) of the 2013 Law, the required own funds by CSSF Circular 07/290;
- 17) "**AIFM**": alternative investment fund manager authorised in accordance with Chapter 2 of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers;
- 18) "**senior management**": the persons who effectively direct the activity of the IFM within the meaning of Article 102 (1) c) of the 2010 Law and Article 7 (1) c) of the 2013

c) de la Loi 2010 et de l'article 7 (1) c) de la Loi 2013 ;

19) « **Loi du 27 octobre 2010** » : loi du 27 octobre 2010 portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg ; relative à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme ;

20) « **Loi LBC/FT** » : loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme telle que modifiée ;

21) « **Loi 2010** » : loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif telle que modifiée ;

22) « **Loi 2013** » : loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs telle que modifiée ;

23) « **LBC/FT** » : lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;

24) « **LSF** » : loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier telle que modifiée ;

25) « **OPC** » : inclut les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), les fonds d'investissement alternatifs (FIA) réglementés et non réglementés, les sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR) ne qualifiant pas de FIA et les fonds d'investissement spécialisés (FIS) ne qualifiant pas de FIA ;

26) « **OPCVM** » : organisme de placement collectif en valeurs mobilières soumis à la Directive OPCVM ;

27) « **organe de direction** » : organe de direction au sens de l'article 1er paragraphe 26bis de la Loi 2010, à savoir : a) en ce qui concerne les sociétés anonymes, le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas ; b) en ce qui concerne les autres types de sociétés, l'organe qui représente, en vertu de la loi et des documents constitutifs, la société de gestion ou l'OPCVM ;

28) « **organe directeur** » : organe directeur au sens de l'article 1er du Règlement Délégué 231/2013, à savoir l'organe investi du pouvoir ultime de décision au sein d'un gestionnaire, et remplissant les fonctions de surveillance et de gestion, ou uniquement la fonction de gestion lorsque ces deux fonctions sont séparées ;

Law;

19) "**Law of 27 October 2010**": Law of 27 October 2010 enhancing the anti-money laundering and counter terrorism financing legal framework; organising the controls of physical transport of cash entering, transiting through or leaving the Grand-Duchy of Luxembourg; implementing United Nations Security Council resolutions as well as acts adopted by the European Union concerning prohibitions and restrictive measures in financial matters in respect of certain persons, entities and groups in the context of the combat against terrorism financing;

20) "**AML/TF Law**": Law of 12 November 2004 on the fight against money laundering and terrorism financing, as amended;

21) "**2010 Law**": Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended;

22) "**2013 Law**": Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as amended;

23) "**AML/TF**": fight against money laundering and terrorism financing;

24) "**LFS**": Law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended;

25) "**UCI**": includes undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS), regulated and non-regulated alternative investment funds (AIFs), investment companies in risk capital (SICARs) not qualifying as AIFs and specialised investment funds (SIFs) not qualifying as AIFs;

26) "**UCITS**": "undertaking for collective investment in transferable securities subject to the UCITS Directive;

27) "**management body**": management body within the meaning of Article 1, paragraph 26bis of the 2010 Law, i.e.: a) regarding public limited companies, the board of directors or the management board, as the case may be; b) regarding other types of companies, the body which represents, by virtue of the law and the constitutive documents, the management company or the UCITS;

28) "**governing body**": governing body within the meaning of Article 1 of Delegated Regulation 231/2013, i.e. the body vested with ultimate decision making authority in an investment fund manager, comprising the supervisory and the managerial functions, or only the managerial function if the two functions are separated;

29) « **Orientations Communes** » : orientations communes de l'AEMF, de l'ABE, et de l'AEAPP relatives à l'évaluation prudentielle des acquisitions et des augmentations de participations qualifiées dans des entités du secteur financier ;

30) « **Orientations Conjointes (ABE/AEMF/AEAPP) sur les facteurs de risques de BC/FT** » : orientations conjointes émises par les trois autorités européennes de surveillance (ABE/AEMF/AEAPP) sur les facteurs de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

31) « **participation qualifiée** » : le fait de détenir dans une entreprise, directement ou indirectement, une participation qui représente au moins 10 % du capital ou des droits de vote, ou toute autre possibilité d'exercer une influence notable sur la gestion de cette entreprise ;

32) « **PGR** » : procédure de gestion des risques ;

33) « **PRIIPs-KID** » : document d'informations clés relatif aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance, requis aux termes du Règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 ;

34) « **Règlement Délégué (UE) 2016/438** » : règlement délégué (UE) n° 2016/438 du 17 décembre 2015 complétant la Directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les obligations des dépositaires ;

35) « **Règlement Délégué 231/2013** » : règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012 complétant la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les dérogations, les conditions générales d'exercice, les dépositaires, l'effet de levier, la transparence et la surveillance ;

36) « **Règlement Délégué (UE) 241/2014** » : règlement délégué (UE) n° 241/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 complétant le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation concernant les exigences de fonds propres applicables aux établissements, tel que modifié ;

37) « **Règlement EMIR** » : règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement Européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux ainsi que les différents actes délégués et actes d'exécution y afférents ;

38) « **Réglementation MiFID II** » :

- la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés

29) "**Joint Guidelines**": joint guidelines of ESMA, EBA and EIOPA on the prudential assessment of acquisitions and increases of qualifying holdings in the financial sector;

30) "**Joint Guidelines (EBA/ESMA/EIOPA) on ML/TF risk factors**": joint guidelines issued by the three European Supervisory Authorities (EBA/ESMA/EIOPA) on money laundering and terrorism financing risk factors;

31) "**qualifying holding**": any direct or indirect holding in an undertaking, which represents at least 10% of the capital or of the voting rights or any other possibility to exercise a significant influence over the management of this undertaking;

32) "**RMP**": risk management procedure;

33) "**PRIIPs-KID**": key information document relating to packaged retail investment and insurance-based investment products in accordance with Regulation (EU) No 1286/2014 of the European Parliament and of the Council of 26 November 2014;

34) "**Delegated Regulation (EU) 2016/438**": Commission Delegated Regulation (EU) No 2016/438 of 17 December 2015 supplementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council with regard to obligations of depositaries;

35) "**Delegated Regulation (EU) No 231/2013**": Commission Delegated Regulation (EU) No 231/2013 of 19 December 2012 supplementing Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council with regard to exemptions, general operating conditions, depositaries, leverage, transparency and supervision;

36) "**Delegated Regulation (EU) No 241/2014**": Commission Delegated Regulation (EU) No 241/2014 of 7 January 2014 supplementing Regulation (EU) No 575/2013 of the European Parliament and of the Council with regard to regulatory technical standards for Own Funds requirements for institutions, as amended;

37) "**EMIR Regulation**": Regulation (EU) No 648/2012 of the European Parliament and of the Council of 4 July 2012 on OTC derivatives, central counterparties and trade repositories, as well as the different delegated acts and implementing acts relating thereto;

38) "**MiFID II Regulation**":

- law of 30 May 2018 on markets in financial

d'instruments financiers et portant transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE,

- le Règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers (« MiFIR »),
- le Règlement grand-ducal du 30 mai 2018 relatif à la protection des instruments financiers et des fonds des clients, aux obligations applicables en matière de gouvernance des produits et aux règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage monétaire ou non monétaire,
- le Règlement délégué (UE) n° 2017/565 de la Commission du 25 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, ainsi que
- les actes délégués, les actes d'exécution et les orientations et les questions/réponses en la matière ;

39) « **Règlement MMF** » : règlement (UE) n° 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires ainsi que les actes délégués, les actes d'exécution et les orientations en la matière ;

40) « **Règlement 10-4** » : règlement CSSF n° 10-4 portant transposition de la directive 2010/43/UE de la Commission du 1er juillet 2010 portant mesures d'exécution de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles, les conflits d'intérêts, la conduite des affaires, la gestion des risques et le contenu de l'accord entre le dépositaire et la société de gestion ;

41) « **Règlement CSSF 12-02** » : règlement CSSF 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;

42) « **Règlement CSSF 16-07** » : règlement CSSF 16-07 relatif à la résolution extrajudiciaire des réclamations ;

43) « **SIAG** » : société d'investissement autogérée ;

« **UCITS-KIID** » : document d'informations clés pour l'investisseur, requis aux termes du règlement (UE) n° 583/2010 de la Commission du 1er juillet 2010 mettant en œuvre la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les informations clés pour

instruments and implementing Directive 2014/65/EU of the European Parliament and of the Council of 15 May 2014 on markets in financial instruments and amending Directive 2002/92/EC and Directive 2011/61/EU,

- Regulation (EU) No 600/2014 on markets in financial instruments ("MiFIR"),
- Grand-ducal Regulation of 30 May 2018 on the protection of financial instruments and funds belonging to clients, product governance obligations and the rules applicable to the provision or reception of fees, commissions or any monetary or non-monetary benefits,
- Commission Delegated Regulation (EU) 2017/565 of 25 April 2016 supplementing Directive 2014/65/EU of the European Parliament and of the Council as regards organisational requirements and operating conditions for investment firms and defined terms for the purposes of that Directive, as well as
- the delegated acts, implementing acts and guidelines and questions/answers in this respect;

39) "**MMF Regulation**": Regulation (EU) 2017/1131 of the European Parliament and of the Council of 14 June 2017 on money market funds as well as the delegated acts, implementing acts and guidelines in this respect;

40) "**CSSF Regulation 10-4**": CSSF Regulation No 10-4 transposing Commission Directive 2010/43/EU of 1 July 2010 implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council as regards organisational requirements, conflicts of interest, conduct of business, risk management and content of the agreement between a depositary and a management company;

41) "**CSSF Regulation 12-02**": CSSF Regulation No 12-02 of 14 December 2012 on the fight against money laundering and terrorism financing;

42) "**CSSF Regulation 16-07**": CSSF Regulation No 16-07 relating to out-of-court complaint resolution;

43) "**SIAG**": self-managed investment company;

"**UCITS-KIID**": key investor information document required pursuant to Commission Regulation (EU) No 583/2010 implementing Directive 2009/65/EC of the European Parliament and of the Council as regards key investor information and conditions to be met when providing key

l'investisseur et les conditions à remplir lors de la fourniture des informations clés pour l'investisseur ou du prospectus sur un support durable autre que le papier ou au moyen d'un site web.

investor information or the prospectus in a durable medium other than paper or by means of a website.

Partie II. : Les conditions d'obtention et de maintien d'agrément d'un gestionnaire de fonds d'investissement (GFI) autorisé dont l'activité se limite à la gestion d'OPC telle que prévue par l'article 101 (2) de la Loi 2010 et l'article 5 (2) de la Loi 2013

Part II: The conditions for obtaining and maintaining the authorisation of an authorised investment fund manager (IFM) whose activity is limited to the management of UCI as provided for in Article 101 (2) of the 2010 Law and Article 5 (2) of the 2013 Law

Chapitre 1. : Principes de base

Chapter 1: Basic principles

2. L'accès à l'activité d'un GFI est subordonné à un agrément préalable délivré par la CSSF (en accord respectivement avec les articles 101 et 125-2 de la Loi 2010 et l'article 6 de la Loi 2013).

2. Access to the activity of an IFM is subject to prior authorisation issued by the CSSF (in accordance with Articles 101 and 125-2 of the 2010 Law and Article 6 of the 2013 Law respectively).

3. Il en est de même pour l'ouverture par un GFI de droit luxembourgeois d'agences au Luxembourg, de bureaux de représentation et de succursales au Luxembourg et/ou à l'étranger.

3. The same applies to the opening by a Luxembourg IFM of agencies in Luxembourg, representative offices and branches in Luxembourg and/or abroad.

4. Pour un GFIA, l'étendue des responsabilités du GFIA par rapport à chaque FIA géré est à apprécier suivant le caractère obligatoire, sinon complémentaire, des fonctions mentionnées au point 1 ou au point 2 de l'annexe I de la Loi 2013 et exercées par le GFIA. Toutefois, ce principe ne dispense pas le GFIA de respecter les dispositions visées au sous-chapitre 5.4. « *Organisation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme* » et au point 516 du sous-chapitre 6.4. « *Organisation de la fonction d'administration d'OPC* ».

4. For an AIFM, the extent of the responsibilities of the AIFM in relation to each managed AIF is to be assessed according to the mandatory, or complementary, nature of the functions mentioned in point 1 or in point 2 of Annex I to the 2013 Law and exercised by the AIFM. However, this principle does not exempt the AIFM from complying with the provisions referred to in Sub-Chapter 5.4 "*Organisation of the fight against money laundering and terrorism financing*", and in point 516 of Sub-Chapter 6.4 "*Organisation of the administration function of UCI*".

Chapitre 2. : Actionnariat

Chapter 2: Shareholding

Sous-chapitre 2.1. : Agrément initial

Sub-Chapter 2.1: Initial authorisation

5. La CSSF n'accorde l'agrément à un GFI que si elle a obtenu communication de l'identité des actionnaires ou associés, directs et indirects¹, personnes physiques ou morales, qui détiennent une participation qualifiée, et du montant de cette participation. La CSSF doit être satisfaite qu'un détenteur d'une participation qualifiée remplisse les conditions d'honorabilité et dispose des qualités requises pour exercer ses pouvoirs de manière à ce que soit assurée une gestion saine et prudente du GFI (articles 103 (1) de la Loi 2010 et 7 (1) d) de la Loi 2013).

5. The CSSF does not grant authorisation to an IFM unless it has obtained information on the identity of the shareholders or members, direct and indirect², physical or legal persons, who hold a qualifying holding and the amount of that holding. The CSSF must be satisfied that a holder of a qualifying holding fulfils the conditions of good repute and has the qualities required to exercise his powers in such a way that the sound and prudent management of the IFM is ensured (Articles 103 (1) of the 2010 Law and 7(1) d) of the 2013 Law).

¹ Par actionnaires indirects, il faut comprendre les actionnaires ultimes et les bénéficiaires effectifs de la structure de l'actionnariat du GFI.

² Indirect shareholders are the ultimate shareholders and the effective beneficial owners of the shareholding structure of the IFM.

6. Par ailleurs, il est exigé que la structure de l'actionnariat direct et indirect, en ce compris les personnes avec lesquelles le GFI entretient des liens étroits, soit clairement déterminée et organisée de telle façon que la CSSF puisse exercer sa surveillance sans entrave (articles 102 (2) de la Loi 2010 et 7 (3) de la Loi 2013).

7. La notion de gestion saine et prudente est appréciée à la lumière des critères d'évaluation énoncés au chapitre 3 des orientations communes de l'AEMF, de l'ABE, et de l'AEAPP relatives à l'évaluation prudentielle des acquisitions et des augmentations de participations qualifiées dans des entités du secteur financier³ (ci-après « les Orientations Communes »). Les cinq critères sont :

- la réputation /l'honorabilité professionnelle du candidat acquéreur ;
- la réputation/l'honorabilité et l'expérience professionnelles de ceux qui dirigeront l'activité du GFI ;
- la solidité financière du candidat acquéreur⁵ ;
- le respect des exigences prudentielles du GFI ;
- l'absence de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme par le candidat acquéreur.

8. Disposition applicable à la SGO : en ce qui concerne le GFI régi par le chapitre 15 de la Loi 2010, la notion de gestion saine et prudente est plus particulièrement appréciée à la lumière des critères d'évaluation énoncés à l'article 108 de la Loi 2010 qui fait référence à l'article 18 de la LSF.

9. Le dossier introduit en vue d'un agrément tel que prévu au point 2 de la présente circulaire doit inclure au moins les informations énoncées à l'annexe I des Orientations Communes.

10. La demande d'agrément doit contenir un organigramme détaillé du groupe auquel appartient le GFI. Celui-ci doit identifier tous les actionnaires directs ainsi que chaque actionnaire indirect détenant une participation qualifiée dans le GFI. En tout état de cause, le bénéficiaire économique ultime du GFI doit être identifié. L'organigramme doit mettre en évidence les

6. Furthermore, it is required that the direct and indirect shareholding structure, including the persons with whom the IFM has close links, is clearly determined and organised in such a manner that the CSSF can exercise its supervision without obstruction (Articles 102 (2) of the 2010 Law and 7 (3) of the 2013 Law).

7. The concept of sound and prudent management is assessed in the light of the evaluation criteria set out in Chapter 3 of the Joint Guidelines of ESMA, EBA and EIOPA on the prudential assessment of acquisitions and increases of qualifying holdings in the financial sector⁴, (hereafter "the Joint Guidelines"). The five criteria are:

- the professional reputation of the proposed acquirer;
- the professional reputation and experience of those who will direct the activity of the IFM;
- the financial soundness of the proposed acquirer⁶;
- compliance with the prudential requirements of the IFM;
- the absence of any suspicion of money laundering or terrorism financing by the proposed acquirer.

8. Provisions applicable to the ManCo: as regards the IFM governed by Chapter 15 of the 2010 Law, the concept of sound and prudent management is more particularly assessed in the light of the evaluation criteria set out in Article 108 of the 2010 Law which refers to Article 18 of the LFS.

9. The authorisation file as provided for in point 2 of this Circular must include at least the information set out in Annex I of the Joint Guidelines.

10. The application for authorisation must contain a detailed organisation chart of the group to which the IFM belongs. The latter must identify all direct shareholders as well as each indirect shareholder holding a qualifying holding in the IFM. In any event, the ultimate beneficial owner of the IFM must be identified. The organisation chart must highlight any holdings/subsidiaries and

³ [JC/GL/2016/01 du 20 décembre 2016](#) : (FR)

⁴ [JC/GL/2016/01 of 20 December 2016](#): (EN)

⁵ Pour le GFI organisé sous forme de société en commandite, la notion d'acquéreur comprend à la fois l'associé commandité et l'associé commanditaire.

⁶ For an IFM organised in the form of a limited partnership, the concept of acquirer includes both the general partner and the limited partner.

éventuelles participations/filiales et succursales du GFI ainsi que, en principe, toutes les entités faisant partie du groupe.

11. En outre, la demande d'agrément doit notamment, pour chaque actionnaire envisageant de détenir une participation qualifiée, comporter les éléments suivants, à fournir dans l'une des langues acceptées par la CSSF, conformément à la partie VIII. de la présente circulaire :

- la déclaration sur l'honneur du (des) actionnaire(s) dont le modèle est à télécharger sur le site internet de la CSSF ;
- pour chaque actionnaire personne physique : un *curriculum vitae* daté et signé, une copie de la carte d'identité, un extrait de casier judiciaire récent, si disponible, ou tout autre document comparable et une déclaration de fortune à jour ;
- pour chaque actionnaire personne morale : la juridiction dans laquelle celui-ci est établi, l'existence d'une supervision prudentielle ainsi que la nature de la ou des autorisation(s) accordée(s) aux entités concernées, les statuts de la société et ses comptes annuels, si possible audités, relatifs aux trois derniers exercices et l'existence d'une obligation légale d'établir des comptes annuels audités par un réviseur d'entreprises ou équivalent.

12. Le dossier d'agrément doit comporter une justification adéquate quant à la structuration retenue pour l'implantation d'un GFI de droit luxembourgeois. La structuration ne doit pas viser à contourner les exigences applicables en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, telles que précisées dans la circulaire CSSF 17/650 concernant l'application de la Loi LBC/FT et du règlement grand-ducal du 1er février 2010 portant précision de certaines dispositions de la Loi LBC/FT aux infractions primaires fiscales.

13. La demande devra également apporter la preuve du respect des modalités suivantes :

- l'actionnaire doit, en principe, financer par ses fonds propres la constitution du GFI. Les modalités de financement de la participation détenue dans le GFI, notamment les mécanismes de transferts de liquidités au niveau du groupe le cas échéant, doivent être décrits ;
- le financement par l'actionnaire doit, en principe, être effectué pour le compte propre de l'actionnaire et non pour le compte de tiers ;

branches of the IFM as well as, in principle, all the entities belonging to the group.

11. In addition, the application for authorisation must, for each shareholder intending to hold a qualifying holding, contain the following elements, to be provided in one of the languages accepted by the CSSF, in accordance with Part VIII. of this Circular:

- a declaration of honour of the shareholder(s) which is to be downloaded from the CSSF's website;
- for each shareholder being a physical person: a signed and dated *curriculum vitae*, a copy of the identity card, a recent extract of the criminal record, if available, or any other comparable document and an up-to-date declaration of assets;
- for each shareholder being a legal entity: the jurisdiction in which it is established; the existence of prudential supervision as well as the nature of the authorisation(s) granted to the entities concerned; the articles of association of the company and its annual accounts, if possible audited, relating to the last three financial years and the existence of a legal obligation to draw up annual accounts audited by an auditor or equivalent.

12. The authorisation file must include adequate justification as to the structure chosen for the establishment of a Luxembourg IFM. The aim of the structuring must not be to circumvent the applicable requirements as regards the fight against money laundering and terrorism financing, as specified in CSSF Circular 17/650 on the application of the AML/TF Law and the Grand-Ducal Regulation of 1 February 2010 specifying certain provisions of the AML/TF Law to primary tax offences.

13. The application must also provide proof of compliance with the following measures:

- the shareholder must, in principle, finance the formation of the IFM with its own funds. The financing arrangements for the participation held in the IFM, including cash transfer mechanisms at group level, as the case may be, must be described;
- the financing by the shareholder must, in principle, be carried out for the shareholder's own account and not for the account of third parties;

- les actions détenues par les actionnaires dans le GFI ne peuvent en principe être mises en gage.

14. Chaque actionnaire direct d'un GFI, lorsqu'il est une personne morale, doit, en principe, disposer de fonds propres équivalents au moins au montant qu'il compte investir dans le GFI et tel que comptabilisé à la valeur d'acquisition, déduction faite, le cas échéant, des autres participations détenues. Le dossier d'agrément devra montrer le respect de cette exigence.

15. Dans le cas où le dépositaire détient directement ou indirectement une participation qualifiée dans un GFI, le GFI doit identifier les conflits d'intérêts pouvant résulter de cette participation et s'efforcer de les écarter suivant les procédures prévues dans la politique de gestion des conflits d'intérêts du GFI.

16. Dans le but de renforcer le respect des exigences prudentielles et des règles de conduite, la CSSF peut demander une lettre de patronage. L'émetteur de cette lettre s'engage vis-à-vis de la CSSF à ce que l'entité patronnée respecte/respectera les exigences prudentielles que le droit applicable impose, notamment en ce qui concerne les exigences de fonds propres. Cette lettre peut être demandée :

- au moment de l'agrément du GFI,
- au moment de toute modification de l'actionnariat du GFI et
- au cours de la vie du GFI, lorsque la solidité financière du GFI et/ou de l' (des) actionnaire(s) existant(s) n'est plus garantie.

Sous-chapitre 2.2. : Modification au sein de l'actionnariat

17. En application de l'article 108 (1) de la Loi 2010 et de l'article 9 (1) de la Loi 2013, le GFI est tenu de notifier au préalable à la CSSF toute modification dans le chef des détenteurs d'une participation qualifiée, et, dans tous les cas au plus tard dès qu'il en a connaissance.

18. Disposition spécifique applicable à la SGO : la SGO doit informer la CSSF par écrit et préalablement à l'opération en vue d'un agrément dans les cas suivants :

- lorsqu'il y a acquisition, directe ou indirecte, d'une participation qualifiée dans une SGO relevant du chapitre 15 de la Loi 2010, ou une augmentation de cette participation qualifiée de telle façon que la proportion de droits de vote ou de parts de capital détenue atteigne ou dépasse les seuils de 20 %,

- the shares held by the shareholders in the IFM cannot, in principle, be pledged.

14. Each direct shareholder of an IFM, when it is a legal person, must, in principle, dispose of own funds equivalent at least to the amount it intends to invest in the IFM and as accounted for at acquisition cost, after deduction, as the case may be, of other holdings. The authorisation file must demonstrate compliance with this requirement.

15. In the case that the depositary has a direct or indirect qualifying holding in an IFM, the IFM must identify the conflicts of interest that may arise from such holding and must strive to avoid them in accordance with the procedures set out in the conflicts of interest policy of the IFM.

16. In order to reinforce compliance with prudential requirements and rules of conduct, the CSSF may request a sponsorship letter. The issuer of this letter undertakes, vis-à-vis the CSSF, to ensure that the sponsored entity complies/will comply with the prudential requirements imposed by the applicable law, in particular regarding the requirements relating to own funds. This letter may be requested:

- at the time of authorisation of the IFM,
- at the time of any change in the shareholding structure of the IFM and
- during the life of the IFM, when the financial soundness of the IFM and/or the existing shareholder(s) is no longer guaranteed.

Sub-Chapter 2.2: Changes within the shareholding structure

17. Pursuant to Article 108 (1) of the 2010 Law and Article 9 (1) of the 2013 Law, the IFM is required to notify the CSSF in advance of any change in respect of holders of a qualifying holding and, in any event, as soon as it becomes aware thereof at the latest.

18. Specific provisions applicable to the ManCo: the ManCo must inform the CSSF in writing and prior to the transaction with a view to authorisation in the following cases:

- where there is a direct or indirect acquisition of a qualifying holding in an ManCo falling under Chapter 15 of the 2010 Law, or an increase in this qualifying holding, in such a way that the proportion of the voting rights or share capital held reaches or exceeds the thresholds of 20%, 33

de 33 1/3 % ou de 50 % ou que la SGO devienne une filiale ;

- lorsqu'il y a cession, directe ou indirecte, d'une participation qualifiée dans une SGO relevant du chapitre 15 de la Loi 2010, ou une diminution de cette participation, de telle façon que la proportion de droits de vote ou de parts de capital détenue passe sous les seuils de 20 %, de 33 1/3 % ou de 50 %, ou que la SGO cesse d'être une filiale.

19. La CSSF s'attend à ce que le GFIA informe également la CSSF dans les cas visés au point 18 ci-avant.

20. Le dossier de notification visé ci-avant au point 17 doit inclure un organigramme actuel détaillé du groupe auquel appartient l'acquéreur, l'organigramme-cible du groupe après l'opération ainsi qu'une mise à jour des documents prévus au sous-chapitre 2.1. (« *Agrément initial* ») ci-avant. En cas d'acquisition par un nouvel actionnaire ayant l'intention de réorienter la stratégie du GFI, le dossier doit inclure une version actualisée du programme d'activités visé au chapitre 9.

21. S'agissant de la modification du nombre de parts ou d'actions détenues par un actionnaire personne physique existant, la copie de la carte d'identité, le *curriculum vitae* et l'extrait de casier judiciaire ne seront, en principe, pas demandés.

22. Pour toute modification affectant la structure d'actionnariat d'un GFI non couverte aux points 17 et 18 de la présente circulaire, comme par exemple certaines restructurations du groupe auquel appartient le GFI, l'acquisition/cession directe ou indirecte d'une participation non qualifiée, l'augmentation/diminution d'une participation sans toutefois dépasser les seuils visés au point 18, le GFI est tenu d'informer la CSSF.

23. En cas de modification affectant l'organigramme du groupe, le GFI est tenu de fournir un organigramme du groupe actualisé, mettant notamment en évidence les entités faisant l'objet d'une supervision par une autorité de surveillance ainsi que les entités dont les titres sont admis à la cotation sur un marché.

1/3% or 50% or where the ManCo becomes a subsidiary;

- where there is a direct or indirect disposal of a qualifying holding in an ManCo falling under Chapter 15 of the 2010 Law, or a reduction of such qualifying holding, in such a way that the proportion of voting rights or of share capital held falls below the thresholds of 20%, 33 1/3% or 50%, or where the ManCo ceases to be a subsidiary.

19. The CSSF expects the AIFM to also inform the CSSF in the cases referred to in point 18 above.

20. The notification file referred to in point 17 above must include a current detailed organisation chart of the group to which the acquirer belongs, the target organisation chart of the group after the transaction as well as an update of the documents provided for in Sub-Chapter 2.1 ("*Initial authorisation*") above. In the event of an acquisition by a new shareholder intending to reorient the IFM's strategy, the file must include an updated version of the programme of activities referred to in Chapter 9.

21. As regards the change of the number of units or shares held by an existing shareholder who is a natural person, a copy of the identity card, the *curriculum vitae* and an extract of the criminal record will not, in principle, be requested.

22. The IFM is required to inform the CSSF of any change affecting the shareholding structure of an IFM not covered in points 17 and 18 of this Circular, such as for example certain restructurings of the group to which the IFM belongs, the direct or indirect acquisition/disposal of a non-qualifying holding, the increase/decrease in a holding without however exceeding the thresholds referred to in point 18, the IFM is required to inform the CSSF.

23. In the event of a change affecting the organisation chart of the group, the IFM is required to provide an updated organisation chart of the group, highlighting in particular the entities subject to supervision by a supervisory authority as well as the entities whose securities are admitted to listing on a market.

Chapitre 3. : Fonds propres

Sous-chapitre 3.1. : Fonds propres exigibles

24. Chaque GFI doit disposer de moyens financiers adaptés et suffisants par rapport à ses activités.

25. Le GFI autre que la SIAG et le FIAAG doit disposer, au moment de sa constitution, d'un capital initial d'au moins 125.000 euros, ou d'un montant équivalent dans une autre devise, entièrement libéré au moins à hauteur de ce montant.

26. La SIAG et le FIAAG doivent disposer d'un capital initial d'au moins 300.000 euros, ou d'un montant équivalent dans une autre devise, entièrement libéré au moins à hauteur de ce montant.

27. La CSSF n'admet en principe pas les apports en nature tel l'apport de créances, ni au moment de la constitution du GFI, ni en cas d'augmentation de capital au cours de sa vie sociale.

28. Tout GFI dont l'agrément couvre exclusivement la gestion d'OPC au sens de l'article 101 (2) de la Loi 2010 et/ou de l'article 5 (2) de la Loi 2013 doit à tout moment justifier d'un montant de fonds propres au moins égal au plus élevé des deux montants suivants :

- 125.000 euros, complétés d'un montant supplémentaire de fonds propres égal à 0,02 % du montant de la valeur des portefeuilles du GFI excédant 250 millions d'euros. Le total du capital initial et du montant supplémentaire requis compte tenu de la valeur des portefeuilles gérés n'excède toutefois pas 10 millions d'euros. A cet effet, la valeur des portefeuilles gérés correspond à la somme des valeurs nettes d'inventaires de tous les OPC gérés, y compris les FIA non réglementés et les OPC ne se qualifiant pas de FIA. Lorsqu'un OPC investit dans d'autres OPC gérés par le même gestionnaire externe, cet investissement peut être exclu du calcul des actifs gérés du GFI ;
- le quart des frais généraux annuels de l'exercice précédent tel que prévu à l'article 102 (1) a), 3^e tiret de la Loi 2010 et à l'article 8 (5) de la Loi 2013, en référence à l'article 97 du CRR. En application de l'article 97 (2) du CRR, la CSSF se réserve le droit d'ajuster l'exigence de fonds propres si l'activité du GFI connaît une modification importante par rapport à l'année précédente.

Chapter 3: Own funds

Sub-Chapter 3.1: Required own funds

24. Each IFM must have adequate and sufficient financial means in relation to its activities.

25. The IFM other than the SIAG and the internally managed AIF must have, at the time of its formation, an initial capital of at least 125,000 euros, or an equivalent amount in another currency, fully paid-up to at least this amount.

26. The SIAG and the internally managed AIF must have an initial capital of at least 300,000 euros, or an equivalent amount in another currency, fully paid-up to at least this amount.

27. The CSSF does, in principle, not accept contributions in kind, such as debt neither at the time of formation of the IFM, nor in the event of a capital increase during its lifespan.

28. Any IFM whose authorisation exclusively covers the management of UCIs within the meaning of Article 101 (2) of the 2010 Law and/or Article 5 (2) of the 2013 Law must at all times provide proof of an amount of own funds at least equal to the higher of the following two amounts:

- 125,000 euros, plus an additional amount of own funds equal to 0.02 % of the value of the portfolio of the IMF exceeding 250 million euros. However, the total of the initial capital and the additional amount required taking into account the value of the managed portfolios shall not exceed 10 million euros. For this purpose, the value of the managed portfolios corresponds to the sum of the net asset values of all managed UCIs, including non-regulated AIFs and UCIs not qualifying as AIFs. Where a UCI invests in other UCIs managed by the same external manager, such investment may be excluded from the calculation of the assets managed by the IFM;
- one quarter of the overheads of the preceding financial year as provided for in Article 102 (1) a), 3rd indent of the 2010 Law and Article 8 (5) of the 2013 Law, with reference to Article 97 of the CRR. Pursuant to Article 97 (2) of the CRR, the CSSF reserves the right to adjust the own funds requirement if the IFM's activity changes significantly compared to the previous year.

29. Lors de l'agrément du GFI, le montant des fonds propres minimum est calculé sur base de données prévisionnelles de frais généraux pour le premier exercice d'activité.

30. Les modalités de détermination des frais généraux au sens de l'article 97 du CRR sont précisées aux articles 34*ter* à 34*quinter* du Règlement Délégué (UE) 241/2014.

31. Le GFI doit calculer les frais généraux de l'année précédente selon une approche par soustraction. A cet effet, en application du paragraphe 2 de l'article 34*ter* du Règlement Délégué (UE) 241/2014, les frais généraux sont calculés en partant du montant des charges totales après distribution des bénéfices aux actionnaires dans ses derniers états financiers annuels audités, duquel sont retranchés certains frais variables, de sorte que seuls les frais fixes et récurrents d'un exercice à un autre sont retenus. Sont notamment déduits les éléments visés aux points a) à h) du paragraphe 2 de l'article 34*ter* du Règlement Délégué (UE) 241/2014 lorsque ces éléments sont pertinents pour un GFI. Il convient de préciser que les distributions de bénéfice du GFI n'ont pas un caractère de charge et ne peuvent donc pas être déduites.

32. La CSSF précise que les frais payés par le GFI et correspondant à la rémunération de services prestés par des délégataires pour le compte d'OPC gérés ne sont pas considérés comme des frais généraux au sens de l'article 97 du CRR et peuvent donc être déduits.

33. Dans la limite des dispositions de l'article 102 (1) a) de la Loi 2010 et de l'article 8 (6) de la Loi 2013, un GFI peut ne pas fournir jusqu'à 50 % des fonds propres supplémentaires calculés en fonction de la valeur des portefeuilles gérés excédant 250 millions d'euros s'il bénéficie d'une garantie du même montant donnée par un établissement de crédit ou une entreprise d'assurance qui a son siège statutaire dans un État membre, ou dans un pays tiers où il est soumis à des règles prudentielles que la CSSF juge équivalentes à celles fixées par le droit de l'Union.

34. La mise en place ou le retrait d'une telle garantie ainsi que toute modification des conditions de cette garantie doivent être notifiées au préalable à la CSSF.

35. Indépendamment de ce qui précède, le GFI également autorisé à fournir les services visés à l'article 101 (3) de la Loi 2010 et/ou à l'article 5 (4) de la Loi 2013 est en outre tenu de respecter la réglementation luxembourgeoise portant transposition de la directive 2013/36/UE du 26 juin 2013 en matière d'adéquation des fonds propres.

29. When the IFM is authorised, the minimum amount of own funds is calculated on the basis of forecast overheads for the first financial year.

30. The procedures for determining overheads within the meaning of Article 97 of the CRR are specified in Articles 34*ter* to 34*quinter* of Delegated Regulation (EU) No 241/2014.

31. The IFM must calculate the previous year's overhead costs using a subtraction approach. For this purpose, pursuant to paragraph 2 of Article 34*ter* of Delegated Regulation (EU) 241/2014, overheads are calculated on the basis of the total expenses after distribution of profits to shareholders in its last audited annual financial statements, from which are deducted certain variable expenses so that only fixed and recurring expenses from one financial year to another are retained. In particular, the elements referred to in points a) to h) of paragraph 2 of Article 34*ter* of Delegated Regulation (EU) 241/2014 shall be deducted where these elements are relevant for an IFM. It should be noted that the IFM's profit distributions are not of an expense nature and therefore cannot be deducted.

32. The CSSF specifies that the fees paid by the IFM corresponding to the remuneration of services rendered by delegates on behalf of managed UCIs are not considered as overheads within the meaning of Article 97 of the CRR and may therefore be deducted.

33. Within the limit of the provisions of Article 102 (1) a) of the 2010 Law and Article 8 (6) of the 2013 Law, an IFM need not provide up to 50% of additional own funds calculated on the basis of the value of the managed portfolios exceeding 250 million euros, if it benefits from a guarantee of the same amount given by a credit institution or an insurance undertaking which has its registered office in a Member State, or in a third country where it is subject to prudential rules which the CSSF deems equivalent to those provided for by European Union law.

34. The provision or withdrawal of such a guarantee as well as any modification in the conditions of such guarantee must be notified in advance to the CSSF.

35. Notwithstanding the above, the IFM is also authorised to provide the services referred to in Article 101 (3) of the 2010 Law and/or Article 5 (4) of the 2013 Law and is furthermore required to comply with the Luxembourg regulations implementing Directive 2013/36/EU of 26 June 2013 on the adequacy of own funds.

36. La CSSF publie sur son site internet⁷ des précisions portant sur les modalités de calcul des fonds propres exigibles des GFI.

Dispositions spécifiques applicables au GFIA :

37. Pour couvrir les risques éventuels en matière de responsabilité professionnelle auxquels est exposé le GFIA dans le cadre des activités qu'il exerce en vertu de la Loi 2013, le GFIA et le FIAAG doivent soit :

- disposer de fonds propres supplémentaires d'un montant suffisant pour couvrir les risques éventuels en matière de responsabilité pour négligence professionnelle ; ou
- être couverts par une assurance de responsabilité civile professionnelle, adaptée aux risques couverts, au titre de l'engagement de leur responsabilité pour négligence professionnelle.

A cet effet, chaque GFIA et chaque FIAAG est tenu de respecter les dispositions visées aux articles 12 à 15 du Règlement Délégué 231/2013.

38. Le GFIA ayant décidé de couvrir les risques en matière de responsabilité pour négligence professionnelle via l'apport de fonds propres supplémentaires doit disposer d'un montant additionnel de fonds propres d'un minimum de 0,01 % de la valeur des portefeuilles des FIA gérés. Lorsqu'un FIA investit dans d'autres FIA gérés par le même gestionnaire externe, cet investissement ne peut pas être exclu du calcul des actifs gérés du GFI aux fins du calcul de l'exigence de fonds propres supplémentaire visé au présent point.

39. Le GFIA ayant recours à une assurance de responsabilité civile professionnelle suivant les dispositions de l'article 15 du Règlement Délégué 231/2013 doit notifier à la CSSF, et dès qu'il en a connaissance, toute modification apportée à la police d'assurance, en particulier en ce qui concerne le montant de la franchise et les montants couverts, tels que visés aux paragraphes 3 et 4 de l'article 15 du Règlement Délégué 231/2013.

Sous-chapitre 3.2. : Fonds propres éligibles

40. La composition et les critères d'éligibilité des fonds propres des GFI sont encadrés par les articles 25 à 88 du CRR.

36. The CSSF publishes details on its website⁸ details on the calculation methods of the IFM's own funds requirements.

Specific provisions applicable to the AIFM:

37. To cover potential professional liability risks to which the AIFM is exposed in its activities under the 2013 Law, the AIFM and the internally managed AIF must either:

- have sufficient additional own funds to cover potential liability risks arising from professional negligence; or
- be covered by professional indemnity insurance, appropriate to the risks covered, in respect of their liability for professional negligence.

To this end, the AIFM and each internally managed AIF must comply with the provisions referred to in Articles 12 to 15 of Delegated Regulation 231/2013.

38. The AIFM having decided to cover the risks in terms of liability for professional negligence through the contribution of additional own funds must have an additional amount of own funds of a minimum of 0.01% of the value of the portfolios of the managed AIFs. Where an AIF invests in others AIFs managed by the same external manager, such investment may not be excluded from the calculation of the assets managed by the IFM for the purposes of calculating the additional own funds referred to in this point.

39. An AIFM having recourse to professional indemnity insurance in accordance with the provisions of Article 15 of Delegated Regulation 231/2013 must notify the CSSF, as soon as it becomes aware of any change made to the insurance policy, in particular as regards the amount of the deductible and the amounts covered, as referred to in paragraphs 3 and 4 of Article 15 of Delegated Regulation 231/2013.

Sub-Chapter 3.2: Eligible own funds

40. The composition and eligibility criteria of IFMs' own funds are governed by Articles 25 to 88 of the CRR.

⁷ Point 17 du http://www.cssf.lu/fileadmin/files/AIFM/FAQ_AIFMD.pdf

⁸ Point 17 of http://www.cssf.lu/fileadmin/files/AIFM/FAQ_AIFMD.pdf

41. Les fonds propres éligibles sont composés :
- des fonds propres de catégorie 1 visés à l'article 25 du CRR, eux-mêmes composés :
 - des fonds propres de base (définis aux articles 26 à 50 du CRR) après déduction des éléments visés aux articles 36 à 49, et
 - des fonds propres additionnels (définis aux articles 51 à 61 du CRR) après déduction des éléments visés aux articles 56 à 60 ;
 - des fonds propres de catégorie 2 visés aux articles 62 à 71 du CRR.

42. La valeur comptable des éventuelles participations détenues par le GFI, telle qu'elle figure au bilan du GFI, est notamment déduite des fonds propres éligibles.

43. Il est rappelé que toute modification du capital social du GFI doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la CSSF.

44. Le GFI est tenu de mettre en œuvre des procédures lui permettant de calculer à tout moment le montant de fonds propres minimum requis aux termes des lois et règlements applicables (*i.e.* : les fonds propres exigibles) ainsi que les fonds propres éligibles tels que visés au présent sous-chapitre, dont il dispose.

Sous-chapitre 3.3. : Emploi des fonds propres

45. En application des articles 102 (1) b) de la Loi 2010 et 8 (8) de la Loi 2013, la CSSF exige que les fonds propres minimaux requis aux termes des exigences légales et réglementaires soient à disposition permanente du GFI et à investir dans son intérêt propre, afin de garantir la continuité et la régularité des activités et des services fournis par le GFI.

46. Il est admissible que les fonds propres exigibles soient investis dans des actifs liquides ou des actifs aisément convertibles en liquidités à court terme et qui ne comportent pas de positions spéculatives.

47. Dans ce contexte, le GFI doit mettre en œuvre une politique en matière de gestion de sa trésorerie. Le surplus de fonds propres requis aux termes des exigences légales et réglementaires peut être investi dans des actifs non liquides, à condition que ces actifs n'entraînent pas un risque substantiel sur les fonds propres exigibles du GFI et ne mettent pas en péril la gestion saine et prudente du GFI. L'acquisition par le GFI de parts d'OPC, comme par exemple lors du lancement d'OPC ou de classes de parts d'OPC gérés (*seeding*),

41. Eligible own funds consist of:
- Tier 1 capital as referred to in Article 25 of the CRR, itself composed of:
 - common equity capital (as defined in Articles 26 to 50 of the CRR) after deduction of the elements referred to in Articles 36 to 49, and
 - additional capital (as defined in Articles 51 to 61 of the CRR) after deduction of the elements referred to in Articles 56 to 60;
 - Tier 2 capital as referred to in Articles 62 to 71 of the CRR.

42. The book value of any equity interests held by the IFM, as shown on the balance sheet of the IFM, shall be deducted from the required own funds.

43. It is recalled that any modification of the share capital of the IFM is subject to the prior authorisation of the CSSF.

44. The IFM is required to implement procedures to calculate at any time the minimum amount of required own funds under the applicable laws and regulations (*i.e.* the required own funds) as well as the eligible own funds as referred to in this Sub-Chapter at its disposal.

Sub-Chapter 3.3: Use of own funds

45. Pursuant to Articles 102 (1) b) of the 2010 Law and 8(8) of the 2013 Law, the CSSF requires that the minimum required own funds under the legal and regulatory requirements be permanently available to the IFM and invested in its own interest, in order to guarantee the continuity and regularity of the activities and the services provided by the IFM.

46. It is permissible for the required own funds to be invested in liquid assets or assets which are readily convertible into short-term liquidity and which do not include speculative positions.

47. In this context, the IFM must implement a cash management policy. The surplus on the required own funds under the legal and regulatory requirements can be invested in illiquid assets, provided that such assets do not give rise to a substantial risk for the required own funds of the IFM and do not jeopardise the sound and prudent management of the IFM. The acquisition by the IFM of units of UCIs, such as for example when launching UCIs, or classes of units of managed UCIs (*seeding*), must be financed by the IFM's own funds in excess of the

doit être financée par les fonds propres excédentaires du GFI par rapport aux fonds propres exigibles.

48. Les fonds propres du GFI, requis aux termes des exigences légales et réglementaires, ne peuvent être utilisés ni à des fins de placement auprès de l'actionnaire du GFI, ni à des fins de financement d'un prêt accordé à cet actionnaire.

Modalités de prise de participation et création de filiale

49. Toute prise de participation par un GFI dans une autre société, de même que toute création ou acquisition de filiale au sens de l'article 1 (18) de la Loi 2010 ou de l'article 1 (44) de la Loi 2013, doit être notifiée par écrit au préalable à la CSSF.

50. Le GFI doit être en mesure de démontrer que l'activité de la participation ou de la filiale reste dans la ligne des activités qui peuvent être exercées par un GFI.

51. Le dossier doit inclure, au minimum :

- les motivations à l'origine de l'acquisition et les synergies escomptées ;
- l'organigramme du groupe post acquisition ;
- les statuts de la société-cible et une description des activités réalisées par cette dernière ;
- le montant du capital social de la société-cible ;
- les modalités de financement de l'acquisition de la société-cible ;
- l'analyse de l'impact de l'acquisition sur le respect des exigences en matière de fonds propres du GFI ;
- les comptes annuels, si possible audités, des trois derniers exercices de la société-cible (si disponibles) ; à défaut, une situation financière et le compte de pertes et profits relatifs aux trois derniers exercices de la société-cible ou, dans le cas d'une société nouvellement constituée, ses comptes prévisionnels (comptes de résultat et bilan) sur les trois prochains exercices ainsi que les hypothèses de développements retenues ;
- la confirmation que les procédures du GFI en matière de respect des obligations en matière de LBC/FT couvrent la filiale ;

required own funds.

48. The required own funds of the IFM under the legal and regulatory requirements may not be used for investment purposes with the shareholder of the IFM or for financing a loan to such shareholder.

Arrangements for acquisition of interest holdings and creation of subsidiaries

49. Any acquisition of an interest holding by an IFM in another company, as well as any creation or acquisition of a subsidiary within the meaning of Article 1 (18) of the 2010 Law or Article 1 (44) of the 2013 Law must be notified in advance in writing to the CSSF.

50. The IFM must be able to demonstrate that the activity of the interest holding or subsidiary remains in line with the activities which may be carried out by an IFM.

51. The file must include, at a minimum:

- the reasons for the acquisition and expected synergies;
- the post-acquisition organisation chart of the group;
- the articles of association of the target company and a description of the activities carried out by the latter;
- the amount of share capital of the target company;
- the financing arrangements for the acquisition of the target company;
- the analysis of the impact of the acquisition on the required own funds of the IFM;
- the annual accounts, if possible audited, of the last three financial years of the target company (if available); failing this, a financial situation and the profit and loss account relating to the last three financial years of the target company, or, in the case of a newly formed company, its provisional accounts (profit and loss account and balance sheet) for the next three financial years as well as the development assumptions adopted;
- the confirmation that the procedures of the IFM on compliance with the AML/TF obligations cover the subsidiary;

- la mise à jour des programmes d'audit interne et de compliance du GFI pour y intégrer les filiales ;
- les comptes consolidés pro-forma du GFI post acquisition.

52. En application de l'article 102(1) b) de la Loi 2010 et de l'article 8(8) de la Loi 2013, l'acquisition doit exclusivement être financée par le surplus de fonds propres dont le GFI dispose au moment de la constitution ou de l'acquisition de la société-cible par rapport aux fonds propres exigibles.

53. En conséquence, le recours à l'emprunt ou à toute autre forme d'avance n'est, en principe, pas autorisé.

54. Le GFI doit analyser les risques de conflits d'intérêts résultant de l'acquisition de la participation ou de la filiale et prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou gérer ces conflits d'intérêts en accord avec les dispositions prévues à la section 5.5.7. (« *Gestion des conflits d'intérêts* ») de la présente circulaire.

55. Le GFI est tenu de mettre à disposition de la CSSF sur demande les comptes annuels, si possible audités, de la filiale ou de la société dans laquelle il détient une participation.

56. Dans le but de renforcer le respect des exigences prudentielles, la CSSF demande au GFI de fournir une situation financière consolidée semestrielle du GFI, de ses filiales et de ses participations qualifiées. A cet effet, les méthodes de consolidation usuelles (par exemple l'intégration globale ou la mise en équivalence) doivent être appliquées. Une entreprise peut être laissée en dehors de la consolidation lorsqu'elle ne présente qu'un intérêt non significatif. Ce document est à adresser à la CSSF par email à opc@cssf.lu dans les deux mois qui suivent la clôture du semestre calendaire.

57. Les fonctions de compliance et d'audit interne doivent également couvrir l'activité des filiales dont dispose, le cas échéant, un GFI.

Chapitre 4. : Les organes du GFI

Sous-chapitre 4.1. : Les membres de l'organe directeur ou de l'organe de direction

58. Le présent sous-chapitre est applicable aux membres de l'organe directeur ou de l'organe de direction. Lorsqu'une personne morale est nommée membre de l'organe directeur ou de l'organe de direction,

- the update of the internal audit and compliance programmes of the IFM to include the subsidiaries;
- the pro-forma consolidated financial statements of the IFM post-acquisition.

52. Pursuant to Article 102 (1) b) of the 2010 Law and Article 8 (8) of the 2013 Law, the acquisition must be financed exclusively from the surplus of own funds available to the IFM at the time of the formation or acquisition of the target company in relation to the required own funds.

53. Consequently, recourse to borrowing or any other form of advance is, in principle, not authorised.

54. The IFM must analyse the risk of conflicts of interest arising from the acquisition of the interest holding or subsidiary and take the necessary measures to prevent or manage these conflicts of interest in accordance with the provisions of Section 5.5.7 ("*Management of conflicts of interest*") of this Circular.

55. The IFM is required to make the annual accounts, if possible audited, of the subsidiary or company in which its holds an interest available to the CSSF on request.

56. In order to strengthen compliance with prudential requirements, the CSSF requires the IFM to provide a half-yearly consolidated financial statement of the GFI, its subsidiaries and its qualifying holdings. For this purpose, the usual consolidation methods (e.g. full consolidation or equity method) must be applied. A company may be left out of consolidation when it is only of non-significant interest. This document must be sent to the CSSF by email to opc@cssf.lu within two months following the closing of the calendar half-year.

57. The compliance and internal audit functions must also cover the activities of subsidiaries that an IFM may have.

Chapter 4: The bodies of the IFM

Sub-Chapter 4.1: The members of the governing body or the management body

58. This Sub-Chapter is applicable to the members of the governing body or the management body. Where a legal person is appointed as a member of the governing body or management body, this Sub-Chapter shall apply

le présent sous-chapitre s'applique au représentant permanent de la personne morale. Le conseil de surveillance devra également respecter les dispositions visées au présent sous-chapitre.

Section 4.1.1. : Exigences numériques

59. Les membres de l'organe de direction/organe directeur doivent être au minimum au nombre de trois. Toutefois, dans le cas d'une structure dualiste dans laquelle sont séparées les fonctions de surveillance et de gestion, le conseil de surveillance doit être composé au minimum de trois membres et le directoire doit être composé au minimum de deux membres.

Section 4.1.2. : Exigences en matière de compétences, d'expérience et d'honorabilité et de composition de l'organe de direction/organe directeur

60. Les membres de l'organe de direction/organe directeur doivent disposer de compétences et d'une expérience professionnelle suffisantes eu égard au(x) type(s) d'OPC concerné(s) et aux stratégies d'investissement des OPC gérés, en particulier les stratégies visées à l'annexe IV du Règlement Délégué 231/2013 pour lesquelles le GFIA est autorisé, le cas échéant.

61. Quant à l'expérience suffisante, les membres de l'organe de direction/organe directeur doivent disposer d'une expérience professionnelle adéquate, par exemple par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie.

62. Chaque membre de l'organe de direction/organe directeur doit justifier de son honorabilité professionnelle.

63. Les membres de l'organe de direction/organe directeur doivent présenter dans leur ensemble une composition adéquate qui permet à l'organe de direction/organe directeur de s'acquitter pleinement de toutes ses responsabilités. Le caractère adéquat se réfère en particulier aux compétences professionnelles (connaissances, compréhension et expérience) ainsi qu'aux qualités personnelles des membres de l'organe de direction/organe directeur. Ainsi, l'organe de direction/organe directeur, en tant qu'organe collectif, doit avoir une compréhension parfaite de l'ensemble des activités, des risques encourus par le GFI et les OPC gérés, ainsi que de l'environnement économique et réglementaire dans lequel évolue le GFI. Les membres de l'organe de direction/organe directeur disposent individuellement d'une parfaite compréhension du dispositif de gouvernance interne et de leurs responsabilités au sein du GFI.

to the permanent representative of the legal person. The supervisory board must also comply with the provisions referred to in this Sub-Chapter.

Section 4.1.1: Requirements in number

59. There shall be at least three members of the governing body/management body. However, in case of a dualist structure in which the supervisory and management functions are separated, the supervisory board must be composed of at least three members and the management board must be composed of at least two members.

Section 4.1.2: Requirements in respect of skills, experience and good repute and composition of the management body/governing body

60. The members of the management body/governing body must have sufficient expertise and professional experience with regard to the type(s) of UCI(s) concerned and the investment strategies of the UCIs managed, in particular the strategies referred to in Annex IV of Delegated Regulation 231/2013 for which the AIFM is authorised, where applicable.

61. As for sufficient experience, the members of the management body/governing body must have adequate professional experience, for example by having already carried out similar activities at a high level of responsibility and autonomy.

62. Each member of the management body/governing body must proof his professional reputation.

63. The members of the management body/governing body must present as a whole an adequate composition that allows the management body/governing body to fully discharge all its responsibilities. Adequacy refers in particular to the professional skills (knowledge, understanding and experience), as well as the personal qualities of the members of the management body/governing body. Thus, the management body/governing body, as a collective body, must have a perfect understanding of all the activities, the risks incurred by the IFM and the UCIs managed, as well as the economic and regulatory environment in which the IFM operates. The members of the management body/governing body shall have individually a perfect understanding of the internal governance arrangements and their responsibilities within the IFM.

64. Les membres de l'organe de direction/organe directeur veillent à ce que leurs qualités personnelles leur permettent d'exécuter leur mandat de membre de l'organe de direction/organe directeur de manière efficace, avec l'engagement, la disponibilité, l'objectivité, le sens critique et l'indépendance requis. A ce titre, l'organe de direction/organe directeur ne peut pas compter parmi ses membres une majorité de personnes qui assure un rôle exécutif au sein du GFI (dirigeants ou autres employés du GFI, à l'exception des représentants du personnel) sauf justification adéquate.

65. En outre, dans le cas de la gestion d'OPC ayant adopté la forme sociétaire, il est recommandé que l'organe de direction/organe directeur du GFI et celui de l'OPC en question ne soient pas composés majoritairement des mêmes personnes.

66. Au cas où un membre de l'organe de direction/organe directeur fait partie des instances dirigeantes du GFI, il peut cumuler son mandat de membre de l'organe de direction/organe directeur avec les rôles de « *Compliance Officer* », de responsable du contrôle du respect des obligations professionnelles en matière de LBC/FT ou de responsable de la gestion des risques. Au cas où un membre de l'organe de direction/organe directeur fait partie des instances dirigeantes du GFI, il peut cumuler son mandat de membre de l'organe de direction/organe directeur avec le rôle de responsable de l'audit interne, dans le respect de la disposition visée au point 97 ci-après.

Section 4.1.3.: Conditions d'exercice de multiples mandats

67. Les membres de l'organe de direction/organe directeur veillent à ce que leur mandat soit et reste compatible avec leurs autres occupations professionnelles. Ils informent l'organe de direction/organe directeur des mandats qu'ils ont en dehors du GFI. Le GFI doit alors identifier les conflits d'intérêts pouvant résulter de cette organisation et s'efforcer de les écarter suivant les procédures prévues dans la politique de gestion des conflits d'intérêts du GFI.

68. Par ailleurs, chaque membre de l'organe de direction/organe directeur du GFI doit consacrer à ses fonctions le temps et l'attention requis. Par conséquent, chacun d'entre eux doit veiller à limiter le nombre de ses autres engagements professionnels dans la mesure nécessaire pour pouvoir s'acquitter correctement de ses tâches. Par mandat, il convient d'entendre tout rôle en tant que membre d'un organe directeur/organe de direction ou d'une fonction de surveillance ou des instances dirigeantes, dans des entités réglementées ou non. Les mandats pour lesquels une demande d'autorisation introduite auprès d'une autorité de

64. The members of the management body/governing body shall ensure that their personal qualities enable them to carry out their mandate as members of the management body/governing body effectively, with the required commitment, availability, objectivity, critical thinking and independence. As such, the management body/governing body may not include among its members a majority of persons who hold an executive role within the IFM (conducting officers or other employees of the IFM, with the exception of staff representatives) unless adequate justification is given.

65. Furthermore, in the case of the management of UCIs that have adopted the corporate form, it is recommended that the management body/governing body of the IFM and that of the UCI in question are not predominantly composed of the same persons.

66. If a member of the management body/governing body forms part of the senior management of the IFM, he may combine his mandate as member of the management body/governing body with the roles of the compliance officer, the person responsible for monitoring compliance with the professional obligations regarding AML/TF, or the person responsible for risk management. Where a member of the management body/governing body is a member of the senior management of the IFM, he may combine his mandate as member of the management body/governing body with the role of the person responsible for the internal audit, in accordance with the provision referred to in point 97 hereafter.

Section 4.1.3: Conditions for carrying out multiple mandates

67. The members of the management body/governing body shall ensure that their mandate is and remains compatible with their other professional occupations. They inform the management body/governing body of their mandates outside the IFM. The IFM must then identify the conflicts of interest that may arise from such organisation and endeavour to avoid them in accordance with the procedures provided for in the conflict of interest policy of the IFM.

68. Furthermore, each member of the management body/governing body of the IFM must dedicate the required time and attention to his or her duties. Consequently, each of them must ensure that they limit the number of other professional commitments to the extent necessary to be able to perform their duties properly. Mandate means any role as a member of a governing body/management body or supervisory function or senior management, in regulated and non-regulated entities. The mandates for which an application for authorisation submitted to a supervisory authority is

surveillance est en cours d'analyse sont également à inclure.

69. Il en résulte que chaque candidat à un poste de membre de l'organe de direction/organe directeur du GFI doit veiller au respect des limites suivantes :

a) le nombre d'heures consacrées à ses engagements professionnels ne doit pas excéder 1920 heures par an, et

b) le nombre de mandats dans des entités réglementées et dans des sociétés opérationnelles ne doit pas excéder 20 mandats.

70. Aux fins de la détermination du nombre de mandats exercé visé au point 69 b) ci-avant, la CSSF peut considérer l'ensemble des mandats détenus au sein d'entités entrant dans la structuration de certains OPC gérés (comme par exemple les mandats exercés dans des *special purpose vehicles* détenus par l'OPC et dans l'OPC lui-même) ou encore des mandats dans des OPC ayant le même initiateur ou des mandats dans des entités appartenant au même groupe et qui sont soumises à une surveillance par une autorité (comme par exemple des GFI appartenant au même groupe) comme comptant pour un seul mandat aux fins d'apprécier le nombre total de mandats exercés en application des dispositions du point 69 b) ci-avant. Dans ce cas, le candidat doit fournir les justifications d'un tel regroupement en démontrant les synergies résultant de l'exercice des mandats regroupés en question.

71. Dans le cas où au moins un des seuils visés au point 69 ci-avant est dépassé, compte tenu éventuellement de l'application du point 70, le candidat doit joindre à sa demande d'autorisation une description des mesures mises en œuvre en vue d'assurer son mandat additionnel avec le temps et l'attention requis. La description doit notamment inclure des justifications quant à la façon dont le candidat entend s'organiser pour assumer les responsabilités qui lui incombent, en prenant en compte sa charge de travail existante et à venir. Sont également à prendre en compte le nombre d'OPC/compartiments gérés, la taille, le volume, la nature, l'échelle et la complexité des OPC/compartiments et des entités opérationnelles, le cas échéant. Le dossier doit plus particulièrement détailler le soutien technique et administratif dont le candidat doit ou devra bénéficier.

72. Les seuils visés au point 69 doivent être revus à la baisse lorsque la nature, l'échelle ou la complexité des activités des entités précitées le justifient, ainsi qu'en cas de diminution du temps de travail du candidat.

being analysed must also be included.

69. As a result, each candidate for the position of member of the management body/governing body of the IFM shall ensure that the following limits are complied with:

a) the number of hours dedicated to his professional commitments must not exceed 1920 hours per year, and

b) the number of mandates in regulated entities and operational companies must not exceed 20 mandates.

70. For the purpose of determining the number of mandates exercised referred to in point 69 (b) above, the CSSF may consider all mandates held within entities forming part of the structure of some of the managed UCIs (such as, for example, mandates held in special purpose vehicles held by the UCI and in the UCI itself) or mandates in UCIs having the same initiator or mandates in entities belonging to the same group and which are subject to supervision by an authority (such as, for example, IFMs belonging to the same group), as counting for one single mandate for the purposes of assessing the total number of mandates exercised in application of the provisions of point 69 (b) above. In this case, the candidate must provide justification for such grouping by demonstrating the synergies resulting from the exercise of the grouped mandates in question.

71. If at least one of the thresholds referred to in point 69 above is exceeded, taking into account the possible application of point 70, the candidate must attach to his application for authorisation a description of the measures implemented to ensure his additional mandate with the required time and attention. The description must notably include justification of how the candidate intends to organise itself to meet its responsibilities, taking into account its existing and future workload. The number of UCIs/compartments managed, the size, volume, nature, scale and complexity of the UCIs/compartments and operational entities, where applicable, must also be taken into account. The file must in particular detail the technical and administrative support that the candidate must or should benefit from.

72. The thresholds referred to in point 69 must be reduced where justified by the nature, scale or complexity of the activities of the above-mentioned entities, as well as in the event of a reduction in the candidates working hours.

73. Il est de la responsabilité de chaque membre de l'organe de direction/organe directeur du GFI de veiller continuellement au respect des principes exposés à la présente section.

Section 4.1.4. : Obligations en matière de réunion et de délibération

74. L'organe de direction/organe directeur se réunit régulièrement, et au minimum une fois par trimestre, en vue de s'acquitter de manière efficace de ses responsabilités. La fréquence de réunion doit être adaptée à la nature, à l'échelle et à la complexité des activités du GFI. Le recours à la visio-conférence ou à des moyens de télécommunication à distance permettant l'identification des participants et garantissant une participation effective à la réunion de l'organe de direction/organe directeur est également accepté.

75. Les travaux de l'organe de direction/organe directeur doivent être documentés par écrit. Cette documentation inclut l'agenda des réunions, les procès-verbaux des réunions consignant les décisions et mesures prises par l'organe de direction/organe directeur. Ces procès-verbaux doivent être disponibles ou accessibles dans les locaux du GFI au Luxembourg.

Sous-chapitre 4.2. : Les instances dirigeantes

Section 4.2.1. : Exigences numériques, présence au Luxembourg et relation contractuelle avec le GFI

76. Par instances dirigeantes, on entend les personnes qui dirigent de fait l'activité du GFI au sens de l'article 102 (1) c) de la Loi 2010 et de l'article 7 (1) c) de la Loi 2013 (ci-après « les dirigeants »), indépendamment de la forme et de la structure juridiques du GFI. Dans une structure dualiste, lorsqu'un ou plusieurs membres du directoire est (sont) également membres des instances dirigeantes, alors ce(s) membre(s) est (sont) tenu(s) de respecter les dispositions du présent sous-chapitre.

77. Les points 78 à 80 ainsi que les points 84 et 85 énoncent les principes généraux en matière d'exigences numériques, de présence au Luxembourg et de relation contractuelle avec le GFI. Les points 81 à 83 traitent des exigences spécifiques dans l'application de ces principes suivant la valeur des portefeuilles gérés par le GFI.

78. Les dirigeants doivent être au moins au nombre de deux.

73. It is the responsibility of each member of the management body/governing body of the IFM to continuously monitor compliance with the principles set out in this Section.

Section 4.1.4: Obligations regarding meetings and deliberations

74. The management body/governing body meets regularly, and at least once per quarter, in order to discharge its responsibilities effectively. The frequency of meetings must be adapted to the nature, scale and complexity of the activities of the IFM. Recourse to the use of video-conferencing or remote telecommunication means allowing the identification of the participants and guaranteeing effective participation in the meeting of the management body/governing body is also accepted.

75. The work of the management body/governing body must be documented in writing. This documentation includes the agenda of meetings, the minutes of meetings recording decisions and measures taken by the management body/governing body. These minutes must be made available or accessible at the premises of the IFM in Luxembourg.

Sub-Chapter 4.2: The senior management

Section 4.2.1: Requirements regarding number, presence in Luxembourg and contractual relations with the IFM

76. Senior management are the persons who effectively conduct the business of the IFM within the meaning of Article 102 (1) c) of the 2010 Law and Article 7 (1) c) of the 2013 Law (hereafter "the conducting officers"), irrespective of the form and legal structure of the IFM. In a dualist structure, where one or more members of the management board is (are) also member(s) of the senior management, then this (these) member(s) is (are) required to comply with the provisions of this Sub-Chapter.

77. Points 78 to 80 as well as points 84 to 85 set out the general principle regarding requirements in number, presence in Luxembourg and contractual relations with the IFM. Points 81 to 83 deal with specific requirements in applying these principles according to the value of the portfolios managed by the IFM.

78. The number of conducting officers must be at least two.

79. Pour l'accomplissement de leurs tâches, les dirigeants doivent, en principe, se trouver de façon permanente au Luxembourg. Cela n'empêche toutefois pas que les dirigeants aient leur domicile dans un lieu qui leur permet de se rendre, en principe, chaque jour au Luxembourg.

80. Le GFI emploie au Luxembourg un minimum de deux dirigeants (*i.e.* : liés par un contrat de travail au GFI et salariés du GFI) consacrant chacun un ETP à leur tâche dans le GFI. La CSSF peut accepter la mise à disposition ou le détachement d'un ou plusieurs dirigeants (y compris les dirigeants requis légalement) à condition qu'il existe une convention définissant précisément ses/leurs droits et obligations et, le cas échéant, les liens de rattachement hiérarchique, dans le respect des exigences spécifiques visées aux points 81 et 82 ci-après.

81. Lorsque la valeur des portefeuilles gérés par le GFI, telle que définie aux articles 102 (1) a) de la Loi 2010, 8 (7) de la Loi 2013 et à l'article 14 (2) second paragraphe du Règlement Délégué 231/2013, est inférieure à un milliard cinq cent millions d'euros (1.500.000.000 euros), les conditions suivantes s'appliquent :

- a) les dirigeants ne doivent pas exercer plus de deux mandats de dirigeant dans des GFI ;
- b) la CSSF peut accepter, moyennant une demande de dérogation motivée et préalable, que seul un des dirigeants requis légalement se trouve de façon permanente au Luxembourg, à condition que le GFI emploie au Luxembourg du personnel suffisant en nombre et compétent pour soutenir le dirigeant qui ne se trouve pas de façon permanente au Luxembourg dans son ou ses domaines de responsabilité et que ce dirigeant puisse se rendre régulièrement au Luxembourg de façon à ce qu'il puisse être démontré que les dispositions de la section 4.2.3. (« *Organisation des instances dirigeantes* ») ainsi que du point 118 soient assurées ;
- c) si le GFI a recours à plus de deux dirigeants, les dispositions du point 81 s'appliquent également à ce(s) dirigeant(s) additionnel(s).

82. Lorsque la valeur des portefeuilles gérés par le GFI, telle que définie aux articles 102 (1) a) de la Loi 2010, 8 (7) de la Loi 2013 et à l'article 14 (2) second paragraphe du Règlement Délégué 231/2013, excède un milliard cinq cent millions d'euros (1.500.000.000 euros), les conditions suivantes s'appliquent :

- a) les deux dirigeants requis légalement ne doivent pas exercer d'autre mandat de dirigeant dans des GFI ;

79. For the accomplishment of their tasks, the conducting officers must, in principle, be permanently residing in Luxembourg. This does not however prevent the conducting officers from having their domicile in a place permitting them, in principle, to come to Luxembourg every day.

80. The IFM employs in Luxembourg a minimum of two conducting officers (*i.e.* bound by an employment contract to the IFM and employees of the IFM) each dedicating one FTE to their task within the IFM. The CSSF may accept the provision or secondment of one or more conducting officers (including the conducting officers required by law) provided that an agreement exists defining precisely its/their rights and obligations and, where applicable, the hierarchical relation, in compliance with the specific requirements referred to in points 81 and 82 hereafter.

81. Where the value of the portfolios managed by the IFM as defined in Articles 102 (1) a) of the 2010 Law, 8 (7) of the 2013 Law and Article 14 (2), second paragraph of the Delegated Regulation 231/2013, is less than one billion five hundred million euros (1,500,000,000 euros), the following conditions apply:

- a) the conducting officers must not perform more than two mandates of conducting officers in IFMs;
- b) the CSSF may accept, through a duly supported request for derogation made in advance that only one of the legally required conducting officers is permanently residing in Luxembourg, provided that the IFM employs sufficient and competent staff in Luxembourg to support the conducting officer who is not permanently residing in Luxembourg in his area(s) of responsibility and that this conducting officer can regularly come to Luxembourg so that it can be demonstrated that the provisions of Section 4.2.3 ("*Organisation of the senior management*") as well as point 118 are ensured;
- c) if the IFM has more than two conducting officers, the provisions of point 81 shall also apply to such additional conducting officer(s).

82. Where the value of the portfolios managed by the IFM as defined in Articles 102 (1) a) of the 2010 Law, 8 (7) of the 2013 Law and Article 14 (2), second paragraph of the Delegated Regulation 231/2013, exceeds one billion five hundred million euros (1,500,000,000 euros), the following conditions shall apply:

- a) the two legally required conducting officers must not perform any other mandate of conducting officer in IFMs;

b) si le GFI a recours à deux dirigeants uniquement, alors ces deux dirigeants doivent se trouver de façon permanente au Luxembourg conformément au point 79 ;

c) si le GFI a recours à plus de deux dirigeants, alors la CSSF peut accepter, moyennant une demande de dérogation motivée et préalable, qu'un ou plusieurs de ces dirigeants additionnels ne se trouve(nt) pas de façon permanente au Luxembourg et/ou consacre(nt) moins d'un ETP à sa (leur) tâche, à condition que le GFI emploie au Luxembourg du personnel suffisant en nombre et compétent pour soutenir le(s) dirigeant(s) en question dans son (ses) domaine(s) de responsabilité et qu'il(s) puisse(nt) se rendre régulièrement au Luxembourg de façon à ce qu'il puisse être démontré que les dispositions de la section 4.2.3. (« *Organisation des instances dirigeantes* ») ainsi que du point 118 soient assurées.

83. Dans l'application des dispositions visées aux points 81 et 82 c) ci-avant, une personne exerçant plus d'un mandat de dirigeant doit être en mesure de démontrer de façon satisfaisante à la CSSF que l'exercice d'un second mandat de dirigeant ne l'empêche pas, ni n'est susceptible de l'empêcher, de s'acquitter de manière convenable, honnête et professionnelle de l'une quelconque de ses fonctions, avec le temps et l'attention requis. Le GFI doit en outre identifier les conflits d'intérêts pouvant résulter de cette organisation et s'efforcer de les écarter suivant les procédures prévues dans la politique de gestion des conflits d'intérêts du GFI.

84. La CSSF doit pouvoir contacter directement chacun des dirigeants. Ces personnes doivent être en mesure de fournir toutes les informations que la CSSF juge indispensables à sa surveillance.

85. Les dirigeants doivent en outre bénéficier dans leur travail quotidien d'un support approprié fourni par du personnel qualifié, suffisant en nombre, et travaillant au Luxembourg (section 5.1.1. « *Précisions sur les ressources humaines* »). Le personnel employé, le cas échéant, au sein d'une ou plusieurs succursale(s) du GFI, peut être pris en compte. Dans tous les cas, chaque GFI doit employer au siège luxembourgeois au moins trois personnes (*i.e.* : personnel dirigeant et/ou non-dirigeant) à temps-plein dédiant leur temps de travail à l'exercice de fonctions-clé, conformément au point 123.

Section 4.2.2. : Exigences en matière de compétences, d'expérience et d'honorabilité des instances dirigeantes

86. Les dirigeants du GFI doivent disposer de compétences et d'une expérience professionnelle

b) if the IFM has recourse to only two conducting officers, these two conducting officers must be residing on a permanent basis in Luxembourg in compliance with point 79;

c) if the IFM has recourse to more than two conducting officers, the CSSF may accept, through a duly supported request for derogation made in advance, that one or more of the these additional conducting officers is (are) not permanently residing in Luxembourg and/or dedicates less than one FTE to his (their) duties, provided that the IFM employs sufficient and competent staff in Luxembourg to support the conducting officer(s) in question in his (their) area(s) of responsibility and that he (they) can regularly come to Luxembourg so it can be demonstrated that the provisions of Section 4.2.3 ("*Organisation of the senior management*") as well as point 118 are respected;

83. Pursuant to the provisions referred to in points 81 and 82 c) above, a person holding more than one mandate of conducting officer must be able to demonstrate to the satisfaction of the CSSF that exercising a second mandate of conducting officer does not prevent him, or is not likely to prevent him, from performing any of his duties in an appropriate, honest and professional manner, with the time and attention required. In addition, the IFM must identify the conflicts of interest that may arise from this organisation and endeavour to avoid them in accordance with the procedures set out in the conflict of interest policy of the IFM.

84. The CSSF must be able to contact each of the conducting officers directly. These persons must be able to provide all the information that the CSSF deems essential for its supervision.

85. The conducting officers must furthermore benefit in their daily work from appropriate support provided by a qualified staff, sufficient in number, and working in Luxembourg (Section 5.1.1 "*Clarifications on human resources*"). The staff employed, as the case may be, in one or more branches of the IFM may be taken into account. In all cases, each IFM must employ in the registered office in Luxembourg at least three persons (*i.e.* executive and/or non-executive personnel) on a full-time basis dedicating their working time to the performance of key functions, in accordance with point 123.

Section 4.2.2: Requirements regarding skills, experience and good repute of the senior management

86. The conducting officers of the IFM must have sufficient expertise and professional experience with

suffisantes eu égard au(x) type(s) d'OPC concerné(s) et aux stratégies d'investissement des OPC gérés, en particulier les stratégies visées à l'annexe IV du Règlement Délégué 231/2013 pour lesquelles le GFIA est autorisé, le cas échéant.

87. Quant à l'expérience requise, les dirigeants doivent disposer d'une expérience professionnelle adéquate, par exemple par le fait d'avoir déjà exercé des activités analogues à un niveau élevé de responsabilité et d'autonomie.

88. Chaque dirigeant doit justifier de son honorabilité professionnelle.

89. Les dirigeants possèdent, à la fois individuellement et collectivement, les compétences professionnelles (connaissances, compréhension et expérience), l'honorabilité et les qualités personnelles nécessaires pour accomplir leurs tâches, en vue de garantir une gestion saine et prudente du GFI.

Section 4.2.3. : Organisation des instances dirigeantes

90. Les dirigeants de chaque GFI font partie d'un comité de direction. Les membres de ce comité coopèrent étroitement et collégialement afin d'accomplir tous les actes relevant de leurs responsabilités.

91. Le comité de direction doit, entre autres, sous la responsabilité ultime de l'organe de direction/organe directeur :

- mettre en œuvre des stratégies et des principes directeurs en matière d'administration centrale et de gouvernance interne visés au chapitre 5. ci-après, par le biais de politiques et de procédures internes écrites précises ;
- mettre en œuvre de mécanismes de contrôle interne adéquats (*i.e.* les fonctions permanentes de gestion des risques, de compliance et d'audit interne) ;
- veiller à ce que le GFI dispose des infrastructures techniques et des ressources humaines nécessaires pour exercer son activité.

92. En outre, le comité de direction du GFI doit :

- s'assurer et vérifier régulièrement que la politique générale d'investissement et la stratégie mises en œuvre respectent et reflètent de façon adéquate le prospectus et, le cas échéant, le UCITS-KIID et/ou le PRIIPs-KID de chaque OPC et que la politique

regard to the type(s) of UCI concerned and the investment strategies of the UCIs managed, in particular the strategies referred to in Annex IV of Delegated Regulation 231/2013 for which the AIFM is authorised, where appropriate.

87. As to the experience required, the conducting officers must have adequate professional experience gained for example through having already performed similar activities at a high level of responsibility and autonomy.

88. Each conducting officer must demonstrate his professional integrity.

89. The conducting officers shall have, both individually and collectively, the professional expertise (knowledge, understanding and experience), good reputation and personal qualities necessary to fulfil their tasks, with a view to guaranteeing a sound and prudent management of the IFM.

Section 4.2.3: Organisation of the senior management

90. The conducting officers of each IFM are part of a management committee. The members of this committee work together in close partnership to take all actions falling within the scope of their responsibilities.

91. The management committee must, among other things, under the ultimate responsibility of the management body/governing body:

- implement the strategies and guiding principles for central administration and internal governance referred to in Chapter 5 below, through specific written internal policies and procedures;
- implement adequate internal control mechanisms (*i.e.* the permanent risk management, compliance and internal audit functions);
- ensure that the IFM has the technical infrastructure and human resources necessary for performing its activity.

92. Furthermore, the management committee of the IFM must:

- ensure and regularly verify that the general investment policy and the strategy implemented comply and reflect in an adequate manner the prospectus and, as the case may be, the UCITS-KIID and/or the PRIIPs-KID of each UCI and that

générale d'investissement et la stratégie sont décrites de façon transparente dans le prospectus et, le cas échéant, le UCITS-KIID et/ou le PRIIPS-KID ;

- mettre en œuvre, pour chaque OPC que le GFI gère, la politique générale d'investissement telle qu'elle est définie, selon le cas, dans le prospectus, le règlement ou les documents constitutifs de l'OPC, en application de l'article 10 (2) a) du Règlement 10-4 et de l'article 60 (2) a) du Règlement Délégué 231/2013 ;
 - superviser l'adoption de stratégies d'investissement pour chaque OPC que le GFI gère, en application de l'article 10 (2) b) du Règlement 10-4 et de l'article 60 (2) b) du Règlement Délégué 231/2013 ;
 - s'assurer et vérifier régulièrement que la politique générale d'investissement, les stratégies d'investissement et les limites de risque de chaque OPC géré sont effectivement et correctement mises en œuvre et respectées, même si la fonction de gestion des risques est assurée par un tiers en application de l'article 10 (2) d) du Règlement 10-4 et de l'article 60 (2) e) du Règlement Délégué 231/2013 ;
 - adopter, puis soumettre à un réexamen régulier, des procédures internes adéquates pour l'adoption des décisions d'investissement concernant chaque OPC géré, afin de garantir la conformité de ces décisions avec les stratégies d'investissement adoptées, en application de l'article 10 (2) e) du Règlement 10-4 et de l'article 60 (2) f) du Règlement Délégué 231/2013 ;
 - adopter, en application de l'article 10 (2) f) du Règlement 10-4 et de l'article 60 (2) g) du Règlement Délégué 231/2013, puis soumettre à examen régulier la politique de gestion des risques ainsi que les dispositions, procédures et techniques de mise en œuvre de cette politique, telles que visées à l'article 43 du Règlement 10-4 et à l'article 40 du Règlement Délégué 231/2013, et notamment le système de limitation des risques pour chaque OPC géré ;
 - mettre en œuvre et assurer le suivi de la politique de commercialisation et du réseau de distribution des OPC gérés par la SGO, et le cas échéant par le GFIA ;
 - définir et de mettre en œuvre une politique de rémunération conforme à l'article 111^{ter} de la Loi 2010, respectivement à l'annexe II de la Directive
- the general investment policy and the strategy are described in a transparent manner in the prospectus, and, as the case may be, the UCITS-KIID and/or the PRIIPS-KID;
 - implement, for each UCI managed by the IFM, the general investment policy as defined, as the case may be, in the prospectus, the regulation or the constitutive documents of the UCI, in accordance with Article 10 (2) of CSSF Regulation 10-4 and Article 60 (2) a) of Delegated Regulation 231/2013;
 - supervise the adoption of investment strategies for each UCI managed by the IFM, in accordance with Article 10 (2) b) of CSSF Regulation 10-4 and Article 60 (2) b) of Delegated Regulation 231/2013;
 - ensure and regularly verify that the general investment policy, the investment strategies and the risk limits for each UCI managed are effectively and correctly implemented and complied with, even if the risk management function is provided by a third party in accordance with Article 10 (2) of CSSF Regulation 10-4 and Article 60 (2) e) of Delegated Regulation 231/2013;
 - adopt, and then submit to regular review, adequate internal procedures for the adoption of investment decisions concerning each UCI managed, in order to guarantee the compliance of such decisions with the investment strategies adopted, in accordance with Article 10 (2) e) of CSSF Regulation 10-4 and Article 60 (2) f) of Delegated Regulation 231/2013;
 - adopt, pursuant to Article 10 (2) f) of CSSF Regulation 10-4 and Article 60 (2) g) of Delegated Regulation 231/2013, and then submit for regular review the risk management policy as well as the provisions, procedures and techniques for implementing such policy, as referred to in Article 43 of CSSF Regulation 10-4 and Article 4 of Delegated Regulation 231/2013, and in particular the risk limitation system for each UCI managed;
 - implement and ensure the monitoring of the marketing policy and the distribution network of UCIs managed by the ManCo and, as the case may be, by the AIFM;
 - define and implement a remuneration policy in accordance with Article 111^{ter} of the 2010 Law, and Annex II of the AIFM Directive in accordance

GFIA en accord avec l'article 60 (2) h) du Règlement Délégué 231/2013.

with the Article 60 (2) h) of Delegated Regulation 231/2013.

93. Dispositions spécifiques applicables au GFIA : les instances dirigeantes d'un GFIA doivent également veiller à ce que des politiques et procédures d'évaluation soient établies et mises en œuvre conformément à l'article 19 de la Directive GFIA, en accord avec l'article 60 (2) c) du Règlement Délégué 231/2013.

93. Specific provisions applicable to AIFMs: the senior management of an AIFM must also ensure that the valuation policies and procedures are established and implemented as required by Article 19 of the AIFM Directive in accordance with Article 60 (2) of Delegated Regulation 231/2013.

94. Dans le cadre du fonctionnement du comité de direction, et indépendamment de la forme et de la structure juridiques du GFI, chacun des dirigeants se voit attribuer des domaines de responsabilité spécifiques en ce qui concerne notamment les fonctions/activités suivantes :

94. In the context of operation of the management committee, and irrespective of the form and legal structure of the IFM, specific responsibilities are assigned to each of the conducting officers as regards notably the following functions/activities:

- gestion des investissements ;
- gestion des risques ;
- administration des OPC ;
- commercialisation ;
- compliance ;
- audit interne ;
- traitement des plaintes et réclamations ;
- lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- évaluation ;
- fonction informatique ; et
- fonction comptable.

- investment management;
- risk management;
- administration of UCIs;
- marketing;
- compliance;
- internal audit;
- complaints and requests handling;
- fight against money laundering and terrorism financing;
- valuation;
- IT function; and
- accounting function.

95. La composition du comité de direction doit être adaptée eu égard à la taille du GFI ainsi qu'à la nature, à l'échelle et à la complexité de ses activités. Ainsi, en vue de doter le comité de direction d'une compétence et d'une expérience collectives adéquates compte tenu de la taille du GFI, de la nature, de l'échelle et de la complexité de ses activités, le GFI doit envisager la nécessité de nommer plus de deux dirigeants.

95. The composition of the management committee must be adapted having regard to the size of the IFM as well as the nature, scale and complexity of its activities. Thus, in order to provide the management committee with adequate collective skills and experience taking into account the size of the IFM, the nature, scale and complexity of its activities, the IFM must consider the need to appoint more than two conducting officers.

96. La répartition des tâches entre les dirigeants doit être organisée de manière à éviter les conflits d'intérêts. Ainsi, les fonctions de prise de risque et de contrôle indépendant de ces mêmes risques ne doivent pas être attribuées à un même dirigeant. Par exemple, l'exécution et/ou le contrôle de la fonction de gestion des risques et l'exécution et/ou le contrôle de la fonction de gestion des

96. This division of tasks between the conducting officers must be organised in such a way as to avoid conflicts of interest. Thus the functions of risk-taking and the independent control of these same risks must not be assigned to the same director. For example, the performance and/or control of the risk management function and the performance and/or control of the

investissements ne peuvent pas être assurés par le même dirigeant.

97. Le dirigeant ayant dans ses attributions la fonction d'audit interne ne peut pas assurer le rôle de *Compliance Officer*, ni le rôle de responsable du contrôle du respect des obligations professionnelles en matière de LBC/FT, ni de responsable de la fonction de gestion des risques, ni se voir attribuer la responsabilité de l'une des fonctions ou activités précitées.

98. Chaque nouvelle demande d'agrément d'un GFI doit inclure une description des responsabilités au sein du comité de direction et du mode de fonctionnement du comité de direction.

99. La CSSF doit en outre être informée au préalable en cas de modification de la répartition des domaines de responsabilité entre dirigeants en vue d'un agrément.

Section 4.2.4. : Obligations en matière de réunion et de délibération

100. Afin de pouvoir s'acquitter de ses responsabilités, le comité de direction doit opérer selon un mode de fonctionnement adapté aux activités du GFI. Ainsi, par exemple, les dirigeants doivent se contacter de façon régulière et tenir au Luxembourg des réunions périodiques suivant une fréquence mensuelle au moins, voire plus fréquente compte tenu de la taille et de l'organisation du GFI ainsi que de la nature, de l'échelle et de la complexité de ses activités.

101. Ces réunions doivent faire l'objet de procès-verbaux écrits consignants notamment les décisions et mesures prises par le GFI. Ces procès-verbaux doivent être disponibles dans les locaux du GFI au Luxembourg.

102. Le comité de direction informe régulièrement, de manière complète et par écrit, l'organe de direction/organe directeur des activités du GFI et des OPC qu'il gère.

Sous-chapitre 4.3. : Procédure d'agrément des membres de l'organe de direction/organe directeur et des dirigeants

103. Le présent sous-chapitre s'applique aux membres de l'organe de direction/organe directeur et aux dirigeants du GFI. Il s'applique également aux membres du directoire au cas où le GFI a adopté la forme dualiste. Le conseil de surveillance devra également respecter les

investment management function may not be carried out by the same conducting officer.

97. The conducting officer responsible for the internal audit function may not assume the role of compliance officer, or the role of the person responsible for monitoring compliance with the professional obligations in respect of AML/TF, or the person responsible for the risk management function, or be made responsible for one of the above-mentioned functions or activities.

98. Each new request for authorisation of an IFM must include a description of the responsibilities within the management committee and method of operation of the management committee.

99. The CSSF must furthermore be informed in advance in the event of a change in the allocation of areas of responsibility between conducting officers with a view to receiving authorisation.

Section 4.2.4: Obligations regarding meetings and deliberations

100. In order to discharge its responsibilities, the management committee must operate in accordance with a method of operation adapted to the activities of the IFM. Thus, for example, the conducting officers must be in regular contact with each other and hold regular meetings in Luxembourg at least once a month, or even more frequently considering the size and organisation of the IFM as well as the nature, scale and the complexity of its activities.

101. Such meetings shall be formalised in written minutes, recording in particular the decisions and measures taken by the IFM. These minutes must be made available at the premises of the IFM in Luxembourg.

102. The management committee regularly informs the management body/governing body, in an exhaustive manner and in writing, on the activities of the IFM and the UCIs it manages.

Sub-Chapter 4.3: Procedure for the approval of members of the management body/governing body and the conducting officers

103. This Sub-Chapter applies to members of the management body/governing body and to the conducting officers of the IFM. It also applies to members of the management board in the event that the IFM has adopted a dual structure. The supervisory board must also comply

dispositions visées au présent sous-chapitre.

104. L'identité des membres de l'organe de direction/organe directeur et des dirigeants, ainsi que de toute personne leur succédant dans leurs fonctions, doit être notifiée au préalable pour agrément à la CSSF.

105. Cette notification doit être accompagnée des éléments d'information suivants et de tout autre document éventuellement précisé ultérieurement par la CSSF :

- un *curriculum vitae* récent, signé et daté ;
- une copie du passeport/de la carte d'identité ;
- une déclaration sur l'honneur telle que téléchargeable sur le site de la CSSF (www.cssf.lu) ;
- un extrait du casier judiciaire récent, si disponible, ou tout autre document comparable ;
- le tableau listant les activités professionnelles ainsi que les mandats exercés dans des entités réglementées ou non, incluant notamment les mandats pour lesquels une demande d'autorisation a été introduite au sein d'une autorité de surveillance et précisant le temps consacré à chaque activité, respectivement à chaque mandat. A cet effet, les candidats sont priés d'utiliser le formulaire téléchargeable sur le site de la CSSF (www.cssf.lu).

106. Le GFI rapporte à la CSSF, par écrit et dans les meilleurs délais, les révocations et démissions de ces personnes en communiquant par ailleurs les motifs à l'origine de la révocation ou de la démission.

107. Le GFI doit communiquer annuellement à la CSSF, pour chacun des membres de son organe de direction/organe directeur et pour chacun des dirigeants, le tableau listant les activités professionnelles ainsi que les mandats exercés actualisé, tel que visé au point 105 ci-avant. Ce relevé doit parvenir à la CSSF dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

Sous-chapitre 4.4. : Indépendance des organes du GFI par rapport au dépositaire

108. Dans la mesure où chaque GFI doit disposer d'un solide dispositif de gouvernance, son actionnaire ou ses actionnaires doi(ven)t tenir compte des principes d'indépendance lors de la composition de l'organe de direction/organe directeur du GFI.

with the provisions referred to in this Sub-Chapter.

104. The identity of the members of the management body/governing body, as well as every person succeeding them in office, must be notified in advance to the CSSF for approval.

105. This notification must be accompanied by the following information and any other document possibly specified subsequently by the CSSF:

- a recent *curriculum vitae*, signed and dated;
- a copy of the passport/identity card;
- a declaration of honour, as may be downloaded from the CSSF website (www.cssf.lu);
- a recent extract of the criminal record, if available, or any other comparable document;
- the table listing the professional activities as well as the mandates held in regulated or non-regulated entities, including in particular the mandates for which an application for approval has been submitted to a supervisory authority, specifying the time designated to each activity, respectively mandate. To this end, the candidates are requested to use the form that can be downloaded from the CSSF website (www.cssf.lu).

106. The IFM reports to the CSSF, in writing and without undue delay, the revocation and resignations of such persons, communicating furthermore the reasons behind the dismissal or resignation.

107. The IFM must communicate annually to the CSSF, for each of the members of its management body/governing body and each of the conducting officers, the table listing the professional activities as well as an update of the mandates held, as referred to in point 105 above. This statement must be received by the CSSF within five months following the closure of the financial year of the IFM.

Sub-Chapter 4.4: Independence of the bodies of the IFM in relation to the depositor

108. To the extent that each IFM must have solid governance arrangements, its shareholder(s) must take into account the principles of independence when composing the management body/governing body of the IFM.

109. Le principe d'indépendance du GFI par rapport au dépositaire s'oppose à ce qu'un dirigeant du GFI soit employé par le dépositaire d'un OPC dont le GFI assure la gestion.

Dispositions spécifiques applicables à la SGO :

110. Le GFI soumis au chapitre 15 de la Loi 2010 doit respecter les dispositions visées au chapitre 4 du Règlement Délégué (UE) 2016/438 telles que précisées par la CSSF dans ses « Questions & Réponses » publiées sur son site internet⁹.

111. Ainsi, la SGO organisée selon une structure moniste doit veiller à ce qu'aucun membre de son conseil d'administration ou de tout autre organe de direction ne soit également membre de l'organe de direction ou salarié du dépositaire d'OPCVM qu'elle gère. Elle doit en outre veiller à ce qu'aucun de ses salariés ne soit également membre de l'organe de direction du dépositaire d'OPCVM qu'elle gère. La SGO organisée selon une structure dualiste doit se conformer à l'article 21 d) et e) du Règlement Délégué (UE) 2016/438.

112. En outre, s'il existe un lien de groupe entre la SGO et le dépositaire auprès duquel sont déposés les actifs d'OPCVM gérés par la SGO, la SGO doit veiller à assurer l'indépendance des organes de direction des deux entités et, le cas échéant, de leur fonction de surveillance, conformément à l'article 24 du Règlement Délégué (UE) 2016/438.

113. La SGO doit en outre respecter les dispositions de l'article 23 du Règlement Délégué (UE) 2016/438 concernant les conflits d'intérêt.

114. Recommandation spécifique au GFIA : il est recommandé aux entités autorisées uniquement en tant que GFIA de respecter les points 110 à 113.

Chapitre 5. : Dispositif en matière d'administration centrale et de gouvernance interne

Sous-chapitre 5.1. : Dispositif en matière d'administration centrale du GFI

115. Chaque GFI doit disposer au Luxembourg d'une administration centrale, comportant un « centre de prise de décision » et un « centre administratif ». Cette

109. The principle of independence of the IFM from the depositary precludes a conducting officer of the IFM from being employed by the depositary of a UCI managed by the IFM.

Specific provisions applicable to the ManCo:

110. An IFM subject to Chapter 15 of the 2010 Law must comply with the provisions referred to in Chapter 4 of the Delegated Regulation (EU) 2016/438, as specified by the CSSF in its "Questions & Answers" published on its website¹⁰.

111. Thus, the ManCo organised in a one-tier structure must ensure that no member of its board of directors or any other management body is also a member of the management body or an employee of the depositary of the UCITS that it manages. It must furthermore ensure that none of its employees is also a member of the management body of the depositary of the UCITS that it manages. An IFM organised in a dual structure must comply with Article 21 d) and e) of Delegated Regulation (EU) 2016/438.

112. Furthermore, if there exists a group link between the ManCo and the depositary with which the assets of the UCITS managed by the ManCo are deposited, the ManCo must ensure the independence of the management bodies of the two entities and, as the case may be, of their supervisory function, in accordance with Article 24 of Delegated Regulation (EU) 2016/438.

113. The ManCo must furthermore comply with the provisions of Article 23 of Delegated Regulation 2016/438 concerning conflicts of interest.

114. Specific recommendation to the AIFM: it is recommended to entities authorised only as AIFM to comply with points 110 to 113.

Chapter 5: Arrangements regarding central administration and internal governance

Sub-Chapter 5.1: Arrangements regarding central administration of the IFM

115. Each IFM must have a head office in Luxembourg, consisting of a "decision-making centre" and an "administrative centre". This requirement implies that the

⁹ http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Metier_OPC/FAQ/FAQ_Law_17_December_2010_050118.pdf

¹⁰ http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Metier_OPC/FAQ/FAQ_Law_17_December_2010_050118.pdf

exigence signifie qu'un GFI ne peut pas se limiter à avoir au Luxembourg un siège social ou statutaire.

116. La notion d'administration centrale du GFI, visée aux articles 102 (1) e) de la Loi 2010 et 107 (1) e) de la Loi 2013, ne doit pas être confondue avec la fonction « administration » visée à l'annexe II de la Loi 2010, respectivement à l'annexe I de la Loi 2013.

117. L'administration centrale du GFI, qui englobe au sens large les fonctions de direction et de gestion, d'exécution et de contrôle, doit permettre au GFI d'avoir la maîtrise de l'ensemble de ses activités.

118. La notion de centre de prise de décision ne comprend pas seulement l'activité des instances dirigeantes suivant l'article 102 (1) c) de la Loi 2010 et l'article 7 (1) c) de la Loi 2013, mais également celle des responsables des différentes fonctions-clé, respectivement de toute autre unité opérationnelle existant à l'intérieur du GFI.

119. Le centre administratif comprend en particulier une bonne organisation administrative et comptable qui assure, entre autres, l'exécution adéquate des opérations, l'enregistrement correct et exhaustif des opérations, la production d'une information de gestion fiable et rapidement disponible, le suivi des activités déléguées, la gestion des conflits d'intérêts et le respect des règles de conduite et des autres conditions d'exercice applicables. A cet effet, le GFI doit se doter au Luxembourg des moyens humains et techniques nécessaires et suffisants pour pouvoir exercer les activités qu'il veut réaliser et pour contrôler les fonctions déléguées. Ceci implique qu'il dispose au Luxembourg des éléments suivants dont la liste n'est pas exhaustive :

- son propre personnel exécutant compétent, suffisant en nombre afin d'exécuter les décisions prises (section 5.1.1.: « *Précisions sur les ressources humaines* ») ;
- ses propres systèmes d'exécution, c'est-à-dire des procédures et de l'infrastructure technique et informatique (section 5.1.2.: « *Précisions sur l'infrastructure technique, IT et continuité opérationnelle* ») ;
- une fonction comptable (section 5.1.3.: « *Précisions sur la fonction comptable* ») ;
- ses propres locaux (section 5.1.4.: « *Précisions sur les locaux au Luxembourg* »).

120. La notion d'administration centrale implique aussi qu'un GFI doit disposer au Luxembourg de :

IFM cannot only have a registered or statutory office in Luxembourg.

116. The concept of central administration of the IFM, referred to in Article 102 (1) of the 2010 Law and Article 107 (1) e) of the 2013 Law, must not be confused with the "administration" function referred to in Annex II of the 2010 Law, and Annex I of the 2013 Law.

117. The central administration of the IFM, which comprises in a broad sense the functions of direction and management, execution and control, must permit the IFM to have control of all of its activities.

118. The concept of decision-making centre not only comprises the activity of the senior management according to Article 102 (1) c) of the 2010 Law and Article 7 (1) c) of the 2013 Law, but also that of the persons responsible for the different key functions, respectively, of every other operational unit existing inside the IFM.

119. The administrative centre comprises in particular sound administrative and accounting organisation which ensures, amongst others, the adequate execution of operations, the correct and complete recording of operations, the production of sound and rapidly available management information, the monitoring of delegated activities, the management of conflicts of interest and the respect of applicable rules of conduct and other applicable operating conditions. To that effect, the IFM must have in Luxembourg the human and technical resources necessary and sufficient to exercise the activities that it wants to implement and in order to control the delegated functions. This implies that it has in place in Luxembourg the following elements (the list of which is not exhaustive):

- enough own competent operating staff in order to execute the decisions taken (Section 5.1.1 "Clarifications on human resources");
- its own systems of execution, meaning procedures and technical and IT infrastructure (Section 5.1.2 "Clarifications on the technical, IT infrastructure and operational continuity");
- an accounting function (Section 5.1.3 "Clarifications on the accounting function");
- its own premises (Section 5.1.4 "Clarifications on the premises in Luxembourg").

120. The concept of central administration also implies that an IFM must have in Luxembourg:

- ses propres fonctions de contrôle interne (sous-chapitre 5.3.: « *Les fonctions de contrôle interne* »);
- ses propres procédures (sous-chapitre 5.5.: « *Exigences en matière d'organisation et de procédures* »);
- son propre dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (sous-chapitre 5.4.: « *Organisation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme* »);
- la documentation relative à ses opérations et à celles effectuées par les délégataires pour le compte du GFI (chapitre 6.: « *Dispositions organisationnelles spécifiques* »).
- its own internal control functions (Sub-Chapter 5.3 “*The internal control functions*”);
- its own procedures (Sub-Chapter 5.5 “*Requirements regarding organisation and procedures*”);
- its own arrangement in respect of the fight against money laundering and terrorism financing (Sub-Chapter 5.4 “*Organisation of the fight against money laundering and terrorism financing*”);
- documentation relating to its operations and those undertaken by its delegates on behalf of the IFM (Chapter 6 “*Specific organisational arrangements*”).

Section 5.1.1.: Précisions sur les ressources humaines

121. Conformément à l'article 6 du Règlement 10-4 et à l'article 22 du Règlement Délégué 231/2013, chaque GFI doit employer au Luxembourg un personnel suffisant en nombre et disposant des qualifications, des connaissances et de l'expertise nécessaires pour assurer les tâches qu'il veut exercer et pour surveiller de manière efficace les activités déléguées.

122. Le personnel doit disposer des compétences professionnelles individuelles et collectives appropriées eu égard aux stratégies d'investissement des OPC gérés.

123. Chaque GFI doit employer au siège luxembourgeois au moins trois personnes à temps-plein (trois ETP) dédiant leur temps de travail à l'exercice de fonctions-clé. Suivant la nature, l'échelle et la complexité de son activité, le GFI doit adapter la taille des équipes dédiées à l'exercice de fonctions-clé et ainsi employer davantage de personnes disposant des qualifications, des connaissances et de l'expertise nécessaires pour l'exercice des fonctions-clé.

124. Des absences de longue durée ou des départs de membres du personnel (p. ex. : démissions ou licenciements) ne doivent pas entraver à terme le bon fonctionnement du GFI.

125. En cas d'absence d'un membre du personnel engagé dans les fonctions-clé, il est nécessaire de prévoir qu'un membre du personnel disposant d'une expérience adaptée et de l'indépendance nécessaire puisse le remplacer si besoin.

Section 5.1.1: Clarifications on human resources

121. In accordance with Article 6 of CSSF Regulation 10-4 and Article 22 of Delegated Regulation 231/2013, each IFM must employ enough staff in Luxembourg with the skills, knowledge and expertise necessary to fulfil the tasks that it wishes to perform and in order to efficiently supervise the activities of delegates.

122. The staff must have the appropriate individual and collective professional skills with regard to the investment strategies of the UCIs managed.

123. Each IFM must employ at the Luxembourg registered office at least three persons on a full-time basis (three FTE) who dedicate their working time to the performance of key functions. Depending on the nature, scale and complexity of its activity, the IFM must adapt the size of the teams dedicated to the performance of key functions and is thus to employ more persons having the skills, knowledge and expertise necessary to perform key functions.

124. Long-term absences or departures of staff members (e.g. resignations or dismissals) must not prevent the good functioning of the IFM in the long term.

125. In the event of the absence of a member of the staff engaged in the key functions, it is necessary to provide that a staff member having the appropriate experience and necessary independence may replace him if necessary.

126. Le personnel est, en principe, salarié du GFI, avec lequel il est lié par un contrat de travail.

127. La CSSF peut accorder une dérogation à l'exigence visée au point 126 et autoriser qu'une partie du personnel soit détachée ou mise à disposition par une entité appartenant au même groupe ou par une société tierce. Dans ce cas, le contrat réglant ce détachement ou cette mise à disposition doit être soumis à la CSSF pour accord préalable. Par ailleurs, le contrat doit contenir des règles de gestion des conflits d'intérêts entre le personnel concerné et l'entité pour laquelle le personnel preste également des services. Ledit contrat doit en outre préciser la mission du personnel concerné, le lien de rattachement hiérarchique aux dirigeants du GFI pour les fonctions exercées dans l'entité en application des articles 5 (1) a) du Règlement 10-4 et 57 (1) a) du Règlement Délégué 231/2013, ainsi que le temps de présence effectif au sein du GFI. Le personnel ainsi mis à disposition du GFI ou détaché doit se trouver de façon permanente au Luxembourg et pouvoir être contacté à tout moment pendant les heures de travail usuelles. Cela n'empêche toutefois pas que les membres du personnel aient leur domicile dans un lieu qui leur permet de se rendre, en principe, chaque jour au Luxembourg.

128. Lorsque, en raison de la taille réduite du GFI, il est indispensable de regrouper plusieurs tâches et responsabilités sur une même personne, ce regroupement doit être organisé de sorte à ne pas porter préjudice à l'objectif poursuivi par la séparation des tâches.

129. Disposition spécifique applicable à la SGO : l'exercice de multiples fonctions par une même personne ne doit pas l'empêcher, ni être susceptible de l'empêcher, de s'acquitter de manière convenable, honnête et professionnelle de l'une quelconque de ses fonctions, conformément à l'article 6 (3) du Règlement 10-4.

130. Recommandation spécifique au GFIA : il est recommandé au GFIA de respecter également la disposition visée au point 129 ci-avant.

131. L'organigramme du GFI donne le détail pour les différentes fonctions (opérationnelles et de contrôle) de la structure et des liens hiérarchiques et fonctionnels entre ces fonctions, ainsi qu'avec les instances dirigeantes et l'organe de direction/organe directeur du GFI.

132. L'organigramme et la description des tâches sont établis sur base du principe de la séparation des tâches. En vertu de ce principe, les tâches et responsabilités doivent être attribuées de façon à éviter qu'elles ne soient incompatibles dans le chef d'une même personne. Le but

126. The staff is, in principle, employed by the IFM with whom they are bound by an employment contract.

127. The CSSF may grant an exemption from the requirement referred to in point 126 and can authorise that a part of the staff is either on secondment or made available by an entity belonging to the same group or by a non-affiliated company. In this case, the contract governing this secondment or this availability must be submitted to the CSSF for prior approval. Furthermore, the contract must stipulate rules concerning the management of conflicts of interest between the staff concerned and the entity for which the staff also provides services. This contract must furthermore specify the assignments of the staff concerned, the hierarchical link to the conducting officers of the IFM for the functions performed in the entity in accordance with Article 5 (1) a) of CSSF Regulation 10-4 and Article 57 (1) a) of the Delegated Regulation 231/2013 as well as the effective time of presence within the IFM. The staff thus made available to the IFM or on secondment must be located in Luxembourg on a permanent basis and must be reachable at any time during normal business hours. This does, however, not prevent the members of staff from having their place of residence in a place permitting them, in principle, to come to Luxembourg every day.

128. When, because of the small size of the IFM, it is essential to group several tasks and responsibilities on the same person, this grouping must be organised in such a way as not to prejudice the objective pursued by the separation of tasks.

129. Specific provisions applicable to the ManCo: the exercise of multiple functions by one single person does not and must not be likely to prevent the relevant person from discharging any one of these functions soundly, honestly and professionally, in accordance with Article 6 (3) of CSSF Regulation 10-4.

130. Specific recommendation for the AIFM: it is recommended to the AIFM to also comply with the provision referred to in point 129 above.

131. The organisation chart of the IFM details the different functions (operational and control functions) of the structure and the hierarchical and functional links between these functions, as well as with the senior management and the management body/governing body of the IFM.

132. The organisation chart and the description of tasks are established on the basis of the principle of the separation of tasks. In accordance with this principle, the tasks and responsibilities must be assigned in such a way that they are not incompatible for the same person.

poursuivi est d'écarter les conflits d'intérêts et de prévenir au moyen d'un environnement de contrôles réciproques qu'une personne puisse commettre des erreurs et irrégularités.

133. Sur demande de la CSSF, le GFI est tenu de fournir un organigramme actualisé. A cet effet, l'organigramme doit notamment inclure :

- le nom des membres de l'organe de direction/organe directeur, des dirigeants et des responsables des fonctions-clé ;
- le nombre de collaborateurs affectés à chaque service ou unité du GFI, en distinguant notamment les fonctions de gestion de portefeuille, d'administration d'OPC, de commercialisation, de gestion des risques, de compliance, d'audit interne, ainsi que les personnes en charge de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et celles en charge du suivi des délégués.

Section 5.1.2.: Précisions sur l'infrastructure technique, IT et la continuité opérationnelle

134. Chaque GFI doit se doter dans ses locaux d'une infrastructure technique et informatique adaptée à l'activité qu'il veut réaliser.

135. Selon l'article 5 (2) du Règlement 10-4 et l'article 57 (2) du Règlement Délégué 231/2013, chaque GFI doit établir, mettre en œuvre et garder opérationnels des systèmes et des procédures appropriés pour préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des informations, en tenant compte de la nature des informations concernées.

136. Les exigences du paragraphe précité sont remplies au mieux lorsque le GFI dispose de sa propre infrastructure informatique, qui est prise en charge par son propre service informatique, lui-même organisé et encadré par un dispositif de contrôle interne fixé par les instances dirigeantes. En règle générale, le GFI doit donc disposer, dans ses locaux au Luxembourg, de ses propres ordinateurs et de programmes informatiques appropriés et dûment documentés.

137. Ainsi, le GFI doit mettre en place des procédures et un dispositif lui permettant d'identifier et de gérer les risques informatiques, notamment dans les domaines suivants :

- le risque d'atteinte à la confidentialité, à l'intégrité et à l'accessibilité des données ;

The objective is to avoid conflicts of interest and to prevent by means of an environment of reciprocal controls that a person may commit errors and irregularities.

133. At the request of the CSSF, the IFM is required to provide an updated organisation chart. For this purpose, the organisation chart must notably include:

- the names of the members of the management body/governing body, of the conducting officers and the persons responsible for key functions;
- the number of staff assigned to each service or unit of the IFM, distinguishing in particular between the functions of portfolio management, administration of the UCI, marketing, risk management, compliance, internal audit, as well as the persons in charge of the fight against money laundering and terrorism financing and those in charge of the monitoring of the delegates.

Section 5.1.2: Clarifications on the technical infrastructure, IT and business continuity

134. Each IFM must have in its premises a suitable technical and IT infrastructure for the activity that it wants to realise.

135. According to Article 5 (2) of CSSF Regulation 10-4 and Article 57 (2) of Delegated Regulation 231/2013, each IFM must establish, implement and maintain systems and procedures that are adequate to safeguard the security, integrity and confidentiality of information, taking into account the nature of the information in question.

136. The requirements in the above paragraph are best met when the IFM has its own IT infrastructure which is supported by its own IT department which itself is organised and surrounded by an internal control system established by the senior management. As a general rule, the IFM must have, on its premises in Luxembourg, its own computers and appropriate and duly documented computer programmes.

137. Thus, the IFM must implement procedures and arrangements enabling it to identify and manage IT risks, in particular in the following areas:

- the risk of breach of confidentiality, integrity and accessibility of the data;

- les risques liés à la continuité des activités du GFI et à la capacité de résilience des systèmes informatiques ;
 - les risques liés à l'externalisation de la fonction informatique, le cas échéant ;
 - le risque de fraude informatique, caractérisée par l'usage de données, de logiciels et de matériel informatique du GFI à des fins malicieuses ;
 - les risques de cyberattaques.
- the risks linked to the continuity of activities of the IFM and the capacity for resilience of the IT systems;
 - the risks linked to the outsourcing of the IT function, as the case may be;
 - the risks of IT fraud, characterised by the use of the data, software and IT equipment of the IFM for malicious purposes;
 - the risks of cyberattacks.

138. Les dispositions susmentionnées n'empêchent toutefois pas un GFI de recourir, sous sa responsabilité, aux services d'un tiers spécialisé en matière de conseil, de programmation, de maintenance ou de gestion de systèmes informatiques. Tout recours à un tiers doit être notifié préalablement à la CSSF et être formalisé par un contrat de services. Le tiers doit en outre faire l'objet d'une *due diligence* initiale et d'un suivi continu, en accord avec les dispositions prévues au sous-chapitre 6.2. (« *Encadrement de la délégation* ») de la présente circulaire.

138. The above-mentioned provisions, however, do not prevent an IFM from having recourse, under its responsibility, to the services of a third party specialised in consultancy, programming, maintenance or management of IT systems. Any recourse to a third party must be notified in advance to the CSSF and formalised by a service contract. The third party must furthermore be subject to an initial due diligence and ongoing monitoring, in accordance with the provisions provided for in Sub-Chapter 6.2. ("*Framework of delegation*") of this Circular.

139. Il est également admissible qu'un GFI soit lié par voie de télécommunication au centre de traitement informatique se trouvant auprès de sa maison-mère ou d'une filiale de celle-ci. En cas de recours au service de sa maison-mère ou d'une filiale de celle-ci, le GFI doit vérifier que l'entité en question est qualifiée pour, et capable de, prester le service en question.

139. It is also permissible for an IFM to be linked by means of telecommunication to a data processing centre located at its parent company or a subsidiary thereof. If the services of its parent company or a subsidiary thereof are used, the IFM must verify that the entity in question is qualified for and capable of providing the service in question.

140. Au cas où le GFI a recours aux services d'un tiers, il doit veiller à avoir un accès rapide et non limité aux informations le concernant, stockées au centre de traitement informatique. Ces informations doivent être encryptées ou encore protégées selon d'autres moyens techniques disponibles de nature à assurer la sécurité des communications et la confidentialité des données des clients.

140. In the case where the IFM uses the services of a third party, it must ensure that it has rapid and unrestricted access to the information concerning it, stored at the data processing centre. This information must be encrypted or otherwise protected by other technical means available of such nature as to ensure the security of communications and the confidentiality of client data.

141. Par ailleurs, le GFI doit être en mesure de fonctionner normalement en cas d'indisponibilité de son système informatique. A cet effet, il doit mettre en place une solution de « back-up » en adéquation avec un plan de continuité de ses activités, tel que prévu par l'article 5 (3) du Règlement 10-4 et par l'article 57 (3) du Règlement Délégué 231/2013. Ce plan de continuité doit décrire les actions à mettre en œuvre par le GFI afin de poursuivre ses activités en cas d'incident ou de sinistre lié à des événements anormaux. Dans le cas où le GFI a recours aux services de sa maison-mère ou d'une filiale de celle-ci, le GFI peut se baser sur la solution de « back-up » de sa maison-mère ou de la filiale en question, à condition que la ségrégation des données du GFI soit assurée.

141. In addition, the IFM must be able to function normally in the event that its IT system is unavailable. For this purpose, it must implement a back-up solution in line with a business continuity plan as provided for by Article 5 (3) of CSSF Regulation 10-4 and by Article 57 (3) of Delegated Regulation 231/2013. This continuity plan must describe the actions to be implemented by the IFM in order to continue operations in the case of an incident or disaster linked to abnormal events. In the event that the IFM has recourse to the services of its parent company or a subsidiary thereof, the IFM may rely on the back-up solution of its parent company or the subsidiary in question, on condition that the segregation of data of the data is ensured.

142. Un GFI doit disposer de systèmes informatiques adaptés permettant de respecter les dispositions en matière de bonne organisation administrative prévues à l'article 109 (1) a) de la Loi 2010 et à l'article 16 de la Loi 2013. Dans ce contexte, une distinction doit toutefois être faite entre un GFI qui exerce lui-même une ou plusieurs des fonctions incluses dans l'activité de gestion d'OPC et celui qui a délégué une ou plusieurs desdites fonctions à un ou plusieurs tiers. Suivant l'organisation retenue, le GFI doit se référer aux sections pertinentes des sous-chapitres 6.3. à 6.6. de la présente circulaire.

143. La circulaire CSSF 17/654 portant sur la sous-traitance informatique reposant sur une infrastructure informatique en nuage ou infrastructure de « *Cloud Computing* » s'applique au GFI dans la mesure où le GFI a recours à une telle infrastructure. En application du point 24 (c) de la circulaire précitée, le GFI est tenu de désigner parmi ses employés une personne, le « *cloud officer* », qui a pour responsabilité l'utilisation des services de *Cloud Computing* et est garant des compétences du personnel gérant les ressources de *Cloud Computing*. Ce rôle peut être assuré directement par le dirigeant ayant dans ses attributions la fonction informatique.

144. La CSSF rappelle à chaque GFI qu'il est tenu de respecter les dispositions de la circulaire CSSF 11/504 concernant les fraudes et incidents dus à des attaques informatiques externes.

Section 5.1.3. : Précisions sur la fonction comptable

145. Selon l'article 5 (4) du Règlement 10-4 et l'article 57 (4) du Règlement Délégué 231/2013, chaque GFI doit établir, mettre en œuvre et garder opérationnelles des politiques et procédures comptables ainsi que des règles en matière d'évaluation permettant de fournir des informations financières offrant une image fidèle et sincère de la situation financière du GFI.

146. Par conséquent, chaque GFI doit communiquer à la CSSF le nom de la personne responsable au sein du GFI qui peut fournir des informations sur la situation comptable du GFI.

147. L'identité du responsable de la fonction comptable ainsi que de toute personne lui succédant dans sa fonction doit être immédiatement notifiée à la CSSF.

148. En ce qui concerne l'organisation de la fonction comptable, le GFI peut soit se doter de sa propre fonction comptable, soit recourir, sous sa responsabilité, à l'expertise d'un tiers en matière de tenue de la comptabilité. Tout recours à un tiers doit être notifié

142. An IFM must have suitable IT systems enabling it to comply with the provisions on sound administrative organisation provided for in Article 109 (1) a) of the 2010 Law and Article 16 of the 2013 Law. In this context, a distinction must however be made between an IFM which itself exercises one or several functions included in the activity of management of a UCI and one which has delegated one or more of these functions to one or several third parties. Depending on the organisation chosen, the IFM must refer to the relevant Sections under Sub-Chapters 6.3 to 6.6 of this Circular.

143. CSSF Circular 17/654 on IT outsourcing relying on a cloud computing infrastructure applies to the IFM insofar as the IFM has recourse to such an infrastructure. In accordance with point 24 (c) of the above-mentioned circular the IFM is required to designate from among its employees one person, the "cloud officer", who is responsible for the use of cloud computing services and is guarantor for the skills of the staff managing cloud computing resources. This role can be performed directly by the conducting officer responsible for the IT function.

144. The CSSF reminds each IFM that it is required to comply with the provisions of CSSF Circular 11/504 concerning fraud and incidents due to external IT attacks.

Section 5.1.3: Clarifications on the accounting function

145. According to Article 5 (4) of CSSF Regulation 10-4 and Article 57 (4) of Delegated Regulation 231/2013, each IFM must establish, implement and maintain operational accounting policies and procedures, as well as rules regarding valuation permitting the delivery of financial reports which reflect a true and fair view of the IFM's financial situation.

146. Consequently, each IFM must communicate to the CSSF the name of the person responsible within the IFM who can provide information on the financial situation of the IFM.

147. The identity of the person responsible for the accounting function as well as of any person succeeding him in office must be notified without delay to the CSSF.

148. Regarding the organisation of the accounting function, the IFM can either put in place its own accounting function, or use, under its responsibility, the expertise of a third party in the area of accounting. Every use of a third party must be notified to the CSSF in

préalablement à la CSSF et être formalisé par un contrat de services. Le tiers doit en outre faire l'objet d'une due diligence initiale et d'un suivi continu, en accord avec les dispositions prévues au sous-chapitre 6.2. (« *Encadrement de la délégation* ») de la présente circulaire.

149. Indépendamment du modèle d'organisation de la fonction comptable, notamment le recours à un tiers, les pièces comptables relatives à l'activité du GFI doivent toujours être disponibles et/ou accessibles électroniquement à partir du siège du GFI au Luxembourg de sorte que le GFI reste en mesure d'établir un bilan et un compte de pertes et de profits de manière autonome.

150. La fonction comptable opère sur base de procédures écrites qui prévoient :

- d'identifier et d'enregistrer toutes les transactions entreprises par le GFI ;
- d'expliquer l'évolution des soldes comptables d'un arrêté à l'autre par la conservation des mouvements ayant affecté les postes comptables ;
- de conserver toutes les pièces comptables suivant les dispositions légales en vigueur ;
- de réaliser les réconciliations des comptes et des écritures comptables ;
- de s'assurer de la fiabilité du *reporting* financier.

151. L'ensemble de l'organisation et des procédures comptables sont décrites dans un manuel des procédures comptables. Dans la définition et la mise en œuvre de ces procédures, le GFI veille au respect du principe d'intégrité afin d'éviter en particulier que le système comptable ne puisse être utilisé à des fins frauduleuses.

Section 5.1.4. : Précisions sur les locaux au Luxembourg

152. La notion d'administration centrale implique aussi qu'un GFI doit disposer de ses propres locaux au Luxembourg. L'accès aux locaux du GFI doit être sécurisé et limité au personnel du GFI. En cas de changement de locaux, le GFI doit informer la CSSF au préalable, en vue d'un agrément des modifications statutaires le cas échéant. Le dossier transmis à la CSSF doit inclure un plan des locaux, et si le GFI n'est pas propriétaire des locaux, le contrat de bail.

advance and formalised in a service contract. The third party must furthermore be subject to an initial due diligence and ongoing monitoring, in accordance with the provisions provided for under Sub-Chapter 6.2 ("*Framework of delegations*") of this Circular.

149. Independently of the model for the organisation of the accounting function, in particular the use of a third party, the accounting records relating to the activity of the IFM must always be available and/or electronically accessible at the registered office of the IFM in Luxembourg to enable the IFM to draw up a balance sheet and a profit and loss account in an independent way.

150. The accounting function operates on the basis of written procedures that provide for:

- identifying and recording all the transactions undertaken by the IFM;
- explaining the evolution of the accounting balances from one order to another by keeping records of movements which have affected the accounting positions;
- keeping records of all the accounting documents in accordance with the legal provisions in force;
- reconciling accounts and accounting entries;
- ensuring the reliability of the financial reporting.

151. The entire accounting organisation and procedures are described in a manual of accounting procedures. In the definition and implementation of these procedures, the IFM shall ensure compliance with the principle of integrity in order to prevent in particular that the accounting system may be used for fraudulent purposes.

Section 5.1.4: Clarifications on the premises in Luxembourg

152. The concept of central administration also implies that an IFM must have its own premises in Luxembourg. Access to the premises of the IFM must be secured and restricted to the staff of the IFM. In the event of any change of premises, the IFM must inform the CSSF in advance, with a view to receive approval for any amendments to the articles of association, if any. The file sent to the CSSF must include a plan of the premises, and if the IFM is not the owner of the premises, the lease

agreement.

Sous-chapitre 5.2. : Dispositif général en matière de gouvernance interne

153. En application des articles 109 et 111 de la Loi 2010 ainsi que des articles 16 et 11 de la Loi 2013, chaque GFI doit posséder un solide dispositif de gouvernance interne qui assure la gestion saine et prudente de ses activités et des risques qui leur sont inhérents.

154. La gouvernance interne doit assurer en particulier la gestion saine et prudente des activités, y compris des risques qui leur sont inhérents. Afin d'atteindre cet objectif, les GFI mettent en place un dispositif de gouvernance interne qui répond au concept des « trois lignes de défense » (« *three-lines-of-defence model* »).

155. La première ligne de défense est constituée par les unités opérationnelles qui prennent ou acquièrent des risques dans le cadre d'une politique et de limites prédéfinies et qui effectuent des contrôles.

156. La seconde ligne est formée par les fonctions permanentes de gestion des risques (section 5.3.1.) et de compliance (section 5.3.2.) qui contribuent au contrôle indépendant des risques, ainsi que par les fonctions de support, y compris la fonction informatique (section 5.1.2.) et la fonction comptable (section 5.1.3.).

157. La troisième ligne est constituée par la fonction d'audit interne (section 5.3.3.) qui effectue une évaluation indépendante, objective et critique des deux premières lignes de défense.

158. Les trois lignes de défense sont complémentaires, chaque ligne de défense assumant ses responsabilités de contrôle indépendamment des autres lignes.

159. Ce dispositif de gouvernance interne doit notamment s'articuler autour des domaines suivants, développés pour l'essentiel dans le Règlement 10-4 et dans le Règlement Délégué 231/2013 :

- les exigences organisationnelles, en ce compris les mécanismes de contrôle interne (sous-chapitre 5.3. « *Les fonctions de contrôle interne* ») ;
- les exigences en matière de *reporting* interne ;
- les transactions personnelles ;
- la gestion des conflits d'intérêts ;

Sub-Chapter 5.2: General arrangements regarding internal governance

153. Pursuant to Articles 109 and 111 of the 2010 Law and Articles 16 and 11 of the 2013 Law, each IFM must have solid arrangements for internal governance which ensure the sound and prudent management of its activities and the risks inherent therein.

154. The internal governance must ensure in particular the sound and prudent management of activities, including the risks inherent therein. In order to attain this objective, the IFMs are putting in place arrangements for internal governance that meets the concept of the "three-lines-of-defence model".

155. The first line of defence consists of the operational units, which take or acquire risks within the framework of a policy and predefined limits, and which carry out controls.

156. The second line is formed by the permanent risk management (Section 5.3.1) and compliance functions (Section 5.3.2) which contribute to the independent control of risks, as well as by the support functions, including the IT function (Section 5.1.2) and the accounting function (Section 5.1.3).

157. The third line consists of the internal audit function (Section 5.3.3) which carries out an independent, objective and critical assessment of the first two lines of defence.

158. The three lines of defence are complimentary, each line of defence assuming its control responsibilities independently of the other lines.

159. These arrangements for internal governance must notably be structured around the following areas, essentially developed in CSSF Regulation 10-4 and Delegated Regulation 231/2013:

- organisational requirements, including mechanisms for internal control (Sub-Chapter 5.3 "*The internal control functions*");
- the requirements as regards internal reporting;
- personal transactions;
- the management of conflicts of interest;

- l'exercice des droits de vote ;
- les règles de conduite ;
- la politique de rémunération.

160. Concrètement, le dispositif de gouvernance interne comprend notamment :

- une structure organisationnelle et opérationnelle claire et cohérente comportant des pouvoirs de décision, des liens hiérarchiques et fonctionnels et un partage des responsabilités clairement définis, transparents, cohérents, complets et exempts de conflits d'intérêts ;
- des mécanismes adéquats de contrôle interne ;
- une procédure formelle d'*escalation* (procédure d'intervention par paliers), de règlement et, le cas échéant, de sanctions pour les problèmes, déficiences et irrégularités relevés par le biais des mécanismes de contrôle interne ;
- un dispositif de communication interne comprenant un dispositif interne d'alerte (« *whistleblowing* ») qui permet au personnel du GFI d'attirer l'attention des responsables sur toutes leurs préoccupations importantes et légitimes liées à la gouvernance interne du GFI ;
- un dispositif de gestion de continuité des activités visant à limiter les risques de perturbation grave des activités et à assurer le maintien des opérations-clé telles que définies par l'organe de direction/organe directeur sur proposition des instances dirigeantes. Ce dispositif comprend un plan de continuité qui décrit les actions à mettre en œuvre afin de poursuivre les activités en cas d'incident ou sinistre ;
- un dispositif de gestion de crises qui assure une capacité de réaction appropriée en cas de crise, y compris un plan de rétablissement des activités.

161. Chaque GFI promeut une culture interne du contrôle et du risque qui vise à assurer que tous les membres du personnel participent activement à la détection, à la déclaration et au contrôle des risques encourus par le GFI.

- the exercise of voting rights;
- the rules of conduct;
- the remuneration policy.

160. Concretely, the arrangements for internal governance comprise in particular:

- a clear and coherent organisational and operational structure consisting of decision-making powers, hierarchical and functional links and a division of responsibilities which are clearly defined, transparent, coherent, comprehensive and exempt from conflicts of interest.
- adequate internal control mechanisms;
- a formal escalation procedure, a settlement procedure and, where appropriate, a sanction's procedure for problems, deficiencies and irregularities identified by means of the internal control mechanisms;
- an arrangement for internal communication comprising an internal alert mechanism ("whistleblowing") that allows the staff of the IFM to draw the attention of the responsible persons to their important and legitimate concerns in relation to the internal governance of the IFM;
- an arrangement for the management of the business continuity aimed at limiting the risks of serious disruption of business and ensuring maintenance of key operations as defined by the management body/governing body on the proposal of the senior management. This arrangement contains a continuity plan which describes the actions to be implemented in order to pursue the activities in the event of an incident or disaster;
- an arrangement for crisis management that ensures an appropriate response capacity in the event of a crisis, including a business recovery plan.

161. Each IFM promotes an internal control and risk culture that aims to ensure that all members of staff actively participate in the detection, reporting and control of risks incurred by the IFM.

Sous-chapitre 5.3. : Les fonctions de contrôle interne

162. Conformément au Règlement 10-4 et au Règlement Délégué 231/2013, chaque GFI doit établir et garder opérationnelle une fonction permanente de compliance, de gestion des risques et d'audit interne.

163. Les politiques mises en œuvre en matière de gestion des risques, de compliance et d'audit instaurent trois fonctions de contrôle interne distinctes : d'une part, la fonction de gestion des risques et la fonction compliance qui relèvent de la deuxième ligne de défense et, d'autre part, la fonction d'audit interne qui relève de la troisième ligne de défense. Ces politiques décrivent par ailleurs les domaines d'intervention relevant directement de chaque fonction de contrôle interne, règlent clairement les responsabilités en matière de domaines d'intervention communs et définissent les objectifs ainsi que l'indépendance, l'objectivité et la permanence des fonctions de contrôle interne.

164. Chaque fonction de contrôle interne est placée sous la responsabilité d'un responsable de fonction distinct qui est nommé et révoqué suivant une procédure interne écrite. Les nominations et révocations des responsables des fonctions de contrôle interne sont approuvées par l'organe de direction/organe directeur et communiquées par écrit à la CSSF, conformément aux dispositions visées à la sous-section 5.3.1.3. pour la fonction de gestion des risques, à la sous-section 5.3.2.4. pour la fonction de compliance et à la sous-section 5.3.3.4. pour la fonction d'audit interne.

165. Les responsables des trois fonctions de contrôle interne sont responsables vis-à-vis des instances dirigeantes et, en dernier ressort, vis-à-vis de l'organe de direction/organe directeur pour l'exécution de leur mandat. A ce titre, ces responsables doivent pouvoir contacter et informer directement et de leur propre initiative l'organe de direction/organe directeur ou, le cas échéant, les membres du comité d'audit, ainsi que la CSSF.

166. Les fonctions de contrôle interne ont pour objectif principal de vérifier le respect de l'ensemble des politiques et procédures internes qui tombent dans leur champ d'attribution, d'en évaluer régulièrement l'adéquation par rapport à la structure organisationnelle et opérationnelle du GFI, aux stratégies, aux activités et aux risques du GFI ainsi que par rapport aux exigences légales et réglementaires applicables, et d'en rendre compte directement aux instances dirigeantes ainsi qu'à l'organe de direction/organe directeur. Elles fournissent aux instances dirigeantes ainsi qu'à l'organe de direction/organe directeur les avis et conseils qu'elles jugent utiles en vue d'améliorer le dispositif d'administration centrale et de gouvernance interne du

Sub-Chapter 5.3: The internal control functions

162. In accordance with CSSF Regulation 10-4 and Delegated Regulation 231/2013, each IFM must establish and maintain operational a permanent compliance, risk management and internal audit function.

163. The policies implemented as regards risk management, compliance and audit set up three distinct internal control functions: on the one hand, the risk management function and compliance function which fall under the second line of defence and, on the other hand, the internal audit function which falls under the third line of defence. These policies furthermore describe the areas of intervention which fall directly under each internal control function, clearly regulate the responsibilities as regards common areas of intervention and define the objective as well as the independence, the objectivity and the permanence of the internal control functions.

164. Each internal control function is placed under the responsibility of a person responsible for a distinct function, who is appointed and revoked in accordance with an internal written procedure. The appointments and revocations of the persons responsible for the internal control function are approved by the management body/governing body and communicated in writing to the CSSF, in accordance with the provisions referred to in Sub-Section 5.3.1.3 for the risk management function, in Sub-Section 5.3.2.4 for the compliance function and in Sub-Section 5.3.3.4 for the internal audit function.

165. The persons responsible for the three internal control functions are accountable to the senior management and ultimately to the management body/governing body for the performance of their mandate. In this respect, these responsible persons must be able to contact and inform directly and on their own initiative the management body/governing body or, as the case may be, the members of the audit committee, as well as the CSSF.

166. The main purpose of the internal control functions is to verify compliance with all internal policies and procedures that fall within their field of responsibility, to regularly assess their adequacy in relation to the organisational and operational structure of the IFM, the strategies, activities and risks of the IFM as well as in relation to the applicable legal and regulatory requirements and to report thereon directly to the senior management as well as to the management body/governing body. They shall provide to the senior management as well as to the management body/governing body the advice and guidance which they deem useful in order to improve the arrangements regarding the central administration and internal

GFI.

167. Les responsables des fonctions de contrôle interne répondent dans les meilleurs délais aux demandes d'avis et de conseils émanant des instances dirigeantes et de l'organe de direction/organe directeur du GFI ou des comités spécialisés du GFI, le cas échéant. Lorsqu'ils estiment que la gestion efficace, saine ou prudente des activités est compromise, les responsables des fonctions de contrôle interne en informent promptement et de leur propre initiative les instances dirigeantes et l'organe de direction/organe directeur suivant les modalités internes applicables.

168. Les fonctions de contrôle interne doivent également couvrir l'activité des succursales, des bureaux de représentation, des agences et des filiales dont dispose, le cas échéant, un GFI.

169. Il convient de préciser que les fonctions de compliance et d'audit interne ne peuvent pas être assurées par la même personne physique. De même, en cas de délégation de l'exécution de la fonction permanente de compliance ou d'audit interne, dans le respect des conditions visées dans les sections respectives ci-dessous (5.3.2. et 5.3.3.), le suivi de ces fonctions ne peut pas être confié à la même personne physique.

170. Par ailleurs, les responsables des fonctions de contrôle interne doivent remettre des rapports annuels à la CSSF conformément au point 212 (pour la fonction de gestion des risques), à la sous-section 5.3.2.6. (pour la fonction compliance) et à la sous-section 5.3.3.7. (pour la fonction d'audit interne) ci-après.

Caractéristiques des fonctions de contrôle interne

171. Les fonctions de contrôle interne sont des fonctions permanentes et indépendantes dotées chacune d'une autorité suffisante. Les responsables de ces fonctions ont le droit d'accès direct à l'organe de direction/organe directeur, au réviseur d'entreprises agréé du GFI ainsi qu'à la CSSF.

172. L'indépendance des fonctions de contrôle interne est incompatible avec une situation dans laquelle :

- le personnel des fonctions de contrôle interne est chargé de tâches qu'il est appelé à contrôler ;
- les fonctions de contrôle interne sont intégrées d'un point de vue organisationnel dans les unités opérationnelles qu'elles contrôlent ou dépendent hiérarchiquement d'elles ; et

governance of the IFM.

167. The persons responsible for the internal control functions respond without undue delay to the requests for advice and guidance emanating from the senior management and the management body/governing body of the IFM or the specialised committees of the IFM, as the case may be. Where they are of the opinion that the effective, sound and prudent management of the activities is compromised, the persons responsible for the internal control functions inform promptly and on their own initiative the senior management and the management body/governing body thereof, in accordance with the applicable internal arrangements.

168. The internal control functions must also cover the activity of branches, representative offices, agencies and subsidiaries owned by the IFM, where appropriate.

169. It should be noted that the compliance and the internal audit functions cannot be undertaken concurrently by the same physical person. Similarly, where the performance of the permanent compliance or internal audit functions have been delegated, in accordance with the conditions referred to in the respective Sections above (5.2.3 and 5.3.3), the monitoring of these functions cannot be entrusted to the same physical person.

170. Furthermore, the persons responsible for the internal control function must submit annual reports to the CSSF, in accordance with point 212 (for the risk management function), with Sub-Section 5.3.2.6 (for the compliance function) and Sub-Section 5.3.3.7 (for the internal audit function) hereafter.

Characteristics of the internal control functions

171. The internal control functions are permanent and independent functions each endowed with sufficient authority. The persons responsible for these functions have the right of direct access to the management body/governing body, to the approved statutory auditor of the IFM as well as to the CSSF.

172. The independence of the internal control functions is incompatible with a situation in which:

- the staff of the internal control functions are responsible for performing tasks that they are called upon to control;
- the internal control functions are integrated from an organisational point of view into the operational units which they control or hierarchically depend on, and

- la rémunération du personnel des fonctions de contrôle interne est liée à la performance des activités qu'elles contrôlent ou déterminée suivant d'autres critères qui compromettent l'objectivité du travail accompli par les fonctions de contrôle interne.

173. L'autorité dont doivent jouir les fonctions de contrôle interne requiert que ces fonctions puissent exercer leurs responsabilités de leur propre initiative, s'exprimer librement et accéder à toutes les données et informations externes et internes (dans l'ensemble des unités opérationnelles du GFI qu'elles contrôlent) qui sont jugées nécessaires pour l'accomplissement de leurs missions.

174. Le personnel des fonctions de contrôle interne ou les tiers agissant pour compte de ces fonctions doivent effectuer leurs travaux avec objectivité.

175. Afin de garantir leur objectivité, les personnes relevant de fonctions de contrôle interne doivent posséder l'indépendance d'esprit et de jugement nécessaires à la bonne exécution de leur tâche.

176. L'allocation des responsabilités et des fonctions au sein d'un GFI doit être organisée de telle sorte que les conflits d'intérêts soient évités, ou du moins atténués. Lorsque le GFI fait partie d'un groupe, l'existence de lignes de *reporting* du GFI vers des fonctions ou des individus du groupe ne doivent pas mettre en péril l'indépendance des fonctions de contrôle interne.

177. Afin de garantir l'efficacité des fonctions de contrôle interne, les membres de chaque fonction de contrôle interne doivent posséder à un niveau individuel et collectif des compétences professionnelles élevées dans le domaine des activités du GFI et des normes applicables. Cette compétence doit être évaluée en tenant compte non seulement de la nature de la mission des collaborateurs, mais également de la complexité et de la diversité des activités exercées par le GFI en vue de permettre une couverture intégrale des activités et des risques. Cette compétence individuelle doit comporter la capacité de porter des jugements critiques et d'être écouté par les dirigeants du GFI ainsi que par l'organe de direction/organe directeur.

178. Les responsables des fonctions de contrôle interne maintiennent à jour les connaissances acquises et assurent une formation continue et actualisée à chacun de leurs collaborateurs.

179. En sus de leur expérience professionnelle élevée, les responsables de fonctions de contrôle interne qui accèdent pour la première fois à une telle position possèdent les connaissances théoriques qui leur

- the remuneration of the staff of the internal control functions is linked to the performance of activities which they control or determined according to other criteria that compromise the objectivity of the work accomplished by the internal control functions.

173. The authority that the internal control functions must possess requires that these functions can exercise their responsibilities on their own initiative, express themselves freely and have access to all the external and internal data and information (in all operational units of the IFM which they control) that are deemed necessary for the accomplishment of their duties.

174. The staff of the internal control functions or third parties acting on behalf of these functions must perform their work with objectivity.

175. In order to guarantee their objectivity, the persons working within the internal control functions must possess the independence of mind and judgement necessary for the proper performance of their tasks.

176. The allocation of responsibilities and functions within an IFM must be organised in such a way that conflicts of interest are avoided, or at least mitigated. Where the IFM forms part of a group, the existence of reporting lines of the IFM towards functions or individuals of the group must not jeopardise the independence of the internal control functions.

177. In order to guarantee the effectiveness of the internal control functions, the members of each internal control function must have high professional skills at an individual and collective level in the area of the activities of the IFM and the applicable norms. This skill must be assessed taking into account not only the nature of the duties of the employee, but also the complexity and diversity of the activities exercised by the IFM in order to allow full coverage of activities and risks. This individual skill must include the ability to make critical judgements and to be heard by the conducting officers of the IFM as well as by the management body/governing body.

178. The persons responsible for the internal control functions keep the knowledge acquired up-to-date and ensure a continuous and up-to-date training of each of their personnel.

179. In addition to their high level of professional experience, the persons responsible for the internal control functions who enter for the first time into such a position have the theoretical knowledge that enables

permettent d'exercer cette fonction d'une manière efficace.

180. Pour garantir l'exécution des tâches qui leur incombent, les fonctions de contrôle interne disposent des ressources humaines, de l'infrastructure et des budgets nécessaires et suffisants, conformément au principe de proportionnalité. Le budget doit être suffisamment flexible pour tenir compte d'une adaptation des missions des fonctions de contrôle en réponse à des changements du profil de risque du GFI. Ces dispositions sont compatibles avec le recours des fonctions de contrôle interne à des experts externes conformément aux dispositions exposées dans les sous-sections 5.3.1.6., 5.3.2.5. et 5.3.3.5. de la présente circulaire.

181. Le champ d'intervention des fonctions de contrôle interne couvre l'ensemble du GFI, dans le respect de leurs compétences respectives.

182. Chaque GFI prend les mesures nécessaires pour assurer que les membres des fonctions de contrôle interne exercent leurs fonctions avec intégrité et discrétion.

183. Les responsables des fonctions de contrôle interne documentent les travaux effectués conformément aux responsabilités assignées, notamment afin de permettre de retracer les interventions ainsi que les conclusions retenues.

184. En cas de problèmes, déficiences et irrégularités graves, les responsables des fonctions de contrôle interne en informent immédiatement les instances dirigeantes et l'organe de direction/organe directeur.

185. Les responsables des fonctions de contrôle interne vérifient le suivi effectif des recommandations relatives aux problèmes, déficiences et irrégularités qu'elles ont relevées. Ils rapportent de manière régulière à ce sujet aux instances dirigeantes et à l'organe de direction/organe directeur du GFI.

Section 5.3.1. : Fonction permanente de gestion des risques

Sous-section 5.3.1.1. : Obligations des GFI en matière de gestion des risques

186. Les articles 42 (1) de la Loi 2010 et 14 de la Loi 2013 introduisent notamment l'obligation pour un GFI d'employer une méthode, respectivement des systèmes, de gestion des risques qui lui permettent de détecter, mesurer et contrôler les risques associés aux positions

them to perform this function effectively.

180. To guarantee the performance of the tasks which are incumbent on them, the internal control functions shall have the necessary and sufficient human resources, infrastructure and budgets, in accordance with the principle of proportionality. The budget must be sufficiently flexible to take into account an adaptation of the duties of the control functions in response to changes in the risk profile of the IFM. These provisions are compatible with the recourse by the internal control functions to external experts in accordance with the provisions set out in Sub-Sections 5.3.1.6, 5.3.2.5 and 5.3.3.5 of this Circular.

181. The field of intervention of the internal control functions covers the entire IFM, in keeping with their respective competences.

182. Each IFM shall take the necessary measures to ensure that the members of the internal control function perform their functions with integrity and discretion.

183. The persons responsible for the internal control function document the work carried out in accordance with the responsibilities assigned, in particular in order to enable the tracking of the interventions as well as the conclusions retained.

184. In the event of serious problems, deficiencies and irregularities, the persons responsible for the internal control functions inform without delay the senior management and the management body/governing body thereof.

185. The persons responsible for the internal control verify the effective follow-up of the recommendations in relation to the problems, deficiencies and irregularities which they have identified. They report regularly in this regard to the senior management and to the management body/governing body of the IFM.

Section 5.3.1: Permanent risk management function

Sub-Section 5.3.1.1: Obligations of the IFM regarding risk management

186. Articles 42 (1) of the 2010 Law and 14 of the 2013 Law introduce in particular the obligation for an IFM to use a risk management method, respectively systems, which enables it to identify, measure and control the risks associated with the positions of the UCIs.

des OPC.

187. La fonction permanente de gestion des risques et la politique de gestion des risques en sont des éléments centraux.

Sous-section 5.3.1.2. : Fonction permanente de gestion des risques

188. Conformément aux articles 13 du Règlement 10-4 et 39 du Règlement Délégué 231/2013, un GFI doit, entre autres, établir et garder opérationnelle une fonction permanente de gestion des risques.

189. La fonction permanente de gestion des risques doit être indépendante, d'un point de vue hiérarchique et fonctionnel, des unités opérationnelles conformément à l'article 13 (2) du Règlement 10-4 et à l'article 14 (1) de la Loi 2013, tel que précisé au point 533 de la présente circulaire.

190. La séparation sur le plan fonctionnel et hiérarchique des fonctions de gestion des risques est examinée par la CSSF conformément au principe de proportionnalité, étant entendu que le GFI est en tout état de cause en mesure de démontrer que des mesures de protection spécifiques contre les conflits d'intérêts permettent l'exécution indépendante des activités de gestion des risques et que le processus de gestion des risques répond aux exigences des articles 42 de la Loi 2010 et 14 de la Loi 2013 avec une efficacité constante.

191. La fonction permanente de gestion des risques est chargée :

- de mettre en œuvre la politique et les procédures de gestion des risques ;
- de veiller au respect du système de limitation des risques des OPC gérés, et notamment des limites légales sur le risque global et le risque de contrepartie, conformément aux articles 46, 47 et 48 du Règlement 10-4 pour les OPCVM et, en ce qui concerne les FIA, des limites fixées en conformité avec l'article 44 du Règlement Délégué 231/2013 ;
- de participer à la définition, à l'élaboration et au suivi du profil de risque des OPC conformément aux articles 13 du Règlement 10-4 et 39 du Règlement Délégué 231/2013 ;
- de faire régulièrement rapport à l'organe de direction/organe directeur du GFI et à sa fonction de surveillance, si elle existe, sur les points mentionnés à l'article 13 (3) d) du Règlement 10-4

187. The permanent risk management function and the risk management process are central elements thereof.

Sub-Section 5.3.1.2: Permanent risk management function

188. In accordance with Articles 13 of CSSF Regulation 10-4 and 39 of Delegated Regulation 231/2013, an IFM must, amongst others, establish and maintain operational a permanent risk management function.

189. The permanent risk management function must be hierarchically and functionally independent from operating units in accordance with Article 13 (2) of CSSF Regulation 10-4 and Article 14 (1) of the 2013 Law, as specified in point 533 of this Circular.

190. The functional and hierarchical separation of the risk management functions is examined by the CSSF in accordance with the principle of proportionality, it being understood that the IFM is in any event able to demonstrate that specific measures of protection against conflicts of interest allow for the independent performance of risk management activities and that the risk management process meets the requirements of Articles 42 of the 2010 Law and 14 of the 2013 Law with constant effectiveness.

191. The permanent risk management function is responsible for:

- implementing the risk management policy and procedures;
- ensuring compliance with the risk limitation system of the UCIs managed, and notably the legal limits concerning global exposure and counterparty risk, in accordance with Articles 46, 47 and 48 of CSSF Regulation 10-4 for UCITS and concerning AIFs, the limits set in accordance with Article 44 of Delegated Regulation 231/2013;
- participating in the definition, the development and monitoring of the risk profile of UCIs in accordance with Articles 13 of CSSF Regulation 10-4 and 39 of Delegated Regulation 231/2013;
- providing regular reports to the governing body/management body of the IFM and its supervisory function, where it exists, on the items listed under Article 13 (3) d) of CSSF Regulation

et à l'article 39 (1) d) du Règlement Délégué 231/2013 ;

- de faire régulièrement rapport aux instances dirigeantes du GFI sur le niveau de risque actuel encouru par chaque OPC géré et sur tout dépassement effectif ou prévisible des limites fixées, afin que des mesures rapides et appropriées puissent être prises ;
- d'examiner et le cas échéant de contribuer à l'efficacité des dispositifs et procédures d'évaluation des actifs conformément aux articles 13 et 49 du Règlement 10-4 et 70 du Règlement Délégué 231/2013.

192. La mission principale de la fonction permanente de gestion des risques est donc d'identifier, de mesurer et de gérer les risques des OPC, et de faire des rapports à l'organe de direction/organe directeur et aux instances dirigeantes du GFI. Ces rapports écrits doivent contenir des analyses permettant notamment aux destinataires de vérifier la cohérence entre :

- les niveaux de risque et le profil de risque de chaque OPC,
- les niveaux de risque et les limites fixées pour chaque OPC,
- le profil de risque et les limites fixées pour chaque OPC,

et de s'assurer qu'aucun risque nouveau n'apparaisse.

193. Les rapports doivent également inclure les plans d'actions visant à remédier aux défaillances constatées et rendre compte de l'efficacité des actions menées à cette fin.

194. Le profil de risque établi pour chaque OPC joue un rôle central dans la mission de la fonction permanente de gestion des risques. Sa documentation ainsi que celle de l'analyse de sa cohérence avec les limites fixées et les niveaux de risque constatés doivent être disponibles immédiatement sur demande de la CSSF.

195. De manière générale, toutes les interventions de la fonction permanente de gestion des risques doivent être documentées.

196. La fonction permanente de gestion des risques doit disposer de suffisamment de ressources humaines et de moyens techniques, et de toute l'expertise nécessaire pour pouvoir s'acquitter de ses fonctions. Elle doit de plus jouir de l'autorité nécessaire et avoir accès à toutes les informations pertinentes nécessaires à l'accomplissement

10-4 and in Article 39 (1) of Delegated Regulation 231/2013;

- providing regular reports to the senior management of the IFM on the current risk level incurred by each UCI managed and on any actual or foreseeable exceedance, so that rapid and appropriate measures can be taken;
- examining and, where appropriate, contributing to the effectiveness of the arrangements and procedures for valuating assets in accordance with Articles 13 and 49 of CSSF Regulation 10-4 and 70 of Delegated Regulation 231/2013.

192. The main mission of the permanent risk management function is therefore to identify, measure and manage the risks of the UCIs, and to provide reports to the management body/governing body and to the senior management of the IFM. These written reports must contain analyses enabling in particular the addressees to verify coherence between:

- the risk levels and the risk profile of each UCI,
- the risk levels and the limits set for each UCI,
- the risk profile and the limits set for each UCI,

and to ensure that no new risk arises.

193. The reports must also include action plans intended to remedy the deficiencies observed and report on the effectiveness of the actions undertaken for this purpose.

194. The risk profile established for each UCI plays a central role in the mission of the permanent risk management function. Its documentation as well as the documentation of the analysis of its coherence with the limits fixed and the risk levels observed must be made available without delay on the request of the CSSF.

195. In general, all interventions of the permanent risk management function must be documented.

196. The permanent risk management function must have sufficient human resources and technical means as well as all the expertise necessary to be able to perform its functions. It must also enjoy the necessary authority and have access to all the relevant information necessary for the performance of its functions.

de ses fonctions. Des canaux de communication doivent notamment être établis entre la fonction permanente de gestion des risques et la fonction de gestion de portefeuille. Le cas échéant, la fonction permanente de gestion des risques peut participer ou être représentée au sein des comités internes portant notamment sur la gestion des risques, l'évaluation et la gestion des OPC.

Sous-section 5.3.1.3. : Responsable de la fonction permanente de gestion des risques

197. Tout GFI doit, en principe, désigner parmi son personnel une personne en tant que responsable à la fonction permanente de gestion des risques disposant des qualifications, des connaissances et de l'expertise nécessaire en la matière. Cette personne doit exercer sa fonction sous la responsabilité directe du dirigeant ayant dans ses attributions la fonction de gestion des risques.

198. Le GFI doit communiquer au préalable à la CSSF le nom de son responsable à la fonction permanente de gestion des risques complété par les informations suivantes et par tout autre document éventuellement précisé ultérieurement par la CSSF :

- un *curriculum vitae* récent, signé et daté ;
- une copie du passeport/de la carte d'identité ;
- une déclaration sur l'honneur telle que téléchargeable sur le site de la CSSF (www.cssf.lu) ; et
- un extrait du casier judiciaire récent, si disponible, ou tout autre document comparable.

199. En cas de changement du responsable à la fonction permanente de gestion des risques, le GFI doit communiquer au préalable à la CSSF le nom de la personne lui succédant dans ses fonctions, complété par les documents visés au point 198.

200. En vertu du principe de proportionnalité, il est également admissible de désigner directement en tant que responsable à la fonction permanente de gestion des risques un des dirigeants du GFI, à condition qu'il justifie des qualifications, des connaissances et de l'expertise nécessaire en la matière. Sans préjudice du modèle opérationnel choisi, le dirigeant ayant dans ses attributions la fonction permanente de gestion des risques, ou étant directement le responsable de la fonction permanente de gestion des risques, ne peut pas être en même temps le dirigeant responsable de la gestion d'investissement, même si cette fonction est déléguée à un tiers. Le dirigeant ayant dans ses attributions la fonction permanente de gestion des risques ne peut pas non plus avoir la fonction d'audit interne dans

Communication channels must notably be established between the permanent risk management function and the portfolio management function. As the case may be, the permanent risk management function can participate in or be represented on internal committees relating in particular to the management of risks, the valuation and management of UCIs.

Sub-Section 5.3.1.3: Person responsible for the permanent risk management function

197. All IFMs must therefore, in principle, appoint from among its staff a person who shall be responsible for the permanent risk management function and who possesses the necessary qualifications, knowledge and expertise in the area. This person must perform his mandate under the direct responsibility of the conducting officer responsible for the risk management function.

198. The IFM must communicate in advance to the CSSF the name of its person responsible for the permanent risk management function supplemented by the following information and by any other document which may be specified subsequently by the CSSF:

- a recent *curriculum vitae*, signed and dated;
- a copy of the passport/identity card;
- a declaration of honour, as may be downloaded on the CSSF website (www.cssf.lu); and
- a recent extract of the criminal record, if available, or any other comparable document.

199. In the event of a change of the person responsible for the permanent risk management function, the IFM must communicate in advance to the CSSF the name of the person succeeding him in his functions supplemented by the documents referred to in point 198.

200. By virtue of the principle of proportionality, one of the conducting officers of the IFM may also be directly appointed as the person responsible for the permanent risk management function provided that he has the necessary qualifications, knowledge and expertise in the area. Without prejudice to the operational model chosen, the conducting officer responsible or directly in charge of the permanent risk management function may not, at the same time, be the conducting officer responsible for investment management, even if this function is delegated to a third party. The conducting officer having the permanent risk management function in his attributions may furthermore not have the internal audit function in his attributions.

ses attributions.

201. Le responsable de la fonction permanente de gestion des risques ne peut pas être également responsable de la fonction d'audit interne. En revanche, il est admissible de cumuler les responsabilités en matière de compliance et de gestion des risques.

202. Le rôle de responsable de la fonction permanente de gestion des risques ne peut pas être assuré en direct par un membre de l'organe de direction/organe directeur, sauf s'il fait partie des instances dirigeantes du GFI.

Sous-section 5.3.1.4. : Politique de gestion des risques

203. Conformément aux articles 43 du Règlement 10-4 et 40 du Règlement Délégué 231/2013, un GFI doit établir, mettre en œuvre et garder opérationnelle une politique de gestion des risques appropriée et documentée qui permette de déterminer les risques auxquels les OPC qu'il gère sont exposés ou pourraient être exposés. Cette politique est mise en œuvre par la fonction permanente de gestion des risques.

204. La politique de gestion des risques doit comporter toutes les procédures nécessaires pour permettre au GFI d'évaluer, pour chaque OPC qu'il gère, l'exposition de cet OPC aux risques de marché, de crédit, de liquidité et de contrepartie, ainsi que l'exposition de cet OPC à tout autre risque, y compris le risque opérationnel, susceptible d'être significatif pour cet OPC.

205. La politique de gestion des risques doit porter au moins sur les éléments mentionnés aux articles 43 du Règlement 10-4 et 40 du Règlement Délégué 231/2013. En particulier, la description des techniques, outils et dispositions permettant au GFI de mesurer et de gérer les risques, de même que l'attribution des responsabilités au sein du GFI, doivent être détaillées et complètes. Les articles 45 du Règlement 10-4 et 44 et 45 du Règlement Délégué 231/2013 détaillent par ailleurs les exigences en matière de mesure et de gestion des risques et en matière de limites de risque. Dans ce contexte, il est rappelé que le GFI doit notamment :

- adopter des dispositions, des procédures et des techniques appropriées et efficaces en vue de mesurer et de gérer les risques auxquels les OPC qu'il gère sont exposés ou sont susceptibles d'être exposés ;
- effectuer périodiquement, le cas échéant, des simulations de crise et des analyses de scénarios afin de tenir compte des risques résultant d'évolutions possibles des conditions de marché

201. The person responsible for the permanent risk management function may also not be responsible for the internal audit function. By contrast, it is permissible to combine compliance and risk management responsibilities.

202. The role of the person responsible for the permanent risk management function may not be performed directly by a member of the management body/governing body, unless he forms part of the senior management of the IFM.

Sub-Section 5.3.1.4: Risk management policy

203. In accordance with Articles 43 of CSSF Regulation 10-4 and 40 of Delegated Regulation 213/2013, an IFM must establish, implement and maintain operational an appropriate and documented risk management policy that allows identifying the risks to which the UCIs it manages are or may be exposed. This policy is implemented by the permanent risk management function.

204. The risk management policy must contain all the procedures necessary to enable the IFM to assess, for each UCI it manages, the exposure of this UCI to market, credit, liquidity and counterparty risk, as well as the exposure of this UCI to any other risk, including operational risk, which may be material for this UCI.

205. The risk management policy must contain at least the elements indicated in Articles 43 of CSSF Regulation 10-4 and 40 of Delegated Regulation 231/2013. In particular, the description of the techniques, tools and arrangements allowing the IFM to measure and manage the risks as well as the allocation of responsibilities within the IFM must be detailed and comprehensive. Articles 45 of CSSF Regulation 10-4 and 44 and 45 of Delegated Regulation 231/2013 furthermore detail the requirements regarding the measurement and management of risks, and regarding the risk limits. In this context, it is recalled that the IFM must in particular:

- adopt appropriate and effective provisions, procedures and techniques with a view to measuring and managing the risks to which the UCIs it manages are or may be exposed;
- carry out periodically, as the case may be, stress tests and scenario analyses in order to take account of the risks resulting from potential changes in market conditions likely to have a

susceptibles d'avoir une incidence négative sur les OPC ;

- fixer des limites en accord avec les profils de risque des OPC et contrôler leur respect.

206. Les dispositions, procédures et techniques susmentionnées doivent être proportionnées à la nature, à l'échelle et à la complexité des activités du GFI et des OPC qu'il gère, et conformes au profil de risque des OPC.

207. La politique de gestion des risques du GFI doit aussi inclure les techniques, outils et dispositions relatifs à la procédure de gestion du risque de liquidité que le GFI doit utiliser le cas échéant, et qui doit garantir que le profil de liquidité des investissements de chaque OPC est conforme à ses obligations sous-jacentes, dans le respect des dispositions prévues à l'article 45 du Règlement 10-4, à l'article 15 de la Loi 2013 et aux articles 46 à 49 du Règlement Délégué 231/2013. Ces dispositions détaillent également les obligations qui incombent au GFI en matière de simulations de crise dans le contexte de la gestion de la liquidité.

208. La politique de gestion des risques doit être documentée et disponible immédiatement sur demande de la CSSF.

209. Conformément aux articles 44 du Règlement 10-4 et 41 du Règlement Délégué 231/2013, le GFI doit notamment évaluer, contrôler et réexaminer périodiquement (au moins une fois par an) :

- l'adéquation et l'efficacité de la politique de gestion des risques et des dispositions, des procédures et des techniques utilisées en vue de mesurer et de gérer les risques et de veiller au respect des limites fixées ;
- la mesure dans laquelle le GFI respecte la politique de gestion des risques et les dispositions, procédures et techniques susmentionnées ;
- l'adéquation et l'efficacité des mesures prises pour remédier à d'éventuelles défaillances dans le fonctionnement de la procédure de gestion des risques.

210. Le cas échéant, le GFI doit procéder aux modifications requises suite à ce réexamen et informer la CSSF de toute modification importante de sa politique de gestion des risques.

211. D'une manière plus générale, le responsable de la fonction permanente de gestion des risques doit faire rapport à l'organe de direction/organe directeur, et à la

negative impact on the UCIs;

- set limits in accordance with the risk profiles of UCIs and control compliance with them.

206. The above-mentioned provisions, procedures and techniques must be in proportion to the nature, scale and complexity of the activities of the IFM and the UCIs it manages, and in accordance with the risk profile of the UCIs.

207. The risk management policy of the IFM must also include techniques, tools and provisions in relation to the liquidity risk management procedure which the IFM must use, where applicable, and which must guarantee that the liquidity profile of the investments of each UCI complies with its underlying obligations, in compliance with the provisions provided for in Article 45 of CSSF Regulation 10-4, Article 15 of the 2013 Law and Articles 46 to 49 of Delegated Regulation 231/2013. These provisions also detail the obligations of the IFM as regards stress tests in the context of liquidity management.

208. The risk management policy must be documented and made available without delay on the request of the CSSF.

209. In accordance with Articles 44 of CSSF Regulation 10-4 and 41 of Delegated Regulation 231/2013, the IFM must notably assess, control and review periodically (at least once per year):

- the adequacy and effectiveness of the risk management policy and of the provisions, procedures and techniques used in order to measure and manage the risks and ensure compliance with the limits fixed;
- the extent to which the IFM complies with the risk management policy and the above-mentioned provisions, procedures and techniques;
- the adequacy and effectiveness of the measures taken to remedy any deficiencies in the operation of the risk management procedure.

210. If necessary, the IFM must carry out the changes required following this review and inform the CSSF of any material change to its risk management policy.

211. More generally, the person responsible for the permanent risk management function must report to the management body/governing body, and to the

fonction de surveillance du GFI si elle existe, sur l'adéquation et l'efficacité de la méthode de gestion des risques, conformément aux articles 13 (3) d) du Règlement 10-4 et 39 (1) d) du Règlement Délégué 231/2013. Ce rapport doit notamment indiquer le statut d'éventuelles actions correctives.

212. Le rapport écrit à établir, en application des articles 10 (4) du Règlement 10-4 et 60 (4) du Règlement Délégué 231/2013, par la fonction de gestion des risques et appréciant l'adéquation et l'efficacité de la gestion des risques doit être soumis une fois par an à la CSSF et au plus tard dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI. Ce rapport peut prendre la forme d'un rapport consolidé englobant l'ensemble des OPC gérés par le GFI.

Sous-section 5.3.1.5. : Procédure de gestion des risques (« PGR ») à communiquer à la CSSF

213. En application des articles 42 (1) de la Loi 2010 et 22 (2) c) de la Loi 2013, le GFI doit communiquer à la CSSF un certain nombre d'informations en relation avec la politique de gestion des risques visant à identifier, mesurer, gérer, contrôler et faire rapport sur les risques susceptibles d'être significatifs pour les OPC qu'il gère. Cette communication doit se faire au moyen d'une PGR, selon les modalités décrites ici.

214. En ce qui concerne la SGO pour les OPCVM qu'elle gère, la circulaire CSSF 11/512 présentant, entre autres, les principaux changements du cadre réglementaire en matière de gestion des risques et fournissant des précisions par rapport aux règles portant sur la gestion des risques, détaille dans son chapitre V les exigences de la CSSF en matière de communication dans ce contexte. En particulier, l'annexe de ladite circulaire présente une trame qui doit être respectée pour cette PGR.

215. En ce qui concerne le GFIA, la trame de la PGR en annexe 1 de la présente circulaire doit être respectée pour les FIA gérés. La partie générale est relative à l'organisation principale du GFIA. Des parties spécifiques complémentaires doivent être établies en fonction des stratégies des FIA gérés : au minimum, une partie spécifique complémentaire sera créée pour chaque type de stratégies d'investissement des FIA, telles que définies à l'annexe IV du Règlement Délégué 231/2013 (« stratégies de type spéculatif », « stratégies de capital-investissement », « stratégies d'investissement immobilier », « stratégies de fonds de fonds » et « autres stratégies »). Si besoin, des parties spécifiques devront être établies à un niveau de granularité supérieur (p.ex. : création d'une partie spécifique complémentaire pour la stratégie « autres stratégies/fonds de matières premières » et création d'une partie spécifique

supervisory function of the IFM, if it exists, on the adequacy and effectiveness of the risk management method, in accordance with Articles 13 (3) d) of CSSF Regulation 10-4 and 39 (1) d) of Delegated Regulation 231/2013. This report must notably indicate the status of any corrective actions.

212. The written report to be drawn up, pursuant to Articles 10 (4) of CSSF Regulation 10-4 and 60 (4) of Delegated Regulation 231/2013, by the risk management function and assessing the adequacy and effectiveness of the risk management must be submitted once a year to the CSSF and at the latest within five months following the closure of the IFM's financial year. This report may take the form of a consolidated report covering all UCIs managed by the IFM.

Sub-Section 5.3.1.5: Risk management procedure ("RMP") to be communicated to the CSSF

213. Pursuant to Articles 42 (1) of the 2010 Law and 22 (2) c) of the 2013 Law, the IFM must communicate to the CSSF certain information relating to the risk management policy aimed at identifying, measuring, managing, controlling and providing report on the risks that may be material for the UCIs it manages. This communication must be made by means of a RMP, in accordance with the terms described here.

214. As regards the ManCo for the UCITS it manages, CSSF Circular 11/512 which presents amongst others the main changes in the regulatory framework in the area of risk management and provides clarifications in respect of the rules covering risk management, details in its Chapter V the requirements of the CSSF concerning communication in this context. In particular, the annex to said circular presents a framework which must be respected for this RMP.

215. As regards the AIFM, the framework of the RMP in Annex 1 of this Circular must be complied with for the AIFs managed. The general part relates to the main organisation of the AIFM. Specific supplementary parts must be established in accordance with the strategies of the AIFs managed: at a minimum, a specific supplementary part will be created for each type of investment strategy of the AIF, as defined in annex IV of Delegated Regulation 231/2013 ("hedge fund strategies", "private equity strategies", "real estate strategies", "funds of funds strategies" and "other strategies"). If necessary, specific parts must be established at a higher granularity level (e.g. creation of a specific supplementary part for the strategy of "other strategies/raw material funds" and creation of a specific supplementary part for the strategy of "other strategies/infrastructure funds"). Assessment of the

complémentaire pour la stratégie « autres stratégies/fonds d'infrastructure ». L'appréciation de la pertinence de ces parties spécifiques est laissée au GFIA. Toutefois, la CSSF se réserve le droit d'exiger une ou plusieurs partie(s) spécifique(s) complémentaire(s) si elle l'estime nécessaire.

216. La PGR doit également respecter les règles suivantes :

- la procédure de gestion des risques doit suivre strictement la trame appropriée ;
- les commentaires, explications, descriptions et démonstrations fournis doivent être succincts ;
- toutes les sections prévues dans chaque trame doivent être remplies et, le cas échéant si l'une d'elles n'est pas applicable (p.ex. : approche par la VaR pour la détermination du risque global d'un OPCVM), son intitulé doit néanmoins être repris et la mention « non applicable » doit être indiquée sous l'intitulé ;
- la procédure doit être envoyée par voie électronique à l'adresse opc@cssf.lu ;
- la procédure de gestion des risques inclut les réponses aux exigences listées dans cette annexe en considérant les activités de gestion des risques faisant l'objet d'accord(s) avec un ou plusieurs tiers et en se référant, le cas échéant, aux procédures, systèmes et méthodes du ou des tiers.

217. Tout nouveau GFI se soumettant au chapitre 15 de la Loi 2010 ou au chapitre 2 de la Loi 2013 doit, dans le cadre du dossier d'agrément à introduire auprès de la CSSF, soumettre une PGR en accord avec la trame appropriée. Ensuite, une mise à jour doit être communiquée à la CSSF au moins une fois par an dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI. Cette obligation entre en vigueur à partir de l'exercice social se clôturant en 2018. A noter que, en cas d'introduction d'une demande d'extension de l'agrément d'un GFIA à un nouveau type de stratégies d'investissement de FIA, telles que définies à l'annexe IV du Règlement Délégué 231/2013, une PGR adaptée à ce nouveau type de stratégie doit être soumise à la CSSF.

218. Avant le lancement d'un nouvel OPC (y compris un compartiment) et, le cas échéant, lors de l'introduction du dossier d'agrément auprès de la CSSF, le GFI doit notamment s'assurer de l'adéquation de la politique de gestion des risques, et donc de la PGR. Si tel est le cas, le GFI doit le confirmer par écrit à la CSSF au moment du lancement et, le cas échéant, lors de l'introduction du

relevance of these specific parts is left to the AIFM. However, the CSSF reserves the right to require one or more specific supplementary parts if it deems this necessary.

216. The RMP must also comply with the following rules:

- the risk management procedure must strictly follow the appropriate framework;
- the comments, explanations, descriptions and demonstrations provided must be succinct;
- all the sections provided for each grid must be filled in and, as the case may be, if one of them is not applicable (e.g. VaR approach for determining the global exposure of a UCITS), its title must nevertheless be repeated and the mention "not applicable" must be indicated under the heading;
- the procedure must be sent electronically to opc@cssf.lu;
- the risk management procedure includes the responses to the requirements listed in this Annex by considering the risk management activities which are subject to agreements with one or more third party(ies) and by referring, as the case may be, to the procedures, systems and methods of the third party(ies).

217. Any new IFM submitting itself to Chapter 15 of the 2010 Law or Chapter 2 of the 2013 Law must, as part of the authorisation file to be submitted to the CSSF, submit an RMP in compliance with the appropriate framework. Thereafter, an update must be communicated to the CSSF at least once per year within the five months following the closure of the financial year of the IFM. This obligation enters into force as from the financial year ending in 2018. It should be noted that, in the event of the filing of an application for extension of the authorisation of an AIFM to a new type of an AIF investment strategy, as defined in annex IV of Delegated Regulation 231/2013, an RMP adapted to this new type of strategy must be submitted to the CSSF.

218. Before the launch of a new UCI (including a compartment), and, as the case may be, when submitting the authorisation file to the CSSF, the IFM must notably ensure the adequacy of the risk management policy, and therefore of the RMP. If this is the case, the IFM must confirm this in writing to the CSSF at the time of the launch, and, as the case may

dossier de ce nouvel OPC en mentionnant la référence de la dernière version de la PGR communiquée. Dans le cas contraire (p.ex. : absence de couverture de la stratégie de l'OPC par la politique de gestion des risques), le GFI doit adapter sa politique de gestion des risques, répercuter ces changements dans la PGR et communiquer ensuite ce document à la CSSF avec les autres éléments du dossier relatif au nouvel OPC.

219. A noter également que la procédure doit couvrir à tout moment l'ensemble des OPC (y compris les compartiments d'OPC) gérés et qu'en cas de modification substantielle de la politique de gestion des risques (p.ex. : changement dans les procédures ou dans les méthodes de gestion des risques), le GFI doit mettre à jour la PGR et informer la CSSF en communiquant spontanément une version actualisée de cette procédure.

220. La CSSF tient à rappeler que cette PGR à communiquer à la CSSF est bien un élément distinct de la politique de gestion des risques décrite à la sous-section 5.3.1.4. En effet, alors que la procédure de gestion des risques évoquée ici est un outil synthétique de communication vis-à-vis de la CSSF qui lui sert notamment à effectuer sa surveillance prudentielle en matière de gestion des risques, la politique de gestion des risques est une documentation plus libre sur sa forme mais plus détaillée sur son contenu, reprenant entre autres les procédures, techniques, outils et allocations de responsabilités permettant l'exercice de la gestion des risques.

221. Il est également rappelé qu'en application de l'article 50 du Règlement 10-4, une SGO doit fournir à la CSSF, au moins une fois par an, un rapport contenant des informations donnant une image fidèle des types d'instruments financiers utilisés pour chaque OPCVM géré, des risques sous-jacents, des limites quantitatives et des méthodes choisies pour évaluer les risques associés aux transactions sur instruments dérivés. Ce rapport doit être soumis dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

Sous-section 5.3.1.6. : Recours à l'expertise de tiers

222. En application des articles 110 (1) de la Loi 2010 et 26 (4) du Règlement 10-4, respectivement des articles 18 de la Loi 2013 et 75 à 82 du Règlement Délégué 231/2013, l'exécution d'une partie de la gestion des risques peut être déléguée moyennant un contrat à un tiers spécialisé et une notification préalable à la CSSF.

223. Lorsqu'un GFI délègue certaines activités de gestion des risques, les dispositions des articles 110 (1) de la Loi 2010, 26 (4) du Règlement 10-4, 18 de la Loi

be, when submitting the file of this new UCI, mentioning the reference of the latest version of the RMP communicated. If this is not the case (e.g. if the strategy of the UCI is not covered by the risk management policy), the IFM must adapt its risk management policy, reflect these changes in the RMP and then communicate this document to the CSSF, with the other elements of the file relating to the new UCI.

219. It should also be noted, that the procedure must at all times cover all UCIs managed (including the compartments of UCIs) and that in the event of substantial change of the risk management policy (e.g. change in the procedures or risk management methods), the IFM must update the RMP and inform the CSSF by spontaneously communicating an updated version of this procedure.

220. The CSSF would like to recall that this RMP to be communicated to the CSSF is indeed a distinct element of the risk management policy described in Sub-Section 5.3.1.4. In fact, whereas the risk management policy referred to here is a synthetic communication tool vis-à-vis the CSSF, which it uses to perform its prudential supervision as regards risk management, the risk management policy is a more free documentation as regards its form but more detailed concerning its content, including, amongst others, the procedures, techniques, tools and allocations of responsibilities allowing for the performance of risk management.

221. It is also recalled that pursuant to Article 50 of CSSF Regulation 10-4, an ManCo must provide the CSSF, at least once a year, with a report giving a fair view of the types of financial instruments used for each UCITS managed, the underlying risks, the quantitative limits and methods chosen to assess the risks associated with transactions in derivative instruments. This report must be submitted within five months following the closure of the financial year of the IFM.

Sub-Section 5.3.1.6: Recourse to the expertise of third parties

222. Pursuant to Articles 110 (1) of the 2010 Law and 26 (4) of CSSF Regulation 10-4, respectively Articles 18 of the 2013 Law and 75 to 82 of Delegated Regulation 231/2013, the performance of part of the risk management may be delegated to a specialised third party by means of a contract and after prior notification to the CSSF.

223. Where an IFM delegates certain risk management activities, the provisions of Articles 110 (1) of the 2010 Law, 26 (4) of CSSF Regulation 10-4, 18 of the 2013

2013 et 75 à 82 du Règlement Délégué 231/2013 s'appliquent. Le GFI est également tenu de respecter les dispositions visées au sous- chapitre 6.2. « *Encadrement de la délégation* » de la présente circulaire.

224. Le contrat ainsi que le nom du/des tiers mandaté(s), complété le cas échéant par une description des compétences et de l'organisation interne de ce/ces tiers, doivent être communiqués à la CSSF. Le fait que le GFI a délégué une partie de la gestion des risques à un tiers spécialisé n'a pas d'incidence sur la responsabilité du GFI en matière d'adéquation et d'efficacité de la politique de gestion des risques ainsi que sur sa responsabilité consistant à assurer un suivi adéquat des risques de l'OPC.

225. Le suivi continu des tiers spécialisés en charge de la gestion des risques devra notamment porter sur le suivi de l'exposition de l'OPC aux risques de marché, de liquidité, de contrepartie et de concentration ainsi qu'à tout autre risque, y compris le risque opérationnel, susceptible d'être significatif pour l'OPC.

Section 5.3.2. : Fonction permanente de compliance

Sous-section 5.3.2.1. : Principes généraux

226. Un GFI doit se doter au Luxembourg de sa propre fonction de compliance qui doit être organisée en accord avec les dispositions visées aux articles 11 du Règlement 10-4 et 61 du Règlement Délégué 231/2013 ainsi qu'avec les dispositions du présent sous-chapitre.

227. La fonction de compliance a pour objectif d'anticiper, de détecter et d'évaluer les risques de compliance d'un GFI ainsi que d'assister les instances dirigeantes dans la maîtrise de ces risques. Ces derniers peuvent comporter une variété de risques tels que le risque de réputation, le risque légal, le risque de contentieux, le risque de sanctions ainsi que certains aspects du risque opérationnel, ceci en relation avec l'intégralité des activités du GFI, y compris les activités et les services visés à l'article 101 (3) de la Loi 2010 et/ou à l'article 5 (4) de la Loi 2013. Cette tâche est à réaliser continuellement et sans délais.

228. La fonction de compliance doit pouvoir fonctionner de façon indépendante et dans le respect de la séparation des tâches afin de pouvoir détecter tout risque de manquement du GFI aux obligations que lui imposent la Loi 2010, la Loi 2013, le Règlement 10-4, le Règlement Délégué 231/2013 et toutes les autres réglementations applicables au GFI.

Law and 75 to 82 of Delegated Regulation 231/2013 apply. The IFM is also required to comply with the provisions referred to in Sub-Chapter 6.2 "*Framework of delegations*" of this Circular.

224. The contract and the name of the mandated third party(ies) supplemented, where applicable, by a description of the skills and internal organisation of this/these third party(ies), must be communicated to the CSSF. The fact that the IFM has delegated part of the risk management to a specialised third party has no impact on the IFM's responsibility for the adequacy and effectiveness of the risk management policy as well as its responsibility to ensure adequate monitoring of the risks of the UCI.

225. The ongoing monitoring of the specialised third parties in charge of risk management should in particular relate to the monitoring of the exposure of the UCI to market, liquidity, counterparty and concentration risks as well as any other risk, including operational risk which may be material for the UCI.

Section 5.3.2: Permanent compliance function

Sub-Section 5.3.2.1: General principles

226. An IFM must have its own compliance function in Luxembourg, which must be organised in accordance with the provisions referred to in Articles 11 of CSSF Regulation 10-4 and 61 of Delegated Regulation 231/2013, as well as the provisions of this Sub-Chapter.

227. The purpose of the compliance function is to anticipate, detect and assess the compliance risks of an IFM as well as to assist the senior management in controlling these risks. The latter may include a variety of risks, such as reputational risk, legal risk, litigation risk, sanction risk as well as certain aspects of operational risk, in relation to the entirety of the activities of the IFM, including the activities and services referred to in Article 101 (3) of the 2010 Law and/or Article 5 (4) of the 2013 Law. This task must be carried out continuously and without delays.

228. The compliance function must be able to operate independently and in compliance with the separation of tasks in order to detect any risk of the IFM failing to comply with the obligations imposed on it by the 2010 Law, the 2013 Law, CSSF Regulation 10-4, Delegated Regulation 231/2013 and all other regulations applicable to the IFM.

Sous-section 5.3.2.2. : Modalités de fonctionnement et charte de compliance

229. Les modalités de fonctionnement de la fonction de compliance en termes d'objectifs, de responsabilités et de pouvoirs sont arrêtées par une charte de compliance élaborée par la fonction de compliance et approuvée par les instances dirigeantes et par l'organe de direction/organe directeur en dernier ressort.

230. La charte de compliance doit au minimum :

- définir la position de la fonction de compliance dans l'organigramme du GFI tout en précisant ses caractéristiques-clé (indépendance, objectivité, intégrité, compétences, autorité et suffisance des ressources),
- reconnaître à la fonction de compliance le droit d'initiative pour ouvrir des enquêtes portant sur toutes les activités du GFI y compris celles de ses succursales et filiales au Luxembourg et à l'étranger et à accéder à tous les documents, pièces, procès-verbaux des organes consultatifs et décisionnels du GFI, à voir toutes les personnes travaillant dans le GFI, dans la mesure requise pour l'exercice de sa mission,
- définir les responsabilités et lignes de *reporting* du *Compliance Officer*,
- décrire les relations avec les fonctions permanentes de gestion des risques et d'audit interne ainsi que d'éventuels besoins de délégation et/ou de coordination,
- définir les conditions et circonstances applicables lorsqu'il est fait recours à des experts externes,
- établir le droit pour le *Compliance Officer* de contacter directement et de sa propre initiative l'organe de direction/organe directeur du GFI ou, le cas échéant, les membres du comité d'audit ou du comité de compliance ainsi que la CSSF.

231. Le contenu de la charte de compliance est porté à la connaissance de tous les membres du personnel du GFI, y compris ceux qui travaillent dans les succursales à l'étranger et au Luxembourg et dans les filiales à l'étranger et au Luxembourg.

232. La charte de compliance doit être mise à jour dans les meilleurs délais pour tenir compte de changements au niveau des normes en vigueur affectant le GFI. Toutes les modifications doivent être approuvées par les instances dirigeantes, confirmées par le comité d'audit ou le comité

Sub-Section 5.3.2.2: Operating procedures and compliance charter

229. The operating procedures of the compliance function as regards objectives, responsibilities and powers are set out in a compliance charter drawn up by the compliance function and approved by the senior management and ultimately by the management body/governing body.

230. The compliance charter must at least:

- define the position of the compliance function in the organisation chart of the IFM while specifying its key characteristics (independence, objectivity, integrity, competences, authority and sufficiency of resources),
- recognise the compliance function's right of initiative to open investigations relating to all activities of the IFM including those of its branches and subsidiaries in Luxembourg and abroad and to have access to all documents, minutes of the advisory and decision-making bodies of the IFM, to see all persons working in the IFM, to the extent required for the performance of its mission,
- define the responsibilities and reporting lines of the Compliance Officer,
- describe the relations with the permanent risk management and internal audit functions as well as any possible requirements for delegation and coordination,
- define the conditions and circumstances applicable when recourse is made to external experts,
- establish the Compliance Officer's right to contact directly and on his own initiative the management body/governing body of the IFM or, where applicable, the members of the audit committee or the compliance committee, as well as the CSSF.

231. The content of the compliance charter is brought to the attention of all the members of staff of the IFM, including those who work in branches abroad and in Luxembourg and in subsidiaries in Luxembourg and abroad.

232. The compliance charter must be updated without undue delay to take account of changes to the rules in force affecting the IFM. All changes must be approved by the senior management, confirmed by the audit committee or the compliance committee, if any, and

de compliance, le cas échéant, et approuvées par l'organe de direction/organe directeur en dernier ressort. Ces modifications sont portées à la connaissance de tous les membres du personnel.

Sous-section 5.3.2.3. : Responsabilités spécifiques et champ d'application de la fonction de compliance

233. Pour atteindre les objectifs fixés, les responsabilités de la fonction de compliance doivent couvrir au moins les aspects suivants :

- identifier les normes auxquelles le GFI est soumis dans l'exercice de ses activités et tenir le relevé des règles essentielles. Ce relevé doit être accessible au personnel concerné du GFI ;
- identifier les risques de compliance auxquels le GFI est exposé dans le cadre de l'exercice de ses activités et en évaluer l'importance et les conséquences possibles. Le classement des risques de compliance ainsi déterminé doit permettre à la fonction de compliance d'établir son plan de contrôle en fonction du risque, permettant ainsi une utilisation efficace des ressources de la fonction compliance ;
- veiller à l'identification et l'évaluation du risque de compliance avant que le GFI ne se lance dans un nouveau type d'activité, de produit ou de relation d'affaires, de même que lors du développement des opérations et du réseau d'un groupe sur une échelle internationale ;
- veiller à ce que, pour la mise en œuvre de la politique de compliance, le GFI dispose de règles qui puissent servir de lignes directrices au personnel des différentes fonctions et unités opérationnelles dans l'exercice de ses tâches journalières. Ces règles doivent être reflétées de façon appropriée dans les instructions, procédures et contrôles internes pour les domaines relevant directement de la compliance. Dans l'élaboration de ces règles, la fonction de compliance tient compte, pour autant que de besoin pour le GFI en question, des règles de déontologie énoncées dans le dispositif de la gouvernance interne. La politique de compliance peut être incluse dans le manuel de procédures visé à la section 5.5.4. de la présente circulaire ;
- les domaines qui relèvent généralement de la fonction de compliance sont la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la prévention en matière d'abus de marché et de transactions personnelles, l'intégrité des marchés d'instruments financiers, la protection

ultimately approved by the management body/governing body. These changes are brought to the attention of all members of staff.

Sub-Section 5.3.2.3: Specific responsibilities and scope of the compliance function

233. To achieve the objectives set, the responsibilities of the compliance function must cover at least the following aspects:

- identify the rules to which the IFM is subject in the exercise of its activities and keep a record of the essential rules. This record must be accessible to the relevant staff of the IFM;
- identify the compliance risks to which the IFM is exposed in the course of its activities and assess their importance and the possible consequences. The classification of compliance risks thus determined must enable the compliance function to draw up its control plan according to the risk, thus allowing for an efficient use of the resources of the compliance function;
- ensure the identification and assessment of the compliance risk before the IFM launches a new type of activity, product or business relation, as well as during the development of a group's operations and the network on an international scale;
- ensure that, for the implementation of the compliance policy, the IFM has rules that can serve as guidelines for the staff of different functions and operational units in the exercise of their daily tasks. These rules must be appropriately reflected in instructions, procedures and internal controls for the areas directly related to compliance. In developing these rules, the compliance function takes into account, as far as necessary for the IFM in question, the rules of professional conduct set out in the internal governance framework. The compliance policy may be included in the procedure manual referred to in Section 5.5.4. of this Circular;
- the areas which generally fall within the scope of the compliance function are the fight against money laundering and terrorism financing, the prevention of market abuse and personal transactions, the integrity of financial instruments markets, the protection of the interests of clients

des intérêts des clients et des investisseurs, la protection des données (à moins qu'une autre personne n'ait été nommée en tant que Délégué à la Protection des Données conformément à la réglementation en vigueur) et le respect de la confidentialité, la prévention et la gestion des conflits d'intérêts, la prévention de l'utilisation du secteur financier par des tiers pour contourner leurs obligations réglementaires et la gestion du risque de conformité lié aux activités transfrontalières. Dans le cadre plus général du respect du code de conduite, la fonction de compliance est aussi amenée à couvrir des domaines d'éthique et de déontologie, voire de fraudes. Cette liste n'est pas exhaustive. D'une manière générale, la fonction de compliance est à organiser de telle manière qu'elle couvre tous les domaines pouvant donner lieu à des risques de compliance. Toutefois, dans la mesure où en pratique certains domaines donnant lieu à des risques de compliance peuvent aussi relever d'autres fonctions telles que la fonction de contrôle des risques, la fonction comptable ou la fonction juridique, et dans un souci d'éviter une duplication des contrôles de compliance, il est admissible que les domaines autres que ceux énumérés ci-dessus ne soient pas directement couverts par la fonction de compliance. Il est entendu que, dans ce cas, le risque de compliance est alors à couvrir par les autres fonctions de contrôle interne suivant une politique de compliance définissant clairement les attributions et les responsabilités des différents intervenants en la matière et moyennant le respect de la ségrégation des tâches. Dans ce cas, le responsable de la fonction compliance au sein du GFI, tel que visé aux sous-sections 5.3.2.4. et 5.3.2.5., assure un rôle de coordination, de centralisation et de vérification que les autres domaines ne relevant pas directement de son champ d'intervention sont bien couverts.

234. Il appartient au GFI de décider si, compte tenu des particularités des activités exercées, la fonction de compliance couvre le contrôle du respect des règles n'ayant pas directement trait aux activités de gestion d'OPC ou de gestion discrétionnaire à proprement parler, telles que notamment les règles relevant du droit de travail, du droit social, du droit des sociétés ou du droit de l'environnement.

235. La fonction de compliance procède régulièrement à une vérification du respect de la politique de compliance et des procédures et se charge, en cas de besoin, des propositions d'adaptation. A cette fin, le responsable de la fonction de compliance effectue des évaluations et des contrôles réguliers du risque de compliance. Pour les contrôles en matière de risque de compliance ainsi que pour la vérification des procédures et des instructions, les

and investors, data protection (unless another person has been appointed as data protection officer in accordance with the regulation in force) and compliance with confidentiality, the prevention and management of conflicts of interest, the prevention of the use of the financial sector by third parties in order to circumvent their regulatory obligations and the management of the compliance risk linked to cross-border activities. In the more general context of compliance with the code of conduct, the compliance function is also required to cover the area of ethics and professional conduct, or even fraud. This list is not exhaustive. In general terms, the compliance function is to be organised in such a manner that it covers all areas that may give rise to compliance risks. However, to the extent that in practice certain areas giving rise to compliance risks may also fall within the scope of other functions such as the risk monitoring function, the accounting function or the legal function, and with a view to avoiding any duplication of compliance controls, it is permissible that areas other than those listed above are not directly covered by the compliance function. It is understood that, in this case, the compliance risk is then to be covered by the other internal control functions pursuant to a compliance policy clearly defining the duties and responsibilities of the different parties involved in this area and in compliance with the separation of tasks. In this case, the person responsible for the compliance function within the IFM, as referred to in Sub-Sections 5.3.2.4 and 5.3.2.5, ensures a coordination, centralisation and verification role that other areas not directly falling within its field of intervention are well covered.

234. It is for the IFM to decide whether, taking account of the particularities of the activities carried out, the compliance function covers control of compliance with the rules that are do not directly related to the management of UCIs or the discretionary management in the strict sense, such as notably the rules of the employment law, corporate law, company law or environmental law.

235. The compliance function regularly verifies compliance with the compliance policy and procedures and, if necessary, makes proposals for adjustment. In this regard, the person responsible for the compliance function carries out assessments and regular controls of the compliance risk. For the controls in respect of the compliance risk as well as for the verification of procedures and instructions, the provisions of this

dispositions de la présente circulaire n'empêchent pas que la fonction de compliance prenne en compte les travaux de l'audit interne.

236. La fonction de compliance centralise toutes les informations sur les problèmes de compliance détectés dans le GFI (entre autres les infractions aux normes, le non-respect de procédures ou encore les conflits d'intérêts).

237. Pour autant qu'elle ne tire pas ces informations de sa propre implication, la fonction de compliance procède à un examen des documents pertinents, qu'ils soient internes (p. ex. : rapports de contrôle et d'audit interne, rapports ou comptes rendus des instances dirigeantes ou, le cas échéant, de l'organe de direction/organe directeur) ou externes (p. ex. : rapports du réviseur externe, correspondance de la part de l'autorité de surveillance).

238. Le responsable de la fonction de compliance assiste et conseille les instances dirigeantes pour des questions de compliance et de normes, notamment en les rendant attentives à des développements au niveau des normes qui pourraient ultérieurement avoir un impact sur le domaine de la compliance.

239. La fonction de compliance veille à sensibiliser le personnel à l'importance de la compliance et des aspects connexes et à l'assister dans ses activités quotidiennes relatives à la compliance. Elle développe à ces fins également un programme de formation continue et s'assure de sa mise en œuvre.

Sous-section 5.3.2.4. : Responsable de la fonction permanente de compliance

240. Chaque GFI doit, en application de l'article 11 (3) b) du Règlement 10-4, respectivement de l'article 61 (3) b) du Règlement Délégué 231/2013, désigner un responsable de la compliance, le *Compliance Officer*, disposant des qualifications, des connaissances et de l'expertise nécessaire en la matière. Le GFI doit communiquer au préalable à la CSSF le nom de son *Compliance Officer* complété par les informations suivantes et par tout autre document éventuellement précisé ultérieurement par la CSSF :

- un *curriculum vitae* récent, signé et daté ;
- une copie du passeport/de la carte d'identité ;
- une déclaration sur l'honneur telle que téléchargeable sur le site de la CSSF (www.cssf.lu) ; et
- un extrait du casier judiciaire récent, si disponible,

Circular do not prevent the compliance function from taking into account the work of the internal audit.

236. The compliance function centralises all information relating to compliance problems detected in the IFM (amongst others, breaches of rules, non-compliance with procedures or even conflicts of interests).

237. Provided that it does not derive this information from its own involvement, the compliance function examines the relevant documents, whether they are internal (e.g. control and internal audit reports, reports or summaries from the senior management or, where appropriate, the management body/governing body) or external (e.g. reports of the external auditor, correspondence from the supervisory authority).

238. The person responsible for the compliance function assists and advises the senior management as regards questions of compliance and rules, in particular by bringing to their attention developments in rules that may subsequently have an impact on the area of compliance.

239. The compliance function ensures that staff is aware of the importance of compliance and related aspects and assist it in its daily activities relating to compliance. It also develops a continuing training programme for these purposes and ensures its implementation.

Sub-Section 5.3.2.4: Person responsible for the permanent compliance function

240. Each IFM must, pursuant to Article 11 (3) b) of CSSF Regulation 10-4, respectively Article 61 (3) b) of Delegated Regulation 231/2013, appoint a person responsible for compliance, the compliance officer who has the necessary qualifications, knowledge and expertise in the matter. The IFM must communicate in advance to the CSSF the name of its compliance officer as well as the following information and any other document which may be specified subsequently by the CSSF:

- a recent *curriculum vitae*, signed and dated;
- a copy of the passport/identity card;
- a declaration of honour, as may be downloaded on the CSSF website (www.cssf.lu); and
- a recent extract of the criminal record, if any, or

ou tout autre document comparable.

any other comparable document.

241. Cette personne est, en principe, employée à temps plein par le GFI.

241. This person is, in principle, to be employed on a full-time basis by the IFM.

242. En cas de changement de *Compliance Officer*, le GFI doit communiquer au préalable à la CSSF le nom de la personne lui succédant dans ses fonctions, complété par les éléments visés au point 240 ci-avant.

242. In the event of a change of compliance officer, the IFM must communicate in advance to the CSSF the name of the person replacing him in his functions, supplemented by the information referred to in Point 240 above.

243. Lorsque, en vertu du principe de proportionnalité, la création d'un poste de *Compliance Officer* à plein temps n'est pas nécessaire, il est admissible d'en charger une personne à temps partiel moyennant l'autorisation préalable de la CSSF. A cette fin, les instances dirigeantes et l'organe de direction/organe directeur soumettent à la CSSF une demande écrite fournissant une justification ainsi que les informations nécessaires afin de permettre d'évaluer que l'application correcte des dispositions de la présente circulaire et la bonne exécution de la fonction de compliance restent assurées.

243. When, in accordance with the principle of proportionality, the creation of a full-time position for a compliance officer is not necessary, it is permissible to appoint a person on a part-time basis with prior approval by the CSSF. To this end, the senior management and the management body/governing body submit to the CSSF a written request providing justification as well as the necessary information in order to assess the correct application of the provisions of this Circular and the proper performance of the compliance function remain ensured.

244. Le *Compliance Officer* du GFI est, en principe, la personne de contact privilégiée des autorités compétentes en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme pour toute question relative à ce domaine ainsi qu'en matière d'abus de marché. Il est également en charge de la transmission de toute information ou déclaration auprès desdites autorités.

244. The compliance officer of the IFM is, in principle, the preferred contact person for the competent authorities as regards the fight against money laundering and terrorism financing for any question relating to this matter as well as relating to market abuse. This person is also responsible for transmitting any information or declaration to the said authorities.

245. Il y a lieu de veiller à ce que les autres tâches exercées par cet employé restent compatibles avec les responsabilités lui incombant en vertu des dispositions de la présente circulaire. Il est en principe admissible que le *Compliance Officer* fournisse des services juridiques au GFI.

245. It is necessary to ensure that other tasks performed by this employee remain compatible with his responsibilities under the provisions of this Circular. It is in principle permissible that the compliance officer provides legal services to the IFM.

246. Il est également admissible, moyennant autorisation spécifique de la CSSF, que le dirigeant ayant dans ses attributions la fonction de compliance assure lui-même le poste de *Compliance Officer*.

246. It is also permissible, subject to specific authorisation by the CSSF, that the conducting officer having in his attribution the compliance function assumes the post of compliance officer.

247. Le rôle de *Compliance Officer* ne peut pas être assuré par un membre de l'organe de direction/organe directeur du GFI, sauf s'il fait partie des instances dirigeantes du GFI.

247. The function of compliance officer may not be carried out by a member of the management body/governing body of the IFM unless such member forms part of the senior management of the IFM.

Sous-section 5.3.2.5 : Recours à l'expertise ou aux moyens techniques de tiers

Sub-Section 5.3.2.5: Recourse to the expertise or technical resources of third parties

248. Un GFI dont l'agrément couvre exclusivement la gestion d'OPC peut invoquer, moyennant une demande de dérogation préalable spécifique et sur base d'une justification adéquate, la possibilité de déléguer à un tiers l'exécution de la fonction de compliance conformément à

248. An IFM whose authorisation is limited to the management of UCIs may, subject to a specific prior derogation request and based on adequate justification, invoke the possibility of delegating to a third party the performance of the compliance function in accordance

l'article 10 (2) c) du Règlement 10-4 et à l'article 6 (2) d) du Règlement Délégué 231/2013.

249. Par contre, un GFI qui fournit en plus de la gestion d'OPC également un ou plusieurs des services prévus à l'article 101 (3) de la Loi 2010 ou à l'article 5 (4) de la Loi 2013 n'est en principe pas autorisé à déléguer l'exécution de la fonction de compliance.

250. Il n'est généralement pas permis à un GFI qui a une ou plusieurs succursales de déléguer l'exécution de la fonction de compliance. Toutefois, la CSSF peut déroger, sur base d'une justification adéquate, au principe général mentionné ci-avant pour autant que l'importance de l'activité et la taille de la (des) succursale(s) le justifient.

251. En vertu du principe de proportionnalité, le GFI peut donc, sur dérogation dûment justifiée, déléguer l'exécution de la fonction de compliance, soit en recourant à l'expertise ou aux moyens techniques de tiers (« expert externe »), soit en établissant, le cas échéant, un lien fonctionnel avec la fonction compliance du groupe pour l'exécution des tâches de compliance.

252. Les instances dirigeantes sélectionnent ces tiers sur base d'une analyse d'adéquation entre les besoins du GFI et les services et compétences spécifiques offerts par ces tiers. Le choix de l'expert externe qui réalise les travaux de compliance doit être approuvé par l'organe de direction/organe directeur. Le recours à un expert externe se fait sur base d'un mandat écrit. L'expert réalise ses travaux dans le respect des dispositions réglementaires et internes applicables (notamment la charte de compliance). L'expert externe réalise ses travaux conformément aux dispositions contenues dans le présent sous-chapitre. A ce titre, il s'acquitte de l'ensemble des tâches et responsabilités que la présente circulaire donne à la compliance.

253. Le GFI qui décide de déléguer l'exécution de la fonction de compliance doit introduire au préalable une demande écrite auprès de la CSSF. Cette demande comprend les informations nécessaires à son appréciation, dont notamment :

- le nom de l'expert externe, personne morale ;
- la description des compétences et de l'organisation interne de cet expert externe, personne morale ;
- le nom de l'expert externe, personne physique, qui exécutera la fonction de compliance du GFI ;

with Article 10 (2) c) of CSSF Regulation 10-4 and Article 6 (2) d) of Delegated Regulation 231/2013.

249. However, an IFM providing, in addition to the management of UCIs, one or more of the services referred to in Article 101 (3) of the 2010 or Article 5 (4) of the 2013 Law is, in principle, not authorised to delegate the performance of the compliance function.

250. An IFM which has one or more branches is generally not permitted to delegate the performance of the compliance function. However, the CSSF may derogate on the basis of adequate justification from this above-mentioned general principle to the extent that the importance of the activity and the scale of the branch(es) justify such derogation.

251. Pursuant to the principle of proportionality, the IFM may therefore, on duly justified derogation, delegate the performance of the compliance function, either by resorting to the expertise or technical resources of third parties ("external expert"), or by establishing, where appropriate, a functional link with the compliance function of the group for the performance of compliance tasks.

252. The senior management selects these third parties on the basis of an analysis of the adequacy between the requirements of the IFM and the services and specific competencies offered by these third parties. The choices of the external expert who performs these compliance works must be approved by the management body/governing body. The recourse to an external expert is based on a written mandate. The expert carries out his work in accordance with the applicable regulatory and internal provisions (in particular the compliance charter). The external expert carries out his work in accordance with the provisions of this Sub-Chapter. In this respect, he carries out all the tasks and responsibilities which this Circular gives to the compliance.

253. An IFM that decides to delegate the performance of the compliance function must submit in advance a written request to the CSSF. This request comprises the information necessary for its assessment, including in particular:

- the name of the external expert, legal person;
- the description of the skills and the internal organisation of this external expert, legal person;
- the name of the external expert, physical person, who will exercise the compliance function of the IFM;

- le *curriculum vitae* de la personne physique qui exercera la fonction de compliance ;
- une copie de la carte d'identité de la personne physique qui exercera la fonction de compliance.

254. Le principe de proportionnalité n'autorise toutefois pas un GFI à n'avoir aucune fonction de compliance. Ainsi, le GFI qui a recours à l'expertise ou aux moyens techniques de tiers doit nommer parmi ses employés un responsable de la fonction compliance pour suivre les travaux de l'expert externe. Cette personne doit disposer de connaissances suffisantes en matière de réglementation luxembourgeoise concernant l'activité de gestion d'OPC et, le cas échéant, la gestion discrétionnaire. L'identité de ce responsable doit être notifiée au préalable à la CSSF. La notification doit être accompagnée des éléments suivants et de tout autre document éventuellement précisé ultérieurement par la CSSF :

- un *curriculum vitae* récent, signé et daté ;
- une copie du passeport/de la carte d'identité ;
- une déclaration sur l'honneur telle que téléchargeable sur le site de la CSSF (www.cssf.lu) ; et
- un extrait du casier judiciaire récent, si disponible, ou tout autre document comparable.

255. En cas de changement du responsable de la fonction de compliance visé au point 254, le GFI doit communiquer au préalable à la CSSF le nom de la personne lui succédant dans ses fonctions, complété par les éléments visés au point 254.

Sous-section 5.3.2.6. : Obligations en matière d'établissement de rapports

256. Le responsable de la fonction de compliance rapporte par écrit régulièrement, et si nécessaire sur base ad hoc, aux instances dirigeantes, et, le cas échéant, aux comités spécialisés et à l'organe de direction/organe directeur du GFI. Ces rapports portent sur le suivi des recommandations, des problèmes, déficiences et irrégularités relevés par le passé ainsi que sur les nouveaux problèmes, déficiences et irrégularités identifiés. Chaque rapport spécifie les risques y liés ainsi que leur degré de gravité (mesure de l'impact) et propose des mesures correctrices, de même qu'en règle générale une prise de position des personnes concernées.

257. Le responsable de la fonction de compliance prépare au moins une fois par an un rapport de synthèse

- the *curriculum vitae* of the physical person who will exercise the compliance function;
- a copy of the identity card of the physical person who will exercise the compliance function.

254. The principle of proportionality does not however authorise an IFM to have no compliance function. Thus, an IFM who has recourse to the expertise or technical resources of third parties must appoint from among its employees a person in charge of the compliance function to follow up on the work of the external expert. This person must have sufficient knowledge as regards the Luxembourg legislation concerning the management of UCIs and, where appropriate, discretionary management. The identity of this person in charge must be notified in advance to the CSSF. This notification must be accompanied by the following elements and any other document subsequently specified by the CSSF:

- a recent *curriculum vitae*, signed and dated;
- a copy of the passport/identity card;
- a declaration of honour, as may be downloaded on the CSSF website (www.cssf.lu); and
- a recent extract of the criminal record, if any, or any other comparable document.

255. In the event of a change of the person in charge of the compliance function referred to in point 254, the IFM must communicate in advance to the CSSF the name of the person replacing him in his position as well as the information referred to in point 254.

Sub-Section 5.3.2.6: Obligations as regards the preparation of reports

256. The person responsible for the compliance function reports regularly in writing, and if necessary on an ad hoc basis, to the senior management, and, where applicable, to the specialised committees and to the management body/governing body of the IFM. These reports relate to the follow-up of recommendations, problems, deficiencies and irregularities detected in the past as well as new problems, deficiencies and irregularities identified. Each report specifies the risks linked thereto and their degree of severity (measure of impact) and proposes corrective measures as well as, as a general rule, a position statement adopted by the persons concerned.

257. The person responsible of the compliance function prepares once per year a summary report on his

sur ses activités et son fonctionnement. S'agissant du fonctionnement de la fonction de compliance, le rapport se prononce en particulier sur la nature et le degré du recours à des experts externes conformément à la sous-section 5.3.2.5. ainsi que sur les problèmes éventuels apparus dans ce contexte. Ce rapport est soumis pour approbation à l'organe de direction/organe directeur et aux comités spécialisés, le cas échéant, et pour information aux instances dirigeantes.

258. Le rapport de synthèse de la fonction de compliance est à fournir annuellement à la CSSF. Ce document doit parvenir à la CSSF dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

259. Il est recommandé que le rapport de synthèse de la fonction de compliance d'un GFI couvre au minimum les éléments suivants :

- la description et l'appréciation de l'organisation de la fonction permanente de compliance, y inclus les moyens humains et techniques, les liens de rattachement hiérarchique et fonctionnel, et le cas échéant une description de la nature et du degré du recours à des experts externes ainsi que l'appréciation des problèmes éventuels apparus dans ce contexte ;
- la description des principaux objectifs et travaux réalisés par la fonction de compliance durant l'exercice social, incluant notamment la mise à jour et le développement de nouvelles procédures, la veille réglementaire et l'analyse des textes légaux et réglementaires ;
- la description du plan de contrôle de la fonction de compliance (« *Compliance Monitoring Plan* ») retenu suivant une approche fondée sur les risques, incluant les activités contrôlées, le risque évalué pour chaque activité et l'agenda retenu pour l'exécution des contrôles prévus dans le *Compliance Monitoring Plan* suivant un programme pluriannuel ;
- le relevé des principales recommandations adressées aux instances dirigeantes du GFI, des problèmes (existants ou émergents), déficiences et irrégularités significatifs survenus depuis le dernier rapport, des mesures prises à leur égard ainsi que le relevé des problèmes, déficiences et irrégularités significatifs relevés dans le dernier rapport mais qui n'ont pas encore fait l'objet de mesures correctrices appropriées, en particulier en ce qui concerne la LBC/FT, le suivi des délégués en accord avec les dispositions visées au chapitre 6. de la présente circulaire et le suivi de la conformité des activités réalisées au sein des

activities and his function. As regards the functioning of the compliance function, the report sets out in particular the nature and degree of recourse to external experts in accordance with Sub-Section 5.3.2.5, as well as on any problems which have arisen in this context. This report is submitted for approval to the management body/governing body and to the specialised committees, where applicable, and for information purposes to the senior management.

258. The summary report of the compliance function must be provided annually to the CSSF. This document must be obtained by the CSSF within five months following the closure of the financial year of the IFM.

259. It is recommended that the summary report of the compliance function of the IFM covers at least the following elements:

- the description and assessment of the organisation of the permanent compliance function, including human and technical resources, the hierarchical and functional links, and, where appropriate, a description of the nature and degree of recourse to external experts as well as an assessment of any problems which have arisen in this context;
- the description of the main objectives and work carried out by the compliance function during the financial year, including in particular the update and development of new procedures, regulatory monitoring and the analysis of legal and regulatory texts;
- a description of the control plan for the compliance function ("compliance monitoring plan") retained on the basis of a risk-based approach, including the activities controlled, the risk assessed for each activity and the agenda retained for carrying out the controls provided for in the compliance monitoring plan in accordance with a multi-annual programme;
- the list of the main recommendations addressed to the senior management of the IFM, of the significant problems (existing or emerging), deficiencies and irregularities that have arisen since the previous report, measures taken in respect thereof as well as the list of significant problems, deficiencies and irregularities listed in the previous report but which have not yet been subject to appropriate corrective measures, in particular as regards the AML/TF, the monitoring of delegates in accordance with the provisions referred to in Chapter 6 of this Circular and the monitoring of the compliance of activities exercised within the branches and subsidiaries,

succursales et des filiales, le cas échéant.

where appropriate.

260. Dans son rapport de synthèse, le responsable de la fonction de compliance doit prendre en compte tout autre élément jugé pertinent, comme par exemple dans les domaines suivants (liste non exhaustive) :

260. In its summary report, the person responsible for the compliance function must take into account any other element deemed relevant, such as for example in the following areas (non-exhaustive list):

- la gouvernance du GFI ;
 - le respect des obligations légales et réglementaires en matière de fonds propres et d'emploi de ceux-ci ;
 - la gestion des conflits d'intérêts ;
 - les erreurs de valeur nette d'inventaire ;
 - le non-respect de la politique et des restrictions d'investissement ;
 - les transactions personnelles ;
 - la meilleure exécution (« *best execution* ») ;
 - le traitement des plaintes et réclamations de tiers ;
 - le traitement des signalements de violation du cadre réglementaire (« *whistleblowing* ») ;
 - le non-respect des délais applicables en matière de *reporting* ;
 - la fraude et les cyberattaques ;
 - la mise à jour du manuel de procédures visé à la section 5.5.4. ;
 - l'approbation des nouvelles relations d'affaires et de nouveaux produits ;
 - la mise à jour des contrats ;
 - le suivi effectué suite aux interactions avec les autorités de surveillance (contrôles sur place, réunions, correspondances écrites, entretiens téléphoniques...);
 - le *reporting* à l'organe de direction/organe directeur ;
 - les formations du personnel ;
 - les modifications apportées à la politique de compliance et à la charte de compliance.
- the governance of the IFM;
 - compliance with the legal and regulatory obligations as regards own funds and the use of own funds;
 - the management of conflicts of interest;
 - the errors in net asset value;
 - the non-compliance with the investment policy and restrictions;
 - personal transactions;
 - best execution;
 - the handling of complaints and claims of third parties;
 - the handling of alerts on violation of the regulatory framework (“whistleblowing”);
 - the non-compliance with the deadlines applicable as regards reporting;
 - fraud and cyberattacks;
 - the updating of the procedure manual as referred to in Section 5.5.4;
 - the approval of new business relations and new products;
 - the updating of contracts;
 - the follow-up carried out following interaction with the supervisory authorities (on-site controls, meetings, written correspondence, telephone calls, etc.);
 - the reporting to the management body/governing body;
 - staff training programmes;
 - the amendments made to the compliance policy and the compliance charter.

Section 5.3.3. : Fonction permanente d'audit interne

Sous-section 5.3.3.1. : Principes généraux

261. Un GFI doit se doter au Luxembourg de sa propre fonction d'audit interne qui doit être organisée en accord avec les dispositions visées aux articles 12 du Règlement 10-4 et 62 du Règlement Délégué 231/2013 ainsi qu'avec les dispositions du présent sous-chapitre.

262. La fonction d'audit interne constitue à l'intérieur de l'organisation du GFI une fonction indépendante et permanente d'évaluation critique de l'adéquation et de l'efficacité de l'administration centrale, de la gouvernance interne et de la gestion des activités et des risques dans leur intégralité afin d'assister l'organe de direction/organe directeur et les instances dirigeantes du GFI et leur permettre d'avoir la meilleure maîtrise de leurs activités et des risques y liés et ainsi de protéger son organisation et sa réputation.

263. La fonction d'audit interne doit pouvoir fonctionner de façon indépendante et dans le respect de la séparation des tâches afin de pouvoir détecter tout risque de manquement du GFI aux obligations que lui imposent la Loi 2010, la Loi 2013, le Règlement 10-4, le Règlement Délégué 231/2013 et toutes les autres réglementations applicables au GFI.

Sous-section 5.3.3.2. : Modalités de fonctionnement et charte d'audit interne

264. Les modalités de fonctionnement de la fonction d'audit interne en termes d'objectifs, de responsabilités et de pouvoirs doivent être arrêtées par une charte d'audit interne élaborée par la fonction d'audit interne et approuvée par les instances dirigeantes, confirmée par le comité d'audit, le cas échéant, et approuvée en dernier ressort par l'organe de direction/organe directeur du GFI.

265. La charte d'audit interne doit au minimum :

- définir la position de la fonction d'audit interne dans l'organigramme du GFI tout en en précisant les caractéristiques-clé (indépendance, objectivité, intégrité, compétence, autorité, suffisance des ressources) ;
- conférer à la fonction d'audit interne le droit d'initiative et l'autoriser à examiner toutes les activités et fonctions du GFI y compris celles de ses succursales à l'étranger et au Luxembourg et filiales à l'étranger et au Luxembourg, à accéder à tous les documents, pièces, procès-verbaux des organes consultatifs et décisionnels du GFI, à voir

Section 5.3.3: Permanent internal audit function

Sub-Section 5.3.3.1: General principles

261. An IFM must have its own internal audit function in Luxembourg which shall be organised in accordance with the provisions of Articles 12 of CSSF Regulation 10-4 and 62 of Delegated Regulation 231/2013, as well as in accordance with the provisions of this Sub-Chapter.

262. The internal audit function constitutes within the organisation of the IFM an independent and permanent function for the critical assessment of the adequacy and effectiveness of the central administration, of the internal governance and of the management of activities and risks in their entirety in order to assist the management body/governing body and the senior management of the IFM and to enable them to have the best possible control of their activities and the risks relating thereto and thus to protect its organisation and its reputation.

263. The internal audit function must be able to operate independently and in compliance with the separation of tasks in order to detect any risk of the IFM failing to comply with the obligations under the 2010 Law, the 2013 Law, CSSF Regulation 10-4, Delegated Regulation 231/2013 and all other regulations applicable to the IFM.

Sub-Section 5.3.3.2: Operating procedures and internal audit charter

264. The operating procedures of the internal audit function as regards objectives, responsibilities and powers must be set out in an internal audit charter developed by the internal audit function and approved by the senior management, confirmed by the audit committee, where appropriate, and ultimately approved by the management body/governing body of the IFM.

265. The internal audit charter must at least:

- define the position of the internal audit function in the organisation chart of the IFM and specify the key characteristics of the IFM (independence, objectivity, integrity, competence, authority and sufficiency of resources),
- confer on the internal audit function a right of initiative and authorise it to examine all the activities of the IFM including those of its branches and subsidiaries abroad and in Luxembourg, to access all documents, minutes of the advisory and decision-making bodies of the IFM, to see all persons working in the IFM, to the

toutes les personnes travaillant dans le GFI, dans la mesure requise pour l'exercice de sa mission ;

- définir les lignes de communication hiérarchiques et fonctionnelles des conclusions qui se dégagent des missions d'audit ;
- définir les relations avec les fonctions compliance et de gestion des risques ;
- définir les conditions et circonstances applicables lorsqu'il est fait recours à l'expertise de tiers ;
- définir la nature des travaux et les conditions dans lesquelles la fonction d'audit interne peut fournir de la consultance interne ou effectuer d'autres missions spéciales, définir les responsabilités et lignes de *reporting* du responsable de la fonction d'audit interne ;
- établir le droit pour le responsable de l'audit interne de contacter directement et de sa propre initiative l'organe de direction/organe directeur ou, le cas échéant, les membres du comité d'audit ainsi que la CSSF ;
- préciser que les missions d'audit interne sont effectuées en conformité avec des standards professionnels reconnus ;
- préciser les procédures à respecter en matière de coordination et de coopération avec le réviseur d'entreprises agréé.

266. Le contenu de la charte d'audit interne est porté à la connaissance de tous les membres du personnel du GFI, y compris ceux qui travaillent, le cas échéant, dans les succursales au Luxembourg et à l'étranger et dans les filiales au Luxembourg et à l'étranger.

267. La charte d'audit interne doit être mise à jour dans les meilleurs délais pour tenir compte des changements intervenus. Toutes les modifications doivent être approuvées par les instances dirigeantes, confirmées le cas échéant par le comité d'audit et approuvées par l'organe de direction/organe directeur en dernier ressort. Elles sont portées à la connaissance de tous les membres du personnel.

268. La fonction d'audit interne du GFI est dotée d'un personnel suffisant en nombre et dispose de compétences suffisantes dans son ensemble pour couvrir toutes les activités du GFI. Le responsable de la fonction d'audit interne doit avoir des connaissances suffisantes des techniques d'audit.

extent required for the exercise of its functions,

- define the hierarchical and functional communication lines for the conclusions which result from the audit missions,
- define the relations with the compliance and risk management functions,
- define the conditions and circumstances applicable when recourse is made to the expertise of third parties,
- define the nature of the work and the conditions under which the internal audit may provide internal consultancy services or perform other special missions, define the responsibilities and reporting lines of the person responsible for the internal audit function,
- establish the right for the person responsible for the internal audit to contact directly and on his own initiative the management body/governing body of the IFM or, where applicable, the members of the audit committee, as well as the CSSF.
- specify that the missions of the internal audit are performed in compliance with recognised professional standards,
- specify the procedures to be respected as regards coordination and cooperation with the approved statutory auditor.

266. The content of the internal audit charter is brought to the attention of all the members of staff of the IFM, including those who work, where appropriate, in subsidiaries in Luxembourg and abroad and in branches in Luxembourg and abroad.

267. The internal audit charter must be updated without undue delay to take account of the changes which have occurred. All changes must be approved by the senior management, confirmed, where appropriate, by the audit committee and ultimately approved by the management body/governing body. They are brought to the attention of all members of staff.

268. The internal audit function of the IFM has a staff which is sufficient in number and has sufficient skills as a whole to cover all the activities of the IFM. The person responsible for the internal audit function must have sufficient knowledge of audit techniques.

269. Afin de ne pas compromettre leur indépendance de jugement, les personnes relevant de l'audit interne ne peuvent pas être chargées de l'élaboration ou de la mise en place d'éléments du dispositif en matière d'administration centrale et de gouvernance interne. Ce principe n'exclut pas qu'elles contribuent à la mise en œuvre de mécanismes de contrôle interne solides à travers des avis et des recommandations qu'elles fournissent en la matière.

Sous-section 5.3.3.3. : Responsabilités spécifiques et champ d'application de la fonction d'audit interne

270. D'une manière générale, la fonction d'audit interne examine et évalue si le dispositif en matière d'administration centrale et de gouvernance interne du GFI est adéquat et fonctionne de manière efficace. A ce titre, la fonction d'audit interne évalue, entre autres :

- le suivi du respect des lois et réglementations ainsi que des exigences prudentielles imposées par la CSSF ;
- l'efficacité et l'efficience du contrôle interne ;
- l'adéquation de l'organisation du GFI, incluant notamment le suivi des délégués ainsi que la mise en œuvre de la procédure d'approbation de nouvelles relations d'affaire et des nouveaux produits ;
- l'adéquation des fonctions comptable et informatique ;
- l'adéquation de la séparation des tâches et de l'exécution des opérations ;
- l'enregistrement correct et exhaustif des opérations et la production d'informations financières et prudentielles correctes, complètes, pertinentes, compréhensibles et disponibles sans délais à l'organe de direction/organe directeur, aux comités spécialisés, le cas échéant, ainsi qu'aux instances dirigeantes et à la CSSF ;
- l'exécution des décisions prises par les instances dirigeantes et par les personnes agissant par voie de délégation et sous sa responsabilité ;
- le respect des procédures régissant l'adéquation des fonds propres telles que précisées au chapitre 3. (« *Fonds propres* ») de la présente circulaire ;
- le fonctionnement et l'efficacité des fonctions de

269. In order not to compromise their independence of judgement, the persons operating within the internal audit may not be charged with the development or implementation of the arrangements regarding central administration and internal governance. This principle does not preclude them from contributing to the implementation of sound internal control mechanisms through the opinions and recommendations which they provide in this area.

Sub-Section 5.3.3.3: Specific responsibilities and scope of the internal audit function

270. Generally, the internal audit function examines and assesses whether the arrangement regarding central administration and internal governance of the IFM is adequate and functions effectively. In this regard, the internal audit function assesses, amongst others:

- the monitoring of compliance with the laws and regulations as well as the prudential requirements imposed by the CSSF;
- the effectiveness and efficiency of the internal control;
- the adequacy of the organisation of the IFM, including notably the monitoring of delegates as well as the implementation of the approval procedure for new business relations and new products;
- the adequacy of the accounting and IT functions;
- the adequacy of the separation of tasks and the execution of transactions;
- the correct and complete recording of transactions, the production of correct, complete, relevant, comprehensible financial and prudential information available without delay to the management body/governing body, the specialised committees, where appropriate, as well as the senior management and the CSSF;
- the execution of the decisions taken by the senior management and the persons acting through delegation and under its responsibility;
- compliance with the procedures governing the adequacy of own funds as set out in Chapter 3 ("Own funds") of this Circular;
- the functioning and effectiveness of the

compliance et de gestion des risques.

compliance and risk management functions.

271. L'audit interne doit être indépendant des autres fonctions de contrôle interne qu'il audite. Par conséquent, la fonction de gestion des risques ou la fonction de compliance ne peut pas être exercée par le responsable de la fonction d'audit interne du GFI. Cependant, ces fonctions peuvent prendre en compte les travaux de l'audit interne en matière de vérification de l'application correcte des normes en vigueur à l'exercice des activités exercées par le GFI.

271. The internal audit must be independent of the other internal control functions which it audits. As a result, the risk management function or the compliance function cannot be performed by the person responsible for the internal audit function of the IFM. However, these functions may take into account the work of the internal audit verifying the correct application of the rules in force to the exercise to the performance of the activities carried out by the IFM.

272. L'auditeur interne doit s'assurer que le service applique les normes internationales de l'*Institute of Internal Auditors* ou des normes internationales équivalentes.

272. The internal auditor must ensure that the service applies the international standards of the Institute of Internal Auditors or equivalent international standards.

273. Le plan d'audit interne pluriannuel doit être mis à disposition de la CSSF sur demande.

273. The multi-annual internal audit plan must be made available to the CSSF on request.

Sous-section 5.3.3.4. : Responsable de la fonction permanente d'audit interne

Sub-Section 5.3.3.4: Person responsible for the permanent internal audit

274. Le GFI doit communiquer au préalable à la CSSF le nom du responsable de la fonction d'audit interne complété par les éléments suivants et par tout autre document éventuellement précisé ultérieurement par la CSSF :

274. The IFM must communicate in advance to the CSSF the name of the person responsible for the internal audit function as well as the following information and any other document which may be subsequently specified by the CSSF.

- un *curriculum vitae* récent, signé et daté ;
- une copie du passeport/de la carte d'identité ;
- une déclaration sur l'honneur telle que téléchargeable sur le site de la CSSF (www.cssf.lu) ; et
- un extrait du casier judiciaire récent, si disponible, ou tout autre document comparable.

- a recent *curriculum vitae*, signed and dated;
- a copy of the passport/identity card;
- a declaration of honour, as may be downloaded on the CSSF website (www.cssf.lu); and
- a recent extract of the criminal record, if any, or any other comparable document.

275. En cas de changement du responsable de la fonction d'audit interne, le GFI doit communiquer au préalable à la CSSF le nom de la personne lui succédant dans ses fonctions, complété par les éléments visés au point 274 ci-avant.

275. In the event of a change of the person responsible for the internal audit function, the IFM must communicate in advance to the CSSF the name of the person replacing him in his function as well as the information referred to in Point 274 above.

276. Le rôle de responsable de la fonction d'audit interne ne peut pas être assuré par un membre de l'organe de direction/organe directeur du GFI, sauf s'il fait partie des instances dirigeantes du GFI.

276. The roles of person responsible for the internal audit function may not be performed by a member of the management body/governing body of the IFM, unless he forms part of the senior management of the IFM.

Sous-section 5.3.3.5. : Recours à l'expertise ou aux moyens techniques de tiers

Sub-Section 5.3.3.5: Recourse to the expertise or technical resources of third parties

277. Un GFI dont l'agrément couvre exclusivement la gestion d'OPC peut invoquer, moyennant une demande

277. An IFM whose authorisation is limited to the management of UCIs may, subject to a specific prior

de dérogation préalable spécifique et sur base d'une justification adéquate, la possibilité de déléguer à un tiers la fonction d'audit interne.

278. Par contre, un GFI qui fournit également un ou plusieurs des services prévus à l'article 101 (3) de la Loi 2010 ou à l'article 5 (4) de la Loi 2013 en plus de la gestion d'OPC n'est, en principe, pas autorisé à déléguer la fonction d'audit interne.

279. Il n'est généralement pas permis à un GFI qui a une ou plusieurs succursales de déléguer la fonction d'audit interne à un expert externe spécialisé en matière d'audit interne (« expert externe »). Toutefois, la CSSF peut déroger, sur base d'une justification adéquate, au principe général mentionné ci-avant pour autant que l'importance de l'activité et la taille de la (des) succursale(s) le justifient.

280. En vertu du principe de proportionnalité, le GFI peut donc, sur dérogation dûment justifiée, déléguer la fonction d'audit interne à un expert externe. L'expert externe peut être l'auditeur interne du groupe dont fait partie le GFI. Dans ce cas, le GFI a la possibilité d'établir, le cas échéant, un lien fonctionnel avec la fonction d'audit interne du groupe pour l'exécution des tâches d'audit interne.

281. Les instances dirigeantes sélectionnent ces tiers sur base d'une analyse d'adéquation entre les besoins du GFI et les services et compétences spécifiques offerts par ces tiers. Le choix de l'expert externe qui réalise les travaux d'audit interne doit être approuvé par l'organe de direction/organe directeur. Le recours à un expert externe se fait sur base d'un mandat écrit. L'expert réalise ses travaux dans le respect des dispositions réglementaires et internes applicables (notamment la charte d'audit interne). L'expert externe réalise ses travaux conformément aux dispositions contenues dans le présent sous-chapitre. A ce titre, il s'acquiesce de l'ensemble des tâches et responsabilités que la présente circulaire donne à l'audit interne.

282. Le GFI qui décide de déléguer l'exécution de la fonction d'audit interne doit introduire au préalable une demande écrite auprès de la CSSF. Cette demande comprend les informations nécessaires à son appréciation, dont notamment :

- le nom de l'expert externe, personne morale ;
- la description des compétences et de l'organisation interne de cet expert externe, personne morale ;

derogation request and based on adequate justification, invoke the possibility of delegating the internal audit function to a third party.

278. However, an IFM providing also, in addition to the management of UCIs, one or more of the services referred to in Article 101 (3) of the 2010 Law and Article 5 (4) of the 2013 Law in addition to the management of UCIs is, in principle, not authorised to delegate the internal audit function.

279. An IFM which has one or more branches is not generally permitted to delegate the internal audit function to an external expert specialised in internal audit matters ("external expert"). However, the CSSF may derogate on the basis of adequate justification from this above-mentioned general principle to the extent that the importance of the activity and the size of the branch(es) justify such derogation.

280. Pursuant to the principle of proportionality, the IFM may therefore, on duly justified derogation, delegate the internal audit function to an external expert. This external expert may be the internal auditor of the group to which the IFM belongs. In this case, the IFM may establish, where appropriate, a functional link with the internal audit function of the group for the performance of internal audit tasks.

281. The senior management selects these third parties on the basis of an analysis of the adequacy between the requirements of the IFM and the services and specific competencies offered by these third parties. The choices of the external expert who performs these internal audit works must be approved by the management body/governing body. The recourse to an external expert is based on a written mandate. The expert carries out his work in accordance with the applicable regulatory and internal provisions (in particular the internal audit charter). The external expert carries out his work in accordance with the provisions of this Sub-Chapter. In this respect, he carries out all the tasks and responsibilities which this Circular gives to the internal audit.

282. An IFM that decides to delegate the performance of the internal audit function must submit in advance a written request to the CSSF. This request comprises the information necessary for its assessment, including in particular:

- the name of the external expert, legal person;
- a description of the skills and the internal organisation of this external expert, legal person;

- le nom de l'expert externe, personne physique, qui assurera la fonction d'audit interne du GFI ;
- le *curriculum vitae* de la personne physique en charge de la mission d'audit interne ;
- une copie de la carte d'identité de la personne physique en charge de la mission d'audit interne.

283. En tout état de cause, l'expert externe retenu doit être indépendant du réviseur d'entreprises agréé du GFI ou du cabinet de révision agréé ainsi que du groupe dont relève le réviseur.

284. Le principe de proportionnalité n'autorise toutefois pas un GFI à n'avoir aucune fonction d'audit interne. Ainsi, le GFI qui délègue la fonction d'audit interne à un expert externe doit nommer parmi ses employés un responsable de la fonction d'audit interne. Cette personne doit disposer de connaissances suffisantes en matière d'audit pour suivre les travaux de l'expert externe ou pour coordonner l'exécution des activités d'audit interne avec la fonction d'audit interne du groupe, le cas échéant. L'identité du responsable de la fonction d'audit interne en charge du suivi des travaux de l'expert externe doit être notifiée au préalable à la CSSF. La notification doit être accompagnée des éléments suivants et de tout autre document éventuellement précisé ultérieurement par la CSSF :

- un *curriculum vitae* récent, signé et daté ;
- une copie du passeport/de la carte d'identité ;
- une déclaration sur l'honneur telle que téléchargeable sur le site de la CSSF (www.cssf.lu) ; et
- un extrait du casier judiciaire récent, si disponible, ou tout autre document comparable.

285. En cas de changement du responsable de la fonction d'audit interne visé au point 284, le GFI doit communiquer au préalable à la CSSF le nom de la personne lui succédant dans ses fonctions, complété par les éléments visés au point 284.

286. Indépendamment du fait que l'exécution de la fonction d'audit interne ait été déléguée ou non, un membre des instances dirigeantes se voit attribuer la responsabilité de la fonction d'audit interne. Cette fonction ne peut pas être assurée par le dirigeant s'étant vu attribuer la fonction de compliance ou de gestion des risques ou encore le rôle de responsable du respect des obligations professionnelles en matière de LBC/FT. La fonction d'audit interne effectue un rapport aux instances

- the name of the external expert, physical person, who will exercise the internal audit function of the IFM;
- the *curriculum vitae* of the physical person who will exercise the internal audit function;
- a copy of the identity card of the physical person who will exercise the internal audit function.

283. In any event, the external expert appointed must be independent from the approved statutory auditor of the IFM or from the approved audit firm as well as from the group which the statutory auditor belongs to.

284. The principle of proportionality does not however authorise an IFM to have no internal audit function. Thus, an IFM who delegates the internal audit function to an external expert must appoint among its employees a person in charge of the internal audit function. This person must have sufficient knowledge as regards auditing to enable him to follow up on the work of the external expert or to coordinate the execution of the internal audit activities with the internal audit function of the group, where applicable. The identity of the person in charge of the internal audit function in charge of the follow-up on the work of the external expert must be notified in advance to the CSSF. This notification must be accompanied by the following elements and any other document subsequently specified by the CSSF:

- a recent *curriculum vitae*, signed and dated;
- a copy of the passport/identity card;
- a declaration of honour, as may be downloaded on the CSSF website (www.cssf.lu); and
- a recent extract of the criminal record, if any, or any other comparable document.

285. In the event of a change of the person in charge of the internal audit function referred to in point 284, the IFM must communicate in advance to the CSSF the name of the person replacing him in his position as well as the information referred to in point 284.

286. Independently of whether the execution of the internal audit function has been delegated or not, a member of the senior management is assigned responsibility for the internal audit function. This function may not be assumed by the conducting officer who is has been assigned responsibility for the compliance function or risk management or the role of person responsible for compliance with professional obligations as regards AML/TF. The internal audit function provides

dirigeantes dans leur ensemble.

Sous-section 5.3.3.6.: Exécution de la fonction d'audit interne suivant un plan d'audit interne

287. L'ensemble des missions d'audit interne est planifié et exécuté selon un « plan d'audit interne ». Le plan est établi par le responsable de la fonction d'audit interne pour une période pluriannuelle (en principe trois ans) avec comme objectif de couvrir l'ensemble des activités et des fonctions du GFI, en tenant compte à la fois des risques que présentent une activité ou une fonction du GFI et de l'efficacité de l'organisation et du contrôle interne en vigueur pour cette activité ou fonction. Le plan tient compte des avis de l'organe de direction/organe directeur ainsi que des instances dirigeantes. Le plan couvre toutes les matières présentant un intérêt prudentiel (y compris les observations et les demandes de la CSSF) et tient compte également des développements et des innovations prévus ainsi que des risques qui peuvent en découler.

288. Le plan est discuté avec les instances dirigeantes, soumis pour approbation aux instances dirigeantes, confirmé par le comité d'audit, le cas échéant, et approuvé en dernier ressort par l'organe de direction/organe directeur. Il est à revoir sur une base annuelle et à adapter le cas échéant en fonction des développements et des urgences. Toute adaptation est à approuver formellement par les instances dirigeantes et le comité d'audit, le cas échéant. L'approbation implique que les instances dirigeantes mettent à la disposition du responsable de la fonction d'audit interne les moyens nécessaires pour l'exécution du plan d'audit interne.

289. Dans son rapport de synthèse à l'organe de direction/organe directeur suivant le point 298 ci-après, le responsable de la fonction d'audit interne signale et motive les principales modifications apportées au plan d'audit tel qu'il a été approuvé initialement par l'organe de direction/organe directeur.

290. Le plan, qui est suffisamment documenté, définit les objectifs de chaque mission et l'étendue des travaux à réaliser, estime le temps et les ressources humaines et matérielles nécessaires et attribue à chaque activité et risque une fréquence d'audit.

291. Le plan d'audit interne prévoit également de couvrir, endéans la période de planification pluriannuelle, de façon adéquate et suffisamment fréquente, les activités importantes ou complexes qui représentent un risque potentiel important, y compris sur le plan de la réputation. Il accorde une attention particulière au risque d'erreurs d'exécution et au risque de fraude.

a report to the entire senior management.

Sub-Section 5.3.3.6: Execution of the internal audit function in accordance with an internal audit plan

287. All internal audit missions are planned and executed in accordance with an "internal audit plan". The plan shall be established by the person responsible for the internal audit function for a multi-year period (in principle three years) with the objective of covering all the activities and functions of the IFM, taking into account the risks presented by an activity or a function of the IFM and the effectiveness of the organisation and internal control in force for this activity or function. The plan shall take into account the opinions of the management body/governing body as well as of the senior management. The plan covers all matters of prudential interest (including the observations and requests of the CSSF) and also takes into account the developments and innovations provided for as well as the risks which may arise therefrom.

288. The plan is discussed with the senior management, submitted for approval to the senior management, confirmed by the audit committee, where appropriate, and ultimately approved by the management body/governing body. It should be reviewed on an annual basis and adapted, where appropriate, according to the developments and emergencies. Any adaptation must be formally approved by the senior management and the audit committee, where applicable. Approval implies that the senior management shall make available to the person responsible for the internal audit function the necessary resources for the execution of the internal audit.

289. In its summary report to the attention of the management body/governing body in accordance with point 298 hereafter, the person responsible for the internal audit function points out and provides reasons for the main changes made to the audit plan as initially approved by the management body/governing body.

290. The plan, which is sufficiently documented, defines the objective of each mission and the scope of the work to be realised, estimates the time and the necessary human and material resources and attributes an audit frequency to each activity and risk.

291. The internal audit plan also provides for covering, within the multi-year planning period, on an adequate and sufficiently frequent basis the significant or complex activities which represent a significant potential risk, including as regards reputation. It pays particular attention to the risk of errors in execution and the risk of fraud.

292. Le responsable de la fonction d'audit interne informe les instances dirigeantes de façon régulière sur l'exécution du plan d'audit interne.

293. Chaque mission d'audit interne est planifiée, exécutée et documentée en conformité avec les standards professionnels adoptés par la fonction d'audit interne dans sa charte d'audit interne.

294. Dans l'hypothèse où le service d'audit interne de la maison mère du GFI luxembourgeois procède régulièrement à des contrôles sur place auprès de sa filiale, il est recommandé, pour des raisons d'efficacité, que le GFI luxembourgeois coordonne dans la mesure du possible son plan d'audit interne avec celui de sa maison mère.

295. En cas de recours à un expert externe, cet expert réalise ses travaux dans le cadre du plan d'audit interne du GFI en suivant un programme de travail, en documentant ses travaux de façon détaillée et en rédigeant des rapports pour chaque mission. Ces rapports sont à rédiger en français, allemand ou anglais et sont à remettre à la personne responsable de l'audit interne, aux instances dirigeantes, au comité d'audit, le cas échéant, et à l'organe de direction/organe directeur.

Sous-section 5.3.3.7. : Obligations en matière d'établissement de rapports

296. Le responsable de la fonction d'audit interne rapporte par écrit régulièrement, et si nécessaire sur base ad hoc, aux instances dirigeantes, et, le cas échéant, aux comités spécialisés et à l'organe de direction/organe directeur du GFI. Ces rapports portent sur le suivi des recommandations, des problèmes, déficiences et irrégularités relevés par le passé ainsi que sur les nouveaux problèmes, déficiences et irrégularités identifiés. Chaque rapport spécifie les risques y liés ainsi que leur degré de gravité (mesure de l'impact) et propose des mesures correctrices, de même qu'en règle générale une prise de position des personnes concernées.

297. Chaque mission doit faire l'objet d'un rapport écrit de l'auditeur interne, en règle générale, aux personnes contrôlées, aux instances dirigeantes ainsi que – éventuellement sous forme de synthèse à l'organe de direction/organe directeur conformément au point 298 ci-après. Les rapports sont également à tenir à disposition du réviseur d'entreprises agréé et de la CSSF. Ces rapports sont à rédiger en français, allemand ou anglais.

298. Le responsable de la fonction d'audit interne prépare au moins une fois par an un rapport de synthèse sur ses activités et son fonctionnement. S'agissant du

292. The person responsible for the internal audit function informs the senior management on a regular basis on the execution of the internal audit plan.

293. Each internal audit mission is planned, executed and documented in accordance with the professional standards adopted by the internal audit function in its internal audit charter.

294. In the event that the internal audit service of the parent company of the Luxembourg IFM regularly undertakes on-site controls at its subsidiary, it is recommended for reasons of effectiveness that the Luxembourg IFM coordinates to the extent possible, its internal audit plan with that of its parent company.

295. In the event of recourse to an external expert, this expert performs his work within the framework of the internal audit plan of the IFM by following a detailed work programme, documenting his work in a detailed manner and drawing up reports for each mission. These reports must be drawn up in French, German or English and must be delivered to the person in charge of the internal audit, the senior management, the audit committee, where appropriate, and to the management body/governing body.

Sub-Section 5.3.3.7: Obligations as regards the preparation of reports

296. The person responsible for the internal audit function reports regularly in writing, and if necessary on an ad hoc basis, to the senior management, and, where applicable, to the specialised committees and to the management body/governing body of the IFM. These reports relate to the follow-up of recommendations, problems, deficiencies and irregularities recorded in the past as well as new problems, deficiencies and irregularities identified. Each report specifies the risks linked thereto and their degree of severity (measure of impact) and proposes corrective measures as well as, as a general rule, a position statement adopted by the persons concerned.

297. Each mission must be subject to a written report of the internal auditor, as a general rule, to the persons being audited, to the senior management as well as, possibly in form of a summary report, to the management body/governing body in accordance with point 298 below. The reports must be made available to the approved statutory auditor and the CSSF. These reports must be drawn up in French, German or English.

298. The person responsible for the internal audit function prepares at least once per year a summary report on his activities and his function. As regards the

fonctionnement de la fonction d'audit interne, le rapport se prononce en particulier sur la nature et le degré du recours à des experts externes conformément à la sous-section 5.3.3.5., ainsi que sur les problèmes éventuels apparus dans ce contexte. Au titre des activités, chaque rapport de synthèse fournit le relevé des principales recommandations adressées aux instances dirigeantes, des problèmes (existants ou émergents), déficiences et irrégularités significatifs survenus depuis le dernier rapport, des mesures prises à leur égard ainsi que le relevé des problèmes, déficiences et irrégularités significatifs relevés dans le dernier rapport mais qui n'ont pas encore fait l'objet de mesures correctrices appropriées. Ce rapport est soumis pour approbation à l'organe de direction/organe directeur et pour information aux instances dirigeantes.

299. Il est recommandé que le rapport de synthèse de la fonction d'audit interne d'un GFI couvre en outre, sur une période pluriannuelle (en principe trois ans), au minimum les éléments suivants :

- les fonctions incluses dans l'activité de gestion collective de portefeuille telles que définies à l'annexe II de la Loi 2010, respectivement les fonctions incluses dans l'annexe I de la Loi 2013 ;
- la gestion discrétionnaire et les services auxiliaires visés à l'article 101 (3) a) de la Loi 2010 et à l'article 5 (4) de la Loi 2013, le cas échéant ;
- la fonction d'évaluation ;
- les fonctions de compliance et de gestion des risques ;
- le suivi des activités déléguées ;
- la fonction comptable ;
- la fonction informatique ;
- le fonctionnement des instances dirigeantes et de l'organe de direction/organe directeur ;
- la gouvernance interne et l'organisation du GFI ;
- les règles de conduite ;
- la gestion des conflits d'intérêt ;
- le traitement des plaintes et réclamations ;
- la politique de rémunération ;

functioning of the internal audit function, the report sets out in particular the nature and degree of recourse to external experts in accordance with Sub-Section 5.3.3.5, as well as any problems which have arisen in this context. As regards activities, each summary report lists the main recommendations addressed to the senior management, the significant problems (existing or emerging), deficiencies and irregularities that have arisen since the previous report, the measures taken in respect of them as well as the list of the material problems, deficiencies and irregularities recorded in the previous report but which have not yet been subject to appropriate corrective measures. This report is submitted for approval to the management body/governing body and for information purposes to the senior management.

299. It is recommended that the summary report of the internal audit function of the IFM covers furthermore, over a multi-year period (in principle three years) at least the following elements:

- the functions included in the activity of collective portfolio management as defined in annex II of the 2010 Law, respectively the functions included in annex I of the 2013 Law;
- the discretionary management and the ancillary services referred to in Article 101 (3) a) of the 2010 Law and Article 5 (4) of the 2013 Law, where appropriate;
- the valuation function;
- the compliance and risk management functions;
- the monitoring of delegated activities;
- the accounting function;
- the IT function;
- the functioning of senior management and the management body/governing body;
- the internal governance and the organisation of the IFM;
- the rules of conduct;
- the management of conflicts of interest;
- the handling of complaints and claims;
- the remuneration policy;

- l'approbation de nouvelles relations d'affaires et de nouveaux produits ;
- les succursales et filiales, le cas échéant.

300. Le rapport de synthèse de la fonction d'audit interne doit couvrir annuellement le respect des obligations professionnelles en matière de LBC/FT, conformément à la sous-section 5.4.1.3. (« *Contrôle exercé par l'audit interne* »).

301. Le rapport de synthèse visé au point 298 est à fournir annuellement à la CSSF. Ce document doit parvenir à la CSSF dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

Sous-chapitre 5.4. : Organisation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

302. Le présent sous-chapitre s'applique à chaque GFI ainsi qu'à chaque succursale d'un GFI dont le siège social se situe dans un Etat membre ou dans un pays tiers, tel que visé à l'article 1er (3bis) point f) de la LBC/FT.

303. La section 5.4.1. précise le cadre général et les obligations incombant à chaque GFI, indépendamment des fonctions qu'il exerce telles que visées au point 4 de la présente circulaire.

304. La section 5.4.2. traite des obligations applicables au GFI. Ainsi, la section 5.4.2. distingue quatre cas de figure selon la manière dont sont organisées la relation avec les intermédiaires de la commercialisation et la fonction d'agent teneur de registre. En ce qui concerne les cas b), c) et d), des obligations en matière de LBC/FT s'appliquent non seulement au GFI mais également à l'entité exerçant la fonction d'agent teneur de registre.

Section 5.4.1. : Obligations applicables à chaque GFI visé par le présent sous-chapitre

Sous-section 5.4.1.1. : Principes généraux

305. Chaque GFI est soumis aux lois et réglementations en vigueur en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, dont la Loi LBC/FT, le Règlement CSSF 12-02 et les circulaires CSSF en matière de LBC/FT. En outre, chaque GFI est également soumis à la Loi du 27 octobre 2010 portant notamment sur la mise en œuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière

- the approval of new business relations and new products;
- the branches and subsidiaries, where appropriate.

300. The summary report of the internal audit function must cover on an annual basis the compliance with the professional obligations in respect of AML/TF, in accordance with Sub-Section 5.4.1.3 ("*Control exercised by the internal audit*").

301. The summary report referred to in point 298 must be provided annually to the CSSF. This document must be obtained by the CSSF within five months following the closure of the financial year of the IFM.

Sub-Chapter 5.4: Organisation of the fight against money laundering and terrorism financing

302. This Sub-Chapter applies to each IFM as well as to each branch of an IFM whose statutory seat is situated in a Member State or a third country as referred to in Article 1 (3bis), point f) of the AML/TF Law.

303. Section 5.4.1 specifies the general framework and the obligations imposed on each IFM, irrespective of the functions which it performs as referred to in point 4 of this Circular.

304. Section 5.4.2 discusses the obligations applicable to the IFM. Thus, Section 5.4.2 distinguishes between four scenarios depending on the manner in which the relation with the marketing intermediaries and the registrar agent is organised. As regards cases b), c) and d), obligations regarding AML/TF apply not only to IFMs but also to the entity exercising the function of registrar agent.

Section 5.4.1: Obligations applicable to each IFM referred to in this Sub-Chapter

Sub-Section 5.4.1.1: General principles

305. Each IFM is subject to the laws and regulations in force on the fight against money laundering and terrorism financing, including the AML/TF Law, CSSF Regulation 12-02 and CSSF circulars on AML/TF. In addition, each IFM is also subject to the Law of 27 October 2010 relating in particular to the implementation of United Nations Security Council resolutions and acts adopted by the European Union containing prohibitions and restrictive measures in financial matters against certain persons, entities and groups in the context of the

à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, ainsi qu'aux articles 33 (1) et 39 (1) du Règlement CSSF 12-02 portant sur le devoir de vigilance constante dans ce contexte. En ce sens, les règlements de l'Union Européenne directement applicables en droit national, ou par l'adoption de règlements ministériels s'appliquent également à chaque GFI. Le GFI doit être organisé de manière à prendre en compte et appliquer les nouvelles réglementations en la matière dès qu'elles deviennent applicables. Le GFI est également encouragé à suivre les publications du Groupe d'action financière (GAFI) en la matière, y compris celles liées aux sanctions financières relatives au financement du terrorisme et celles relatives à la prévention, la répression et l'interruption de la prolifération des armes de destruction massive et de son financement. De même, le GFI doit suivre les « *Guidances for the Securities Sector* » émises par le GAFI.

306. Chaque GFI doit, lors de l'exercice de la gestion d'OPC et, le cas échéant, de la gestion discrétionnaire et des services auxiliaires visés à l'article 101 (3) a) de la Loi 2010 et à l'article 5 (4) de la Loi 2013, prendre les mesures appropriées pour identifier et évaluer les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (« BC/FT ») auxquels il est exposé, en tenant compte de facteurs de risques, y compris ceux liés à la clientèle, pays ou zones géographiques, produits, services, transactions ou canaux de distribution. Le GFI doit prendre des mesures efficaces pour atténuer ces risques.

307. Les obligations professionnelles prévues par la Loi LBC/FT et par la Loi du 27 octobre 2010 doivent être mises en œuvre de manière effective par chaque GFI. Le respect de ces obligations doit faire l'objet de contrôles et de vérifications réguliers, à une fréquence déterminée en fonction des risques auxquels le GFI est exposé, et au moins à chaque fois que les obligations en la matière changent.

308. Chaque GFI doit mettre en œuvre des mesures de vigilance à l'égard, notamment, des clients, des initiateurs des OPC, des gestionnaires de portefeuille auxquels il délègue la gestion et des conseillers en investissement. Le GFI doit mettre en œuvre des mesures de vigilance adaptées aux risques de BC/FT que peuvent présenter les OPC qu'il gère.

309. En application des articles 3 (7) et 4 (1) de la Loi LBC/FT, le GFI est également tenu d'appliquer des mesures de vigilance sur les actifs des OPC qu'il gère.

310. Il est rappelé que, conformément à l'article 3 du Règlement CSSF 12-02, l'OPC, son GFI ou, le cas échéant, le mandataire respectif desdits professionnels, doit mettre en œuvre des mesures de vigilance

fight against terrorism financing, as well as Articles 33 (1) and 39 (1) of CSSF Regulation 12-02 concerning the duty of constant vigilance in this context. In this sense, regulations of the European Union directly applicable under national law, or through the adoption of ministerial regulations, also apply to each IFM. The IFM must be organised in such a way as to take into account and apply the new regulations in this matter as soon as they become applicable. The IFM is also encouraged to monitor the publications of the Financial Action Task Force (FATF) in this matter, including the ones linked to the financial sanctions relating to terrorism financing and those relating to the prevention, suppression and interruption of the proliferation of weapons of mass destruction and its financing. Similarly, the IFM must follow the "*Guidelines for the Securities Sector*" issued by the FATF.

306. Each IFM must, when performing the management of UCIs and, where appropriate, discretionary management and ancillary services referred to in Article 101 (3) of the 2010 Law and Article 5 (4) of the 2013 Law, take appropriate measures to identify and assess the risks of money laundering and terrorism financing (ML/TF) to which it is exposed, taking into account risk factors including those linked to clientele, countries or geographical areas, products, services, transactions or distribution channels. The IFM must take effective measures to mitigate these risks.

307. The professional obligations provided for by the AML/TF Law and by the Law of 27 October 2010 must be implemented effectively by each IFM. Compliance with these obligations must be subject to regular controls and verifications, at a frequency determined in accordance with the risks to which the IFM is exposed, and at least whenever obligations in this matter change.

308. Each IFM must implement precautionary measures regarding, in particular, clients, initiators of UCIs, portfolio managers to which they delegate the management, and investment advisors. The IFM must implement precautionary measures adapted to the ML/TF risks that the UCIs which it manages may present.

309. Pursuant to Articles 3 (7) and 4 (1) of the AML/TF Law, the IFM is also required to apply precautionary measures regarding the assets of the UCIs it manages.

310. It is recalled that, in accordance with Article 3 of CSSF Regulation 12-02, the UCI, its IFM, or, where appropriate, the respective agent of the said professionals, must implement enhanced precautionary

renforcées à l'égard des intermédiaires souscrivant des parts pour compte de clients.

311. Le GFI doit également respecter la circulaire CSSF 17/661 adoptant les orientations conjointes émises par les trois autorités européennes de surveillance (EBA/ESMA/EIOPA) sur les facteurs de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, en particulier le chapitre 9 du titre III desdites orientations, ainsi que toute circulaire venant la compléter ou l'abroger.

312. Lorsque, le cas échéant, l'exécution de certaines tâches relevant de la LBC/FT est déléguée à un tiers, notamment l'agent de transfert, le GFI n'est pas exonéré de sa responsabilité en matière de LBC/FT.

Sous-section 5.4.1.2. : Obligation de nommer un responsable du respect des obligations professionnelles en matière de LBC/FT au niveau des instances dirigeantes et établissement d'un rapport de synthèse en matière de LBC/FT

313. Conformément à l'article 4 de la Loi LBC/FT, chaque GFI doit désigner un responsable du respect des obligations professionnelles au niveau des instances dirigeantes (« AML/CFT compliance officer at the management level ») ainsi que d'un responsable du contrôle du respect des obligations professionnelles. Concernant la nomination d'un responsable du contrôle du respect des obligations professionnelles visé à l'article 4 (1) a) de la Loi LBC/FT, le GFI tient compte de la taille et de la nature de ses activités.

314. Les personnes visées au point 313 ci-avant doivent disposer d'une expérience suffisante ainsi que de la connaissance du cadre légal et réglementaire luxembourgeois et européen en matière de LBC/FT. Elles doivent, en outre consacrer le temps suffisant à leur fonction, se trouver de façon permanente au Luxembourg, et être employées par le GFI en application de l'article 41 du Règlement CSSF 12-02. Cela n'empêche toutefois pas que ces personnes aient leur domicile dans un lieu qui leur permet de se rendre, en principe, chaque jour au Luxembourg.

315. Le GFI doit communiquer au préalable à la CSSF le nom des personnes visées au point 313 ci-avant, complété par les informations suivantes et par tout autre document éventuellement précisé ultérieurement par la CSSF :

- un *curriculum vitae* récent, signé et daté ;
- une copie du passeport/de la carte d'identité ;

measures in respect of intermediaries subscribing for units on behalf of their clients.

311. The IFM must also comply with CSSF Circular 17/661 adopting the joint guidelines issued by the three European Supervisory Authorities (EBA/ESMA/EIOPA) on money laundering and terrorism financing risk factors, in particular Chapter 9 of Title III of the said guidelines, as well as any circular supplementing or repealing it.

312. Where, as appropriate, the performance of certain tasks relating to the AML/TF is delegated to a third party, in particular the transfer agent, the IFM is not exempt from its responsibility regarding AML/TF.

Sub-Section 5.4.1.2: Obligation to appoint a person responsible for compliance with professional obligations regarding AML/TF at the level of the senior management and establishment of a summary report on AML/TF

313. In accordance with Article 4 of the AML/TF Law, each IFM must appoint a person responsible for compliance with professional obligations at the level of the senior management ("AML/TF compliance officer at the management level") as well as a person responsible for the control of compliance with professional obligations. As regards the appointment of a person responsible for controlling compliance with professional obligations referred to in Article 4 (1) of the AML/TF Law, the IFM shall take into account the size and nature of its activities.

314. The persons referred to in point 313 above must have sufficient experience and knowledge of the Luxembourg and European legal and regulatory framework as regards AML/TF. They must furthermore dedicate sufficient time to their function, be located on a permanent basis in Luxembourg, and be employed by the IFM pursuant to Article 41 of CSSF Regulation 12-02. This does, however, not prevent these persons from having their domicile in a place permitting them, in principle, to come to Luxembourg every day.

315. The IFM must communicate in advance to the CSSF the names of the persons referred to in point 313 above as well as the following information and any other document which may be subsequently specified by the CSSF:

- a recent *curriculum vitae*, signed and dated;
- a copy of the passport/identity card;

- une déclaration sur l'honneur telle que téléchargeable sur le site de la CSSF (www.cssf.lu) ; et
- un extrait du casier judiciaire récent, si disponible, ou tout autre document comparable.

316. En cas de changement de l'une de ces personnes visées au point 313, le GFI doit communiquer au préalable à la CSSF le nom de la personne lui succédant dans ses fonctions, complété par les éléments visés au point 315 ci-avant.

317. Le responsable du respect des obligations professionnelles au niveau des instances dirigeantes prépare au moins une fois par an un rapport de synthèse sur le respect des obligations professionnelles en matière de LBC/FT. Ce rapport est soumis pour approbation à l'organe de direction/organe directeur du GFI. Une fois par an, ce rapport portant sur l'année écoulée est envoyé à la CSSF dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

318. Le rapport couvrira au moins les éléments suivants :

- les résultats relatifs à l'identification, l'évaluation des risques de BC/FT et les mesures prises pour les atténuer, ainsi que le niveau de tolérance au risque de BC/FT du GFI ;
- les résultats des mesures de vigilance effectuées sur les clients, les initiateurs des OPC, les gestionnaires de portefeuille auquel il a délégué la gestion, les conseillers en investissement, y inclus la vigilance constante ;
- les résultats des mesures de vigilance renforcées effectuées sur les intermédiaires agissant pour le compte de leurs clients, conformément aux dispositions de l'article 3 du Règlement CSSF 12-02, en ce compris la vigilance constante ;
- les résultats des mesures de vigilance renforcées sur les personnes identifiées comme des personnes politiquement exposées (« PEP ») en application des dispositions de l'article 3-2 (4) (d) de la Loi LBC/FT ;
- les résultats des mesures de vigilance effectuées sur les actifs des OPC, en ce compris la vigilance constante ;
- le suivi des positions bloquées pour des raisons relevant de la LBC/FT au niveau des registres de porteurs de parts des OPC et/ou des intermédiaires intervenant dans la commercialisation des OPC ;

- a declaration of honour, as may be downloaded on the CSSF website (www.cssf.lu); and
- a recent extract of the criminal record, if any, or any other comparable document.

316. In the event of a change in the person referred to in 313, the IFM must communicate in advance to the CSSF the name of the person replacing him in his function as well as the information referred to in Point 315 above.

317. The person responsible for compliance with professional obligations at the level of the senior management prepares at least once per year a summary report on compliance with professional obligations in respect of AML/TF. This report shall be submitted for approval to the management body/governing body of the IFM. Once per year, the report relating to the previous year is sent to the CSSF within the five months following the closure of the financial year of the IFM.

318. The report will cover at least the following elements:

- the results relating to the identification, assessment of ML/TF risks, and the measures taken to mitigate them, as well as the ML/TF risk tolerance level of the IFM;
- the results of the precautionary measures carried out on clients, initiators of UCIs, portfolio managers to which it has delegated management, investment advisors, including ongoing caution;
- the results of the enhanced precautionary measures carried out on intermediaries acting on behalf of their clients, in accordance with the provisions of Article 3 of CSSF Regulation 12-02 including ongoing caution;
- the results of the enhanced precautionary measures carried out on persons identified as politically exposes persons ("PEPs") pursuant to the provisions of Article 3-2 (4) d) of the AML/TF Law;
- the results of the precautionary measures carried out on the assets of the UCIs, including ongoing caution;
- the monitoring of positions blocked for reasons relating to AML/TF in the registers of unitholders of UCIs and/or intermediaries involved in the marketing of UCIs;

g) la revue périodique de toutes les relations d'affaires suivant leur niveau de risque ;

h) en cas de délégation de tâches relatives aux obligations professionnelles à des tiers, les résultats des contrôles effectués sur la conformité des prestations réalisées par ces tiers, non seulement avec les dispositions légales et réglementaires, mais aussi avec les dispositions contractuelles ; le cas échéant, les raisons pour lesquelles le GFI a choisi de nouveaux tiers pendant l'année ;

i) l'historique statistique des transactions suspectes détectées, renseignant sur le nombre de déclarations de transactions suspectes faites par le GFI à la Cellule de renseignements financiers (CRF) ainsi que le montant des fonds impliqués ;

j) l'historique statistique des transactions reportées dans le cadre des sanctions financières relatives au financement du terrorisme ainsi que celles liées à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des actes adoptés par l'Union européenne tel que visé au point 305, de même que le montant des fonds impliqués ;

k) le nombre de violations des obligations professionnelles en matière de LBC/FT constatées. Si ce nombre est égal à zéro, ceci est à préciser explicitement ;

l) le nombre d'actions relevant de la LBC/FT à mettre en œuvre, avec un descriptif des actions principales, ainsi que leur délai de mise en œuvre, en application de l'article 7 (2) du règlement grand-ducal du 1^{er} février 2010 et de l'article 42 (5) du Règlement CSSF 12-02. Si le nombre est égal à zéro, ceci est à préciser explicitement. Le nombre d'actions résulte notamment des travaux du responsable de la LBC/FT, de l'audit interne, du réviseur externe, ou encore d'inspections effectuées par la CSSF.

319. Le rapport doit être accompagné de la documentation relative à l'identification, l'évaluation et à l'atténuation des risques de BC/FT mentionnés au point 306.

Sous-section 5.4.1.3. : Contrôle exercé par l'audit interne

320. Il est rappelé que la fonction d'audit interne a obligation d'évaluer de manière indépendante les politiques, les contrôles et les procédures, y compris celle relative au fonctionnement du comité d'approbation mentionné au point 355 ci-après en ce qui concerne le GFI ainsi que les modèles de gestion des risques de BC/FT du GFI, et de rendre compte aux instances dirigeantes et à l'organe de direction/organe directeur du

g) the periodic review of all business relations in accordance with their risk level;

h) in the event of delegation of tasks relating to professional obligations to third parties, the results of the controls carried out on the compliance of the services provided by these third parties, not only with the legal and regulatory provisions, but also with the contractual provisions; where appropriate, the reasons for which the IFM chose new third parties during the year;

i) the statistical history of detected suspicious transactions providing information about the number of suspicious transaction reports made by the IFM to the Financial Intelligence Unit (FIU), as well as the amount of funds involved;

j) The statistical history of transactions reported in the context of financial sanctions relating to terrorism financing as well as those linked to the implementation of United Nations Security Council resolutions and acts adopted by the European Union as referred to in point 305 as well as the amount of funds involved;

k) the number of recorded violations of the professional obligations regarding AML/TF. If this number is equal to zero, this must be explicitly specified;

l) the number of actions falling within the scope of AML/TF to be implemented, with a description of the main actions, as well as the deadline for their implementation, pursuant to Article 7 (2) of the Grand-Ducal Regulation of 1 February 2010 and of Article 42 (5) of CSSF Regulation 12-02. If this number is equal to zero, this must be explicitly specified. The number of actions results notably from the work of the person responsible for AML/TF, the internal audit, the external auditor, or inspections carried out by the CSSF.

319. The report must be accompanied by documentation relating to the identification, assessment and mitigation of ML/TF risks as mentioned in point 306.

Sub-Section 5.4.1.3: Control exercised by the internal audit

320. It is recalled that the internal audit function is required to independently assess the policies, controls and procedures, including those relating to the functioning of the authorisation committee mentioned in point 355 hereafter as regards the IFM as well as the ML/TF risk management models of the IFM, and to report to the senior management and to the management body/governing body of the IFM by presenting at least

GFI en présentant au moins une fois par an un rapport de synthèse sur le respect de la conformité aux obligations LBC/FT. L'audit interne doit faire preuve de diligence en veillant à ce que ses recommandations ou mesures correctrices soient suivies d'effet.

Section 5.4.2. : Obligations applicables au GFI selon la manière dont sont organisées la relation avec les intermédiaires de la commercialisation et la fonction d'agent teneur de registre

321. Les cas de figure suivants peuvent être distingués, étant entendu qu'un même GFI peut se retrouver, selon la nature de ses relations, dans plusieurs des cas relevés.

Cas a) : le GFI est en relation directe

i) avec des intermédiaires qui assurent la commercialisation et qui agissent pour compte de clients et/ou

ii) avec les investisseurs directs

et assure lui-même la fonction d'agent teneur de registre.

Cas b) : le GFI est en relation directe

i) avec des intermédiaires qui assurent la commercialisation et qui agissent pour compte de clients et/ou

ii) avec les investisseurs directs

et la fonction d'agent teneur de registre a été déléguée à un ou plusieurs¹¹ agents teneur de registre.

Cas c) : le GFI n'est pas en relation directe

i) avec des intermédiaires qui assurent la commercialisation et qui agissent pour compte de clients et/ou

ii) avec les investisseurs directs

et la fonction d'agent teneur de registre a été déléguée à un ou plusieurs¹³ agents teneur de registre.

Cas d) : le GFIA n'exerce ni la fonction complémentaire de commercialisation des OPC qu'il gère ni celle d'agent

once per year a summary report on compliance with AML/TF obligations. The internal audit must exercise diligence by ensuring that its recommendations or corrective measures are effectively followed.

Section 5.4.2: Obligations applicable to the IFM in accordance with the manner in which the relation with marketing intermediaries and the function of the registrar agent is organised

321. The following scenarios may be distinguished, it being understood that the same IFM may find itself, depending on the nature of its relations, within several of the scenarios identified.

Scenario a): the IFM is in a direct relation

i) with intermediaries which ensure the marketing and which act on behalf of clients and/or

ii) with direct investors

and ensures itself the function of registrar agent.

Scenario b): the IFM is in a direct relation

i) with intermediaries which ensure the marketing and which act on behalf of clients and/or

ii) with direct investors

and the function of registrar agent has been delegated to one or more¹² registrar agents.

Scenario c): the IFM is not in a direct relation

i) with intermediaries which ensure the marketing and which act on behalf of clients and/or

ii) with direct investors

and the function of the registrar agent has been delegated to one or more¹⁴ registrar agents.

Scenario d): the AIFM exercises neither the additional function of marketing the UCIs it manages nor the

¹¹ Cas du GFI gérant plusieurs OPC, tous compartiments réunis.

¹² Scenario where the IFM manages several UCIs; all compartments combined.

¹³ Cas du GFI gérant plusieurs OPC, tous compartiments réunis.

¹⁴ Scenario where the IFM manages several UCIs; all compartments combined.

teneur de registre

322. Suivant le cas de figure dans lequel se trouve le GFI, celui-ci est soumis aux dispositions suivantes :

Dispositions applicables au GFI se trouvant dans le cas a) :

323. Le GFI doit mettre en place ses propres mesures de vigilance à l'égard des intermédiaires qui assurent la commercialisation et/ou des investisseurs directs conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

324. Les relations avec des intermédiaires qui commercialisent les OPC gérés par le GFI doivent être matérialisées par un contrat écrit afin notamment d'établir les responsabilités respectives en matière de respect des obligations de LBC/FT de l'intermédiaire et du GFI.

325. Le GFI est tenu de soumettre annuellement à la CSSF un relevé de l'ensemble des intermédiaires de la commercialisation avec lesquels il a une relation directe. Ce relevé est à fournir dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

326. En outre, le GFI doit mettre en œuvre les mesures nécessaires pour s'assurer que ces intermédiaires respectent, à leur tour, les dispositions visées à la présente section. Les mesures de vigilance doivent être adaptées aux risques de BC/FT que peuvent présenter ces intermédiaires.

327. Le GFI est également tenu de respecter les dispositions de la section 6.2.3. (« *Due diligences initiales et suivi continu des délégués* ») en ce qui concerne les intermédiaires de la commercialisation, dans la mesure où certains points ne sont pas couverts par le point 328 ci-après.

328. En outre, en application de l'article 4 de la Loi LBC/FT, le GFI est tenu d'établir des politiques, des contrôles et des procédures internes comprenant entre autres des dispositions de vigilance à l'égard des intermédiaires qui assurent la commercialisation telles que prévues par l'article 3 de la Loi LBC/FT. Ces dispositions doivent se matérialiser entre autres par des *due diligences* initiales et continues portant au moins sur les éléments visés à l'article 3 (2) de la Loi LBC/FT et sur les aspects suivants (liste non exhaustive) :

a) les types d'intermédiaires retenus par le GFI ainsi que la collecte d'informations sur le pays d'établissement de l'intermédiaire et le dispositif légal et réglementaire de LBC/FT y applicable, l'autorité et le régime de surveillance qui lui est applicable, la propriété et la structure de contrôle de l'intermédiaire ;

function of registrar agent.

322. Depending on the scenario in which the IFM finds itself, it is subject to the following provisions:

Provisions applicable to IFM finding itself under scenario a):

323. The IFM must implement its own precautionary measures as regards intermediaries which ensure the marketing and/or direct investors in accordance with the legal and regulatory provisions in force.

324. The relations with intermediaries who market the UCIs managed by the IFM must be formalised by a written contract in order notably to establish the respective responsibilities as regards compliance with the AML/TF obligations of the intermediary and the IFM.

325. The IFM is required to submit on an annual basis to the CSSF a statement concerning all marketing intermediaries with whom it has a direct relation. This statement must be provided within five months following the closure of the financial year of the IFM.

326. In addition, the IFM must implement the necessary measures to ensure that these intermediaries, in turn, comply with the provisions referred to in this Section. The precautionary measures must be adapted to the ML/TF risks which these intermediaries may present.

327. The IFM is also required to comply with the provisions of Section 6.2.3. ("*Initial due diligences and ongoing follow-up of delegates*") as regards marketing intermediaries, to the extent that certain points are not covered by point 328 hereafter.

328. In addition, pursuant to Article 4 of the AML/TF Law, the IFM is required to establish policies, controls and internal procedures comprising amongst others provisions of precaution with regard to intermediaries who ensure the marketing as provided for in Article 3 of the AML/TF Law. These provisions must materialise, amongst others, the initial and ongoing due diligence relating at least to the elements referred to in Article 3 (2) of the AML/TF Law and to the following aspects (non-exhaustive list):

a) the types of intermediaries selected by the IFM as well as the collection of information on the country of establishment of the intermediary and the applicable legal and regulatory framework; the supervisory authority and regime applicable to it; the ownership and control structure of the intermediary;

b) l'obtention d'informations suffisantes pour comprendre pleinement la nature des activités de l'intermédiaire et pour apprécier, sur la base d'informations accessibles au public, sa réputation et la qualité de la surveillance dont il fait l'objet ;

c) l'obtention de la documentation requise aux termes des obligations du GFI en matière de LBC/FT lors de l'entrée en relation avec un intermédiaire (« *Know Your Intermediary* ») ;

d) les canaux de distribution dont les risques sont à apprécier conformément aux facteurs visés notamment aux points 215 et 216 des Orientations Conjointes (ABE/AEMF/AEAPP) sur les facteurs de risques de BC/FT adoptées par la Circulaire CSSF 17/661 ; ainsi, par exemple, le recours à des canaux de distribution peu clairs ou complexes ainsi que les cas où l'intermédiaire est implanté dans un pays ou territoire associé à un risque plus élevé de BC/FT, sont des facteurs de risque élevé requérant la mise en œuvre d'un suivi renforcé de ces intermédiaires ;

e) le risque-pays, à apprécier conformément aux facteurs visés notamment au point 217 des Orientations Conjointes (ABE/AEMF/AEAPP) sur les facteurs de risques de BC/FT adoptées par la Circulaire CSSF 17/661.

329. Le GFI ayant recours à des intermédiaires qui assurent la commercialisation et qui agissent pour compte de clients tel que prévu à l'article 3 du Règlement CSSF 12-02 devra procéder suivant les termes de l'article 28 du Règlement CSSF 12-02 auquel l'article 3 du même règlement se réfère, entre autres :

a) à un examen périodique, en fonction du risque, et, le cas échéant, à la mise à jour, des informations sur lesquelles reposait la décision de nouer la relation ;

b) au réexamen de ladite relation lorsque des informations sont obtenues qui sont de nature à ébranler la confiance dans le dispositif de LBC/FT du pays d'établissement de l'intermédiaire, ou dans l'efficacité des contrôles mis en place par ce dernier sur le plan de la LBC/FT ;

c) à des vérifications et des tests périodiques, en fonction du risque, pour s'assurer du respect en tout temps par l'intermédiaire des engagements auxquels il a souscrit, notamment, en ce qui concerne la communication sans retard sur demande des données pertinentes d'identification de ses clients.

330. Les opérations de contrôle continu des intermédiaires qui assurent la commercialisation et qui agissent pour compte de clients doivent par exemple

b) the obtaining of sufficient information to fully understand the nature of the activities of the intermediary and to assess, on the basis of information accessible to the public, its reputation and the quality of the supervision it is subject to;

c) the obtaining of the documentation required in accordance with the obligations of the IFM as regards AML/TF at the time of entry into a relation with an intermediary ("*Know Your Intermediary*");

d) the channels of distribution for which the risks must be assessed in accordance with the factors referred to in particular in points 215 and 216 of the Joint Guidelines (EBA/ESMA/EIOPA) on the ML/TF risk factors adopted by CSSF Circular 17/661; thus, for example, recourse to unclear or complex distribution channels as well as where the intermediary is established in a country or territory associated with a higher risk of ML/TF are high risk factors requiring the implementation of an enhanced monitoring of these intermediaries;

e) the country-risk, to be assessed in accordance with the factors referred to notably in point 217 of the Joint Guidelines (EBA/ESMA/EIOPA) on the ML/TF risk factors adopted by CSSF Circular 17/661.

329. An IFM which has recourse to intermediaries who ensure marketing and who act on behalf of clients as provided for in Article 3 of CSSF Regulation 12-02 must proceed in accordance with the terms of Article 28 of CSSF Regulation 12-02, to which Article 3 of the same Regulation refers, among others:

a) a periodic review, according to the risk, and, where appropriate, an update of the information on which the decision to enter into a relation was based;

b) a review of this relation, where information is obtained which is likely to undermine the confidence in the AML/TF arrangement of country of establishment of the intermediary or in the efficiency of the controls put in place by the latter in relation to AML/TF;

c) periodic verifications and tests, according to the risk, to ensure that the intermediary complies at all times with the commitments to which it has subscribed, notably with respect to the communication, without delay and upon request, of the relevant identification data of its clients.

330. The ongoing control operations of intermediaries who ensure marketing and who act on behalf of clients must for example relate to (non-exhaustive list):

porter sur (liste non exhaustive) :

- a) le suivi de la politique de commercialisation avec la mise en place d'une procédure permettant au GFI d'être impliqué dans la prise de décision concernant les nouveaux pays d'enregistrement ;
- b) le suivi de l'existence de contrats ou de tout autre document à jour établissant les responsabilités respectives de l'intermédiaire et du GFI ;
- c) un filtrage régulier des listes de sanctions financières relatives au financement du terrorisme ainsi qu'un filtrage des personnes, entités ou groupes mentionnés dans les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et dans les actes adoptés par l'Union européenne tel que visé au point 305 ;
- d) le suivi de la conformité des intermédiaires à leurs obligations en matière de LBC/FT.

331. En ce qui concerne les investisseurs directs le GFI doit assurer au moins les aspects suivants (liste non exhaustive) :

- a) l'obtention de la documentation requise aux termes des obligations du GFI en matière de LBC/FT lors de l'entrée en relation (« *Know Your Customer* ») ;
- b) le risque-pays, à apprécier conformément aux facteurs visés notamment au point 217 des Orientations Conjointes (ABE/AEMF/AEAPP) sur les facteurs de risques de BC/FT adoptées par la Circulaire CSSF 17/661 ;
- c) un filtrage régulier des listes de sanctions financières relatives au financement du terrorisme ainsi qu'un filtrage des personnes, entités ou groupes mentionnés dans les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et dans les actes adoptés par l'Union européenne tel que visé au point 305.

332. En ce qui concerne les obligations en matière de LBC/FT du GFI qui assure également la fonction d'agent teneur de registre, ces obligations sont les mêmes que celles reprises aux points 323 à 331 ci-avant, à l'exception des points 324, 325, 330 a) et b).

Dispositions applicables au GFI se trouvant dans le cas b) :

333. Le GFI visé au présent cas doit respecter les dispositions visées aux points 323 à 331 en ce qui concerne sa relation directe

- a) the monitoring of the marketing policy with the implementation of a procedure enabling the IFM to be involved in the decision-making regarding new countries of registration;
- b) the monitoring of the existence of contracts or any other up-to-date document establishing the respective responsibilities of the intermediary and of the IFM;
- c) regular screening of lists of financial sanctions relating to terrorism financing as well as a screening of persons, entities or groups mentioned in the resolutions of the United Nations Security Council and in acts adopted by the European Union as referred to in point 305;
- d) the monitoring of the compliance of the intermediaries with their obligations as regards AML/TF.

331. As regards direct investors the IFM must ensure at least the following aspects (non-exhaustive list):

- a) the obtaining of the documentation required in accordance with the obligations of the IFM as regards AML/TF at the time of entry into a relation ("*Know Your Customer*");
- b) the country-risk, to be assessed in accordance with the factors referred to notably in point 217 of the Joint Guidelines (EBA/ESMA/EIOPA) on the ML/TF risk factors adopted by CSSF Circular 17/661;
- c) regular screening of lists of financial sanctions relating to terrorism financing as well as a screening of persons, entities or groups mentioned in the resolutions of the United Nations Security Council and in acts adopted by the European Union as referred to in point 305.

332. As regards the AML/TF obligations of the IFM which also fulfils the function of registrar agent, these obligations are the same as those set out in points 323 to 331 above, with the exception of points 324, 325, 330 a) and b).

Provisions applicable to IFM finding itself under scenario b):

333. The IFM referred to in this scenario must comply with the provisions referred to in points 323 to 331 concerning its direct relation

i) avec des intermédiaires qui assurent la commercialisation et qui agissent pour compte de clients et/ou

ii) avec les investisseurs directs.

334. En relation avec la délégation de la fonction d'agent teneur de registre, le GFI doit, compte tenu des obligations qui lui incombent, telles que précisées à la section 5.4.1., respecter les dispositions du chapitre 6 (« *Dispositions organisationnelles spécifiques* »), dont plus particulièrement la section 6.2.2. (« *Obligation d'établir un contrat* »), la section 6.2.3. (« *Due diligences initiales et suivi continu des délégataires* ») et les dispositions pertinentes visées à la sous-section 6.4.3.2. (« *Due diligences et contrôle continu* »). En particulier, le contrat entre le GFI et l'agent teneur de registre prévoit l'obligation, pour ce dernier, de mettre à disposition du GFI toute information nécessaire à la réalisation par le GFI de sa *due diligence* initiale et du suivi continu de l'agent teneur de registre en question.

335. Ce contrat entre les deux parties prévoit également l'obligation de la mise à disposition réciproque de toute information de façon à ce que chacune des deux parties puisse respecter les obligations qui lui incombent en matière de LBC/FT. Enfin, le contrat doit permettre au GFI et à l'agent teneur de registre de déterminer leurs responsabilités respectives en matière de respect des obligations de LBC/FT, y compris les dispositions visées aux points 323 à 331 de la présente circulaire.

Dispositions applicables au GFI se trouvant dans le cas c):

336. En relation avec la délégation de la fonction d'agent teneur de registre, le GFI doit, compte tenu des obligations qui lui incombent, telles que précisées à la section 5.4.1., respecter les dispositions du chapitre 6 (« *Dispositions organisationnelles spécifiques* »), dont plus particulièrement la section 6.2.2. (« *Obligation d'établir un contrat* »), la section 6.2.3. (« *Due diligences initiales et suivi continu des délégataires* ») et les dispositions pertinentes visées à la sous-section 6.4.3.2. (« *Due diligences et contrôle continu* »). En particulier, le contrat entre le GFI et l'agent teneur de registre prévoit l'obligation, pour ce dernier, de mettre à disposition du GFI toute information nécessaire à la réalisation par le GFI de sa *due diligence* initiale et du suivi continu de l'agent teneur de registre en question.

337. Ce contrat entre les deux parties prévoit également la mise à disposition par l'agent teneur de registre de toute information nécessaire au GFI pour que ce dernier puisse respecter les obligations qui lui incombent dans le cadre de la LBC/FT. Enfin, le contrat doit permettre au GFI et à l'agent teneur de registre de déterminer leurs responsabilités respectives en matière

i) with intermediaries which ensure marketing and which act on behalf of clients and/or

ii) with direct investors.

334. In relation to the delegation of the function of registrar agent, the IFM must, taking into account the obligations incumbent on it, such as specified in Section 5.4.1, comply with the provisions of Chapter 6 (“*Specific organisational arrangements*”), more particularly Section 6.2.2 (“*Obligation to establish a contract*”), Section 6.2.3. (“*Initial due diligences and ongoing monitoring of delegates*”) and the relevant provisions referred to in Sub-Section 6.4.3.2 (“*Due diligences and ongoing monitoring*”). In particular, the contract between the IFM and the registrar agent requires the latter to make available to the IFM all information necessary for the performance of the IFM of its initial due diligence and the ongoing monitoring of the registrar agent in question.

335. This contract between the two parties must also provide for the mutual obligation to make any information available in such a way that each of the two parties may comply with the obligations incumbent on them as regards AML/TF. Finally, the contract must enable the IFM and the registrar agent to determine their respective responsibilities as regards compliance with the ALM/FT obligations, including the provisions referred to in points 323 to 331 of this Circular.

Provisions applicable to IFM finding itself under scenario c):

336. In relation to the delegation of the function of registrar agent, the IFM must, taking into account the obligations incumbent on it, as specified in Section 5.4.1, comply with the provisions of Chapter 6 (“*Specific organisational arrangements*”), more particularly Section 6.2.2 (“*Obligation to establish a contract*”), Section 6.2.3. (“*Initial due diligences and ongoing monitoring of delegates*”) and the relevant provisions referred to in Sub-Section 6.4.3.2 (“*Due diligences and ongoing monitoring*”). In particular, the contract between the IFM and the registrar agent requires the latter to make available to the IFM any information necessary for the performance of the IFM of its initial due diligence and the ongoing monitoring of the registrar agent in question.

337. This contract between the two parties must also provide for the obligation of the registrar agent to make any necessary information available to the IFM to enable the latter to comply with the obligations incumbent on it as regards AML/TF. Finally the contract must enable the IFM and the registrar agent to determine their respective responsibilities as regards compliance with the AML/TF

de respect des obligations de LBC/FT y compris les dispositions visées aux points 323 à 331 de la présente circulaire, à l'exception des points 324, 325, 330 a) et b).

Dispositions applicables au GFIA se trouvant dans le cas d) :

338. Compte tenu des obligations qui lui incombent, telles que précisées à la section 5.4.1. ci-avant, le GFIA qui n'exerce ni la fonction complémentaire de commercialisation des OPC qu'il gère ni celle d'agent teneur de registre doit mettre en place des procédures et dispositifs lui permettant de satisfaire à sa responsabilité qui lui incombe dans le cadre de la LBC/FT.

339. En particulier, le GFIA doit être en mesure de s'assurer que les dispositions prévues aux points 323 à 331 sont respectées. A cet effet, les membres du conseil d'administration respectivement les membres de tout autre organe de gestion qui représente, en vertu de la loi ou des documents constitutifs, l'OPC doivent mettre à disposition du GFIA toute information nécessaire pour que ce dernier puisse respecter les obligations qui lui incombent dans le cadre de la LBC/FT. En particulier, un document entre le GFIA et l'OPC doit prévoir cette obligation de mise à disposition.

Sous-chapitre 5.5. : Exigences en matière d'organisation et de procédures

Section 5.5.1. : « Management information » et système de reporting interne

340. Selon l'article 5 (1) e) du Règlement 10-4 et l'article 57 (1) e) du Règlement Délégué 231/2013, chaque GFI doit enregistrer de manière adéquate et ordonnée le détail de ses activités et de son organisation interne.

341. A cette fin, chaque GFI doit mettre en place une *management information* qui permet de suivre son activité et celle des délégataires. Il importe que la *management information* comprenne entre autres un suivi des activités du GFI et de ses OPC, le résultat des contrôles et des analyses y afférents, ainsi qu'un suivi des incidents.

342. Dans ce cadre, la *management information* doit, au minimum, porter sur :

- le suivi de la vie juridique et sociale ;
- le suivi de l'activité financière et comptable et du niveau des fonds propres ;

obligations, including the provisions referred to in points 323 to 331 of this Circular, with the exception of points 324, 325, 330 (a) and (b).

Provisions applicable to AIFM finding itself under scenario d):

338. Taking into account the obligations imposed on it, as set out in Section 5.4.1 above, the AIFM which does not exercise the additional function of marketing the UCIs it manages or the function of registrar agent must implement procedures and arrangements enabling it to fulfil its responsibility incumbent on it within the framework of AML/TF.

339. In particular, the AIFM must be able to ensure that the provisions provided for in points 323 to 331 are complied with. To this end, the members of the board of directors respectively the members of any other management body representing the UCI, pursuant to the law or the constitutive documents, must make available to the AIFM all information necessary to the latter to comply with the obligations incumbent on it as regards AML/TF. In particular, a document between the AIFM and the UCI must provide for this obligation to make available.

Sub-Chapter 5.5: Requirements as regards organisation and procedures

Section 5.5.1: Management information and internal reporting system

340. According to Article 5 (1) e) of CSSF Regulation 10-4 and Article 57 (1) of Delegated Regulation 231/2013, each IFM must record in an adequate and orderly manner the detail of its activities and its internal organisation.

341. To this end, each IFM must put in place management information permitting the monitoring of its activity and that of its delegates. It is important that the management information comprises, amongst others, a monitoring of the activities of the IFM and its UCIs, the result of the controls and analyses relating thereto, as well as a follow-up of incidents.

342. In this context, the management information must, at least, relate to:

- the monitoring of the legal and corporate life;
- the monitoring of the financial and accounting activity and the level of the own funds;

- le suivi de la fonction ressources humaines ;
- les fonctions incluses dans l'activité de gestion collective de portefeuille telles que définies à l'annexe II de la Loi 2010, respectivement les fonctions incluses dans l'annexe I de la Loi 2013, en ce compris le lancement de nouveaux produits, le suivi de la performance des OPC, le suivi de la politique de meilleure exécution et le suivi des incidents (erreurs significatives et non-significatives de valeur nette d'inventaire, dépassement de limites, problèmes d'évaluation, problèmes de réconciliation, situations donnant lieu à des conflits d'intérêts et à d'autres problèmes, incidents en matière de commercialisation, incidents relatifs au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme...);
- la gestion discrétionnaire et les services auxiliaires visés à l'article 101 (3) a) de la Loi 2010 et à l'article 5 (4) de la Loi 2013, le cas échéant ;
- les résultats des contrôles effectués sur les activités déléguées, y compris les analyses par le GFI desdits résultats ;
- les analyses en matière de gestion des risques du GFI et des OPC, y compris le suivi du risque opérationnel ;
- les résultats des contrôles portant sur la mise en œuvre effective et correcte de la politique générale d'investissement et de la stratégie des OPC gérés ;
- les résultats des contrôles portant sur l'adéquation de la transparence dans le prospectus et, le cas échéant, dans le UCITS-KIID et/ou le PRIIPs-KID de chaque OPC géré par rapport à la politique générale d'investissement et la stratégie mises en œuvre ;
- le résultat des travaux de la fonction de compliance ;
- le suivi des constatations de la fonction d'audit interne ;
- le suivi de la fonction informatique et les incidents y liés (cyberattaques et autres tentatives d'intrusion) ;
- le suivi du niveau de risque relatif au blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme en lien avec les OPC ;
- the monitoring of the human resources function;
- the functions included in the activity of collective portfolio management as defined in Annex II of the 2010 Law, respectively the functions included in Annex I of the 2013 Law, including the launch of new products, the monitoring of the performance of UCIs, the monitoring of the best execution policy and the monitoring of incidents (significant and non-significant net asset value errors, exceeding of limits, valuation problems, reconciliation problems, situations giving rise to conflicts of interest and to other problems, incidents regarding marketing, incidents relating to money laundering and terrorism financing, ...);
- the discretionary management and the ancillary services referred to in Article 101 (3) a) of the 2010 Law and Article 5 (4) of the 2013 Law, where appropriate;
- the results of the controls carried out on the delegated activities, including the analyses by the IFM of the said results;
- the analyses as regards risk management of the IFM and the UCIs, including the monitoring of the operational risk;
- the results of the controls on the effective and correct implementation of the general investment policy and the strategy of the UCIs managed;
- the results of controls on the adequacy of the transparency in the prospectus and, where appropriate, in the UCITS-KIID and/or the PRIIPs-KID of each UCI managed in relation to the general investment policy and the strategy implemented;
- the result of the work of the compliance function;
- the monitoring of the findings of the internal audit function;
- the monitoring of the IT function and related incidents (cyber-attacks and other attempts at intrusion);
- the monitoring of the level of risk in relation to money laundering and terrorism financing in connection with UCIs;

- le suivi des plaintes et réclamations de tiers ;
 - le cas échéant, le suivi des activités réalisées depuis la ou les succursale(s) ;
 - le suivi des autres points soulevés lors des réunions antérieures.
- monitoring of complaints and claims of third parties;
 - where applicable, the monitoring of activities carried out from the branch(es);
 - the follow-up on other points raised during previous meetings.

343. Vu que la *management information* doit également renseigner sur les contrôles faits sur les activités déléguées, chaque GFI doit veiller à recevoir des délégataires les informations nécessaires afin de réaliser un contrôle efficace sur chaque délégataire. Aussi, il importe que le GFI s'assure préalablement à toute délégation que le délégataire sera en mesure de lui fournir lesdites informations.

343. Since the management information must also provide information about the controls made on the delegated activities, each IFM must ensure that it receives from the delegates all necessary information in order to carry out an effective control over each delegate. Therefore, it is important that the IFM ensures in advance to any delegation that the delegate will be able to provide such information.

344. Il est de la responsabilité du comité de direction de s'assurer de la fiabilité, de l'exhaustivité et de l'adéquation de l'information reçue au regard de la nature, de l'échelle et de la complexité des activités du GFI.

344. It is the responsibility of the management committee to ensure the reliability, completeness and adequacy of the information received with respect to the nature, scale and complexity of the activities of the IFM.

345. L'analyse relative à la *management information* devra être présentée et discutée lors des réunions du comité de direction tenues au moins sur base mensuelle, au Luxembourg. Au minimum, les prises de décision y relatives devront être consignées par écrit au sein des procès-verbaux desdits comités.

345. The analysis relating to the management information must be presented and discussed during the meetings of the management committee held at least on a monthly basis in Luxembourg. At a minimum, the decisions relating thereto should be recorded in writing within the minutes of the said committees.

346. En vue d'établir notamment la *management information*, et en accord avec l'article 5 (1) d) du Règlement 10-4 et l'article 57 (1) d) du Règlement Délégué 231/2013, chaque GFI doit établir, mettre en œuvre et garder opérationnels, à tous les niveaux pertinents du GFI, un système efficace de *reporting* interne et de communication des informations, ainsi que des canaux d'information efficaces avec tous les tiers concernés.

346. With a view to establishing the management information, and in accordance with Article 5 (1) d) of CSSF Regulation 10-4 and Article 57 (1) d) of Delegated Regulation 231/2013, each IFM must establish, implement and maintain operational, at all relevant levels of the IFM, an effective internal reporting system and communication of information, as well as effective information channels with all third parties concerned.

347. Conformément à l'article 10 (4) du Règlement 10-4 et à l'article 60 (4) du Règlement Délégué 231/2013, le GFI doit veiller à ce que ses instances dirigeantes reçoivent, de manière fréquente et au moins une fois par an, des rapports écrits sur la conformité, l'audit interne et la gestion des risques, indiquant notamment si des mesures correctives appropriées ont été prises en cas de défaillance.

347. In accordance with Article 10 (4) of CSSF Regulation 10-4 and Article 60 (4) of Delegated Regulation 231/2013, the IFM must ensure that its senior management receives on a frequent basis, and at least annually, written reports on matters of compliance, internal audit and risk management indicating in particular whether appropriate remedial measures have been taken in the event of any deficiencies.

348. En accord avec l'article 10 (6) du Règlement 10-4 et 60 (6) du Règlement Délégué 231/2013, le GFI veille à ce que son organe de direction/organe directeur ou sa fonction de surveillance, si elle existe, reçoive de manière régulière des rapports écrits sur la conformité, l'audit interne et la gestion des risques.

348. In accordance with Article 10 (6) of CSSF Regulation 10-4 and 60 (6) of Delegated Regulation 231/2013, the IFM shall ensure that the supervisory function, if any, regularly receives written reports on compliance, the internal audit and the risk management.

349. Disposition spécifique applicable au GFIA : en accord avec l'article 35 (2) du Règlement Délégué

349. Specific provisions applicable to the AIFM: in accordance with Article 35 (2) of Delegated Regulation

231/2013, les instances dirigeantes reçoivent, à intervalle fréquent et au moins une fois par an, des rapports écrits sur les activités pour lesquelles il s'est produit ou, dans le cas d'une activité continue, il est susceptible de se produire un conflit d'intérêts comportant un risque sensible d'atteinte aux intérêts d'un ou plusieurs FIA ou investisseurs de ces fonds.

350. Recommandation spécifique applicable à la SGO : il est recommandé à la SGO de se conformer également à la disposition prévue au point 349 ci-avant.

Section 5.5.2. : Continuité opérationnelle

351. Chaque GFI établit, met en œuvre et garde opérationnelle, en accord avec l'article 5 (3) du Règlement 10-4 et l'article 57 (3) du Règlement Délégué 231/2013, une politique appropriée de continuité de ses activités et de ses services permettant le rétablissement de ses activités et services après un sinistre et prévoyant un contrôle régulier des capacités de sauvegarde.

352. Les *due diligences* initiales et le suivi continu visés au chapitre 6. (« *Dispositions organisationnelles spécifiques* ») doivent permettre au GFI de s'assurer que le(s) délégué(s) au(x)quel(s) le GFI a, le cas échéant, délégué une ou plusieurs des fonctions incluses dans l'activité de gestion d'OPC, y compris certaines activités de gestion des risques, ainsi que les fonctions informatique et comptable, a mis en place un plan de continuité adéquat. L'exigence précitée s'applique aussi en cas de délégation partielle de certaines tâches incluses dans la fonction d'administration d'OPC.

Section 5.5.3. : Procédure d'approbation de nouvelles relations d'affaires et de nouveaux produits

353. La présente section s'applique à toute modification de l'activité dans le chef du GFI (en termes de couverture de marchés et de clientèle, de produits et de services).

354. Ainsi, chaque GFI doit mettre en place un dispositif lui permettant d'identifier et d'évaluer les risques, y compris en matière de BC/FT tel que visé au sous-chapitre 5.4. (« *Organisation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme* »), notamment réglementaires et opérationnels, liés au lancement d'un OPC, d'un compartiment, ou d'un nouveau type d'actifs, à la création de toute nouvelle relation d'affaire (dont notamment avec un nouvel initiateur d'OPC ou un délégué ou toute relation d'affaire lors de l'exercice de la gestion discrétionnaire et les services auxiliaires, le cas échéant), en cas d'intervention du GFI sur de nouveaux marchés ou zones géographiques. A cet effet, le GFI est notamment tenu de

231/2013, the senior management receives on a frequent basis, and at least annually, written reports on activities in which a conflict of interest entailing a material risk of damage to the interests of one or more AIFs or its investors has arisen, or, in the case of an ongoing activity, may arise.

350. Specific recommendation for the ManCo: it is recommended that the ManCo also complies with the provision provided in point 349 above.

Section 5.5.2: Business continuity

351. Each IFM establishes, implements and maintains operational, in accordance with Article 5 (3) of CSSF Regulation 10-4 and Article 57 (3) of Delegated Regulation 231/2013, an adequate business continuity policy for its activities and for its services enabling the restoration of its activities and services after an accident and providing for regular testing of its backup facilities.

352. The initial due diligences and ongoing monitoring referred to in Chapter 6 ("*Specific organisational arrangements*") must enable the IFM to ensure that the delegate(s) to which the IFM has delegated, where appropriate, one or more of the functions included in the activity of the management of UCIs, including certain risk management activities, as well as the IT and accounting functions, have put in place an adequate continuity plan. The above-mentioned requirement also applies in the event of the partial delegation of certain tasks included in the administration function of UCIs.

Section 5.5.3: Approval procedure regarding new business relations and new products

353. This Section applies to any change in the activity of the IFM (in terms of coverage of markets and clients, products and services).

354. Thus, each IFM must implement arrangements enabling it to identify and assess the risks, including as regards ML/TF as referred to in Sub-Chapter 5.4 ("*Organisation of the fight against money laundering and terrorism financing*"), in particular regulatory and operational risks, linked to the launch of a UCI, a compartment, or a new type of asset, to the creation of any new type of business relation (including in particular with a new initiator of a UCI or a delegate or any business relation during the performance of discretionary management and ancillary services, where appropriate), in the event of intervention by the IFM on new markets or geographical areas. In this respect, the IFM is notably required to refer to Chapter 9, Title III of the Joint

se référer au chapitre 9 du titre III des Orientations Conjointes (ABE/AEMF/AEAPP) sur les facteurs de risques de BC/FT adoptées par la Circulaire CSSF 17/611, et plus particulièrement aux points 210 à 217.

355. Ce dispositif repose sur la mise en œuvre de procédures adéquates et le recours à un comité d'approbation au sein du GFI. Les procédures doivent prévoir la consultation des fonctions de gestion des risques et de compliance ainsi que des mesures d'intervention par paliers (*escalation*), notamment en cas de désaccord entre les parties prenantes.

356. Le cas échéant, le GFI doit coopérer avec l'intermédiaire qui assure la commercialisation lors de la mise en œuvre du processus de validation du produit qui comprend la définition du marché-cible de clients finaux, l'évaluation de tous les risques pertinents pour ledit marché-cible défini et la vérification de l'adéquation de la stratégie de distribution au marché-cible défini, conformément à l'article 98.1. de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers et portant transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE.

Section 5.5.4. : Manuel de procédures

357. Chaque GFI doit, en accord avec l'article 5 (1) a), b) et d) du Règlement 10-4 et l'article 57 (1) a), b) d) du Règlement Délégué 231/2013, se doter d'un manuel de procédures précis et clair qui décrit plus spécifiquement son fonctionnement interne, la répartition des tâches parmi son personnel ainsi que les lignes hiérarchiques. Le manuel de procédures peut inclure la politique de compliance visée au point 233. Le cas échéant, les procédures d'échange d'informations avec les délégués et les contrôles faits sur ces derniers en accord avec les dispositions prévues au chapitre 6. (« *Dispositions organisationnelles spécifiques* ») doivent être détaillés dans le manuel de procédures.

358. Ce manuel de procédures doit être disponible au siège du GFI, accessible à son personnel et être maintenu à jour compte tenu de l'évolution de l'activité du GFI.

359. Chaque nouvelle demande d'agrément d'un GFI doit inclure une confirmation relative à l'élaboration d'un tel manuel.

Guidelines (EBA/ESMA/EIOPA) on the ML/TF risk factors adopted by CSSF Circular 17/611, and more specifically to points 210 to 217.

355. This arrangement is based on the implementation of adequate procedures and recourse to an authorisation committee within the IFM. These procedures must provide for consultation between the risk management and compliance functions, as well as for escalation measures, notably in the event of disagreement among the parties involved.

356. Where appropriate, the IFM must cooperate with the intermediary who ensures the marketing during the implementation of the product validation process which includes the definition of the target-market of end clients, the assessment of all the relevant risks for said defined target-market and the verification of the adequacy of the distribution strategy to the defined target-market, in accordance with Article 98.1. of the law of 30 May 2018 on markets in financial instruments and implementing Directive 2014/65/EU of the European Parliament and the Council of 15 May 2014 on markets in financial instruments and amending Directive 2002/92/EC and Directive 2011/61/EU.

Section 5.5.4: Procedures manual

357. Each IFM must, in accordance with Article 5 (1) a), b) and d) of CSSF Regulation 10-4 and Article 57 (1) a), b) and d) of Delegated Regulation 231/2013, have a precise and clear manual of procedures which describes more specifically its internal functioning, the distribution of tasks amongst its staff as well as the hierarchical lines. The procedures manual may include the compliance policy referred to in point 233. Where appropriate, the procedures for exchanging information with the delegates and controls carried out on them in accordance with the provisions provided for in Chapter 6 ("*Specific organisational arrangements*") must be detailed in the procedures manual.

358. This procedures manual must be available at the registered office of the IFM, accessible to its staff and kept up-to-date taking into account the development of the activities of the IFM.

359. Each new request for authorisation of an IFM must include confirmation relating to the development of such a manual.

Section 5.5.5. : Traitement des plaintes et réclamations

360. Chaque GFI doit disposer d'une politique de gestion des réclamations en accord avec l'article 15 du Règlement CSSF 16-07. Celle-ci doit être définie, approuvée et mise en place par les instances dirigeantes du GFI. La politique de gestion des réclamations doit être exposée dans un document écrit et doit être formalisée dans une procédure interne de traitement des réclamations, mise à la disposition du personnel concerné. Cette procédure doit être efficace et transparente, en vue du traitement raisonnable et rapide des réclamations dans le plein respect des dispositions du règlement précité. Elle doit être guidée par le souci de l'objectivité et de la recherche de la vérité. Elle doit également permettre l'identification et l'atténuation des éventuels conflits d'intérêts.

361. Le nom du dirigeant responsable du traitement, de la centralisation et du suivi des réclamations doit être communiqué à la CSSF. Moyennant information préalable de la CSSF et en accord avec l'article 15 (3) du Règlement CSSF 16-07, le responsable au niveau des instances dirigeantes peut déléguer la gestion des réclamations en interne.

362. Conformément à l'article 16 (3) du Règlement CSSF 16-07, et tel que précisé à la section 3 de la Circulaire CSSF 17/671, le dirigeant responsable du traitement des réclamations est tenu de communiquer à la CSSF, sur une base annuelle, un tableau comprenant le nombre des réclamations enregistrées par le professionnel, classées par type de réclamations, ainsi qu'un rapport synthétique des réclamations et des mesures prises pour les traiter. La raison de ces réclamations ainsi que l'état d'avancement de leur traitement doivent en outre être mentionnés. Ce rapport synthétique peut être intégré au rapport de la fonction de compliance visé au point 257.

363. Chaque GFI doit transmettre le tableau et le rapport synthétique à la CSSF dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

364. Par ailleurs, la demande d'agrément initial d'un GFI doit contenir une description des procédures de traitement des plaintes et réclamations mises en place par le GFI.

365. Pour le traitement des plaintes, un mandat spécifique peut être donné à un tiers spécialisé, établi au Luxembourg ou à l'étranger. Par exemple, le mandat peut être donné à une entité du groupe dont fait partie le GFI.

366. Le GFI doit communiquer annuellement à la CSSF une liste des tiers autorisés à traiter les plaintes. Ce

Section 5.5.5: Handling of complaints and claims

360. Each IFM must have a complaint management policy in accordance with Article 15 of CSSF Regulation 16-07. This policy must be defined, approved and put in place by the senior management of the IFM. The complaints management policy must be set out in a written document and must be formalised in an internal complaint handling procedure made available to the staff concerned. This procedure shall be efficient and transparent, with a view to reasonable and prompt complaint handling in full compliance with the provisions of the above-mentioned Regulation. It must reflect a concern for objectivity and for ascertaining the truth. It must also enable the identification and mitigation of any possible conflicts of interests.

361. The name of the person responsible for the handling, centralisation and the monitoring of complaints must be communicated to the CSSF. Subject to prior information of the CSSF, and in accordance with Article 15 (3) of CSSF Regulation 16-07, the person responsible at the level of the senior management may delegate the management of the complaints internally.

362. In accordance with Article 16 (3) of CSSF Regulation 16-07, and as set out in Section 3 of CSSF Circular 17/671, the person responsible for handling complaints is required to communicate to the CSSF, on an annual basis, a table including the number of complaints registered by the professional, classified by type of complaints, as well as a summary report of the complaints and of the measures taken to handle them. The reasons for these complaints as well as the state of progress of their handling must furthermore be mentioned. This summary report may be included in the report of the compliance function referred to in point 257.

363. Each IFM must send the table and the summary report to the CSSF within five months following the closure of the financial year of the IFM.

364. Furthermore, the initial application for authorisation of an IFM must contain a description of the complaints handling procedures put in place by the IFM.

365. A specific mandate for the handling of complaints can be given to a specialised third party established in Luxembourg or abroad. For example, this mandate may be given to an entity of the group which the IFM forms part of.

366. The IFM must communicate on an annual basis to the CSSF a list of third parties authorised to handle

document doit parvenir à la CSSF dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

367. Disposition spécifique applicable à la SGO : la SGO doit également respecter l'article 7 du Règlement 10-4. En particulier, les informations concernant la procédure de traitement des plaintes doivent être mises gratuitement à la disposition des investisseurs.

368. Recommandation spécifique applicable au GFIA : il est recommandé au GFIA de respecter également le principe visé au point 367.

Section 5.5.6. : Transactions personnelles

369. En application des articles 14 du Règlement 10-4 et 63 du Règlement Délégué 231/2013, le GFI doit disposer de procédures écrites en matière de transactions personnelles. Le relevé des transactions personnelles notifiées ou identifiées par le GFI doit être disponible au siège du GFI au Luxembourg.

370. En accord avec l'article 14 (2) du Règlement 10-4 et avec l'article 63 (2) du Règlement Délégué 231/2013, en cas de délégation de certaines activités du GFI à des tiers, les procédures en question doivent permettre au GFI de veiller à ce que l'entité exerçant l'activité conserve un enregistrement des transactions personnelles réalisées par toute personne concernée et soit en mesure de lui fournir promptement ces informations à sa demande.

371. Au moment de son agrément, le GFI doit confirmer qu'une procédure écrite en matière de transactions personnelles est mise en place. Cette procédure peut être basée sur celle établie en la matière au niveau du groupe auquel le GFI appartient. Elle doit régulièrement être tenue à jour. La CSSF se réserve le droit de demander à tout moment une copie de cette procédure.

Section 5.5.7. : Gestion des conflits d'intérêts

Dispositions spécifiques applicables à la SGO :

372. Conformément à l'article 109 (1) b) de la Loi 2010, la SGO doit être structurée et organisée de façon à restreindre au minimum le risque que des conflits d'intérêts entre la société et ses clients, entre deux de ses clients, entre un de ses clients et un OPCVM ou entre deux OPCVM ne nuisent aux intérêts des OPCVM ou des clients.

373. La SGO devra s'efforcer d'écartier les conflits d'intérêts et, lorsque ces derniers ne peuvent être évités,

complaints. This document must reach the CSSF within five months following the closure of the financial year of the IFM.

367. Specific provisions applicable to the ManCo: the ManCo must also comply with Article 7 of CSSF Regulation 10-4. In particular, the information concerning the complaint handling procedure must be made available to investors free of charge.

368. Specific recommendation applicable to the AIFM: the AIFM is recommended to also respect the provision referred to in point 367 above.

Section 5.5.6: Personal transactions

369. Pursuant to Articles 14 of CSSF Regulation 10-4 and 63 of Delegated Regulation 231/2013, the IFM must have written procedures as regards personal transactions. The statement of personal transactions notified or identified by the IFM must be made available at the registered office of the IFM in Luxembourg.

370. In accordance with Article 14 (2) of CSSF Regulation 10-4 and with Article 63 (2) of Delegated Regulation 231/2013, in the event of delegation of certain activities of the IFM to third parties, the procedures in question must allow the IFM to ensure that the entity carrying out the activity maintains a record of the personal transactions entered into by any person concerned and is able to provide such information promptly on request.

371. At the time of its authorisation, the IFM must confirm that a written procedure as regards personal transactions has been put in place. This procedure may be based on that established at the level of the group to which the IFM belongs. It must be updated regularly. The CSSF reserves the right to request a copy of this procedure at any time.

Section 5.5.7: Management of conflicts of interest

Specific provisions applicable to the ManCo:

372. In accordance with Article 109 (1) b) of the 2010 Law, the ManCo must be structured and organised in such a way as to minimise the risk of UCITS' or clients' interests being prejudiced by conflicts of interest between the company and its clients, between two of its clients, between one of its clients and a UCITS or between two UCITS.

373. The ManCo must try to avoid conflicts of interest and, when they cannot be avoided, ensure that the

veiller à ce que les OPCVM qu'elle gère soient traités équitablement, en accord avec l'article 111 (d) de la Loi 2010.

UCITS it manages are fairly treated, in accordance with Article 111 (d) of the 2010 Law.

Dispositions spécifiques applicables au GFIA :

Specific provisions applicable to the AIFM:

374. Conformément à l'article 13 de la Loi 2013, le GFIA doit prendre toute mesure raisonnable pour identifier les conflits d'intérêts qui surviennent lors de la gestion de FIA entre :

374. In accordance with Article 13 of the 2013 Law, the AIFM must take all reasonable steps to identify conflicts of interest that arise in the course of managing AIFs between:

- a) le GFIA, y compris ses directeurs, ses employés ou toute personne directement ou indirectement liée au GFIA par une relation de contrôle, et le FIA géré par le GFIA ou les investisseurs dudit FIA ;
- b) le FIA ou les investisseurs de ce FIA et un autre FIA ou les investisseurs de cet autre FIA ;
- c) le FIA ou les investisseurs de ce FIA et un autre client du GFIA ;
- d) le FIA ou les investisseurs de ce FIA et un OPCVM géré par le GFIA ou les investisseurs de cet OPCVM ; ou
- e) deux clients du GFIA.

- a) the AIFM, including its managers, employees or any other person directly or indirectly linked to the AIFM by control, and the AIF managed by the AIFM or the investors in that AIF;
- b) the AIF or the investors in that AIF and another AIF or the investors in that AIF;
- c) the AIF or the investors in that AIF and another client of the AIFM;
- d) the AIF or the investors in that AIF and a UCITS managed by the AIFM or the investors in that UCITS; or
- e) two clients of the AIFM.

375. Conformément à l'article 11 (1) d) de la Loi 2013, le GFIA doit prendre toute mesure raisonnable destinée à empêcher les conflits d'intérêts et, lorsqu'ils ne peuvent être évités, à identifier, gérer et suivre et, le cas échéant, révéler ces conflits d'intérêts afin d'éviter qu'ils portent atteinte aux intérêts des FIA et de leurs investisseurs et de veiller à ce que les FIA qu'ils gèrent soient traités équitablement.

375. In accordance with Article 11 (1) d) of the 2013 Law, the AIFM must take all reasonable steps to avoid conflicts of interest and, when they cannot be avoided, to identify, manage and monitor and, where applicable, disclose those conflicts of interest in order to prevent them from adversely affecting the interests of the AIFs and their investors and to ensure that the AIFs they manage are fairly treated;

376. Disposition applicable au GFI : le GFI doit s'efforcer d'écarter les conflits d'intérêts et, lorsque ces derniers ne peuvent pas être évités, veiller à ce que les OPC qu'il gère soient traités équitablement.

376. Provision applicable to the IFM: the IFM must endeavour to avoid conflicts of interest and, when they cannot be avoided, ensure that the UCIs it manages are fairly treated.

Sous-section 5.5.7.1. : Politique en matière de conflits d'intérêts

Sub-Section 5.5.7.1: Conflicts of interest policy

377. En accord avec l'article 20 du Règlement 10-4 et l'article 31 du Règlement Délégué 231/2013, chaque GFI doit établir, mettre en œuvre et garder opérationnelle une politique efficace de gestion des conflits d'intérêts. Cette politique doit être fixée par écrit et être appropriée au regard de la taille et de l'organisation du GFI ainsi que de la nature, de l'échelle et de la complexité de ses activités. Cette politique doit en particulier :

377. In accordance with Article 20 of CSSF Regulation 10-4 and Article 31 of Delegated Regulation 231/2013, each IFM must establish, implement and maintain operational a conflicts of interest policy. That policy shall be set out in writing and shall be appropriate to the size and organisation of the IFM and the nature, scale and complexity of its business. This policy must in particular:

- identifier les circonstances, tout en tenant également compte des relations avec d'autres membres du groupe, qui donnent ou sont

- identify the circumstances, while taking into account relations with other members of the group, which give rise or may give rise to a

susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêts comportant un risque sensible de porter atteinte aux intérêts des OPC ;

- contenir les procédures à suivre ainsi que les mesures à prendre afin de gérer ces conflits d'intérêts.

378. Afin de minimiser le risque potentiel de conflits d'intérêts, le GFI met en place une ségrégation appropriée des tâches et des activités.

379. Dans son analyse des risques de conflits d'intérêts, le GFI doit notamment identifier les risques découlant de la relation avec le dépositaire. En outre, le GFI doit prendre en compte les risques découlant de la délégation de fonctions de gestion d'OPC à des tiers ainsi que, le cas échéant, du recours aux services d'un courtier principal.

380. Au moment de son agrément, le GFI doit confirmer que des procédures écrites en matière de conflits d'intérêts sont mises en place. Ces procédures doivent régulièrement être tenues à jour afin de les adapter à l'évolution de l'activité du GFI. La CSSF se réserve le droit de demander à tout moment une copie de ces procédures écrites.

Sous-section 5.5.7.2.: Tenue d'un registre des conflits d'intérêts

381. Conformément à l'article 22 (1) du Règlement 10-4 et à l'article 35 du Règlement Délégué 231/2013, le GFI tient et actualise régulièrement un registre consignait les types d'activités qu'il exerce lui-même ou qui sont exercées pour son compte et pour lesquelles il s'est produit ou, dans le cas d'une activité continue, il est susceptible de se produire, un conflit d'intérêts comportant un risque sensible d'atteinte aux intérêts d'un ou plusieurs OPC ou investisseurs de ces OPC. Le registre en question doit être spécifique à l'organisation et aux activités du GFI. Il est recommandé que le registre couvre au minimum les éléments suivants :

- la description du conflit d'intérêt (qu'il soit potentiel ou avéré) ;
- l'identification de la personne ou unité concernée par le conflit d'intérêt ;
- la date de réalisation ou de la découverte du conflit d'intérêt ;
- les impacts potentiels et avérés du conflit d'intérêt ;

conflict of interest entailing a material risk of damage to the interests of UCIs;

- contain procedures to be followed and measures to be adopted in order to manage such conflicts.

378. In order to minimise the potential risk of conflicts of interest, the IFM shall put in place an appropriate segregation of tasks and activities.

379. In its analysis of the risks of conflicts of interest, the IFM must notably identify the risks arising from the relation with the depositary. In addition, the IFM must take into account the risks arising from the delegation of functions of the management of UCIs to third parties as well as, where appropriate, from the recourse to the services of a prime broker.

380. At the time of its authorisation, the IFM must confirm that written procedures as regards conflicts of interest have been put in place. These procedures must be regularly updated in order to adapt them to the development of the activity of the IFM. The CSSF reserves the right to request a copy of these written procedures at any time.

Sub-Section 5.5.7.2: Maintaining a register of conflicts of interest

381. In accordance with Article 22 (1) of CSSF Regulation 10-4 and Article 35 of Delegated Regulation 231/2013, the IFM shall keep and regularly update a record of the types of activities carried out by itself or on behalf of itself in which a conflict of interest entailing a material risk of damage to the interests of one or more UCIs or other investors of these UCIs has arisen or, in the case of an ongoing activity, may arise. The register in question must be specific to the organisation and the activities of the IFM. It is recommended that the register covers at least the following elements:

- the description of the conflict of interests (whether it is potential or has materialised);
- the identification of the person or unit concerned by the conflict of interest;
- the date at which the conflict of interest has arisen or been discovered;
- the potential and existing impact of the conflict of interest;

- la description des solutions envisagées et des mesures retenues ;
- le cas échéant, les modalités d'information des investisseurs.

382. Sur demande, le GFI est tenu de transmettre à la CSSF une copie du registre.

Sous-section 5.5.7.3. : Obligation d'information des investisseurs

383. Conformément à l'article 22 (3) du Règlement 10-4 et à l'article 36 du Règlement Délégué 231/2013, le GFI doit informer les investisseurs des situations où les dispositions organisationnelles ou administratives qu'il a prises pour gérer les conflits d'intérêts n'ont pas suffi à garantir, avec une certitude raisonnable, que le risque de porter atteinte aux intérêts de l'OPC ou de ses porteurs de parts sera évité. La transmission de ces informations doit se faire au moyen de tout support durable considéré comme approprié. Par ailleurs, le GFI doit indiquer aux investisseurs les raisons de sa décision concernant ces dispositions.

384. Disposition applicable au GFIA : le GFIA a la possibilité de fournir les informations visées au point 383 au moyen d'un site web dans les conditions décrites à l'article 36 (2) du Règlement Délégué 231/2012.

Section 5.5.8. : Règles de conduite

385. Le Règlement 10-4 et le Règlement Délégué 231/2013 explicitent le contenu de certaines règles de conduites et conditions d'exercices prévues respectivement par l'article 111 de la Loi 2010 et par l'article 11 de la Loi 2013. Ainsi, le GFI doit agir au mieux des intérêts des OPC gérés et de leurs investisseurs.

386. Sur base des précisions données par le Règlement 10-4 et le Règlement Délégué 231/2013, un GFI doit mettre en place des procédures, des dispositifs et des politiques permettant d'assurer, entre autres :

- qu'il exécute les décisions d'investissement prises pour le compte des OPC gérés conformément aux objectifs, à la stratégie d'investissement et aux limites de risque de ces OPC en accord avec l'article 26 du Règlement 10-4 et l'article 18 du Règlement Délégué 231/2013 ;
- qu'il prend toutes les mesures raisonnables afin d'exécuter directement lui-même les ordres au meilleur résultat possible, en application des

- the description of the solutions considered and measures decided on;

- where appropriate, the procedures for informing investors.

382. On request, the IFM is required to transmit a copy of the register to the CSSF.

Sub-Section 5.5.7.3: Obligation to inform investors

383. In accordance with Article 22 (3) of CSSF Regulation 10-4 and Article 36 of Delegated Regulation 231/2013, the IFM must inform investors of situations where the organisational or administrative arrangements it has taken to manage the conflicts of interest have not been sufficient to guarantee, with reasonable certainty, that the risk of causing damage to the interests of the UCI or its unitholders will be avoided. The transmission of such information must be made using any durable medium considered appropriate. In addition, the IFM must indicate to investors the reasons for its decision concerning these provisions.

384. Provision applicable to the AIFM: the AIFM has the possibility to provide the information referred to in point 383 by means of a website under the conditions described in Article 36 (2) of Delegated Regulation 231/2013.

Section 5.5.8: Rules of conduct

385. CSSF Regulation 10-4 and Delegated Regulation 231/2013 clarify the contents of certain rules of conduct and conditions of performance provided for in Article 111 of the 2010 Law and Article 11 of the 2013 Law. Thus, the IFM must act in the best interests of the UCIs managed and their investors.

386. On the basis of the specifications given by CSSF Regulation 10-4 and Delegated Regulation 231/2013, an IFM must put in place proceedings, arrangements and policies allowing it, among others:

- that it executes the investment decisions taken on behalf of the UCIs managed in accordance with the objectives, the investment strategy and the risk limits of these UCIs in accordance with Article 26 of CSSF Regulation 10-4 and Article 18 of Delegated Regulation 231/2013;
- that it takes all reasonable steps in order to execute directly the orders to obtain the best result possible, in accordance with Articles 28 of

articles 28 du Règlement 10-4 et 27 du Règlement Délégué 231/2013, respectivement afin de veiller à ce que les ordres passés pour exécution auprès d'autres entités soient exécutés au meilleur résultat possible, conformément aux articles 29 du Règlement 10-4 et 28 du Règlement Délégué 231/2013 ; les contrats d'exécution conclus avec les tiers doivent tenir compte de cette obligation ;

- qu'il exécute rapidement et équitablement les opérations de portefeuille pour le compte des/de l'OPC géré(s) conformément à l'article 30 (1) du Règlement 10-4 et à l'article 25 (1) du Règlement Délégué 231/2013.

387. Au moment de son agrément, le GFI doit confirmer que des procédures, des dispositifs et des politiques concernant les règles de conduite et autres conditions d'exercices sont mis en place. Ces procédures, dispositifs et politiques doivent régulièrement être tenus à jour afin de les adapter à l'évolution de l'activité du GFI. La CSSF se réserve le droit de demander à tout moment une copie de ces procédures, dispositifs et politiques.

Section 5.5.9. : Politique de rémunération

388. Dans le souci de promouvoir une gestion saine et prudente des risques, chaque GFI doit mettre en place une politique de rémunération en conformité avec les articles 111*bis*, 111*ter* de la Loi 2010, respectivement avec l'article 12 de la Loi 2013.

389. Le GFI soumis au chapitre 15 de la Loi 2010 est également tenu de respecter les orientations de l'Autorité européenne des marchés financiers ESMA/2016/575¹⁵.

390. Le GFIA doit respecter les orientations de l'Autorité européenne des marchés financiers ESMA 2016/579¹⁷.

391. Le GFI ayant l'intention d'adopter une approche proportionnelle pour se conformer à un principe de rémunération doit informer la CSSF et en motiver les raisons. Ce principe n'autorise toutefois pas un GFI à ne pas mettre en place de politique de rémunération.

CSSF Regulation 10-4 and 27 of Delegated Regulation 231/2013, and in order to ensure that the orders placed for execution with other entities are executed to obtain the best result possible, in accordance with Article 29 of CSSF Regulation 10-4 and 28 of Delegated Regulation 231/2013;

- that it executes portfolio transactions on behalf of the UCI(s) managed promptly and fairly in accordance with Article 30 (1) of CSSF Regulation 10-4 and Article 25 (1) of Delegated Regulation 231/2013.

387. At the time of its authorisation, the IFM must confirm that procedures, arrangements and policies regarding the rules of conduct and other conditions of performance have been put in place. These procedures, arrangements and policies must be updated on a regular basis in order to adapt them to the development of the activity of the IFM. The CSSF reserves the right to request a copy of these procedures, arrangements and policies at any time.

Section 5.5.9: Remuneration policy

388. In order to promote the sound and prudent management of risks, each IFM must put in place a remuneration policy in accordance with Articles 111*bis* and 111*ter* of the 2010 Law and Article 12 of the 2013 Law.

389. An IFM subject to Chapter 15 of the 2010 Law is also required to comply with the guidelines of the European Securities and Markets Authority ESMA/2016/575¹⁶.

390. The AIFM must comply with the guidelines of the European Securities and Markets Authority ESMA/2016/579¹⁸.

391. An IFM which intends to adopt a proportional approach to comply with a principle of remuneration must inform the CSSF and provide reasons therefor. This principle however does not authorise the IFM not to implement a remuneration policy.

¹⁵ https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/2016-575_ucits_remuneration_guidelines.pdf

¹⁶ https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/2016-575_ucits_remuneration_guidelines.pdf

¹⁷ https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/2016-579_aifmd_remuneration_guidelines_0.pdf

¹⁸ https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/2016-579_aifmd_remuneration_guidelines_0.pdf, to be read together with https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/library/2015/11/2013-232_aifmd_guidelines_on_remuneration_-_en.pdf

Section 5.5.10. : Exercice des droits de vote

392. En application de l'article 23 du Règlement 10-4 et de l'article 37 du Règlement Délégué 231/2013, le GFI doit, entre autres, élaborer une stratégie appropriée et efficace déterminant quand et comment sont exercés les droits de vote rattachés aux instruments détenus dans les portefeuilles gérés, afin que ces droits bénéficient exclusivement à l'OPC concerné et à ses investisseurs.

393. Tout OPC qui n'a pas expressément mandaté le GFI pour exercer les droits de vote rattachés aux instruments détenus dans son portefeuille doit élaborer sa propre stratégie pour l'exercice des droits de vote.

394. Il est également admissible qu'un GFI se réfère dans le cadre de l'élaboration de sa propre stratégie pour l'exercice des droits de vote, soit aux stratégies établies en la matière par le groupe auquel il appartient, soit à des normes internationales reconnues. Le recours à la stratégie d'un déléguataire, le cas échéant, est admis pour autant que le GFI s'assure lors de sa *due diligence* initiale et de son suivi continu, tel que visé à la section 6.2.3. (« *Due diligences initiales et suivi continu des déléguataires* »), de la conformité de la stratégie du déléguataire aux dispositions visées au point 392 ci-avant.

395. Une description succincte de cette stratégie doit être mise gratuitement à disposition des investisseurs, notamment par le biais d'un site internet.

396. Au moment de son agrément, le GFI doit confirmer qu'une stratégie appropriée et efficace permettant d'exercer les droits de vote rattachés aux instruments détenus dans les portefeuilles dans l'intérêt exclusif des OPC concernés est mise en place. Cette procédure doit régulièrement être tenue à jour. La CSSF se réserve le droit de demander à tout moment une copie de cette procédure.

Section 5.5.11. : Obligations du GFI en matière de surveillance du respect des obligations introduites par le Règlement EMIR

397. Le Règlement EMIR impose des obligations à tout OPC qualifiant de contrepartie financière ou non financière selon l'article 2 (8), respectivement l'article 2 (9) du Règlement EMIR, qui prend des positions sur des contrats dérivés, en particulier :

- l'obligation de compensation des contrats dérivés de gré à gré appartenant à une catégorie de produits dérivés de gré à gré qui a été déclarée soumise à l'obligation de compensation pour tout OPC qualifiant de

Section 5.5.10: Exercise of voting rights

392. In accordance with Article 23 of CSSF Regulation 10-4 and Article 37 of Delegated Regulation 231/2013, the IFM must, amongst others, develop an adequate and effective strategy for determining when and how voting rights attached to instruments held in the managed portfolios are to be exercised to the exclusive benefit of the UCI concerned and its investors.

393. Any UCI which has not expressly mandated the IFM to exercise the voting rights attached to the instruments held in its portfolio must draw up its own strategy for the exercise of voting rights.

394. It is also permissible, that an IFM refers, in the context of developing its own strategy for exercising voting rights, either to the strategies established by the group to which it belongs or to internationally recognised standards. Recourse to the strategy of a delegate, where appropriate, is permitted to the extent that the IFM ensures during its initial due diligence and its ongoing monitoring, as referred to in Section 6.2.3 ("*Initial due diligences and ongoing monitoring of delegates*"), the compliance of the strategy of the delegate with the provisions referred to in point 392 above.

395. A brief description of this strategy must be made available to investors free of charge, in particular by means of a website.

396. At the time of its authorisation, the IFM must confirm that an appropriate and effective strategy allowing for the exercise of the voting rights attached to the instruments held in the portfolios in the exclusive interest of the UCIs has been implemented. This procedure must regularly be updated. The CSSF reserves the right to request a copy of this procedure at any time.

Section 5.5.11: Obligations of the IFM as regards the monitoring of compliance with the obligations introduced by the EMIR Regulation

397. The EMIR Regulation imposes obligations on all UCIs qualifying as financial or non-financial counterparties in accordance with Article 2 (8), respectively Article 2 (9) of the EMIR Regulation, which takes positions on derivative contracts, in particular:

- the obligation to clear OTC derivative contracts belonging to a category of OTC derivatives which has been declared subject to the clearing obligation for any UCI qualifying as a financial counterparty or non-financial counterparty

contrepartie financière ou de contrepartie non financière dépassant le seuil de compensation conformément à l'article 4 du Règlement EMIR ;

- l'obligation de déclaration des éléments de tout contrat dérivé conclu, ainsi que de toute modification ou cessation du contrat à un référentiel central conformément à l'article 9 du Règlement EMIR ;
- l'obligation de disposer de procédures et de dispositifs permettant de mesurer, de surveiller et d'atténuer le risque opérationnel et le risque de crédit de la contrepartie pour les contrats dérivés de gré à gré non compensé par une contrepartie centrale conformément à l'article 11 du Règlement EMIR.

398. Dans l'exercice de la fonction de gestion d'OPC, tout GFI doit mettre en place les procédures et dispositifs lui permettant de s'assurer que les OPC qu'il gère remplissent les obligations qui leur incombent sous le Règlement EMIR.

399. En outre, les obligations introduites par EMIR ayant pour objectif de limiter le risque de contrepartie et le risque opérationnel lorsque les OPC prennent des positions sur contrats dérivés négociés de gré à gré, la politique de gestion des risques visée à la sous-section 5.3.1.4. ainsi que la procédure de gestion des risques visée à la sous-section 5.3.1.5. établies par la fonction permanente de gestion des risques doivent comporter les procédures et dispositifs nécessaires au respect des obligations EMIR.

400. Le GFI doit notamment disposer de procédures et de dispositifs pour :

- veiller à ce que les contrats dérivés de gré à gré appartenant à une catégorie de produits qui a été déclarée soumise à l'obligation de compensation fassent l'objet d'une compensation pour tout OPC qualifiant de contrepartie financière ou de contrepartie non financière dépassant le seuil de compensation conformément à l'article 4 du Règlement EMIR ;
- veiller à ce que les informations concernant les contrats dérivés soient déclarées de manière adéquate et dans les délais impartis conformément à l'article 9 du Règlement EMIR ;
- contrôler la position moyenne mobile sur trente jours ouvrables sur des contrats dérivés négociés de gré à gré d'un OPC qualifiant de contrepartie non financière par rapport au seuil de compensation ainsi que notifier le dépassement ou le retour sous le seuil de compensation à la

exceeding the clearing threshold in accordance with Article 4 of the EMIR Regulation;

- the obligation to report the elements of any derivative contract entered into, as well as any modification or termination of the contract to a trade repository in accordance with Article 9 of the EMIR Regulation;
- the obligation to have procedures and arrangements to measure, monitor and mitigate operational risk and counterparty credit risk for OTC derivative contracts not cleared by a central counterparty in accordance with Article 11 of the EMIR Regulation.

398. In the performance of the function of management of UCIs, every IFM must put in place procedures and arrangements enabling it to ensure that the UCIs it manages fulfil the obligations incumbent upon them under the EMIR Regulation.

399. In addition, the obligations introduced by EMIR which are intended to limit counterparty risk and operational risk where UCIs take positions on OTC derivative contracts, the risk management policy referred to in Sub-Section 5.3.1.4 as well as the risk management policy referred to in Sub-Section 5.3.1.5 established by the permanent risk management function must include the procedures and arrangements necessary for compliance with the EMIR obligations.

400. The IFM must notably have procedures and arrangements to:

- ensure that OTC derivative contracts belonging to a category of OTC derivatives which have been declared to be subject to the clearing obligation are subject to clearing for every UCI qualifying as a financial counterparty or a non-financial counterparty exceeding the clearing threshold in accordance with Article 4 of the EMIR Regulation;
- ensure that the information concerning the derivative contracts is adequately reported within the deadlines set out in accordance with Article 9 of the EMIR Regulation;
- monitor the rolling average position over thirty working days on OTC derivative contracts of a UCI qualifying as a non-financial counterparty in relation to the clearance threshold as well as the notification of the exceeding of or return below the threshold, in accordance with Article 10 of the

CSSF conformément à l'article 10 du Règlement EMIR ;

- mesurer, surveiller et atténuer le risque opérationnel et le risque de crédit de la contrepartie pour les contrats dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale conformément à l'article 11 du Règlement EMIR, notamment :
- assurer la confirmation rapide des termes du contrat dérivé de gré à gré ;
- mettre en œuvre des procédures formalisées solides, résilientes et pouvant faire l'objet d'un audit permettant de rapprocher les portefeuilles, de gérer le risque associé, de déceler rapidement les éventuels différends entre parties et de les régler, et de surveiller la valeur des contrats en cours ;
- assurer l'évaluation chaque jour au prix du marché de la valeur des contrats en cours pour tout OPC qualifiant de contrepartie financière ou de contrepartie non financière dépassant le seuil de compensation. Lorsque les conditions de marché empêchent une évaluation au prix du marché, il est fait usage d'une évaluation fiable et prudente par rapport à un modèle ;
- assurer l'échange de garanties effectué de manière rapide, exacte et avec une ségrégation appropriée en ce qui concerne les contrats dérivés de gré à gré pour tout OPC qualifiant de contrepartie financière ou de contrepartie non financière dépassant le seuil de compensation.

401. En cas de délégation de l'exécution de l'une de ces obligations, le GFI est également tenu de respecter les dispositions visées au chapitre 6. « *Dispositions organisationnelles spécifiques* » de la présente partie.

Section 5.5.12. : Obligations du GFI en matière de surveillance du respect des obligations introduites par le Règlement MMF

402. Le Règlement MMF établit des règles applicables à tout OPC qualifiant de fonds monétaire au sens de l'article 1.1. du Règlement MMF, établi, géré ou commercialisé dans l'Union Européenne. Le Règlement MMF impose également des obligations spécifiques au GFI dans sa fonction de gestion d'OPC qualifiant de fonds monétaires.

403. Dans l'exercice de la fonction de gestion d'OPC qualifiant de fonds monétaires, tout GFI doit mettre en

EMIR Regulation;

- measure, monitor and mitigate the operational risk and counterparty credit risk for OTC derivative contracts not cleared by a central counterparty in accordance with Article 11 of the EMIR Regulation;
- ensure the timely confirmation of the terms of the OTC derivative contract;
- implement formalised processes which are robust, resilient and auditable allowing to reconcile portfolios, to manage the associated risk, to quickly identify and resolve disputes between parties, and to monitor the value of outstanding contracts;
- ensure the marking-to-market on a daily basis of the value of outstanding contracts for all UCIs qualifying as a financial counterparty or non-financial counterparty exceeding the clearance threshold. Where market conditions prevent marking-to-market, reliable and prudent marking-to-model is to be used;
- ensure the marking-to-market on a daily basis of the value of outstanding contracts for all UCIs qualifying as a financial counterparty or non-financial counterparty exceeding the clearance threshold. Where market conditions prevent marking-to-market, reliable and prudent marking-to-model is to be used.

401. In the event of delegation of the performance of one of these obligations, the IFM is also required to comply with the provisions referred to in Chapter 6 "*Specific organisational provisions*" of this Part.

Section 5.5.12: Obligations of the IFM as regards the monitoring of compliance with the obligations introduced by the MMF Regulation

402. The MMF Regulation establishes rules applicable to every UCI qualifying as money market fund within the meaning of Article 1.1. of the MMF Regulation, established, managed or marketed in the European Union. The MMF Regulation also imposes specific obligations on the IFM in its function of management of UCIs qualifying as money market funds.

403. In the performance of the function of management of UCIs qualifying as money market funds, every IFM

place les procédures et dispositifs pour se conformer au Règlement MMF en application de l'article 5.4. a) du Règlement MMF et pour s'assurer que les OPC qualifiant de fonds monétaires gérés remplissent les obligations qui leur incombent sous le Règlement MMF, conformément à l'article 7.4. du Règlement MMF.

404. Le GFI doit notamment disposer des procédures et de dispositifs pour :

- veiller au respect des obligations concernant les politiques d'investissement des fonds monétaires en matière d'actifs éligibles et de règles de diversification et de concentration ;
- déterminer la qualité de crédit des instruments de marché monétaires, des titrisations et des « *asset-backed commercial papers* » (ABCP) ; à cet effet, le GFI établit, met en œuvre et applique systématiquement des procédures prudentes d'évaluation interne de la qualité de crédit conformément aux articles 19 à 21 du Règlement MMF ;
- veiller au respect des obligations concernant la gestion des risques par les fonds monétaires notamment en termes de liquidité, les notations de crédit des fonds monétaires, l'obligation de connaître son client, ainsi que les obligations en matière de simulations de crise, de valorisation et aux exigences propres aux différents type de fonds monétaires ;
- veiller au respect des obligations concernant le soutien extérieur tel que visé à l'article 35 du Règlement MMF ;
- veiller au respect des obligations en matière de transparence.

405. En outre, la politique de gestion des risques visée à la sous-section 5.3.1.4. ainsi que la procédure de gestion des risques visée à la sous-section 5.3.1.5. établies par la fonction permanente de gestion des risques, de même que les procédures et politiques d'évaluation visées à la section 6.6.1. doivent comporter les procédures et dispositifs nécessaires au respect des obligations introduites par le Règlement MMF.

406. Disposition spécifique applicable au GFIA : chaque GFIA ayant l'intention de gérer des FIA qualifiant de fonds monétaires doit être autorisé par la CSSF à gérer des FIA qualifiant de fonds monétaires en vertu de l'article 5 du Règlement MMF.

must put in place the procedures and arrangements necessary to comply with the MMF Regulation in accordance with Article 5.4. a) of the MMF Regulation and to ensure that UCIs qualifying as managed money market funds fulfil their obligations under the MMF Regulation, in accordance with Article 7.4. of the MMF Regulation.

404. The IFM must notably have procedures and arrangements to:

- ensure compliance with the obligations regarding the investment policies of the money market funds as regards eligible assets and rules of diversification and concentration;
- determine the credit quality of money market instruments, securitisations and asset-backed commercial papers (ABCPs); to this end, the IFM establishes, implements and systematically applies prudent internal assessment procedures for determining the quality of credit in accordance with Articles 19 to 21 of the MMF Regulation;
- ensure compliance with the obligations concerning risk management by money market funds notably as regards, liquidity, credit ratings of money market funds, the obligation to know your customer, as well as the obligations as regards stress tests, valuation and requirements specific to the different types of money market funds;
- ensure compliance with the obligations concerning external support as set referred to in Article 35 of the MMF Regulation;
- ensure compliance with the obligations concerning transparency.

405. In addition, the risk management policy referred to in Sub-Section 5.3.1.4 as well as the risk management function referred to in Sub-Section 5.3.1.5 established by the permanent risk management function, as well as the valuation procedures and policies referred to in Section 6.6.1 must contain procedures and arrangements required to comply with the obligations introduced by the MMF Regulation.

406. Specific provisions applicable to the AIFM: each AIFM intending to manage AIFs qualifying as money market funds must be authorised by the CSSF to manage AIFs qualifying as money market funds in accordance with Article 5 of the MMF Regulation.

Chapitre 6. : Dispositions organisationnelles spécifiques

407. Le présent chapitre décrit les dispositions organisationnelles spécifiques à mettre en place par le GFI dans l'exercice des fonctions incluses dans l'activité de gestion collective de portefeuille telles que définies à l'annexe II de la Loi 2010, respectivement les fonctions incluses dans l'annexe I de la Loi 2013.

408. En vue de mener ses activités de manière plus efficace, chaque GFI peut être autorisé à déléguer à des tiers l'exercice, pour son propre compte, d'une ou de plusieurs de ses fonctions, dans le respect des dispositions prévues à l'article 110 de la Loi 2010 pour la SGO et dans le respect des dispositions prévues à l'article 18 de la Loi 2013 et aux articles 75 à 82 du Règlement Délégué 231/2013 pour le GFIA. Le sous-chapitre 6.1. donne des précisions concernant les limites à l'étendue de la délégation.

409. Le sous-chapitre 6.2. fixe le cadre général à respecter en cas de délégation de fonctions de gestion d'OPC.

410. Les sous-chapitres 6.3. à 6.6. précisent les dispositions organisationnelles spécifiques à mettre en place pour chaque fonction de gestion d'OPC, en distinguant les dispositions applicables lorsque la fonction en question est réalisée en interne ou lorsqu'elle est déléguée.

Sous-chapitre 6.1.: Limites de l'étendue de la délégation

411. Parmi les activités qu'un GFI peut, en principe, déléguer, il convient de mentionner, les tâches suivantes :

- les fonctions incluses dans l'activité de gestion collective de portefeuille telles que définies à l'annexe II de la Loi 2010, respectivement les fonctions incluses dans l'annexe I de la Loi 2013, dans les limites décrites aux points 417 et 418 ci-dessous ;
- la gestion des risques dans la limite décrite à la sous-section 5.3.1.6. de la présente circulaire ;
- la fonction d'évaluation, dans les conditions décrites à la section 6.6.3. de la présente circulaire ;

Chapter 6: Specific organisational arrangements

407. This Chapter describes the specific organisational arrangements to be put in place by the IFM in the exercise of the functions included in the activity of collective portfolio management as defined in Annex II of the 2010 Law, respectively the functions included in Annex I to the 2013 Law.

408. For the purpose of a more efficient conduct of its activities, each IFM may be authorised to delegate to third parties the power to carry out on its behalf one or more of its functions, in compliance with the provisions provided for in Article 110 of the 2010 Law for the ManCo and in compliance with the provisions provided for in Article 18 of the 2013 Law and in Articles 75 to 82 of Delegated Regulation 231/2013 for the AIFM. Sub-Chapter 6.1 provides clarifications regarding the limits to the extent of this delegation.

409. Sub-Chapter 6.2 sets out the general framework to be complied with in the event of delegation of management functions of UCIs.

410. Sub-Chapters 6.3 to 6.6 provide the specific organisational arrangements to be put in place for each management function of the UCI, highlighting the provisions applicable where the function in question is carried out internally or where it is delegated.

Sub-Chapter 6.1: Limits of the scope of the delegation

411. Amongst the activities which an IFM may in principle delegate, the following tasks should be mentioned:

- the functions included in the activity of collective portfolio management as defined in Annex II of the 2010 Law, respectively the functions included in Annex I to the 2013 Law, within the limits described in points 417 to 418 hereafter;
- the risk management within the limits described in Sub-Section 5.3.1.6 of this Circular;
- the valuation function, under the conditions described in Section 6.6.3 of this Circular;

- le traitement des plaintes, dans les conditions décrites à la section 5.5.5. de la présente circulaire ;
- la gestion discrétionnaire et les services auxiliaires visés à l'article 101 (3) a) de la Loi 2010 et à l'article 5 (4) de la Loi 2013 dans le respect des dispositions applicables de la Réglementation MiFID II.

412. Le GFI peut, en outre, être autorisé à déléguer l'exécution des fonctions et activités suivantes :

- la fonction de compliance, dans les limites décrites à la section 5.3.2. de la présente circulaire ;
- la fonction d'audit interne, dans les limites décrites à la section 5.3.3. de la présente circulaire ;
- l'exploitation du système IT dans les conditions décrites à la section 5.1.2. de la présente circulaire ; et
- la fonction comptable du GFI, dans les conditions décrites à la section 5.1.3. de la présente circulaire.

413. Toute délégation d'une ampleur telle que le GFI ne pourrait plus être considéré, en substance, comme étant le GFI et qu'il serait transformé en boîte aux lettres, doit être considérée comme contrevenant aux conditions que le GFI est tenu de respecter pour obtenir et conserver son agrément.

414. La notion de boîte aux lettres est notamment appréciée à la lumière de la taille des équipes dédiées à l'exercice des fonctions-clé, laquelle doit être appropriée compte tenu des volumes sous gestion, de la complexité et du nombre d'OPC gérés par le GFI. En tout état de cause, celle-ci ne peut pas être inférieure à trois ETP, conformément au point 123 de la présente circulaire.

415. L'article 82 du Règlement Délégué 231/2013 définit la notion de société boîte aux lettres pour le GFIA.

416. Le fait que le GFI ait délégué des fonctions à des tiers n'a pas d'incidence sur la responsabilité du GFI.

417. Parmi les activités qui ne peuvent pas être déléguées et qui doivent donc être assurées par un GFI, il convient de mentionner, entre autres, les tâches suivantes :

- the complaint handling, under the conditions described in Section 5.5.5 of this Circular;
- the discretionary management and the ancillary services referred to in Article 101 (3) a) of the 2010 Law and in Article 5 (4) of the 2013 Law in compliance with the provisions applicable of the MiFID II Regulation.

412. The IFM may, in addition, be authorised to delegate the performance of the following functions and activities:

- the compliance function, within the limits described in Section 5.3.2 of this Circular;
- the internal audit function, within the limits described in Section 5.3.3 of this Circular;
- the use of the IT system, under the conditions described in Section 5.1.2 of this Circular; and
- the accounting function, under the conditions described in Section 5.1.3 of this Circular.

413. Any delegation of such significance that the IFM could no longer be considered, in substance, to be the IFM, and that it would be transformed into a letter-box entity, must be deemed as breach of the conditions which the IFM is required to respect to obtain and maintain its authorisation.

414. The concept of letter-box is notably assessed in the light of the size of the teams dedicated to exercising the key functions, which must be appropriate taking into account the volumes under management, the complexity and the number of UCIs managed by the IFM. In any event, this may not be less than three FTE, in accordance with point 123 of this Circular.

415. Article 82 of Delegated Regulation 231/2013 defines the concept of letter-box entity for the AIFM.

416. The fact that the IFM has delegated functions to third parties does not affect the liability of the IFM.

417. Among the activities which may not be delegated and which must therefore be carried out by an IFM, the following tasks, amongst others, should be mentioned:

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • la détermination, pour chaque OPC n'ayant pas pris la forme sociétaire, de la politique générale d'investissement ; • la fixation, le cas échéant ensemble avec l'organe de direction/organe directeur de l'OPC ayant pris la forme sociétaire, du profil de risque de chaque OPC géré ; • l'interprétation des analyses de la gestion des risques, y compris les mesures de correction qui s'imposent, le cas échéant ; • la mise en place et le suivi d'une politique de gestion des conflits d'intérêts ; • la mise en place et le suivi d'une politique de meilleure exécution ; • en l'absence d'un cours représentatif, l'assurance que l'organe de direction/organe directeur de l'OPC a pris une décision relative à la détermination d'une valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi respectivement donner à l'organe de direction/organe directeur de l'OPC le support nécessaire pour ce type de décision ; • la décision quant au choix des délégués à retenir ; • le suivi et le contrôle des fonctions déléguées. | <ul style="list-style-type: none"> • the determination, for each UCI having not taken the corporate form, of the general investment policy; • the determination, where appropriate together with the management body/governing body of the UCI having taken the corporate form, of the risk profile of each UCI managed; • the interpretation of the analyses of the risk management, including the corrective measures which may be necessary, where appropriate; • the implementation and monitoring of the conflicts of interest policy; • the implementation and monitoring of the best execution policy; • in the absence of a representative price, the assurance that the management body/governing body of the UCI has taken a decision in relation to the determination of a probable realisation value estimated with care and in good faith or to give to the management body/governing body the support necessary for this kind of decision; • the decision as to the choice of delegates to be appointed; • the monitoring and control of the delegated functions. |
|--|---|

418. Disposition spécifique applicable au GFIA : en accord avec l'article 17 (10) de la Loi 2013, le GFIA doit également s'assurer de l'évaluation correcte des actifs du FIA ainsi que du calcul et de la publication de la valeur nette d'inventaire du FIA.

418. Specific provisions applicable to the AIFM: in accordance with Article 17 (10) of the 2013 Law the AIFM must also ensure the correct valuation of the assets of the AIF as well as the calculation and the publication of the net asset value of the AIF.

419. Recommandation spécifique applicable à la SGO : il est recommandé à la SGO d'appliquer les dispositions du point 418 ci-dessus.

419. Specific recommendation applicable to the ManCo: it is recommended that the ManCo applies the provisions of point 418 above.

Sous-chapitre 6.2. : Encadrement de la délégation

Sub-Chapter 6.2: Framework of delegations

420. Dans le cas où un GFI délègue une ou plusieurs des fonctions citées aux points 411 et 412 ci-dessus, y compris à des entités faisant partie du groupe auquel appartient le GFI, les dispositions du présent sous-chapitre s'appliquent.

420. In the event that an IFM delegates one or more of the functions mentioned in points 411 and 412 above, including to entities which form part of the group to which the IFM belongs, the provisions of this Sub-Chapter apply.

421. Les dispositions du présent sous-chapitre sont également applicables au cas où le GFI a procédé à une délégation d'une ou plusieurs fonctions incluses dans l'activité de gestion collective de portefeuille telles que

421. The provisions of this Sub-Chapter also apply in the event that the IFM has delegated one or more functions included in the activity of collective portfolio management as defined in Annex II of the 2010 Law,

définies à l'annexe II de la Loi 2010, respectivement les fonctions incluses dans l'annexe I de la Loi 2013, y compris sur base transfrontalière ainsi qu'en cas de gestion d'OPC non réglementés.

422. Les exigences s'appliquant à la délégation de l'exercice de fonctions pour le compte du GFI doivent s'appliquer *mutatis mutandis* lorsque le délégataire sous-délègue des fonctions qui lui ont été déléguées, ainsi que pour tout niveau ultérieur de sous-délégation. Ainsi, les conditions liées à une sous-délégation sont soumises aux mêmes exigences que celles citées au présent sous-chapitre. Concrètement, cela signifie que le GFI doit s'assurer que son délégataire respecte à son tour les dispositions prévues au présent sous-chapitre. Le GFI doit en outre également informer la CSSF au préalable si le délégataire procède à une sous-délégation partielle ou intégrale de son activité.

423. Disposition spécifique applicable au GFIA : plus particulièrement, le GFIA doit respecter les conditions applicables en matière de sous-délégation telles que définies à l'article 18 (4), (5) et (6) de la Loi 2013 ainsi qu'à l'article 81 du Règlement Délégué 231/2013. En particulier, le GFIA doit donner son accord préalable à la sous-délégation.

Section 6.2.1. : Obligation de notifications à la CSSF

424. En application de l'article 110 (1) a) de la Loi 2010 et de l'article 18 (1) de la Loi 2013, la CSSF doit être notifiée au préalable de l'intention du GFI de déléguer l'une ou plusieurs des fonctions suivantes : gestion de portefeuille, gestion des risques, administration d'OPC et évaluation.

425. A cet effet, le GFI doit soumettre au préalable à la CSSF une mise à jour du programme d'activités visé au chapitre 9 de la présente circulaire, détaillant les fonctions qu'il se propose de déléguer, l'identité des entités auxquelles les fonctions seront déléguées ainsi que leur pays d'établissement et, le cas échéant, le nom de l'autorité de surveillance de ces entités. Le GFI est tenu de soumettre annuellement à la CSSF un relevé de l'ensemble de ses délégataires des fonctions visées au point 407 ainsi que, le cas échéant, de la fonction d'évaluation. Ce relevé est à fournir dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

426. Le dossier devra en outre inclure les procédures dont dispose le GFI afin de contrôler les activités des entreprises auxquelles les fonctions ont été déléguées. Ce descriptif doit contenir tous les éléments nécessaires afin de permettre à la CSSF de vérifier que les conditions de la délégation seront effectivement remplies.

respectively the functions included in Annex I of the 2013 Law, including on a cross-border basis as well as in the case of management of non-regulated UCIs.

422. The requirements applying to the delegation of performance of the functions on behalf of the IFM must apply *mutatis mutandis* where the delegate sub-delegates functions that have been delegated to it, as well as for any subsequent level of sub-delegation. Thus, the conditions linked to a sub-delegation are subject to the same requirements as those mentioned in this Sub-Chapter. Practically, this means that the IFM must ensure that its delegate complies in turn with the provisions set out in this Sub-Chapter. The IFM must furthermore inform the CSSF in advance if the delegate undertakes a partial or full sub-delegation of its activity.

423. Specific provisions applicable to the AIFM: more specifically, the AIFM must comply with the conditions applicable as regards sub-delegation as defined in Article 18 (4), (5) and (6) of the 2013 Law, as well as in Article 81 of Delegated Regulation 231/2013. In particular, the AIFM must give its consent prior to the sub-delegation.

Section 6.2.1: Obligation to notify the CSSF

424. Pursuant to Article 110 (1) of the 2010 Law and Article 18 (1) of the 2013 Law, the CSSF must be notified in advance of the IFM's intention to delegate one or more of the following functions: portfolio management, risk management, administration of UCIs and valuation.

425. To this end, the IFM must submit in advance to the CSSF an update of the programme of activities referred to in Chapter 9 of this Circular, setting out the functions which it proposes to delegate, the identity of the entities to which the functions will be delegated as well as their country of establishment and, where appropriate, the name of the supervisory authority of these entities. The IFM is required to submit on an annual basis to the CSSF a statement of all its delegates for the functions referred to in point 407, as well as, where appropriate, the valuation function. This statement must be provided within five months following the closure of the financial year of the IFM.

426. The file furthermore must include the procedures which the IFM has at its disposal to monitor the activities of the undertakings to which the functions have been delegated. This description must contain the necessary elements enabling the CSSF to verify whether the conditions of delegation have been effectively met.

427. La CSSF se réserve le droit de demander à tout moment la documentation relative aux *due diligences* réalisées lors de la sélection du délégataire.

427. The CSSF reserves the right to request at any time the documentation relating to the due diligences carried out when the delegate was selected.

428. En cas de changement de délégataire ou lorsque le GFI souhaite exécuter lui-même une ou plusieurs fonctions ou activités auparavant déléguées sans préjudice du respect des articles 110 (1) f) de la Loi 2010 et de l'article 18 (f) de la Loi 2010, le GFI doit informer au préalable la CSSF pour agrément, et ainsi soumettre son programme d'activités actualisé.

428. In the event of a change of delegate or where the IFM wishes to carry out itself one or more functions or activities which were previously delegated, without prejudice to compliance with Article 110 (1) f) of the 2010 Law and Article 18 (f) of the 2010 Law, the IFM must inform the CSSF in advance for authorisation, and thus submit its updated programme of activities.

Dispositions spécifiques applicables au GFIA :

Specific provisions applicable to the AIFM:

429. Pour chaque FIA de l'Union européenne qu'il gère et pour chaque FIA qu'il commercialise dans l'Union européenne, le GFI doit, entre autres, mettre à la disposition des investisseurs du FIA, avant qu'il n'investisse dans ce FIA, conformément au règlement de gestion ou aux documents constitutifs du FIA, une description de toute fonction de gestion visée à l'annexe I de la Loi 2013 déléguée par le GFI et de toute fonction de garde déléguée par le dépositaire, l'identification du délégataire et tout conflit d'intérêts susceptible de découler de ces délégations.

429. For each EU-AIF it manages and for each AIF it markets in the European Union, the IFM must, amongst others, make available to the investors in the AIF, before they invest in this AIF, in accordance with the management regulations or the constitutive documents of the AIF, a description of all management functions referred to in Annex I of the 2013 Law delegated by the IFM and of all safekeeping functions delegated by the depositary, the identification of the delegate and any conflict of interest that may arise from these delegations.

430. En accord avec les dispositions visées à l'article 76 du Règlement Délégué 231/2013, le GFIA doit communiquer les raisons objectives qui motivent la délégation, y compris lorsque le délégataire fait partie du groupe auquel appartient le GFIA.

430. In accordance with the provisions referred to in Article 76 of Delegated Regulation 231/2013, the AIFM must communicate the objective reasons motivating the delegation, including where the delegate forms part of the group to which the AIFM belongs.

Dispositions spécifiques applicables à la SGO :

Specific provisions applicable to the ManCo:

431. Les prospectus de l'OPCVM précisent les fonctions que le GFI a été autorisé à déléguer.

431. The prospectus of the UCITS specifies the functions which the IFM has been authorised to delegate.

432. Il est recommandé à la SGO de mentionner l'information visée au point 430 dans la notification à la CSSF.

432. It is recommended to the ManCo to mention the information referred to in point 430 in the notification to the CSSF.

Section 6.2.2. : Obligation d'établir un contrat

Section 6.2.2: Obligation to establish a contract

433. Un contrat écrit doit être conclu entre le GFI et le délégataire.

433. A written contract must be concluded between the IFM and the delegate.

434. Conformément à l'article 110 (1) f) de la Loi 2010 et à l'article 18 (f) de la Loi 2013, le mandat ne doit pas empêcher les personnes qui dirigent le GFI de donner à tout moment des instructions supplémentaires à l'entreprise à laquelle des fonctions sont déléguées ni de lui retirer le mandat avec effet immédiat lorsque l'intérêt des investisseurs le justifie. La rédaction des contrats devra tenir compte de ces impératifs et en préciser les modalités.

434. In accordance with Article 110 (1) f) of the 2010 Law and Article 18 (f) of the 2013 Law, the mandate must not prevent the persons who manage the IFM from giving at any moment additional instructions to the undertaking to which the functions are delegated or from withdrawing the mandate with immediate effect where this is justified in the interests of the investors. The drafting of the contracts must take these requirements into account and specify the details thereof.

435. Le contrat doit définir clairement les droits et obligations de chacune des parties.

436. Le contrat entre le GFI et le délégataire prévoit un droit d'accès du GFI à la documentation relative aux opérations effectuées par le délégataire ainsi qu'aux données relatives aux OPC, sur simple demande, même électronique. Le délégataire pourra rejeter la demande si celle-ci le conduisait à agir en violation de la législation applicable dans le pays d'établissement du délégataire.

437. En outre, le contrat prévoit un droit pour le GFI de procéder à une visite sur site suivant une fréquence et des modalités à préciser dans le contrat, aux fins de la réalisation de ses activités de *due diligence* et de suivi continu conformément à la section 6.2.3., en particulier le suivi de l'agent teneur de registre en ce qui concerne la LBC/FT. Le délégataire pourra rejeter la demande si celle-ci le conduisait à agir en violation de la législation applicable dans le pays d'établissement du délégataire.

438. Le mandat ne doit pas entraver le bon exercice de la surveillance dont le GFI fait l'objet ; en particulier, il ne doit pas empêcher le GFI d'agir, ni l'OPC d'être géré, au mieux des intérêts des investisseurs.

439. A cet égard, la délégation doit notamment être structurée de manière à ce que le respect des règles de conduite énoncées aux articles 111 de la Loi 2010 et des autres conditions d'exercice visées à l'article 11 de la Loi 2013, telles que précisées à la section 5.5.8. (« *Règles de conduite* ») ci-avant, soit assuré et puisse être contrôlé à tout moment.

440. Le GFI et le délégataire établissent, mettent en place et gardent opérationnel un plan de continuité permettant le rétablissement de l'activité après un sinistre ou tout autre événement exceptionnel, et prévoyant un contrôle régulier des capacités de sauvegarde, dans tous les cas où cela apparaît nécessaire eu égard à la nature de la tâche ou la fonction déléguée.

Section 6.2.3. : Due diligences initiales et suivi continu des délégataires

Sous-section 6.2.3.1. : Principes généraux

441. Tout recours à un délégataire au sens du point 1^{er} (9) de la présente circulaire doit être précédé d'une « *due diligence* initiale » écrite, réalisée par le GFI sur le tiers.

442. En application de l'article 110 (1) f), g) h) de la Loi 2010 et de l'article 18 (1) f) de la Loi 2013, le GFI doit

435. The contract must clearly define the rights and obligations of each of the parties.

436. The contract between the IFM and the delegate shall provide for a right of access for the IFM to the documentation relating to the transactions carried out by the delegate as well as to the data relating to the UCIs, on simple request, even electronically. The delegate may reject the request if it would lead it to act in violation of the applicable legislation in the country of establishment of the delegate.

437. In addition, the contract provides for a right of the IFM to conduct an on-site visit at a frequency and according to the modalities specified in the contract, for the purpose of carrying out its due diligences activities and ongoing monitoring pursuant to Section 6.2.3, in particular the monitoring of the registrar agent as regards AML/TF. The delegate may reject the request if such request would cause it to act in violation of the applicable legislation in the country of establishment of the delegate.

438. The mandate must not prevent the effectiveness of the supervision over the IFM; in particular, it must not prevent the IFM from acting, or the UCI from being managed, in the best interests of its investors.

439. In this respect, the delegation must notably be structured in such a way that compliance with the rules of conduct set out in Article 111 of the 2010 Law and the other conditions of exercise referred to in Article 11 of the 2013 Law, as specified in Section 5.5.8 ("*Rules of conduct*") above is ensured and can be monitored at any time.

440. The IFM and the delegate establish, implement and maintain operational a continuity plan enabling the restoration of activities following a disaster or any other exceptional event, and providing for a regular monitoring of backup capacities in cases where this appears necessary in view of the nature of the task or the function delegated.

Section 6.2.3: Initial due diligence and ongoing monitoring of delegates

Sub-Section 6.2.3.1: General principles

441. Any recourse to a delegate within the meaning of point 1 (9) of this Circular must be preceded by a initial due diligence in writing, performed by the IFM on the third party.

442. In accordance with Article 110 (1) f), g), h) of the 2010 Law and Article 18 (1) of the 2013 Law, the IFM

être en mesure de suivre de manière efficace et de contrôler effectivement à tout moment la tâche déléguée. Ainsi, après avoir reçu mandat, tout délégataire doit faire l'objet d'un suivi continu adéquat par le GFI.

Sous-section 6.2.3.2. : Etablissement d'une procédure d'encadrement de la délégation

443. Chaque GFI doit définir et mettre en œuvre une procédure couvrant tous les aspects de la délégation.

444. La procédure doit notamment décrire le processus de sélection et de changement d'un délégataire.

445. Chaque GFI doit mettre en place des procédures et dispositifs lui permettant de s'assurer que l'(es) activité(s) déléguée(s) s'effectue(nt) en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

446. La procédure retient les modalités d'exécution des *due diligences* initiales et périodiques réalisées par le GFI sur l'ensemble de ses délégataires et les exigences applicables en cas de sous-délégation, telles que décrites aux points 422 et 423.

447. La procédure décrit les mesures permettant aux personnes qui dirigent le GFI ainsi qu'à son personnel exécutant de contrôler effectivement en permanence l'activité de l'entreprise à laquelle le mandat est donné, afin d'assurer un suivi de l'exécution et de la qualité des activités comme si celles-ci étaient réalisées en interne. La procédure fixe les exigences de *reporting* auxquelles sont soumis les délégataires. La rédaction du contrat visé à la section 6.2.2. ci-avant doit tenir compte de ces obligations.

448. La procédure doit notamment déterminer la nature, l'étendue et la fréquence des *due diligences* périodiques à réaliser sur les délégataires compte tenu d'une approche fondée sur les risques. Dans son évaluation des risques, le GFI tient compte non seulement des risques encourus par chaque délégation mais aussi du nombre de délégataires auquel il a recours.

449. Le GFI doit mettre en place un plan de réalisation des *due diligences* périodiques sur ses délégataires pour une période pluriannuelle (en principe trois ans). Ce plan doit être mis à jour compte tenu de l'approche fondée sur les risques déterminée par le GFI et sous réserve de l'application du principe de proportionnalité dont le GFI peut se prévaloir pour augmenter ou réduire cette fréquence de mise à jour.

450. La procédure décrit en outre les mesures d'intervention par paliers (*escalation*) et les modalités de prise de décision en matière de délégation.

must be able to effectively monitor and control the delegated task at all times. Thus, after receiving a mandate, any delegate must be subject to an adequate ongoing monitoring by the IFM.

Sub-Section 6.2.3.2: Establishment of a framework procedure for delegation

443. Each IFM must define and implement a procedure covering all aspects of the delegation.

444. The procedure must notably describe the process for selecting and changing a delegate.

445. Each IFM must implement procedures and arrangements enabling it to ensure that the activity(ies) delegated are performed in compliance with the legal and regulatory provisions in force.

446. The procedure sets out the modalities for the performance of initial and periodic due diligences carried out by the IFM on all its delegates and the requirements applicable in the event of sub-delegation, as described in points 422 and 423.

447. The procedure describes the measures enabling the persons who manage the IFM as well as its executive staff to monitor effectively on an ongoing basis the activity of the undertaking to which the mandate is given, in order to ensure a monitoring of the performance and the quality of the activities as if they were performed internally. The procedure sets out the reporting requirements to which the delegates are subject. The drafting of the contract referred to in Section 6.2.2 above must take these obligations into account.

448. The procedure must notably determine the nature, the scope and the frequency of the periodic due diligences to be performed on the delegates, taking into account a risk-based approach. In its assessment of the risks, the IFM takes into account not only the risks incurred by each delegation but also the number of delegates to which it has recourse.

449. The IFM must put in place a plan for the periodic due diligences to be performed on its delegates for a multi-year period (in principle three years). This plan must be updated taking into account the risk-based approach determined by the IFM and subject to the application of the principle of proportionality that the IFM may rely on to increase or reduce the frequency of updating.

450. The procedure shall furthermore describe the escalation measures and the decision-making arrangements as regards delegation.

451. Le suivi des activités déléguées à un tiers ne peut en aucun cas être délégué. Ainsi, le GFI doit disposer au Luxembourg d'un personnel suffisant en nombre et qualifié pour effectuer un suivi adéquat des activités déléguées, compte tenu des risques découlant de la (les) délégation(s) identifiées par le GFI et du nombre de délégués. La procédure doit identifier quels sont les services ou membres du personnel du GFI en charge du suivi continu des délégués.

452. Le GFI peut tenir compte lors de la mise en place de son dispositif de contrôle de compétences transversales ou spécifiques existant au sein du groupe auquel il appartient. Dans ce cas, le GFI doit participer au processus de sélection des délégués et de maintien de la relation de délégation. Le GFI doit notamment veiller à avoir accès aux documents obtenus lors des *due diligences* initiales et des opérations de suivi continu.

453. La procédure doit décrire les mesures permettant au GFI, en cas de retrait du mandat, d'assurer la continuité des opérations.

454. Le GFI doit en outre s'assurer que la protection des données est garantie en permanence.

Sous-section 6.2.3.3. : Précisions sur la due diligence initiale

455. Lors de la réalisation de la *due diligence* initiale, le GFI doit, entre autres, identifier et évaluer tous les risques découlant de la délégation, notamment les risques opérationnels, financiers, légaux et de réputation, en vue de les gérer adéquatement, conformément à la politique de gestion des risques du GFI.

456. La *due diligence* initiale doit permettre au GFI de s'assurer que l'entreprise à laquelle des fonctions seront déléguées est qualifiée et capable d'exercer les fonctions en question, selon la nature des fonctions déléguées, dans le respect des obligations légales et réglementaires ainsi que contractuelles.

457. La *due diligence* initiale doit en outre permettre au GFI de s'assurer de la capacité du délégué à fournir les informations nécessaires à l'exercice de ses obligations de suivi continu. Lors de sa *due diligence* initiale, le GFI doit apprécier sa capacité à assurer un suivi continu du délégué adapté, compte tenu des risques identifiés et des spécificités du délégué. Ainsi, par exemple, la localisation géographique du délégué ne doit, en principe, pas être un frein à la réalisation de visites sur site régulières.

458. Le GFI doit, entre autres, analyser la structure organisationnelle du délégué. Il doit vérifier que le

451. The monitoring of the activities delegated to a third party may under no circumstances be delegated. Thus, the IFM must have in Luxembourg staff which is sufficient in number and sufficiently qualified to perform an adequate monitoring of the delegated activities, taking into account the risk arising from the delegation(s) identified by the IFM and the number of delegates. The procedure must identify which services or members of the staff of the IFM are in charge of the ongoing monitoring of the delegates.

452. The IFM may take into account, when implementing its monitoring, transversal or specific skills existing within the group to which it belongs. In this case, the IFM must participate in the process of selecting delegates and maintaining the delegation relation. The IFM must notably ensure that it has access to the documents obtained during the initial due diligences and the ongoing monitoring operations.

453. The procedure must describe the measures enabling the IFM, in the event of withdrawal of the mandate, to ensure the continuity of operations.

454. The IFM must furthermore ensure that the protection of data is guaranteed at all times.

Sub-Section 6.2.3.3: Clarifications on the initial due diligence

455. During the performance of the initial due diligence, the IFM must, amongst others, identify and assess all the risks arising from the delegation, notably the operational, financial, legal and reputational risks, in order to manage them adequately, in accordance with the risk management policy of the IFM.

456. The initial due diligence must enable the IFM to ensure that the undertaking to which the functions will be delegated is qualified and capable of performing the functions in question, in accordance with the nature of the delegated functions, in compliance with the legal, regulatory as well as contractual obligations.

457. The initial due diligence must furthermore enable the IFM to ensure that the delegate has the capacity to provide the information necessary for the performance of its ongoing monitoring obligations. During its initial due diligence, the IFM must assess its ability to ensure an ongoing monitoring of the relevant delegate, taking into account the risks identified and the specificities of the delegate. Thus, for example, the geographical location of the delegate must not, in principle, be an obstacle to regular on-site visits.

458. The IFM must, amongst others, analyse the organisational structure of the delegate. It must verify that

délégataire a pris les mesures appropriées pour se conformer notamment aux exigences en matière d'organisation, de conflits d'intérêts, de règles de conduite énoncées dans le Règlement 10-4 ainsi que des autres conditions d'exercices visées dans le Règlement Délégué 231/2013. L'exigence précitée s'applique aussi en cas de délégation partielle d'une ou de plusieurs fonctions. Le GFI devra également contrôler de manière effective le respect desdites exigences par le tiers.

459. Outre les autorisations qui peuvent être requises par les réglementations applicables, les entités auxquelles des fonctions sont déléguées doivent rapporter la preuve de l'adéquation de leurs ressources humaines et techniques au regard des fonctions déléguées.

460. Dans leur évaluation des risques découlant de la délégation, telle que visée au point 448 ci-avant, et en vue d'apprécier la qualité du délégataire envisagé, le GFI doit prendre en compte tout critère pertinent, dont notamment les éléments figurant dans la liste suivante (liste non exhaustive) :

- la juridiction dans laquelle est localisé le délégataire ;
- le caractère réglementé et/ou supervisé par une autorité de surveillance ;
- le cas échéant, la nature des autorisations obtenues par le délégataire ;
- le cas échéant, l'existence de sanctions infligées par une autorité de surveillance ;
- la réputation du délégataire ;
- la structure d'actionnariat du délégataire ;
- la structure de gouvernance du délégataire ;
- la structure organisationnelle du délégataire ;
- l'organisation des fonctions de contrôle au sein du délégataire (compliance, audit interne, contrôle des risques) ;
- les compétences et capacités du délégataire ;
- sa situation financière via par exemple la revue des comptes annuels et de l'opinion émise par le réviseur d'entreprises ou équivalent ;
- l'absence de soupçon de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

the delegate has taken the appropriate measures to comply notably with the requirements as regards organisation, conflicts of interest, rules of conduct set out in CSSF Regulation 10-4 as well as the other conditions of performance referred to in Delegated Regulation 231/2013. The above-mentioned requirement also applies in case of partial delegation of one or more functions. The IFM will also have to effectively monitor the compliance with the said requirements by the third party.

459. In addition to the authorisations which may be required by the applicable regulations, the entities to which functions have been delegated must prove that they have adequate human and technical resources with regard to the delegated functions.

460. In their assessment of the risks arising from the delegation, as referred to in point 448 above, and in order to assess the quality of the contemplated delegate, the IFM must take into account all relevant criteria, including, notably, the elements contained in the following list (non-exhaustive list):

- the jurisdiction in which the delegate is located;
- the fact of being regulated and/or supervised by a supervisory authority;
- where appropriate, the nature of the authorisations obtained by the delegate;
- where appropriate, the existence of sanctions imposed by a supervisory authority;
- the reputation of the delegate;
- the shareholding structure of the delegate;
- the governance structure of the delegate;
- the organisational structure of the delegate;
- the organisation of the control functions within the delegate (compliance, internal audit, control of risks);
- the skills and capabilities of the delegate;
- its financial situation, for example, by the reviewing the annual accounts and the opinion issued by the auditor or equivalent;
- the absence of any suspicion regarding money laundering and terrorism financing;

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • la qualité des systèmes informatiques du délégataire ; • le plan de continuité opérationnelle et du plan de recouvrement des opérations du délégataire (« BCP/DRP ») ; • les mesures mises en place par le délégataire pour garantir la protection des données, notamment lorsque celui-ci est situé hors du Luxembourg ; • le risque de conflits d'intérêts entre le GFI et son délégataire et la gestion de ces risques ; • la revue des plaintes et réclamations reçues par le délégataire ; • l'existence de sous-délégation par le délégataire et les mesures de suivi continu par le délégataire de ses propres délégataires ; • la capacité du délégataire à fournir des rapports et des indicateurs-clés de performance suffisants et pertinents aux fins du contrôle continu exercé par le GFI. | <ul style="list-style-type: none"> • the quality of the IT systems of the delegate; • the business continuity plan and the delegate's business recovery plan ("BCP/DRP"); • the measures put in place by the delegate to guarantee the protection of data, notably when the latter is situated outside Luxembourg; • the risk of conflicts of interests between the IFM and its delegate and the management of these risks; • the review of complaints and claims received by the delegate; • the existence of sub-delegation by the delegate and the ongoing monitoring measures by the delegate on its own delegates; • the ability of the delegate to provide reports and sufficient relevant key performance indicators for the purposes of the ongoing monitoring conducted by the IFM. |
|--|---|

461. La *due diligence* initiale comprend une analyse critique écrite portant au moins sur les éléments mentionnés au point 460 ci-avant et sur tout élément jugé pertinent, compte tenu de la nature de la fonction déléguée notamment. A cet effet, le GFI doit veiller à appliquer les dispositions spécifiques visées aux sous-chapitres 6.3. à 6.6. de la présente circulaire.

461. Initial due diligence comprises a written critical analysis covering at least the elements mentioned in point 460 above and any element deemed relevant, taking into account, notably, the nature of the delegated function. To this end, the IFM must ensure that the specific provisions referred to in Sub-Chapters 6.3 to 6.6 of this Circular are applied.

462. Chaque *due diligence* doit être formalisée dans un rapport écrit comprenant au moins :

462. Each due diligence must be formalised in a written report comprising at least:

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • la description des mesures de <i>due diligence</i> réalisées en accord avec l'approche fondée sur les risques telle que visée au point 448 ci-avant, comme par exemple la soumission d'un questionnaire initial, ainsi que l'analyse dudit questionnaire et de la documentation y liée ; l'analyse de tout rapport pertinent, comme par exemple les rapports sur le fonctionnement des contrôles pertinents, rapports d'audit... ; la revue des politiques et procédures pertinentes en place au sein du délégataire ; des entretiens (via téléphone ou sur site) avec les personnes responsables au sein du délégataire, formalisés dans un procès-verbal ; des contrôles, le cas échéant, dans les locaux du délégataire lors d'une visite sur site... ; • la description et l'analyse critique des observations | <ul style="list-style-type: none"> • the description of the due diligence measures carried out in accordance with the risk-based approach as referred to in point 448 above, such as, for example, the submission of an initial questionnaire, as well as the analysis of said questionnaire and the documentation related thereto; the analysis of any relevant report, such as, for example, the reports on the functioning of the relevant controls, audit reports, ...; the review of the relevant policies and procedures in place within the delegate; interviews (by telephone or on-site) with persons responsible within the delegate, formalised in minutes; controls, where appropriate, in the premises of the delegate during an on-site visit, ...; • the description and critical analysis of the |
|---|--|

constatées ;

- les résultats de l'analyse des informations et documents obtenus lors des opérations de *due diligence* ;
- le cas échéant, les mesures d'intervention par paliers (*escalation*) réalisées ;
- les conclusions retenues puis validées, datées et signées par toute instance du GFI habilitée quant à la décision de déléguer ou de refuser la délégation en question, tel que défini dans la procédure visée à la sous-section 6.2.3.2. En cas de décision d'effectuer la délégation, les conclusions statuent notamment sur la fréquence et la nature des *due diligences* périodiques subséquentes à réaliser. Le rapport de *due diligences* doit être examiné par le comité d'approbation du GFI visé à la section 5.5.3. qui doit statuer en dernier ressort.

463. La *due diligence* initiale doit être finalisée, datée et signée préalablement à l'entrée en vigueur du contrat avec le délégataire visé à la section 6.2.2. ci-avant.

464. Les travaux de *due diligence* initiale doivent être documentés et conservés au siège du GFI.

465. Les travaux de *due diligence* initiale doivent être disponibles à la demande de la CSSF et transmis sans délais.

Sous-section 6.2.3.4. : Précisions sur le suivi continu

466. Le suivi continu des délégataires doit permettre au GFI :

- de s'assurer que les prestations réalisées par le délégataire sont continuellement en conformité, non seulement avec les dispositions légales et réglementaires mais aussi contractuelles, et qu'elles présentent un niveau de qualité satisfaisant ;
- d'apprécier dans la durée l'adéquation de la structure organisationnelle et des procédures du délégataire par rapport à l'activité déléguée et de déterminer si le délégataire est qualifié et capable d'exercer les fonctions en question ;
- de réévaluer régulièrement les risques découlant de chaque délégation en vue de les gérer de façon adéquate.

observations made;

- the results of the analysis of information and documents obtained during the due diligence operations;
- where appropriate, the escalation measures carried out;
- the conclusions retained and then validated, dated and signed by anybody of the IFM empowered to decide to delegate or to refuse the delegation in question, as defined in the procedure referred to in Sub-Section 6.2.3.2. In the event of a decision to carry out the delegation, the conclusions decide notably on the frequency and nature of the subsequent periodic due diligence to be carried out. The due diligence report must be reviewed by the authorisation committee of the IFM referred to in Section 5.5.3 that must decide as a last resort.

463. The initial due diligence must be finalised, dated and signed prior to the entry into force of the contract with the delegate referred to in Section 6.2.2 above.

464. The initial due diligence work must be documented and retained at the registered office of the IFM.

465. The initial due diligence work must be made available at the request of the CSSF and transmitted without delay.

Sub-Section 6.2.3.4: Clarifications on the ongoing monitoring

466. The ongoing monitoring of delegates must enable the IFM to:

- ensure that the services provided by the delegate are continuously compliant, not only with the legal and regulatory but also with the contractual provisions, and that they present a satisfactory level of quality;
- assess over time the adequacy of the organisational structure and the procedures of the delegate in relation to the delegated activity and to determine whether the delegate is qualified and capable of performing the functions in question;
- regularly re-assess the risks arising from each delegation with a view to managing them adequately.

467. Ce suivi continu repose :

- d'une part sur la réalisation de *due diligences* périodiques ;
- d'autre part sur la mise en œuvre d'une procédure de contrôle continu des activités déléguées.

Due diligence périodique

468. La *due diligence* périodique comprend une analyse critique écrite de l'activité et de l'organisation du délégataire, tout en appliquant une approche fondée sur les risques. A cet effet, le GFI réévalue les critères analysés durant la *due diligence* initiale (point 460 ci-avant) et intègre si nécessaire tout autre critère pertinent.

469. Chaque *due diligence* doit être formalisée dans un rapport écrit, daté et signé, comprenant en sus des aspects visés au point 462 ci-avant, les éléments suivants :

- le suivi des observations constatées lors des précédentes *due diligences*. Le rapport de *due diligences* décrit alors les plans d'action et l'agenda retenu pour leur mise en œuvre. Le rapport décrit en outre les mesures d'intervention par paliers (*escalation*) réalisées ;
- les conclusions retenues puis validées, datées et signées par toute instance du GFI habilitée quant à la décision de maintenir ou de mettre fin à la délégation en question, tel que défini dans la procédure visée à la sous-section 6.2.3.2., ainsi que les conditions de maintien de cette relation. En cas de décision de maintenir la délégation, les conclusions statuent notamment sur la fréquence retenue pour la réalisation des *due diligences* subséquentes à effectuer.

470. Les dispositions visées aux points 464 et 465 s'appliquent par analogie aux *due diligences* périodiques.

Contrôle continu

471. L'exigence de contrôle continu requiert que le GFI mette en place un dispositif de contrôle qui permet de suivre l'activité des délégataires au sens du point 1^{er} (9) de la présente circulaire.

472. Cette exigence requiert en outre que le GFI mette en place un dispositif de contrôle qui permet aux instances dirigeantes et à son personnel un accès aux données documentant les activités accomplies au nom et pour le compte du GFI et des OPC dont il assure la

467. This ongoing monitoring is based:

- on the one hand on the performance of periodic due diligences;
- on the other hand on the implementation of an ongoing monitoring procedure of delegated activities.

Periodic due diligence

468. Periodic due diligence comprises a written critical analysis of the activity and organisation of the delegate, while applying a risk-based approach. To this end, the IFM re-assesses the criteria analysed during the initial due diligence (point 460 above) and integrates if necessary any other relevant criterion.

469. Each due diligence must be formalised in a written report, dated and signed, comprising in addition to the aspects referred to in point 462 above the following elements:

- the monitoring of observations made during previous due diligences. The report on the due diligences describes the action plan and agenda chosen for their implementation. The report furthermore describes the escalation measures carried out;
- the conclusions retained and then validated, dated and signed by any body of the IFM empowered to decide to delegate or to terminate the delegation in question, as defined in the procedure referred to in Sub-Section 6.2.3.2, as well as the conditions for maintaining this relation. In the event of a decision to maintain the delegation, the conclusions decide notably on the frequency and nature of the subsequent periodic due diligence to be carried out.

470. The provisions referred to in points 464 and 465 apply by analogy to the periodic due diligences.

Ongoing monitoring

471. The ongoing monitoring requirement obliges the IFM to implement a control system allowing the monitoring of the activity of the delegates within the meaning of point 1(15) of this Circular.

472. This requirement furthermore requires the IFM to implement a control system allowing the senior management and its staff an access to data documenting the activities performed in the name of and on behalf of the IFM and the UCIs which the latter manages by the

gestion par le ou les délégataire(s).

473. La *management information* visée à la section 5.5.1. doit également permettre de suivre l'activité des délégataires.

474. Ainsi, les dirigeants doivent recevoir régulièrement, pour l'ensemble des OPC gérés par le GFI, des rapports circonstanciés sur les résultats du dispositif de contrôle, comportant notamment des indicateurs-clé de performance. La fréquence de transmission de ces rapports, ainsi que leur détail, seront dictés par le profil des OPC gérés et des risques qui y sont associés. Le GFI doit déterminer et mettre en place ses propres indicateurs-clé de performance lorsque les indicateurs-clé de performance fournis par le délégataire ne suffisent pas à assurer un contrôle continu adéquat.

475. En outre, le GFI doit définir et mettre en œuvre une méthodologie d'analyse des résultats du dispositif de contrôle et mettre en place ses propres systèmes d'alertes, afin de contrôler ses délégataires suivant une approche fondée sur les risques. L'analyse de ces informations doit être documentée par écrit et mise à disposition de la CSSF, sur demande.

476. Dans le cas où le délégataire fait appel à un référentiel de contrôle interne tel que par exemple l'ISAE 3402, le GFI peut tenir compte de ces éléments dans l'organisation de son activité de contrôle du délégataire.

Sous-chapitre 6.3. : Organisation de la fonction de gestion de portefeuille

Section 6.3.1. : Spécificités liées à l'exercice de la fonction de gestion de portefeuille en interne

Sous-section 6.3.1.1. : Mise en œuvre d'une procédure de gestion de portefeuille

477. En application de l'article 26 du Règlement 10-4 et de l'article 18 du Règlement 231/2013, chaque GFI doit faire preuve d'un niveau élevé de diligence lors de la sélection et du suivi continu des investissements des OPC gérés. Le GFI doit établir, mettre en œuvre et appliquer des politiques et procédures écrites relatives à la diligence requise et mettre en œuvre des dispositifs efficaces garantissant que les décisions d'investissement prises sont exécutées conformément aux objectifs, à la stratégie d'investissement et, le cas échéant, aux limites de risque des OPC gérés. Dans ce contexte, chaque GFI doit définir et mettre en œuvre une procédure de gestion de portefeuille. Cette procédure doit au minimum couvrir les éléments suivants :

delegate.

473. The management information referred to in Section 5.5.1 must also allow for a monitoring of the activity of the delegates.

474. Thus, the directors must receive regularly, for all UCIs managed by the IFM, detailed reports on the results of the control system, comprising in particular the key performance indicators. The frequency of these reports, as well as their details, will be dictated by the profiles of the UCIs managed and the risks associated. The IFM must determine and put in place its own key performance indicators where the key performance indicators provided by the delegate are not sufficient to ensure an adequate ongoing monitoring.

475. Furthermore, the IFM must define and implement a methodology for analysing the results of the control system and put in place its own warning systems, in order to monitor its delegates in accordance with a risk-based approach. The analysis of this information must be documented in writing and made available to the CSSF on request.

476. In the event that the delegate uses a system of internal control such as for example the ISAE 3402, the IFM may take these elements into account in the organisation of its monitoring of the delegate.

Sub-Chapter 6.3: Organisation of the portfolio management function

Section 6.3.1: Specificities related to the internal portfolio management function

Sub-Section 6.3.1.1: Implementation of a portfolio management procedure

477. Pursuant to Article 26 of CSSF Regulation 10-4 and Article 18 of Delegated Regulation 231/2013, each IFM must demonstrate a high standard of diligence in the selection and ongoing monitoring of the investments of the UCIs managed. The IFM must establish, implement and apply written policies and procedures on the diligence required and implement effective arrangements to ensure that investment decisions made are carried out in compliance with the objectives, the investment strategy and, where applicable, the risk limits of the UCIs managed. In this context, each IFM must define and implement a portfolio management procedure. This procedure must at least cover the following elements:

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • la description du processus de gestion de portefeuille pour toutes les stratégies suivies par les OPC et pour chaque type d'instrument envisagé ; • l'identification des exécutants impliqués dans le processus ainsi que la détermination de leurs rôles respectifs. A cet effet, un diagramme du processus d'investissements (<i>flow chart</i>) doit être inclus dans la procédure de gestion de portefeuille ; • les modalités de prise de décisions d'investissement et de désinvestissement pour le compte des OPC ainsi que leur formalisation ; • les modalités de contrôle de l'existence et de la performance des investissements ; • les modalités de contrôle portant sur le respect des objectifs, des stratégies d'investissement et, le cas échéant, des limites de risque des OPC gérés ; • les modalités de contrôle portant sur l'adéquation de la transparence dans le prospectus et, le cas échéant, dans le UCITS-KIID et/ou le PRIIPs-KID de chaque OPC géré par rapport à la politique générale d'investissement et à la stratégie mises en œuvre. | <ul style="list-style-type: none"> • the description of the portfolio management process for all the strategies followed by the UCIs and for each type of instrument contemplated; • the identification of the executing persons involved in the process as well as the determination of their respective roles. To this end, a diagram of the investment process (flow chart) must be included in the portfolio management procedure; • the terms for taking investment and disinvestment decisions on behalf of UCIs as well as their formalisation; • the terms for monitoring the existence and performance of investments; • the terms for monitoring compliance with the objectives, investment strategies and, where appropriate, the risk limits of the UCIs managed; • the terms for monitoring the adequacy of the transparency in the prospectus and, where appropriate, in the UCITS-KIID and/or the PRIIPs-KID of each UCI managed in relation to the general investment policy and the strategy implemented. |
|--|--|

478. Disposition spécifique applicable au GFIA : le GFIA est en outre tenu de respecter les articles 18 et 19 du Règlement Délégué 231/2013. En accord avec l'article 19 du Règlement Délégué 231/2013 concernant l'investissement dans des actifs dont la liquidité est limitée et qui est précédé d'une phase de négociation, la procédure de gestion de portefeuille doit notamment décrire :

- le fonctionnement et la recherche de possibles transactions compatibles ;
- le processus d'analyse et d'évaluation des transactions ainsi sélectionnées ;
- le fonctionnement des diligences requises à l'égard des transactions avant d'en organiser l'exécution ;
- les modalités de contrôle de la performance du FIA.

Sous-section 6.3.1.2. : Précisions sur le personnel et les systèmes informatiques

479. Le GFI qui réalise en interne la fonction de gestion de portefeuille doit se doter d'un personnel

478. Specific provisions applicable to the AIFM: the AIFM is furthermore required to comply with Articles 18 and 19 of Delegated Regulation 231/2013. In accordance with Article 19 of Delegated Regulation 231/2013 on investment in assets of limited liquidity and which is preceded by a negotiation phase, the portfolio management procedure must notably describe:

- the functioning of and the search for possibly compatible transactions;
- the process of analysis and assessment of the transactions thus selected;
- the functioning of the diligence required with respect to transactions before organising their execution;
- the terms for monitoring the performance of the AIF.

Sub-Section 6.3.1.2: Clarifications on the staff and the IT systems

479. The IFM which carries out the portfolio management function internally must have staff which is

suffisant en nombre et disposant des compétences, des connaissances et de l'expertise requises en matière de gestion de portefeuille, eu égard aux stratégies gérées par le GFI.

480. Le GFI qui est directement en charge de la gestion de portefeuille d'un ou plusieurs OPC, sans avoir recours à un gestionnaire de portefeuille externe, doit prendre les mesures nécessaires pour se doter de systèmes informatiques adaptés permettant l'enregistrement rapide et correct de chaque opération de portefeuille conformément aux articles 8 et 15 du Règlement 10-4 ainsi qu'aux articles 58 et 64 du Règlement Délégué 231/2013.

Sous-section 6.3.1.3. : Fonctionnement du comité de gestion de portefeuille

481. Au cas où le GFI met en place un comité de gestion de portefeuille, il est recommandé au GFI de respecter les conditions suivantes :

- les membres du comité disposent collectivement de l'expérience professionnelle et des qualifications nécessaires, eu égard notamment aux stratégies gérées ;
- le comité est composé (mais pas nécessairement exclusivement) de membres relevant des instances dirigeantes et du personnel du GFI se trouvant de façon permanente au Luxembourg ou qui ont leur domicile dans un lieu qui leur permet de se rendre, en principe, chaque jour au Luxembourg ; il est recommandé que le dirigeant ayant dans ses attributions la fonction de gestion de portefeuille fasse partie du comité de gestion de portefeuille ;
- les modalités de fonctionnement du comité, incluant notamment la composition du comité et les règles de droit de vote (majorité, droit de veto...) dans le respect des dispositions légales en matière d'indépendance des fonctions, sont consignées dans un document écrit. Ce document doit être mis à disposition de la CSSF sur demande ;
- les travaux du comité sont documentés par écrit. Cette documentation inclut l'agenda des réunions, les procès-verbaux des réunions consignants notamment l'analyse des risques liés à l'investissement considéré, les décisions et mesures prises par le comité.

sufficient in number and which has the necessary skills, knowledge and expertise for the portfolio management in relation to the strategies managed by the IFM.

480. The IFM which is directly responsible for the portfolio management of one or several UCIs, without recourse to an external portfolio manager, must make appropriate arrangements for suitable IT systems allowing for the timely and proper recording of each portfolio transaction in accordance with Articles 8 and 15 of CSSF Regulation 10-4 as well as Articles 58 and 64 of Delegated Regulation 231/2013.

Sub-Section 6.3.1.3: Functioning of the portfolio management committee

481. In the event that the IFM has put in place a portfolio management committee, it is recommended to the IFM to comply with the following conditions:

- the members of the committee must collectively have the necessary professional experience and qualifications, having regard notably to the strategies managed;
- the committee is composed (but not necessarily exclusively) of members of the senior management and of the staff of the IFM who are located in Luxembourg on a permanent basis or who are domiciled in a location which enables them, in principle, to come to Luxembourg every day; it is recommended that the conducting officer responsible for the portfolio management function forms part of the portfolio management committee;
- the terms for the functioning of the committee, including notably the composition of the committee and the rules for voting rights (majority, right of veto, ...) in compliance with the legal provisions as regards the independence of functions, are set out in a written document; this document must be made available to the CSSF on request;
- the work of the committee is to be documented in writing. This documentation includes the agenda of meetings, the minutes of meetings setting out, notably, the analysis of risks linked to the investment considered, the decisions and measures taken by the committee.

Sous-section 6.3.1.4. : Recours à des conseillers en investissement

482. En vue de s'acquitter efficacement de sa fonction, et afin de bénéficier de compétences spécifiques compte tenu de la stratégie suivie par l'OPC, le GFI peut recourir aux services de conseillers en investissement, sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- le GFI doit définir et mettre en œuvre une procédure décrivant les modalités d'analyse critique et indépendante par le GFI des transactions proposées par le conseiller en investissement. Le document doit en outre décrire le processus décisionnel au sein du GFI quant à la décision ou non de procéder à l'investissement proposé. L'analyse par le GFI doit être réalisée préalablement à l'exécution de la transaction et doit être documentée par écrit. La simple vérification par le GFI de la conformité de la transaction aux restrictions d'investissement de l'OPC n'est pas suffisante ;
- lorsque le processus d'investissement repose sur la proposition, par le conseiller, d'un univers d'investissement dans le cadre duquel il a prédéterminé une liste précise, limitée et détaillée d'instruments financiers dans lequel l'OPC peut investir (« *white list* »), ladite liste doit faire l'objet d'une analyse et d'une validation au préalable par le GFI ;
- lorsque le GFI a recours à un modèle d'investissement (comprenant par exemple un algorithme) développé par le conseiller, le modèle d'investissement doit faire l'objet d'une analyse et d'une validation au préalable par le GFI ;
- le GFI doit veiller à ce qu'une information adéquate soit effectuée dans le prospectus des OPC, mettant en évidence le rôle exact du GFI et du conseiller en investissement, en accord avec les dispositions des articles 151 (1) de la Loi 2010 et 21 (1) d) de la Loi 2013.

483. La composition du comité de gestion de portefeuille visé au point 481 et les règles de droit de vote au sein de ce comité doivent garantir une prise de décision effective du GFI en matière de choix d'investissements. Ainsi, par exemple, en cas de présence du conseiller en investissement au sein du comité de gestion de portefeuille, le rôle du conseiller devrait, en principe, se limiter à un rôle consultatif.

484. Chaque GFI qui a recours aux services d'un conseiller en investissement doit mettre en place des

Sub-Section 6.3.1.4: Recourse to investment advisors

482. With a view to performing its function effectively, and in order to benefit from specific skills taking into account the strategy followed by the UCI, the IFM may have recourse to the services of investment advisors, subject to compliance with the following cumulative conditions:

- the IFM must define and implement a procedure describing the terms for the critical and independent analysis by the IFM of the transactions proposed by the investment advisor. The document must furthermore describe the decision-making process within the IFM as regards the decision whether or not to proceed with the proposed investment. The analysis by the IFM must be performed prior to the execution of the transaction and must be documented in writing. The mere verification by the IFM of the transaction's compliance with the investment restrictions of the UCI is not sufficient;
- where the investment process is based on the proposal, by the advisor, of an investment environment within which he has predetermined a precise, limited and detailed list of instruments in which the UCI may invest ("white list"), the said list is to be subject to prior analysis and validation by the IFM;
- where the IFM has recourse to an investment model (including for example an algorithm) developed by the advisor, the investment model is to be subject to prior analysis and validation by the IFM;
- the IFM must ensure that adequate information is provided in the prospectus of the UCI highlighting the exact role of the IFM and of the investment advisor in accordance with Article 151 (1) of the 2010 Law and Article 21 (1) of the 2013.

483. The composition of the portfolio management committee referred to in point 481 and the rules for voting rights within this committee must guarantee an effective decision-making by the IFM on investment choices. Thus, for example, in the event that the investment advisor is represented within the portfolio management committee, the advisor's role should be limited, in principle, to an advisory role.

484. Each IFM which has recourse to the services of an investment advisor must implement measures enabling it

mesures qui lui permettent de s'assurer que ce conseiller dispose de façon continue des compétences et de l'expérience suffisantes compte tenu du profil de risques de l'OPC et des stratégies poursuivies par l'OPC concerné.

Section 6.3.2. : Spécificités liées à la délégation de la gestion de portefeuille

Sous-section 6.3.2.1. : Conditions spécifiques

485. En complément des dispositions générales portant sur l'encadrement de la délégation, telles que développées dans le sous-chapitre 6.2. (« *Encadrement de la délégation* ») ci-dessus, les conditions spécifiques suivantes s'appliquent.

486. Lorsque la délégation se rapporte à la gestion de portefeuille, le mandat ne peut être donné qu'aux entreprises agréées ou immatriculées aux fins de la gestion de portefeuille et soumises à une surveillance prudentielle.

487. Lorsque le mandat se rapportant à la gestion de portefeuille est donné à une entreprise d'un pays tiers, la coopération entre la CSSF et l'autorité de surveillance de ce pays doit être assurée. La CSSF détermine quelles sont les autorités de surveillance remplissant cette condition.

488. En ce qui concerne plus particulièrement les FIA, lorsque les conditions visées aux points 486 et 487 ne peuvent être remplies, la CSSF peut y déroger, en application de l'article 18 (1) c) et d) de la Loi 2013.

489. Aucun mandat se rapportant à la fonction principale de gestion de portefeuille n'est donné au dépositaire ou à un délégataire du dépositaire, ni à toute autre entreprise dont les intérêts peuvent être en conflit avec ceux du GFI ou des porteurs de parts.

490. Cette disposition n'interdit pas la délégation de la fonction de gestion de portefeuille à une société appartenant au même groupe que le dépositaire. Dans une telle hypothèse, la CSSF n'autorisera la délégation que si elle a la preuve que des mesures protégeant les intérêts du GFI et des porteurs de parts ont été mises en place.

491. Tout en respectant la politique générale d'investissement et les limites d'investissement contenues dans le prospectus, le règlement de l'OPC ou les documents constitutifs de l'OPC, les entités auxquelles la fonction de gestion d'investissements a été déléguée doivent gérer le portefeuille en conformité avec les

to ensure that this advisor has, on an ongoing basis, sufficient skills and experience taking into account the risk profile of the UCI and the strategies pursued by the UCI concerned.

Section 6.3.2: Specificities related to the delegation of the portfolio management

Sub-Section 6.3.2.1: Specific conditions

485. In addition to the general provisions relating to the framework of the delegation, as set out in Sub-Chapter 6.2. ("*Framework of delegations*") above, the following specific conditions shall apply.

486. Where the delegation relates to portfolio management, the mandate may only be given to undertakings authorised or registered for the purposes of portfolio management and subject to prudential supervision.

487. Where the mandate relating to portfolio management is given to an undertaking of a third country, cooperation between the CSSF and the supervisory authority of this country must be ensured. The CSSF shall determine which supervisory authorities meet this condition.

488. As regards AIFs more specifically, where the conditions referred to in points 486 and 487 cannot be met, the CSSF may derogate therefrom, in accordance with Article 18 (1) c) and d) of the 2013 Law.

489. No mandate relating to the main function of portfolio management is given to the depositary or to a delegate of the depositary, or to any other undertaking whose interests may be in conflict with those of the IFM or the unitholders.

490. This provision does not prohibit delegation of the portfolio management function to a company belonging to the same group as the depositary. In such case, the CSSF will only authorise the delegation if it has proof that measures protecting the interests of the IFM and the unitholders have been put in place.

491. While respecting the general investment policy and the investment limits contained in the prospectus, the management regulation or the constitutive documents of the UCI, the entities to which the investment management function has been delegated must manage the portfolio in accordance with the investment diversification criteria

critères de répartition des investissements fixés périodiquement par le GFI, respectivement par l'organe de direction/organe directeur de l'OPC ayant pris la forme sociétaire.

492. Par conséquent, le contrat de délégation renseignera la politique d'investissement ainsi que, le cas échéant, les limites d'investissement applicables à l'OPC (respectivement à chaque compartiment si la délégation porte sur un ou plusieurs compartiments d'un OPC à compartiments multiples) et, le cas échéant, les règles particulières d'investissement (« *asset allocation criteria* ») définies par l'organe de direction/organe directeur du GFI, respectivement par l'organe de direction/organe directeur de l'OPC ayant adopté une forme sociétaire. Ces dispositions peuvent être incluses dans le contrat de délégation par un renvoi aux dispositions contenues dans le prospectus, le règlement de l'OPC, les documents constitutifs ou d'émission, ou, le cas échéant, le contrat social de l'OPC concerné, sous réserve des instructions particulières qui peuvent être données de temps à autre par l'organe de direction/organe directeur du GFI, par l'organe de direction/organe directeur de l'OPC ayant adopté une forme sociétaire ou par les personnes qui dirigent l'activité du GFI. En cas de modification d'un de ces éléments, le contrat sera modifié en temps utile.

493. Compte tenu de l'obligation de diligence prévue par l'article 26 du Règlement 10-4 et par l'article 18 du Règlement Délégué 231/2013, le GFI doit s'assurer que les décisions d'investissement prises sont basées sur des recherches qualitatives, quantitatives, fiables et à jour. Par ailleurs, il doit s'assurer que ces décisions d'investissement sont exécutées conformément aux objectifs, à la stratégie d'investissement et aux limites de risque des OPC gérés.

494. Dans le cas où un GFI a délégué la gestion de portefeuille, il doit contrôler au moment de l'entrée en relation et de façon continue que chaque délégataire dispose des systèmes informatiques adaptés afin de satisfaire aux exigences des articles 8, 9, 15 et 16 du Règlement 10-4 et des articles 58, 59, 64 et 65 du Règlement Délégué 231/2013.

Sous-section 6.3.2.2. : Due diligences et contrôle continu

495. En sus des éléments visés à la sous-section 6.2.3.3. « *Précisions sur la due diligence initiale* », le GFI qui délègue la fonction de gestion de portefeuille devrait par exemple intégrer à ses opérations de *due diligence* les éléments suivants (liste non exhaustive) :

periodically set by the IFM or by the management body/governing body of the UCI having taken the corporate form.

492. Consequently, the delegation contract will provide information on the investment policy as well as, where appropriate, the investment limits applicable to the UCI (or each compartment if the delegation relates to one or more compartments of a UCI with multiple compartments), and, where appropriate, the particular investment rules (“*asset allocation criteria*”) defined by the management body/governing body of the IFM, or by the management body/governing body of the UCI having taken the corporate form. These provisions may be included in the contract of delegation by reference to the provisions contained in the prospectus, the management regulation or the constitutive or issuing documents of the UCI concerned, or, where appropriate, the partnership agreement of the UCI concerned, subject to particular instructions which may be given occasionally by the management body/governing body of the IFM, by the management body/governing body of the UCI having taken the corporate form or by the persons who conduct the activity of the IFM. In the event of change of one of these elements, the contract shall be modified in due time.

493. Taking into account the diligence obligation provided for in Article 26 of CSSF Regulation 10-4 and Article 18 of Delegated Regulation 231/2013, the IFM must ensure that the investment decisions taken are based on qualitative, quantitative, reliable and up-to-date research. Furthermore, it must ensure that these investment decisions are executed in accordance with the objectives, investment strategies and risk limits of the UCIs managed.

494. In the event that an IFM has delegated portfolio management, it must verify at the time of entering into the relation and on an ongoing basis that each delegate has suitable IT systems in order to meet the requirements of Articles 8, 9, 15 and 16 of CSSF Regulation 10-4 and Articles 58, 59, 64 and 65 of Delegated Regulation 231/2013.

Sub-Section 6.3.2.2: Due diligence and ongoing monitoring

495. In addition to the elements referred to in Sub-Section 6.2.3.3. “*Clarifications on the initial due diligence*”, the IFM which delegates the portfolio management function should, for example, integrate into its due diligence operations the following elements (non-exhaustive list):

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • la revue du processus d'investissement et des modalités de recours, le cas échéant, à des conseillers en investissement ; • la vérification et l'appréciation du <i>track record</i> du gestionnaire de portefeuille ; • la prise en considération de la taille, de la compétence et de l'expérience des équipes de gestion, compte tenu des stratégies envisagées, des types d'actifs, de leur localisation géographique et du profil de risques des OPC gérés ; • l'analyse des modalités d'exécution et de négociation des ordres (incluant le respect des procédures du GFI en matière de contreparties autorisées) ; • la revue de la procédure de meilleure exécution ; • la revue des processus opérationnels relatifs aux transactions, à la conservation des données et aux processus de réconciliation des positions ; • la revue de la procédure de sélection des « <i>brokers</i> » ; • l'analyse de l'organisation de la fonction de contrôle des risques du délégataire ; • le respect des règles de rémunération ; • la revue de la procédure applicable en matière de transactions personnelles. | <ul style="list-style-type: none"> • the review of the investment process and the terms for recourse, where appropriate, to investment advisors; • the verification and assessment of the track record of the portfolio manager; • the consideration of the size, skill and experience of the management teams, taking into account the strategies contemplated, the types of assets, their geographical location and the risk profile of the UCIs managed; • the analysis of the terms for execution and negotiation of orders (including compliance with the procedures of the IFM as regards authorised counterparties); • the review of the best execution procedure; • the review of the operational processes relating to transactions, the retention of data and the process for the reconciliation of positions; • the review of the procedure for the selection of brokers; • the analysis and organisation of the function monitoring the risks of the delegate; • the compliance with remuneration rules; • the review of the procedure applicable to personal transactions. |
|---|---|

496. En outre, le GFI qui délègue la fonction de gestion de portefeuille devrait par exemple inclure dans ses opérations de contrôle continu les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- la vérification que les actifs de l'OPC géré sont investis conformément aux documents constitutifs et aux dispositions légales en vigueur ;
- la vérification que les décisions d'investissement prises pour le compte des OPC gérés sont exécutées conformément aux objectifs, à la stratégie d'investissement et, le cas échéant, aux limites de risque de ces OPC ;
- la vérification que le prospectus et, le cas échéant le UCITS-KIID et/ou le PRIIPs-KID de chaque OPC géré reflètent de façon adéquate la politique générale d'investissement et la stratégie mises en œuvre ;

496. In addition, the IFM which delegates the portfolio management function should, for example, include the following elements in its ongoing monitoring operations (non-exhaustive list):

- the verification that the assets of the UCI managed are invested in accordance with the constitutive documents and the legal provisions in force;
- the verification that the investment decisions taken on behalf of the UCIs managed are executed in accordance with the objectives, the investment strategy and, where appropriate, the risk limits of these UCIs;
- the verification that the prospectus and, where appropriate, the UCITS-KIID and/or the PRIIPs-KID of each UCI managed adequately reflect the general investment policy and the strategy implemented;

- le suivi régulier du nombre et de la nature des incidents *pre-trade* et *post-trade* tout en accompagnant le processus de régularisation des incidents ;
 - le suivi régulier du nombre et de la nature des erreurs opérationnelles et de la mise en œuvre des mesures correctrices ;
 - la vérification du respect par le délégataire de la politique de meilleure exécution.
- the regular monitoring of the number and nature of pre-trade and post-trade incidents while accompanying the process for the regularisation of incidents;
 - the regular monitoring of the number and nature of operational errors and the implementation of corrective measures;
 - the verification of compliance by the delegate with the best execution policy.

Sous-chapitre 6.4. : Organisation de la fonction d'administration d'OPC

Sub-Chapter 6.4: Organisation of the administration function of UCI

Section 6.4.1. : Obligations générales

Section 6.4.1: General obligations

497. Compte tenu des dispositions du Règlement 10-4 et du Règlement Délégué 231/2013, chaque GFI fait établir (en référence à l'article 9 du Règlement 10-4) ou établit (en référence à l'article 59 du Règlement Délégué 231/2013), met en œuvre et maintient opérationnelles des politiques et des procédures comptables qui sont conformes aux règles comptables de l'Etat membre d'origine de l'OPC et qui permettent un calcul précis de la valeur d'inventaire nette de chaque OPC, sur la base de ses comptes, et une bonne exécution des ordres de souscription et de rachat à cette valeur nette d'inventaire.

497. Taking into account the provisions of CSSF Regulation 10-4 and Delegated Regulation 231/2013, each IFM must have established (in reference to Article 9 of CSSF Regulation 10-4) or establish (in reference to Article 59 of Delegated Regulation 231/2013), implement and maintain operational accounting policies and procedures which comply with the accounting rules of the home Member State of the UCI and which allow for the accurate calculation of the net asset value of each UCI, on the basis of its accounts, and a proper execution of subscription and redemption orders at this net asset value.

498. Les comptes sont tenus de manière à permettre l'identification directe, à tout moment, de tous les éléments d'actif et de passif d'un OPC. Si l'OPC en question possède différents compartiments, chacun de ses compartiments doit faire l'objet d'une comptabilité séparée.

498. The accounts shall be kept in such a way that all assets and liabilities of a UCI can be directly identified at all times. If the UCI in question has different compartments, each its compartments must be subject to separate accounts.

499. Le GFI doit s'assurer que, pour les OPC à compartiments multiples, des informations séparées sur chacun des compartiments qui les composent soient fournies dans leur rapport financier annuel afin de permettre à l'investisseur d'obtenir une information claire et précise sur le compartiment dans lequel il investit.

499. The IFM must ensure that, for UCIs with multiple compartments, separate information on each of the compartments is provided in their annual financial report in order to enable investors to obtain clear and precise information on the compartment in which it invests.

500. Ainsi, un GFI doit se doter de procédures appropriées pour assurer l'évaluation correcte et précise de tous les éléments de l'actif et du passif des OPC ou, le cas échéant, de ses compartiments. En cas de délégation, les procédures en question incluent notamment la mise en place par le GFI de son propre système de contrôle et de suivi visé au point 518 ci-après.

500. Thus, an IFM must establish appropriate procedures in order to ensure the correct and precise valuation of all the elements of the assets and liabilities of the UCIs or, where appropriate, of its compartments. In the event of delegation, the procedures in question shall notably include the implementation by the IFM of its own system of control and monitoring referred to in point 518 hereafter.

501. Les principes énoncés ci-avant s'appliquent à tous les types d'OPC gérés par le GFI, y compris les OPC non

501. The principles set out above shall apply to all types of UCIs managed by the IFM, including non-

réglementés gérés, le cas échéant, par le GFI.

502. Le GFI doit désigner parmi son personnel un responsable à l'administration comptable des OPC. Cette fonction peut être cumulée avec d'autres fonctions. Le nom de cette personne ainsi que de toute personne lui succédant dans sa fonction doit être immédiatement notifiée à la CSSF.

Section 6.4.2. : Spécificités liées à l'exercice de la fonction d'administration d'OPC en interne ou partiellement en interne

503. Chaque GFI qui envisage de prêter une ou plusieurs activités relevant de la fonction d'administration au sens de l'annexe II de la Loi 2010 ou de l'annexe I de la Loi 2013 doit informer la CSSF au préalable en vue d'une approbation spécifique pour agir comme administration d'OPC, en complément de son agrément en tant que GFI. A cet effet, le GFI doit soumettre le questionnaire dûment rempli intitulé « *Demande d'agrément en tant qu'administration d'OPC* » disponible sur le site de la CSSF.

504. Chaque GFI qui envisage de déléguer une ou plusieurs tâches relatives à la fonction d'administration d'OPC doit informer la CSSF au préalable en vue d'une approbation spécifique pour agir comme administration d'OPC et déléguer certaines tâches relatives à la fonction d'administration d'OPC, en complément de son agrément en tant que GFI. A cet effet, le GFI doit soumettre le questionnaire dûment rempli intitulé « *Demande en cas de sous-traitance de tâches relatives à la fonction d'administration d'OPC* » disponible sur le site de la CSSF.

505. Chaque GFI doit mettre en place des procédures et dispositifs lui permettant de s'assurer que les délégataires respectent les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

506. Un GFI qui est directement en charge de l'administration d'OPC, y compris la tenue du registre des porteurs de parts, doit prendre les mesures nécessaires pour se doter de systèmes informatiques adaptés permettant l'enregistrement rapide et correct de chaque ordre de souscription ou de rachat conformément aux articles 8 et 16 du Règlement 10-4 ainsi qu'aux articles 58 et 65 du Règlement Délégué 231/2013.

507. Le GFI doit se doter d'un environnement informatique qui permet de respecter les principes comptables cités à la section 6.4.1. ci-avant.

regulated UCIs managed, where appropriate, by the IFM.

502. The IFM must appoint from among its staff a person responsible for the accounting administration of UCIs. This function may be combined with other functions. The name of this person as well as of every person succeeding him in his function must be notified without delay to the CSSF.

Section 6.4.2: Specificities related to the internal or partially internal performance of the administration function of UCI

503. Each IFM which considers providing one or more activities falling within the administration function within the meaning of Annex II of the 2010 Law or Annex I of the 2013 Law must inform the CSSF in advance with a view to specific authorisation to act as administration of UCIs, in addition to its authorisation as IFM. To this end, the IFM must submit the questionnaire duly completed entitled "*Application for approval as administration of a UCI*" available on the website of the CSSF.

504. Each IFM which considers delegating one or more tasks relating to the administration function of UCIs must inform the CSSF in advance with a view to specific authorisation to act as administration of UCIs and delegate certain tasks relating to the administration function of UCIs, in addition to its authorisation as IFM. In this respect, the IFM must submit the questionnaire duly completed entitled "*Application in case of outsourcing of administration tasks for UCI*" available on the website of the CSSF.

505. Each IFM must put in place procedures and arrangements enabling it to ensure that the delegates comply with the legal and regulatory provisions in force.

506. An IFM which is directly in charge of the administration of UCIs, including the keeping of the register of the unitholders, must take the appropriate measures to equip itself with suitable IT systems allowing for the rapid and correct recording of each subscription or redemption order in accordance with Articles 8 and 16 of CSSF Regulation 10-4 and Articles 58 and 65 of Delegated Regulation 231/2013.

507. The IFM must have an IT environment which allows for compliance with the accounting principles set out in Section 6.4.1 above.

Section 6.4.3. : Spécificités liées à la délégation de l'administration d'OPC

Sous-section 6.4.3.1. : Conditions spécifiques

508. En complément des dispositions générales portant sur l'encadrement, telles que développées dans le sous-chapitre 6.2. (« *Encadrement de la délégation* ») ci-dessus, les conditions spécifiques suivantes s'appliquent.

509. Un GFI établi au Luxembourg peut être autorisé à déléguer l'administration d'un OPC qu'il gère à un tiers disposant de toutes les autorisations nécessaires et d'une organisation adéquate pour accomplir ladite fonction.

510. Toutefois, différentes règles de délégation en matière d'administration d'OPC s'appliquent selon l'Etat membre d'origine de l'OPC.

511. Dans le cas où un GFI luxembourgeois gère un OPC luxembourgeois réglementé, il est autorisé à déléguer l'administration de cet OPC à un délégataire établi sur le territoire luxembourgeois (*i.e.* banque, professionnel du secteur financier, GFI) et disposant de toutes les autorisations nécessaires et d'une organisation adéquate pour accomplir ladite fonction.

512. Dans le cas où un GFI luxembourgeois prévoit de gérer des OPC établis dans un pays autre que le Luxembourg et qu'il envisage de recourir à un agent administratif établi hors du Luxembourg, le GFI est également tenu d'informer la CSSF en accord avec les dispositions visées à la section 6.2.1. (« *Obligation de notifications à la CSSF* ») et doit appliquer les dispositions de la section 6.2.3. (« *Due diligences initiales et suivi continu des délégataires* »). Il doit en particulier vérifier, dans le cadre de son processus de *due diligence*, que ce dernier dispose d'une organisation lui permettant d'assurer l'administration du ou des OPC concerné(s). Dans tous les cas, le tiers doit disposer de toutes les autorisations nécessaires, si applicable dans le pays en question, et être qualifié et capable d'exercer la fonction en question. Dans la notification à la CSSF, il doit en outre être démontré qu'une telle délégation est conforme au dispositif légal et réglementaire en vigueur dans le pays d'établissement de l'OPC et que la délégation est permise par l'autorité de surveillance de l'OPC.

513. Il est rappelé que, dans tous les cas susmentionnés, le GFI doit veiller, à l'occasion de ses mesures de *due diligence*, à ce que le tiers en charge de l'administration emploie des procédures et politiques comptables (*i.e.* applicabilité des règles comptables du pays d'origine de l'OPC, tenue d'une comptabilité séparée

Section 6.4.3: Specificities related to the delegation of the administration of UCI

Sub-Section 6.4.3.1: Specific conditions

508. In addition to the general provisions relating to the framework, as set out in Sub-Chapter 6.2 ("*Framework of delegations*") above, the following specific conditions shall apply.

509. An IFM established in Luxembourg may be authorised to delegate the administration of a UCI it manages to a third party having all the necessary authorisations and an adequate organisation to accomplish the said function.

510. However, different rules of delegation as regards the administration of UCIs apply depending on the home Member State of the UCI.

511. In the event that a Luxembourg IFM manages a regulated Luxembourg UCI, it is authorised to delegate the administration of this UCI to a delegate established on the territory of Luxembourg (*i.e.* bank, professional of the financial sector, IFM) and having all the necessary authorisations and an adequate organisation to perform the said function.

512. In the event that a Luxembourg IFM intends to manage UCIs established in a country other than Luxembourg and contemplates the use of an administrative agent established outside of Luxembourg, the IFM is also required to inform the CSSF in accordance with the provisions referred to in Section 6.2.1 ("*Obligation to notify the CSSF*") and must apply the provisions of Section 6.2.3 ("*Initial due diligences and ongoing monitoring of delegates*"). It must in particular verify within the context of its due diligence process that the latter has an organisation enabling it to ensure the administration of the UCIs concerned. In all cases, the third party must have the necessary authorisations, if applicable in the country in question, and be qualified and capable of performing the function in question. In the notification to the CSSF, it must furthermore be demonstrated that such delegation complies with the legal and regulatory provisions in force in the country in which the UCI is established and that the delegation is permitted by the supervisory authority of the UCI.

513. It is recalled that, in all the above-mentioned cases, the IFM must ensure, in the course of its due diligence measures, that the third party in charge of the administration employs accounting procedures and policies (*i.e.* applicability of the accounting rules of the home country of the UCI, keeping of separate accounts

pour les OPC à compartiments multiples, moyens permettant l'identification et l'évaluation de l'actif et du passif de l'OPC) telles que visées à l'article 9 du Règlement 10-4 et à l'article 59 du Règlement Délégué 231/2013.

514. Chaque GFI doit mettre en place des procédures et dispositifs lui permettant de s'assurer que les délégataires respectent les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

515. Dans le cas où un GFI a délégué l'administration d'OPC à un ou plusieurs tiers, y inclus la tenue du registre des porteurs de parts, à un tiers, il doit contrôler au moment de l'entrée en relation et de façon continue que chaque délégataire dispose des systèmes informatiques adaptés afin de satisfaire aux exigences des articles 8, 9, 15 et 16 du Règlement 10-4 et des articles 58, 59, 64 et 65 du Règlement Délégué 231/2013.

516. Disposition spécifique applicable au GFIA : compte tenu des obligations incombant au GFIA aux termes de l'article 17 de la Loi 2013, et vu la responsabilité du GFIA en matière de calcul et de la publication de la valeur nette d'inventaire du FIA visée au paragraphe 10 de l'article précité, le GFIA doit mettre en œuvre des mesures lui permettant d'exercer cette responsabilité. Dans cette optique, en cas de délégation de la fonction d'administration par le FIA organisé sous la forme sociétaire, le GFIA doit, soit être partie au contrat de délégation, soit s'assurer que des contrats bilatéraux permettent au GFIA d'exercer ses responsabilités conformément à l'article 17 (10) de la Loi 2013.

Sous-section 6.4.3.2. : Due diligences et contrôle continu

517. En sus des éléments visés à la sous-section 6.2.3.3. « *Précisions sur la due diligence initiale* », le GFI qui délègue la fonction d'administration d'OPC, y compris de l'agent teneur de registre, devrait intégrer à ses opérations de *due diligence* les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- la vérification de l'existence d'un système robuste de contrôle du calcul de la valeur nette d'inventaire ;
- la vérification de l'existence d'une approbation de la source d'évaluation utilisée pour les valeurs mobilières, les instruments dérivés et des instruments non cotés ;
- une revue des contrôles opérationnels mis en place en matière de LBC/FT ainsi qu'une appréciation des ressources humaines affectée à

for UCIs with multiple compartments, means allowing for the identification and valuation of the assets and liabilities of the UCI) as referred to in Article 9 of CSSF Regulation 10-4 and Article 59 of Delegated Regulation 231/2013.

514. Each IFM must implement procedures and arrangements enabling it to ensure that the delegates comply with the legal and regulatory provisions in force.

515. In the case where an IFM has delegated the administration of UCIs to one or more third parties, including the keeping of the register of unitholders, it must monitor at the time of entering into the relation and on an ongoing basis that each delegate has suitable IT systems in order to satisfy the requirements of Articles 8, 9, 15 and 16 of CSSF Regulation 10-4 and Articles 58, 59, 64 and 65 of Delegated Regulation 231/2013.

516. Specific provisions applicable to the AIFM: taking into account the obligations imposed on the AIFM in accordance with Article 17 of the 2013 Law, and given the responsibility of the AIFM as regards the calculation and the publication of the net asset value of the AIF as referred to in paragraph 10 of the above-mentioned article, the AIFM must implement measures enabling it to exercise this responsibility. In this respect, in the event of delegation of the administration function by the AIF having taken the corporate form, the AIFM must either be party to the delegation contract or ensure that the bilateral contracts enable the AIFM to exercise its responsibilities in accordance with Article 17 (10) of the 2013 Law.

Sub-Section 6.4.3.2: Due diligences and ongoing monitoring

517. In addition to the elements referred to in Sub-Section 6.2.3.3. "*Clarifications on the initial due diligence*", the IFM which delegates the administration function of UCIs, including the registrar agent, should integrate the following elements in its due diligence operations (non-exhaustive list):

- the verification of the existence of a robust system for controlling the calculation of the net asset value;
- the verification of the existence of an approval of the valuation source used for transferable securities, derivative instruments and unlisted instruments;
- a review of the operational controls put in place as regards AML/TF as well as an assessment of the human resources assigned to these controls;

ces contrôles ;

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • l'appréciation de la capacité de l'agent teneur de registre à assurer sa prestation, compte tenu de la structure et de la complexité du réseau de distribution ainsi que des types d'OPC concernés ; • l'appréciation de l'évolution du risque de BC/FT ; • une revue du processus d'enregistrement des souscriptions et rachats ; • la revue de la procédure permettant de réconcilier le nombre de parts en circulation. | <ul style="list-style-type: none"> • the assessment of the ability of the registrar agent to provide its service, taking into account the structure and complexity of the distribution network as well as the types of UCIs concerned; • the assessment of the evolution of the ML/TF risk; • a review of the registration process for subscriptions and redemptions; • the review of the procedure allowing for the reconciliation of the number of outstanding. |
|---|---|

518. En cas de délégation de la fonction administration centrale, y compris de l'agent teneur de registre, le GFI doit en outre mettre en place son propre système de contrôle et de suivi portant au moins sur les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- le suivi du délai de livraison de la valeur nette d'inventaire ;
- le suivi des erreurs de calcul de la valeur nette d'inventaire ;
- le suivi des cas de non-respect de la politique et des restrictions d'investissement ;
- le suivi des transactions qui n'ont pas été comptabilisées dans les délais d'usage ;
- le contrôle des frais et commissions imputés aux OPC ;
- le suivi de la réconciliation du nombre de parts en circulation.

518. In the event of delegation of the central administration function, including the registrar agent, the IFM must furthermore put in place its own control and monitoring system relating at least to the following elements (non-exhaustive list):

- the monitoring of the delivery period of the net asset value;
- the monitoring of the calculation errors of the net asset value;
- the monitoring of cases of non-compliance with the investment policy and restrictions;
- the monitoring of the transactions that were not registered within the usual time limits;
- the monitoring of expenses and commissions charged to the UCIs;
- the monitoring of the reconciliation of the number of units outstanding.

Sous-chapitre 6.5. : Organisation de la fonction de commercialisation

519. Dans l'exercice de la fonction de commercialisation, chaque GFI doit mettre en place des procédures et dispositifs lui permettant de s'assurer que la commercialisation des OPC s'effectue en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur, en particulier les dispositions légales et réglementaires de la Loi 2010 et de la Loi 2013 pour ce qui concerne spécifiquement les obligations de *due diligences* initiales et de suivi continu des intermédiaires qui assurent la commercialisation et avec lesquels le GFI est en relation directe, ainsi que les dispositions légales et réglementaires en matière de LBC/FT.

Sub-Chapter 6.5: Organisation of the marketing function

519. In the performance of the marketing function, each IFM must put in place procedures and arrangements allowing it to ensure that the marketing of UCIs is carried out in compliance with the legal and regulatory provisions in force, in particular the legal and regulatory provisions of the 2010 Law and the 2013 Law as regards specifically the obligations of initial due diligence and the ongoing monitoring of intermediaries who ensure the marketing and with whom the IFM is in direct relation, as well as the legal and regulatory provisions as regards AML/TF.

520. Il en résulte que le GFI est tenu d'établir et de mettre en œuvre une procédure de commercialisation couvrant les *due diligences* requises, telles que précisées dans la section 6.2.3. (« *Due diligences initiales et suivi continu des délégataires* »). En outre, la procédure doit également détailler les *due diligences* requises aux termes de la réglementation en vigueur en matière de LBC/FT, telles que mentionnées à la section 5.4.2. (« *Obligations applicables au GFI selon la manière dont sont organisées la relation avec les intermédiaires de la commercialisation et la fonction d'agent teneur de registre* »).

521. La procédure visée au point 520 ci-avant doit par ailleurs, lorsque les OPC sont commercialisés dans l'Union Européenne, aborder au moins les aspects suivants (liste non exhaustive) :

- le cas échéant, la contribution à la détermination du marché-cible de l'OPC en collaboration avec l'initiateur de l'OPC, conformément à la Réglementation MiFID II ;
- les modalités d'échanges d'informations structurés entre le GFI et les intermédiaires de la commercialisation, notamment en ce qui concerne le marché-cible ;
- les modalités de rémunération des intermédiaires de la commercialisation, y compris les avantages, le cas échéant en accord avec la Réglementation MiFID II.

522. En sus des éléments visés à la sous-section 6.2.3.4. (« *Précisions sur le suivi continu* »), le GFI doit procéder à un suivi continu des intermédiaires de la commercialisation en conformité avec la section 5.4.2. (« *Obligations applicables au GFI selon la manière dont sont organisées la relation avec les intermédiaires de la commercialisation et la fonction d'agent teneur de registre* ») de la présente circulaire et inclure les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- le suivi des incidents en matière de commercialisation (p. ex. : « *Market Timing* », non-respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur dans les pays de commercialisation...) ;
- le suivi des pays de commercialisation ;
- le suivi de la conformité des délégataires aux dispositions de la Réglementation MiFID II en ce qui concerne la perception d'avantages, les modalités d'échange d'informations entre le GFI et les intermédiaires de la commercialisation portant sur le marché-cible notamment ;

520. As a result, the IFM is required to establish and implement a marketing procedure covering the required due diligences, as specified in Section 6.2.3. ("*Initial due diligence and ongoing monitoring of delegates*"). In addition, the procedure must also set out the due diligences required in accordance with the regulations in force as regards AML/ FT, as mentioned in Section 5.4.2. ("*Obligations applicable to the IFM in accordance with the manner in which the relation with the marketing intermediaries and the registrar agent function is organised*").

521. The procedure referred to in point 520 above must furthermore, where the UCIs are marketed in the European Union, address at least the following aspects (non-exhaustive list):

- where appropriate, the contribution to the determination of the target-market of the UCI in collaboration with the initiator the UCI, in accordance with the MiFID II Regulation;
- the terms for the exchange of structured information between the IFM and the marketing intermediaries, in particular as regards the target-market;
- the terms of remuneration for marketing intermediaries, including the benefits, where appropriate, in accordance with the MiFID II Regulation.

522. In addition to the elements referred to in Sub-Section 6.2.3.4. ("*Clarifications on the ongoing monitoring*"), the IFM must undertake an ongoing monitoring of the marketing intermediaries in compliance with Section 5.4.2 ("*Obligations applicable to the IFM in accordance with the manner in which the relation with the marketing intermediaries and the registrar agent function is organised*") of this Circular and include the following elements (non-exhaustive list):

- the monitoring of the incidents as regards marketing (e.g.: market timing, non-compliance with the legal and regulatory provisions in force in the country of marketing, etc.);
- the monitoring of the countries of marketing;
- the monitoring of the compliance of the delegates with the provisions of the MiFID II Regulation as regards, notably, the perception of benefits, the terms for the exchange of information between the IFM and the marketing intermediaries relating to the target-market;

- l'analyse du relevé des réclamations ;
- le suivi de la collecte de souscriptions et des rachats, ventilés par OPC.

523. Le GFI est tenu de soumettre annuellement à la CSSF un relevé de l'ensemble des intermédiaires de la commercialisation avec lesquels il a une relation directe. Ce relevé est à fournir dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

Sous-chapitre 6.6.: Organisation de la fonction d'évaluation (dispositions spécifiques applicables aux GFI autorisés en tant que GFIA)

Section 6.6.1. : Obligations générales

524. Le GFIA est tenu d'appliquer les dispositions prévues à l'article 17 de la Loi 2013 et à la section 7 du Règlement Délégué 231/2013 et doit donc mettre en place une fonction d'évaluation. L'organisation de la fonction d'évaluation doit garantir une évaluation indépendante des actifs des FIA.

525. En accord avec l'article 17 (4) de la Loi 2013, la fonction peut être effectuée soit en interne, soit déléguée à un expert externe en évaluation.

526. Recommandation applicable à la SGO : étant donné que la SGO est également tenue de mettre en place des procédures appropriées pour assurer l'évaluation correcte et précise de l'actif et du passif des OPCVM en application de l'article 9 (3) du Règlement 10-4, la CSSF recommande à la SGO de respecter les dispositions du présent sous-chapitre.

527. Indépendamment du modèle d'organisation adopté, le GFIA doit mettre en œuvre des politiques et procédures d'évaluation des actifs du FIA, en application de l'article 17 (1) de la Loi 2013 et de l'article 67 (1) du Règlement Délégué 231/2013.

528. Les politiques et procédures d'évaluation abordent au moins les éléments visés à l'article 67 (2) du Règlement Délégué 231/2013 et à l'article 17 (3) de la Loi 2013. Les données, les modèles ainsi que les critères de sélection des sources de prix et des données de marché doivent être décrits pour toutes les stratégies GFIA pour lesquelles le GFIA est autorisé et pour chaque type d'instrument envisagé. Lorsque le GFIA délègue l'exécution de la fonction à un expert externe en évaluation, l'identité des experts en évaluation doit être mentionnée dans la procédure de même que la description du processus d'échange d'informations entre le GFIA et cet expert, en accord avec l'article 67 (3) du Règlement

- the analysis of the complaints statement;
- the monitoring of the receipt of subscriptions and redemptions, broken down by UCI.

523. The IFM is required to submit on an annual basis to the CSSF a statement of all marketing intermediaries with whom it has a direct relation. This statement must be provided within five months following the closure of the financial year of the IFM.

Sub-Chapter 6.6: Organisation of the valuation function (specific provisions applicable to IFM authorised as AIFM)

Section 6.6.1: General obligations

524. The AIFM is required to apply the provisions provided for in Article 17 of the 2013 Law and Section 7 of the Delegated Regulation 231/2013 and must therefore put in place a valuation function. The organisation of the valuation function must guarantee an independent valuation of the assets of the AIF.

525. In accordance with Article 17 (4) of the 2013 Law, the function may be performed either internally or delegated to an external valuation expert.

526. Recommendation applicable to the ManCo: given that the ManCo is also required to put in place appropriate procedures to ensure the correct and accurate valuation of the assets and liabilities of UCITS pursuant to Article 9 (3) of CSSF Regulation 10-4, the CSSF recommends that the ManCo to comply with the provisions of this Sub-Chapter.

527. Regardless of the organisation model adopted, the AIFM must implement valuation policies and procedures for the assets of the AIF in accordance with Article 17 (1) of the 2013 Law and Article 67 (1) of Delegated Regulation 231/2013.

528. The valuation policies and procedures addresses at least the elements referred to in Article 67 (2) of Delegated Regulation 231/2013 and Article 17 (3) of the 2013 Law. The data, models as well as the criteria for the selection of price sources and market data must be described for all the AIFM strategies for which the AIFM is authorised and for each type of instrument contemplated. Where the AIFM delegates the execution of the function to an external valuation expert, the identity of the external valuation expert must be mentioned in the procedure as well as the description of the information exchange process between the AIFM and this expert, in accordance

Délégué 231/2013.

529. En cas d'écart de valeurs d'actifs ou de tout autre problème d'évaluation des actifs des FIA, les mesures d'intervention par paliers pour y remédier doivent être décrites dans les politiques et procédures d'évaluation en accord avec l'article 71 (4) du Règlement Délégué 231/2013. Conformément à l'article 71 du Règlement Délégué 231/2013, les politiques et procédures d'évaluation du GFIA prévoient un processus de réexamen de la valeur d'actifs lorsqu'il existe un risque significatif d'évaluation incorrecte.

530. Le GFIA ayant recours à des modèles pour l'évaluation des actifs est en outre tenu de respecter les dispositions de l'article 68 du Règlement Délégué 231/2013. Les politiques et procédures d'évaluation doivent détailler les modalités d'utilisation des modèles d'évaluation et inclure au moins des précisions sur les éléments suivants :

- la description des types de modèles (modèle standard ou autre) ;
- les principales caractéristiques du modèle (la simple référence à des modèles d'associations n'étant pas suffisante) ;
- le nom de la (ou des) personne(s) ayant développé chaque modèle ;
- le nom de la (ou des) personne(s) habilitée(s) à valider le modèle en accord avec l'article 68 (2) du Règlement Délégué 231/2013, sous réserve qu'elle(s) dispose(nt) d'une expertise suffisante et qu'elle(s) n'ai(en)t pas participé à la construction du modèle ;
- le processus appliqué pour modifier les modèles existants ou procéder à un changement de modèle (incluant le nom de la (ou des) personne(s) qui approuve(nt) les modifications) ;
- les modalités pour modifier un prix ayant été déterminé via modèles (comme par exemple l'application d'une décote) en précisant par exemple le nom des personnes autorisées et le processus de validation.

531. Les politiques et procédures d'évaluation doivent faire l'objet d'un réexamen périodique en accord avec l'article 70 du Règlement Délégué 231/2013. Préalablement au lancement d'une nouvelle stratégie d'investissement, les politiques et procédures d'évaluation doivent être réexaminées par le GFIA puis soumises à la CSSF en vue de l'autorisation pour l'extension de l'agrément à la nouvelle stratégie en question.

with Article 67 (3) of Delegated Regulation 231/2013.

529. In the event of differences in asset values or any other valuation problem of the assets of the AIF, the escalation measures to remedy this must be described in the valuation policies and procedures in accordance with Article 71 (4) of Delegated Regulation 231/2013. In accordance with Article 71 of Delegated Regulation 231/2013, the valuation policies and procedures of the AIFM set out a process to review the value of assets, where a material risk of an incorrect valuation exists.

530. The AIFM having recourse to models for the valuation of assets is furthermore required to comply with the provisions of Article 68 of Delegated Regulation 231/2013. The valuation policies and procedures must detail the terms for the use of valuation models and include at least clarifications on the following elements:

- the description of the types of models (standard model or other);
- the main characteristics of the model (a mere reference to models of associations is not sufficient);
- the name(s) of the person(s) who developed each model;
- the name(s) of the person(s) empowered to validate the model in accordance with Article 68 (2) of Delegated Regulation 231/2013, on condition that they have sufficient expertise and that they have not been involved in building the model;
- the process applied to modify existing models or to change a model (including the name(s) of the person(s) who approve the changes);
- the terms for modifying a price which has been determined via models (such as for example the application of a discount) by specifying, for example, the names of the persons authorised and the process of validation.

531. The valuation policies and procedures must be subject to a periodic review in accordance with Article 70 of Delegated Regulation 231/2013. Prior to the launch of a new investment strategy, the valuation policies and procedures must be reviewed by the AIFM then submitted to the CSSF with a view to obtaining authorisation for the extension of the authorisation to the new strategy in question.

Section 6.6.2. : Spécificités liées à l'exercice de la fonction d'évaluation en interne

532. Conformément à l'article 17 (4) b) de la Loi 2013, le GFIA doit veiller à ce que la tâche d'évaluation soit indépendante, sur le plan fonctionnel, de la gestion de portefeuille et de la politique de rémunération et que d'autres mesures garantissent une atténuation des conflits d'intérêts et évitent les influences abusives sur les employés.

533. En application de l'article 14 de la Loi 2013 suivant lequel la fonction de gestion des risques doit être indépendante des unités opérationnelles, le GFIA doit notamment veiller à garantir l'indépendance entre les activités de gestion des risques et d'évaluation. Etant donné que pour certains actifs, dont en particulier les instruments financiers complexes et illiquides, le risque que l'évaluation soit inappropriée est plus élevé, il est recommandé au GFIA autorisé pour la gestion de stratégies et d'instruments financiers complexes et illiquides qui ont décidé d'exercer la fonction d'évaluation en interne de séparer les fonctions de gestion des risques et d'évaluation. Néanmoins, la CSSF peut appliquer le principe de proportionnalité dans son appréciation de l'organisation de la fonction d'évaluation en accord avec l'article précité.

534. Dans l'exercice de la fonction d'évaluation en interne, le GFIA peut recourir à l'expertise de tiers. La responsabilité du GFIA à l'égard du FIA et de ses investisseurs n'est, toutefois, pas affectée.

535. Lorsque la fonction d'évaluation n'est pas exécutée par un expert externe en évaluation indépendant, en application de l'article 17 (9) de la Loi 2013, la CSSF peut exiger que les procédures d'évaluation et/ou les évaluations du GFIA, ainsi que le(s) modèle(s) utilisé(s) conformément à l'article 68 du Règlement Délégué 231/2013 soient vérifiées par un expert externe en évaluation ou, le cas échéant, par un réviseur d'entreprises agréé.

536. Au cas où le GFIA met en place un comité d'évaluation, il est recommandé au GFIA de respecter les conditions suivantes :

- les membres du comité disposent collectivement de l'expérience professionnelle et des qualifications nécessaires, eu égard notamment aux stratégies gérées ;
- le comité est composé (mais pas nécessairement exclusivement) de membres relevant des instances dirigeantes et du personnel du GFIA, se trouvant de façon permanente au Luxembourg ou

Section 6.6.2: Specificities regarding the internal performance of the valuation function internally

532. In accordance with Article 17 (4) b) of the 2013 Law, the AIFM must ensure that the valuation task is independent, on the functional plan, from the portfolio management and the remuneration policy and other measures guarantee that conflicts of interests are mitigated and undue influence on employees is avoided.

533. In accordance with Article 14 of the 2013 Law pursuant to which the risk management function must be independent of the operational units, the AIFM must notably ensure that independence between the risk management and valuation activities is guaranteed. Given that for certain assets, including in particular complex and illiquid financial instruments, the risk that the valuation is inappropriate may be higher, it is recommended that the AIFM authorised for the management of complex and illiquid financial instruments which have decided to exercise the valuation function internally to separate the risk management and valuation functions. Nevertheless, the CSSF may apply the principle of proportionality in its assessment of the organisation of the valuation function in accordance with the above-mentioned article.

534. In performing of the valuation function internally, the AIFM may have recourse to the expertise of third parties. The responsibility of the AIFM vis-à-vis the AIF and its investors is, however, not affected.

535. Where the valuation function is not performed by an independent external valuation expert, in accordance with Article 17 (9) of the 2013 Law, the CSSF may require that the valuation procedures and/or the valuations of the AIFM as well as the model(s) used pursuant to Article 68 of Delegated Regulation 231/2013 be verified by an external valuation expert or, where appropriate, by an approved statutory auditor.

536. In the event that the AIFM puts in place a valuation committee, it is recommended that the AIFM complies with the following conditions:

- the members of the committee collectively have the necessary professional experience and qualifications, having regard notably to the strategies managed;
- the committee is composed (but not necessarily exclusively) of members of the senior management and of the staff of the AIFM who are located in Luxembourg on a permanent basis or

qui ont leur domicile dans un lieu qui leur permet de se rendre, en principe, chaque jour au Luxembourg ; il est recommandé que le dirigeant ayant dans ses attributions la fonction d'évaluation fasse partie du comité d'évaluation ;

- les modalités de fonctionnement du comité, incluant notamment la composition du comité et les règles de droit de vote (majorité, droit de veto...) dans le respect des dispositions légales en matière d'indépendance des fonctions, sont consignées dans un document écrit ; ce document doit être mis à disposition de la CSSF sur demande ; la composition du comité d'évaluation et les règles de droit de vote doivent garantir une évaluation indépendante des actifs du FIA ; ainsi par exemple, afin de garantir que l'évaluation soit effectuée de manière impartiale et avec la compétence, le soin et la diligence requis conformément à l'article 17 (8) de la Loi 2013, il doit être démontré que les membres composant le comité d'évaluation sont, sur un plan fonctionnel, indépendants du processus de gestion des investissements, y compris la sélection des investissements ; le GFIA est tenu d'appliquer le principe précité indépendamment du fait que la fonction de gestion de portefeuille soit exercée en interne, avec éventuellement recours à des conseillers en investissement, ou bien déléguée ;
- les travaux du comité sont documentés par écrit. Cette documentation inclut l'agenda des réunions, les procès-verbaux des réunions consignants notamment l'analyse des risques liés à l'investissement, les décisions et mesures prises par le comité.

Section 6.6.3 : Spécificités liées à la délégation de la fonction d'évaluation

537. En complément des dispositions générales portant sur l'encadrement de la délégation, telles que développées dans le sous-chapitre 6.2. (« *Encadrement de la délégation* ») ci-dessus, les conditions spécifiques suivantes s'appliquent.

538. Le GFIA qui délègue l'exécution de la fonction d'évaluation doit également s'assurer du respect des dispositions prévues à l'article 17 (4) b), (5), (6) et (7) de la Loi GFIA ainsi qu'à l'article 67 (3) du Règlement Délégué 231/2013.

539. En application de l'article 17 (7) de la Loi 2013, le GFIA est tenu de notifier la désignation de l'expert externe en évaluation à la CSSF.

who are domiciled in a location which enables them, in principle, to come every day to Luxembourg; it is recommended that the conducting officer responsible for the valuation function is part of the valuation committee;

- the terms for the functioning of the committee, including notably the composition of the committee and the rules for voting rights (majority, right of veto, ...) in compliance with the legal provisions as regards the independence of functions, are set out in a written document; this document must be made available to the CSSF on request; the composition of the valuation committee and the rules for voting rights must guarantee an independent valuation of the assets of the AIF; thus for example, in order to guarantee that the valuation is carried out impartially and with competence, care and diligence required in accordance with Article 17 (8) of the 2013 Law, it must be demonstrated that the members composing the valuation committee are, on a functional level, independent of the investment management process, including the selection of investments; the AIFM is required to apply the above-mentioned principle independently of whether the portfolio management function is performed internally, with the possible recourse to investment advisors, or delegated;
- the work of the committee is to be documented in writing. This documentation includes the agenda of meetings, the minutes of meetings setting out, notably, the analysis of risks linked to investment, the decisions and measures taken by the committee.

Section 6.6.3: Specificities regarding the delegation of the valuation function

537. In addition to the general provisions relating to the framework of the delegation, as set out in Sub-Chapter 6.2. ("*Framework of delegations*") above, the following specific conditions shall apply.

538. The AIFM which delegates the performance of the valuation function must also ensure compliance with the provisions provided for in Article 17 (4) b), (5), (6) and (7) of the AIFM Law as well as Article 67 (3) of Delegated Regulation 231/2013.

539. Pursuant to Article 17 (7) of the 2013 Law, the AIFM is required to notify the appointment of an external valuation expert to the CSSF.

540. En outre, le GFIA ayant nommé un expert externe doit, lors de ses opérations de *due diligence* initiale et de suivi continu, s'assurer que l'expert externe en évaluation présente les garanties professionnelles suffisantes prévues à l'article 73 du Règlement Délégué 231/2013 et à l'article 17 (5) b) de la Loi 2013.

541. Finalement, la CSSF rappelle que l'expert externe en évaluation désigné n'est pas autorisé à déléguer la fonction d'évaluation à un tiers, conformément à l'article 17 (6) de la Loi 2013.

Chapitre 7. : Révision externe

542. En accord avec l'article 104 de la Loi 2010 et l'article 7*bis* de la Loi 2013, chaque GFI doit confier le contrôle de ses documents comptables annuels à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés qui justifient d'une expérience professionnelle adéquate.

543. En application des articles précités, le GFI est tenu de transmettre spontanément, dans le mois suivant l'assemblée générale ordinaire ayant approuvé les comptes annuels du GFI et au plus tard sept mois après la date de clôture de l'exercice social du GFI, les comptes annuels audités et commentaires écrits émis par le réviseur d'entreprises agréé dans le cadre de son contrôle des documents comptables annuels, notamment la lettre de contrôle interne (également appelée lettre de recommandation ou *Management Letter*) émise par le réviseur d'entreprises agréé.

544. Toute modification dans le chef des réviseurs d'entreprises agréés doit être autorisée au préalable par la CSSF. Le dossier doit en outre mentionner le nom de l'associé d'audit principal.

Chapitre 8. : Echanges d'informations entre le GFI et le dépositaire

545. Le GFI doit s'assurer que le dépositaire reçoit, dès le début de ses fonctions et en permanence, toutes les informations nécessaires pour permettre à ce dernier de remplir ses fonctions pour l'OPC dont il a été désigné dépositaire, de façon que le dépositaire puisse respecter ses obligations conformément aux dispositions légales et réglementaires lui étant applicables.

546. Il en résulte que le GFI doit également s'assurer que ses délégataires ainsi que, le cas échéant, les personnes externes qui ne sont pas désignées par le GFI

540. In addition, the AIFM who has designated an external expert must, during its initial due diligence operations and ongoing monitoring, ensure that the external valuation expert provides the sufficient professional guarantees set out in Article 73 of Delegated Regulation 231/2013 and in Article 17 (5) b) of the 2013 Law.

541. Finally, the CSSF recalls that the designated external valuation expert is not authorised to delegate the valuation function to a third party, in accordance with Article 17 (6) of the 2013 Law.

Chapter 7: External audit

542. In accordance with Article 104 of the 2010 Law and Article 7*bis* of the 2013 Law, each IFM must entrust the audit of its annual accounting documents to one or more approved statutory auditors who can prove that they have adequate professional experience.

543. Pursuant to the above-mentioned articles, the IFM is required to spontaneously transmit, within one month following the ordinary general meeting which approved the annual accounts of the IFM and at the latest seven months after the closing date of the financial year of the IFM, the audited annual accounts and written comments issued by the approved statutory auditor within the context of his audit of the annual accounting documents, notably, the internal audit letter (also called letter of recommendation or management letter) issued by the approved statutory auditor.

544. Any change regarding the approved statutory auditors must be authorised in advance by the CSSF. The file must furthermore indicate the name of the main audit partner.

Chapter 8: Exchange of information between the IFM and the depositary

545. The IFM must ensure that the depositary receives, from the beginning of its functions and at all times, all the information necessary to enable the latter to fulfil its functions for the UCI for which it has been designated depositary, in such a way that the depositary may comply with its obligations in accordance with the legal and regulatory provisions applicable to it.

546. As a result, the IFM must also ensure that its delegates as well as, where appropriate, the external persons who are not designated by the IFM itself (such as

lui-même (comme par exemple l'administration de FIA ou le « *collateral manager* », le cas échéant), mettent à disposition du dépositaire toutes les informations pertinentes nécessaires à l'exercice de sa mission conformément au point 545 ci-avant.

547. Disposition spécifique applicable à la SGO : la SGO doit notamment s'assurer que les procédures écrites prévues au point 33 de la Circulaire CSSF 16/644 décrivent les informations devant être fournies dans ce contexte au dépositaire des OPCVM gérés.

Dispositions spécifiques applicables au GFIA :

548. Le GFIA doit s'assurer que les procédures écrites prévues au point 65 de la circulaire CSSF 18/697 décrivent les informations devant être fournies dans ce contexte au dépositaire des FIA gérés.

549. Lorsqu'un courtier principal (*prime broker*) est amené à conserver des actifs qui sont la propriété du FIA, le courtier principal doit alors être considéré comme agissant comme délégataire du dépositaire du FIA concerné. Le GFIA doit s'assurer que le dépositaire dispose d'un droit de refus concernant le choix et la nomination d'un courtier principal faits par le FIA ou son GFI lorsque le courtier principal sera amené, dans l'exercice de ses fonctions, à conserver des actifs qui sont la propriété du FIA. Le GFI doit transmettre au dépositaire, en temps utile, toutes les informations pertinentes relatives au courtier principal de façon à ce que le dépositaire soit en mesure de s'acquitter de ses missions.

550. Dispositions applicables au GFI : les procédures visées aux points 547 et 548 ci-avant doivent déterminer la nature des informations pour lesquelles le GFI devrait, afin de faciliter le flux d'informations, assurer un rôle centralisateur.

Chapitre 9. : Programme d'activités

551. La demande d'agrément d'un GFI comprend un programme d'activités tel que visé à l'article 102 (1) d) de la Loi 2010 et à l'article 6 (2) c) de la Loi 2013. Ce document fournit notamment une description des activités envisagées ainsi que des projets de développement du GFI.

552. Il est précisé que le programme d'activités visé au présent chapitre est à distinguer du document visé à l'article 114 (2) b) de la Loi 2010 et à l'article 32 (2) b) de la Loi 2013 dans le contexte de la libre prestation de service et du libre établissement.

for example the administration of the AIF, or the collateral manager, where appropriate), make available to the depositary all the relevant information necessary for the performance of its duties in accordance with point 545 above.

547. Specific provisions applicable to the ManCo: the ManCo must notably ensure that the written procedures provided for in point 33 of CSSF Circular 16/644 describe the information to be provided in this context to the depositary of the UCITS managed.

Specific provisions applicable to the AIFM:

548. The AIFM must ensure that the written procedures provided for in point 65 of CSSF Circular 18/697 describe the information to be provided in this context to the depositary of the AIFs managed.

549. Where a prime broker is required to hold assets in custody which are owned by the AIF, the prime broker must then be deemed to be acting as delegate of the depositary of the AIF concerned. The AIFM ensures that the depositary has a right of refusal concerning the choice and appointment of a prime broker made by the AIF or its IFM where the prime broker is called upon, in the performance of its functions, to hold assets in custody which are owned by the AIF. The IFM must transmit to the depositary, in due time, all the relevant information relating to the prime broker so that the depositary is able to perform its duties.

550. Provisions applicable to the IFM: the procedures referred to in points 547 and 548 above must determine the nature of the information for which the IFM should, in order to facilitate the flow of information, ensure a centralising role.

Chapter 9: Programme of activities

551. The application for authorisation of an IFM includes a programme of activities as referred to in Article 102 (1) d) of the 2010 Law and Article 6 (2) c) of the 2013 Law. This document, notably, provides a description of the contemplated activities as well as the projects of development of the IFM.

552. It is specified that the programme of activities referred to in this Chapter must be distinguished from the document referred to in Article 114 (2) b) of the 2010 Law and Article 32 (2) b) of the 2013 Law in the context of the freedom to provide services and freedom of

establishment.

553. Le programme d'activités comprend les informations portant au moins sur :

- l'étendue des services proposés pour les trois prochains exercices en ce qui concerne :
- a) la gestion d'OPC :
- le nombre d'OPCVM, de FIA et d'autres OPC sous gestion, y compris les FIA non réglementés, en distinguant les OPC gérés directement des OPC gérés par délégation ;
 - les avoirs nets ainsi que le nombre d'OPC créés à l'initiative d'une société tierce (*i.e.* n'appartenant pas au même groupe que le GFI), en distinguant les OPC gérés directement des OPC gérés par délégation ;
 - pour les OPC autres que des OPC luxembourgeois, l'indication du pays dans lequel ces fonds sont établis et l'indication s'ils sont soumis à une supervision par une autorité ;
 - le nombre d'OPCVM, de FIA et d'autres OPC, y compris les FIA non réglementés, pour lesquels le GFI compte agir en tant qu'agent administratif, teneur de registre, ou domiciliataire, le cas échéant ;
 - les politiques d'investissement poursuivies par les OPC gérés, ainsi que les instruments et marchés financiers concernés. Le cas échéant, le programme doit indiquer si le GFI a l'intention de gérer des OPC qualifiant de fonds monétaires au sens du Règlement MMF ;
 - les stratégies d'investissement suivies ;
- b) la gestion discrétionnaire, le cas échéant, en accord avec la partie III. ci-après;
- la structure organisationnelle du GFI, y inclus la structure de délégation, le cas échéant ;
 - la procédure de gestion des risques en accord avec la trame présentée à l'annexe de la Circulaire CSSF 11/512 (article 42 (1) de la Loi 2010) pour le GFI autorisé à gérer des OPCVM, respectivement en accord avec l'annexe 1 de la présente circulaire pour le GFI autorisé à gérer des FIA ;

553. The programme of operations includes information relating at least to:

- the scope of the services proposed for the next three financial years as regards:
- a) the management of UCIs:
- the number of UCITS, AIFs and other UCIs under management, included non-regulated AIFs, distinguishing between UCIs managed directly and UCIs managed by delegation;
 - the net assets as well as the number of UCIs created on the initiative of a third party company (*i.e.* not belonging to the same group as the IFM), distinguishing between UCIs managed directly and UCIs managed by delegation;
 - for the UCIs other than Luxembourg UCIs, the indication of the country in which they are established and the indication as to whether they are subject to supervision by an authority;
 - the number of UCITS, AIFs and other UCIs, including non-regulated AIFs, for which the IFM intends to act as administrative agent, registrar agent, or domiciliation agent, where appropriate;
 - the investment policies pursued by the UCIs managed, as well as the instruments and financial markets concerned. Where appropriate, the programme must indicate whether the IFM intends to manage UCIs qualifying as money market funds within the meaning of the MMF Regulation;
 - the investment strategies pursued;
- b) the discretionary management, where appropriate, in accordance with Part III hereafter;
- the organisational structure of the IFM, including the delegation structure, where appropriate;
 - the risk management procedure in accordance with the format presented in the Annex to CSSF Circular 11/512 (Article 42 (1) of the 2010 Law) for the IFM authorised to manage UCITS, respectively in accordance with Annex 1 of this Circular for the IFM authorised to manage AIFs;

- la stratégie à l'international, notamment par la voie de libre prestation de services et de libre établissement (cf. partie IV. de la présente circulaire) ;
- les comptes prévisionnels du GFI (comptes de résultat et bilan) pour les trois prochains exercices ainsi que les hypothèses de développements retenues pour le GFI. Le document devra être accompagné d'un descriptif des prévisions de l'évolution des affaires et montrer le caractère pérenne du modèle d'affaires envisagé. Les hypothèses doivent être réalistes, robustes, raisonnables et suffisamment précises. Le GFI doit en outre montrer comment il entend respecter les exigences légales et réglementaires de fonds propres durant la phase de lancement de ses activités. Les comptes prévisionnels doivent notamment, lorsque l'information est prévisible, détailler les commissions de gestion d'OPC ventilées par type d'OPC, les rétrocessions de commissions de gestion d'OPC ventilées par type d'OPC et par activité, les éventuels autres revenus et charges résultant de la gestion d'OPC, ainsi que les produits liés aux activités ne relevant pas de la gestion d'OPC. En cas d'acquisition par le GFI de parts d'OPC, comme par exemple lors du lancement d'OPC ou de classes de parts d'OPC gérés (*seeding*), le programme d'activité doit le mentionner explicitement. A cet effet, le GFI est tenu d'informer la CSSF au préalable de sa décision initiale d'effectuer de tels investissements, en indiquant les montants et la durée envisagée.
- the international strategy, notably through the freedom to provide services and the freedom of establishment (cf. Part IV of this Circular);
- the provisional accounts of the IFM (profit and loss account and balance sheet) for the next three financial years as well as the development assumptions retained for the IFM. The document must be accompanied by a description of the forecasts for business development and demonstrate the perennial nature of the contemplated business model. The assumptions must be realistic, robust, reasonable and sufficiently precise. The IFM must furthermore demonstrate how it intends to comply with the legal and regulatory requirements of the own funds during the launch phase of its activities. The provisional accounts must notably, where the information is foreseeable, detail the UCI management fees broken down by type of UCI, the UCI retrocession of management fees broken down by type of UCI and by activity, any other potential revenues and expenses resulting from the management of UCIs, as well as the products linked to activities not relating to the management of UCIs. In the event of the acquisition by the IFM of units of UCIs, for example during the launch of UCIs or classes in units of UCIs managed (*seeding*), the programme of activities must mention this explicitly. To this end, the IFM is required to inform the CSSF in advance of its initial decision to make such investments with an indication of the amounts and duration contemplated.

554. Le GFI est tenu d'informer la CSSF au préalable de son intention d'apporter une modification substantielle à son programme d'activité.

554. The IFM is required to inform the CSSF in advance of its intention to carry out substantial changes to its programme of activities.

555. En outre, la CSSF peut exiger à tout moment au cours de la vie du GFI la transmission d'un programme d'activités actualisé, incluant notamment des comptes prévisionnels conformes au point 553 ci-avant.

555. In addition, the CSSF may require at any time during the life of the IFM the transmission of an updated programme of activities, including in particular the provisional accounts in accordance with point 553 above.

Dispositions spécifiques applicables au GFIA :

Specific provisions applicable to the AIFM:

556. En cas d'intention de lancer une ou plusieurs nouvelle(s) stratégie(s) d'investissement des FIA, telles que définies à l'annexe IV du Règlement Délégué 231/2013, le GFIA doit introduire une demande écrite en vue de l'autorisation pour l'extension de l'agrément à la/les nouvelle(s) stratégie(s) en question. La demande doit inclure le questionnaire en vigueur sur le site internet de la CSSF, complété au moins des politiques et procédures d'évaluation et de la PGR actualisées pour tenir compte de la (des) nouvelle(s) stratégie(s)

556. In the event of the intention to launch one or more new investment strategies of AIFs as defined in Annex IV of Delegated Regulation 231/2013, the AIFM must submit a written request for authorisation of the extension to the new strategy(ies) in question. The request must include the questionnaire in force on the website of the CSSF, completed at least by the updated valuation policies and procedures and the RMP to take account of the new strategy(ies) contemplated.

envisagée(s).

557. En cas d'intention de gérer des FIA qualifiant de fonds monétaires, le GFIA doit introduire une demande écrite en vue de l'autorisation pour gérer des FIA qualifiant de fonds monétaires en vertu de l'article 5 du Règlement MMF.

557. In the event of the intention to manage AIFs qualifying as money market funds, the AIFM must make a written request for authorisation of managing AIFs qualifying as money market funds under the terms of Article 5 of the MMF Regulation.

Partie III. : Conditions d'obtention et de maintien d'agrément des GFI qui ont des activités de gestion d'OPC et de gestion sous mandat individualisé de portefeuilles d'investissement telles que prévues par l'article 101 (3) de la Loi 2010 et par l'article 5 (4) de la Loi 2013

Part III: Conditions for obtaining and maintaining authorisation of IFMs active in the management of UCIs and the management of investment portfolios on a client-by-client basis, as provided for in Article 101 (3) of the 2010 and Article 5 (4) of the 2013 Law

558. Toutes les conditions posées à la partie II. ci-dessus demeurent applicables. S'y ajoutent des exigences spécifiques à l'activité de gestion sous mandat individualisé de portefeuilles d'investissement. Il est rappelé que, en accord avec le point 305 de la présente circulaire, le GFI visé à la présente partie est également soumis aux lois et réglementations en vigueur en matière de LBC/FT, dont la Loi LBC/FT, la Loi du 27 octobre 2010, le Règlement CSSF 12-02, les circulaires CSSF en matière de LBC/FT, ainsi que les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et les actes adoptés par l'Union européenne.

558. All the conditions set out in Part II above remain applicable. Additional requirements apply that are specific to the activity of the management of investment portfolios on a client-by-client basis. It is recalled that, in accordance with point 305 of this Circular, the IFM referred to in this Part is also subject to the laws and regulations in force in respect of AML/TF, including the AML/TF law, the Law of 27 October 2010, CSSF Regulation 12-02, the CSSF circulars on AML/CFT as well as the resolutions of the United Nations Security Council and the acts adopted by the European Union.

559. Le programme d'activités tel que décrit au chapitre II. 9. comprend en outre les informations portant sur l'étendue des services proposés pour les trois prochains exercices en ce qui concerne au moins :

559. The programme of activities as described in Chapter II. 9 includes in addition information relating to the scope of services proposed for the next three financial years as regards at least:

- la description des activités réalisées au titre de l'article 101 (3) de la Loi 2010 et/ou de l'article 5 (4) de la Loi 2013, y compris, le cas échéant, les services auxiliaires proposés ;
- le type de clientèle visée ;
- le nombre de clients privés, institutionnels et fonds de retraite ;
- les actifs gérés par type de clientèle ;
- les instruments et marchés financiers concernés ;
- les modalités de commercialisation ;
- l'indication des dépositaires auprès desquels les avoirs des clients sont déposés ;
- la politique de gestion des risques appliquée en

- the description of the activities carried out in accordance with Article 101 (3) of the 2010 Law and/or Article 5 (4) of the 2013 Law, including, where appropriate, the ancillary services proposed;
- the type of clientele targeted;
- the number of private and institutional clients and pension funds;
- the assets managed by type of clientele;
- the financial instruments and markets concerned;
- the marketing terms;
- the indication of depositaries with which the assets of the clients are deposited;
- the risk management policy applied to the

matière de gestion discrétionnaire.

discretionary management.

560. La CSSF tient à préciser que certaines dispositions de la Réglementation MiFID II sont applicables au GFI prestant des services de gestion discrétionnaire. Par conséquent, les articles 1-1, 37-1 et 37-3 de la LSF, les articles 1.1 et 65 du Règlement délégué (UE) 2017/565 de la Commission du 25 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences organisationnelles et les conditions d'exercice applicables aux entreprises d'investissement et la définition de certains termes aux fins de ladite directive, ainsi que l'article 1^{er} du Règlement grand-ducal du 30 mai 2018 relatif à la protection des instruments financiers et des fonds des clients, aux obligations applicables en matière de gouvernance des produits et aux règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage monétaire ou non monétaire s'appliquent *mutatis mutandis* à la fourniture par un GFI de services de gestion discrétionnaire.

560. The CSSF wishes to clarify certain provisions of the MiFID II Regulation are applicable to the IFM providing discretionary management services. Accordingly, Article 1-1, 37-1 and 37-3 of the LFS, Articles 1.1 and 65 of Delegated Regulation (EU) 2017/565 of the Commission of 25 April 2016 supplementing Directive 2014/65/EU of the European Parliament and of the Council as regards organisational requirements and operating conditions for investment firms and defined terms for the purposes of that Directive, as well as Article 1 of the Grand-Ducal Regulation of 30 May 2018 on the protection of financial instruments and funds belonging to clients, product governance obligations and the rules applicable to the provision or reception of fees, commissions or any monetary or non-monetary benefits, apply *mutatis mutandis* to the provision of discretionary management services by an IFM.

561. Dans ce contexte, le GFI doit faire parvenir au moment de son agrément une confirmation qu'il adhère pleinement aux dispositions de la Réglementation MiFID II précitées.

561. In this context, the IFM must provide confirmation, at the time of its authorisation, that it fully adheres to the above-mentioned provisions of the MiFID II Regulation.

562. Il est à noter que, dans la mesure où les services prestés par un GFI visé à la présente partie sont pour la gestion sous mandat individualisé les mêmes que ceux prestés par les gérants de fortunes tombant dans le champ d'application de l'article 24-3 de la LSF, les mêmes règles prudentielles leur sont applicables.

562. It should be noted that, insofar as the services provided by an IFM referred to in this Part are the same for the management on a client-by-client basis as those provided by the private portfolio managers falling within the scope of Article 24-3 of the LFS, the same prudential rules are applicable.

563. En ce qui concerne les obligations introduites par le Règlement EMIR, la responsabilité du GFI autorisé pour l'exercice de la gestion discrétionnaire se limite uniquement à la déclaration des positions sur contrats dérivés pris pour ses clients pour lesquels le GFI autorisé pour l'exercice de la gestion discrétionnaire est partie prenante au contrat dérivé (« pour compte propre »). En cas de délégation, le GFI autorisé pour l'exercice de la gestion discrétionnaire est également tenu de respecter les dispositions visées au chapitre II.6. « *Dispositions organisationnelles spécifiques* ».

563. As regards the obligations introduced by the EMIR Regulation, the liability of the IFM authorised for the exercise of discretionary management is limited only to the declaration of positions on derivative contracts taken for its clients for which the IFM authorised for the exercise discretionary management is party to the derivative contract ("for own account"). In the event of delegation, the IFM authorised for the exercise of discretionary management is also required to comply with the provisions referred to in Chapter II.6 "*Specific organisational provisions*".

564. Le GFI doit également remettre à la CSSF des contrats-type de gestion discrétionnaire et, le cas échéant, les contrats relatifs aux services auxiliaires qu'il entend faire signer à ses clients.

564. The IFM must also deliver to the CSSF standard contracts for discretionary management and, where appropriate, the contracts relating to ancillary services that it intends to have signed by its clients.

565. Chaque GFI qui fournit des services de gestion de portefeuilles d'investissement, y compris ceux qui sont détenus par des fonds de retraite sur une base discrétionnaire et individualisée, dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs, doit respecter, en sus des dispositions visées au chapitre II.3. « *Fonds propres* » de la présente circulaire, la réglementation

565. Each IFM that provides portfolio management services, including those held by pension funds on a discretionary, client-by-client basis, in the context of a mandate given by the investors, must comply, in addition to the provisions referred to in Chapter II.3. "*Own funds*" of this Circular, with the Luxembourg regulations implementing Directive 2013/36/EU of 26 June 2013 on

luxembourgeoise portant transposition de la directive 2013/36/UE du 26 juin 2013 en matière d'adéquation des fonds propres.

566. A cet effet, le GFI visé à la présente partie est tenu de soumettre trimestriellement, au plus tard pour le 20 du mois qui suit la clôture du trimestre calendaire, son calcul du ratio de fonds propres déterminé conformément à la Circulaire CSSF 07/290.

567. Finalement, chaque GFI dont l'agrément couvre les services prévus à l'article 101 (3) de la Loi 2010 ou à l'article 5 (4) de la Loi 2013 et assurant donc la gestion discrétionnaire doit obligatoirement participer pour ces services à un système d'indemnisation des investisseurs institué au Luxembourg et reconnu par la CSSF. Il est dès lors obligé d'adhérer au Système d'Indemnisation des Investisseurs Luxembourg.

Partie IV. : Le GFI et les principes de libre établissement et de libre prestation de services

Chapitre 1. : Libre établissement d'une succursale

Sous-chapitre 1.1. : Obligation de notification

Dispositions spécifiques applicables à la SGO :

568. Chaque GFI soumis au chapitre 15 de la Loi 2010 voulant exercer des activités ou prêter des services sur le territoire d'un autre Etat membre par le biais d'une succursale sous couvert de la Directive OPCVM doit soumettre à la CSSF une notification contenant les informations mentionnées à l'article 114 de la Loi 2010. Ainsi, la notification doit être accompagnée des informations suivantes :

- a) l'Etat membre sur le territoire duquel la SGO envisage d'établir une succursale ;
- b) un programme précisant les activités et les services au sens de l'article 101, paragraphes (2) et (3) de la Loi 2010, envisagés ainsi que la structure de l'organisation de la succursale et comportant une description du processus de gestion des risques mis en place par la SGO. Il comporte également une description des procédures et des modalités arrêtées en matière de traitement des plaintes ainsi que pour fournir des informations, à la demande du public ou des autorités compétentes de l'Etat membre d'origine de l'OPCVM ;

capital adequacy of own funds.

566. To this end, the IFM referred to in this Part is required to submit on a quarterly basis, at the latest by the 20th of the month which follows the closure of the calendar quarter, its calculation of the own funds ratio determined in accordance with CSSF Circular 07/290.

567. Finally each IFM whose authorisation covers the services set out in Article 101 (3) of the 2010 Law and Article 5 (4) of the 2013 Law and thus ensuring discretionary management, must participate regarding these services in a investor compensation system set up in Luxembourg and recognised by the CSSF. It is therefore required to adhere to the SIIL ("*Système d'Indemnisation des Investisseurs Luxembourg*").

Part IV: The IFM and the principles of freedom of establishment and freedom to provide services

Chapter 1: Freedom to establish a branch

Sub-Chapter 1.1: Obligation of notification

Specific provisions applicable to the ManCo:

568. Each ManCo subject to Chapter 15 of the 2010 Law wishing to exercise activities or provide services within the territory of another Member State by means of a branch under the UCITS Directive must submit to the CSSF a notification containing the information indicated in Article 114 of the 2010 Law. Thus, the notification must be accompanied by the following information:

- a) the Member State in which the ManCo is contemplating to establish a branch;
- b) a programme specifying the activities and the services contemplated within the meaning of Article 101, paragraphs (2) and (3) of the 2010 Law, as well as the structure of the organisation of the branch and including a description of the risk management process put in place by the ManCo. It also include a description of the procedures and arrangements as regards the handling of complaints as well as the provision of information, at the request of the public or the competent authorities of the home Member State of the UCITS;

c) l'adresse, dans l'Etat membre d'accueil de la SGO, à laquelle les documents peuvent être obtenus ; et

d) le nom du (des) dirigeant(s) responsable(s) de la succursale.

569. La description du processus de gestion des risques doit être appropriée et proportionnée à l'activité et/ou aux services réellement prestés au niveau de la succursale dans le pays d'accueil. Elle couvre, si applicable, les services prévus à l'article 101 (3) de la Loi 2010, en l'occurrence la gestion de mandats individualisés.

570. Disposition spécifique applicable au GFIA : chaque GFI agréé en tant que GFIA voulant exercer des activités ou prêter des services sur le territoire d'un autre Etat membre par le biais d'une succursale sous couvert de la Directive GFIA doit soumettre à la CSSF une notification contenant les informations mentionnées à l'article 32 de la Loi 2013. Ainsi, la notification doit être accompagnée des informations suivantes :

a) l'Etat membre sur le territoire duquel le GFIA envisage d'y établir une succursale, et/ou de fournir les services visés à l'article 5 (4) de la Loi 2013 ;

b) un programme d'activités précisant notamment les services que le GFIA envisage de fournir et/ou identifiant les FIA qu'il compte gérer ;

c) la structure organisationnelle de la succursale ;

d) l'adresse, dans l'Etat membre d'origine du FIA, à laquelle des documents peuvent être obtenus ;

e) le nom et les coordonnées des personnes chargées de la gestion de la succursale.

571. Le dossier de notification est à établir dans une langue mutuellement acceptable par la CSSF et l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

572. La succursale du GFI doit être dotée d'au moins un dirigeant (« *Branch Manager* » / « *Zweigniederlassungsleiter* ») localisé dans le pays d'accueil.

573. En ce qui concerne le(s) dirigeant(s) de la succursale, chaque GFI doit inclure dans la notification les éléments d'information suivants et tout autre document éventuellement précisé ultérieurement par la CSSF :

- un *curriculum vitae* récent, signé et daté ;
- une copie du passeport/de la carte d'identité ;

c) the address, in the host Member State of the ManCo, from where the documents may be obtained; and

d) the name of the conducting officer(s) responsible for the branch.

569. The description of the risk management process must be appropriate and proportionate to the activity and/or the services actually provided at the level of the branch in the host country. It covers, if applicable, the services provided for in Article 101 (3) of the 2010 Law, in this instance, the management on a client-by-client basis.

570. Specific provisions applicable to AIFMs: each AIFM authorised as an AIFM wishing to exercise activities or provide services within the territory of another Member State via a branch under the AIFM Directive must submit to the CSSF a notification containing the information indicated in Article 32 of the 2013 Law. Thus, the notification must be accompanied by the following information:

a) the Member State in which the AIFM is contemplating to establish a branch, and/or providing the services referred to in Article 5 (4) of the 2013 Law;

b) a programme of activities specifying, in particular, the services which the AIFM is contemplating providing and/or identifying the AIFs which it intends to manage;

c) the organisational structure of the branch;

d) the address, in the home Member State of the AIF, from where the documents may be obtained;

e) the name and details of the persons in charge for the management of the branch.

571. The notification file must be drawn up in a language mutually acceptable by the CSSF and the competent authority of the host Member State.

572. The branch of the IFM must have at least one branch manager ("dirigeant", "Zweigniederlassungsleiter") located in the host country.

573. As regards the branch manager, each IFM must include in the notification the following items of information and any other document possibly indicated subsequently by the CSSF:

- a recent *curriculum vitae*, signed and dated;
- a copy of the passport/identity card;

- une déclaration sur l'honneur telle que téléchargeable sur le site de la CSSF (www.cssf.lu) ; et
- un extrait du casier judiciaire récent, si disponible, ou tout autre document comparable.

Sous-chapitre 1.2. : Conditions d'exercice

574. Le GFI nomme parmi ses dirigeants une personne responsable du suivi de l'activité de la succursale dont le nom sera communiqué à la CSSF lors de la notification. Cette personne est responsable pour coordonner le flux d'informations entre la (les) succursale(s) et le siège du GFI au Luxembourg. L'identité de cette personne ainsi que celle de toute personne lui succédant dans sa fonction doit être immédiatement notifiée pour agrément à la CSSF. La notification doit être accompagnée des éléments visés au point 573 ci-avant.

575. Le GFI doit conserver un niveau de substance suffisant au sein du siège luxembourgeois, en accord avec les dispositions visées aux chapitres 4., 5. et 6. de la partie II. de la présente circulaire afin d'effectuer un suivi adéquat de l'activité de la ou des succursale(s).

576. Les fonctions de compliance, de gestion des risques et d'audit interne doivent couvrir les activités réalisées dans la ou les succursale(s).

577. Il n'est généralement pas permis à un GFI qui a une ou plusieurs succursales de recourir à un expert externe spécialisé en matière d'audit interne, ni de déléguer l'exécution de la fonction de compliance. Toutefois, la CSSF peut déroger sur base d'une justification adéquate au principe général mentionné ci-avant, pour autant que l'importance et la nature des activités réalisées par la succursale ainsi que la taille de la succursale le justifient, dans le respect des dispositions visées aux sections 5.3.2. et 5.3.3. de la présente circulaire.

578. Le GFI est tenu d'informer la CSSF des modifications affectant la succursale en accord avec les dispositions prévues respectivement à l'article 18 (4) de la Directive OPCVM et à l'article 33 (6) de la Directive GFIA.

579. Le GFI doit informer spontanément la CSSF en cas de changement affectant l'organisation de la succursale ou de toute modification substantielle affectant les effectifs de personnel employé dans la succursale, ainsi que la nature et les volumes d'activités réalisés depuis la succursale.

- a declaration of honour, as may be downloaded on the CSSF website (www.cssf.lu); and
- a recent extract of the criminal record, if any, or any other comparable document.

Sub-Chapter 1.2: Conditions of exercise

574. The IFM shall appoint from among its conducting officers a person responsible for the monitoring of the activity of the branch whose name shall be communicated to the CSSF at the time of notification. This person shall be responsible for coordinating the flow of information between the branch(es) and registered office of the IFM in Luxembourg. The identity of this person as well as of every person succeeding him in his function must be, without further delay, communicated to the CSSF for approval. The notification must be accompanied by the elements referred to in point 573 above.

575. The IFM must maintain a sufficient level of substance at the registered office in Luxembourg, in accordance with the provisions referred to in Chapters 4, 5 and 6 of Part II of this Circular in order to carry out an adequate monitoring of the activity of the branch(es).

576. The compliance, risk management and internal audit functions must cover the activities carried out in the branch(es).

577. It is generally not permitted for an IFM which has one or more branches to have recourse to an external expert specialised on internal audit, or to delegate the performance of the compliance function. However, the CSSF may derogate, on the basis of adequate justification, from the general principle mentioned hereinbefore, provided that the importance and nature of the activities carried out by the branch as well as the size of the branch so justify, in compliance with the provisions referred to in Sections 5.3.2 and 5.3.3 of this Circular.

578. The IFM is required to inform the CSSF of the changes affecting the branch in accordance with the provisions of Article 18 (4) of the UCITS Directive, respectively Article 33 (6) of the AIFM Directive.

579. The IFM must spontaneously inform the CSSF in the event of any change affecting the organisation of the branch or of any substantial change affecting the number of staff employed in the branch, as well as the nature and volumes of activities carried out from the branch.

580. Les instances dirigeantes du GFI sont tenues d'établir annuellement un rapport écrit décrivant notamment les activités réalisées au sein de chaque succursale durant la période, y compris leur répartition géographique, et comportant une appréciation de la situation financière de la succursale. Le rapport décrit l'organisation mise en œuvre au sein des succursales pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que les vérifications effectuées et leurs conclusions quant à la conformité de chaque succursale aux obligations luxembourgeoises de LBC/FT. En cas de non-conformité, le rapport donne des explications sur leurs raisons d'être et les actions entreprises pour y remédier ainsi que les délais y relatifs. Le rapport précise si des politiques et procédures ont été mises en œuvre à l'échelle du groupe, si le GFI constitue lui-même un groupe ou fait partie d'un groupe, conformément aux dispositions de l'article 4-1 de la Loi LBC/FT. Ce document doit parvenir à la CSSF dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

581. Il est rappelé qu'en application de la circulaire CSSF 10/467, le GFI ayant une ou plusieurs succursales est tenu de communiquer non seulement les tableaux périodiques dans la version comptable « L » (chiffres du siège établi au Luxembourg uniquement), mais également les versions « N » (chiffres globaux incluant les chiffres du siège et de toutes les succursales), et « S » (chiffres de chaque succursale prise individuellement).

582. Les succursales sont également englobées par le réviseur d'entreprises agréée dans le contrôle des comptes annuels du GFI.

Chapitre 2. : Libre prestation de services

Dispositions spécifiques applicables à la SGO :

583. Chaque SGO voulant exercer des activités ou prêter des services sur le territoire d'un autre Etat membre par voie de libre prestation de services sous couvert de la Directive OPCVM doit soumettre à la CSSF une notification contenant les informations mentionnées à l'article 115 de la Loi 2010. Ainsi, la notification doit être accompagnée des informations suivantes :

- a) l'Etat membre sur le territoire duquel elle envisage d'opérer ;
- b) un programme indiquant les activités et les services visés à l'article 101, paragraphes 2 et 3 de la Loi 2010, envisagés et comportant une description du processus de gestion des risques mis en place par la SGO. Il comporte également une description des procédures et des modalités arrêtées conformément à

580. The senior management of the IFM is required to establish on an annual basis a written report describing notably the activities carried out within each branch during the period, including their geographical division, and comprising an assessment of the financial situation of the branch. The report shall describe the organisation implemented within the branches to fight against money laundering and terrorism financing, as well as the verifications made and their conclusions as to the compliance of each branch with the Luxembourg AML/TF obligations. In the event of non-compliance, the report shall explain the reasons for non-compliance and the actions undertaken to remedy the situation as well as the timelines relating thereto. The report specifies whether policies and procedures have been implemented at the level of the group, if the IFM itself constitutes a group or forms part of a group, in accordance with the provisions of Article 4-1 of the AML/TF Law. This document must be obtained by the CSSF within five months following the closure of the financial year of the IFM.

581. It is recalled that in accordance with CSSF Circular 10/467, an IFM which has one or more branches is required to communicate not only the periodic tables in the accounting version "L" (only figures for the registered office established in Luxembourg), but also the versions "N" (global figures including the figures for the registered office and all branches), and "S" (figures for each individual branch).

582. The branches are included by the approved statutory auditor in the audit of the annual accounts of the IFM.

Chapter 2: Freedom to provide services

Specific provisions applicable to the ManCo:

583. Each ManCo wishing to exercise activities or provide services within the territory of another Member State by means of the free provisions of services under the UCITS Directive must submit to the CSSF a notification containing the information indicated in Article 115 of the 2010 Law. Thus, the notification must be accompanied by the following information:

- a) the Member State in which it is contemplating to operate;
- b) a programme indicating the activities and the services referred to in Article 101, paragraphs 2 and 3 of the 2010 Law, which are contemplated and including a description of the risk management process put in place by the ManCo. It also includes a description of the procedures and arrangements adopted in accordance

l'article 112 de la Loi 2010.

584. La description du processus de gestion des risques doit être appropriée et proportionnée à l'activité et/ou aux services réellement prestés au niveau de la succursale¹⁹ dans le pays d'accueil. Elle couvre, si applicable, les services prévus à l'article 101 (3) de la Loi 2010, en l'occurrence la gestion de mandats individualisés.

585. Il convient de préciser qu'aux termes de l'article 113 de la Loi 2010, une SGO qui se propose seulement de commercialiser, sans créer de succursale, les parts de l'OPCVM qu'elle gère dans un Etat membre autre que celui où est établi l'OPCVM n'est pas soumise aux dispositions concernant la libre prestation de services.

586. Disposition spécifique applicable au GFIA : chaque GFIA voulant exercer des activités ou prester des services sur le territoire d'un autre Etat membre par voie de libre prestation de services sous couvert de la Directive GFIA doit soumettre à la CSSF une notification contenant les informations mentionnées à l'article 32 de la Loi 2013. Ainsi, le dossier de notification doit inclure :

a) l'Etat membre sur le territoire duquel le GFIA envisage de gérer des FIA directement, et/ou de fournir les services visés à l'article 5 (4) de la Loi 2013 ;

b) un programme d'activités précisant notamment les services que le GFIA envisage de fournir et/ou identifiant les FIA qu'il compte gérer.

587. Le dossier de notification est à établir dans une langue mutuellement acceptable par la CSSF et l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil.

588. Le GFI fournit également une description des principales techniques de commercialisation auxquelles il compte recourir (déplacements réguliers dans l'Etat membre d'accueil, ventes à distance, etc.), lorsque la commercialisation fait partie de ses fonctions-clé.

Chapitre 3. : Dispositions générales en matière de libre établissement respectivement de libre prestation de services

589. Le GFI qui a établi une succursale ou qui agit par libre prestation de services dans un autre Etat membre, doit notifier toute modification des informations visées au

with Article 112 of the 2010 Law.

584. The description of the risk management process must be appropriate and proportionate to the activity and/or the services actually provided at the level of the branch in the host country²⁰. It covers, if applicable, the services provided for in Article 101 (3) of the 2010 Law, in this instance, the management on a client-by-client basis.

585. It should be specified that in accordance with Article 113 of the 2010 Law, an ManCo which proposes only to market, without creating a branch, the units of the UCITS it manages in a Member State other than where the UCITS is established, is not subject to the provisions concerning the freedom to provide services.

586. Specific provisions applicable to the AIFM: each AIFM wishing to exercise activities or provide services within the territory of another Member State via the freedom to provide services under the AIFM Directive must submit to the CSSF a notification containing the information indicated in Article 32 of the 2013 Law. Thus, the notification file must include:

a) the Member State in which the AIFM is contemplating to manage AIFs, and/or providing the services referred to in Article 5 (4) of the 2013 Law;

b) a programme of activities specifying in particular the services which the AIFM is contemplating providing and/or identifying the AIFs which it intends to manage.

587. The notification file must be drawn up in a language mutually acceptable by the CSSF and the competent authority of the host Member State.

588. The IFM shall also provide a description of the main marketing techniques to which it intends to have recourse (regular trips to the host Member State, distance sales, etc.), where marketing forms part of its key functions.

Chapter 3: General provisions in relation to the freedom of establishment, respectively the freedom to provide services

589. The IFM which has established a branch or which acts under the freedom to provide services in another Member State, must notify any change in the information

¹⁹ Le texte au point 584 fait référence : « aux services réellement prestés au niveau de la succursale dans le pays d'accueil », mais il faut lire : « aux services réellement prestés selon le principe de libre prestation de services ».

²⁰ The French version of point 584 refers to "[...] the services actually provided at the level of the branch in the host country", but it should refer to "[...] the services actually provided under the freedom to provide services".

point 568 sous b), c) et d), ou au point 583 sous b) selon le cas, pour la SGO, respectivement au point 570 ou au point 586 selon le cas, pour le GFIA, à l'autorité compétente de son pays d'accueil ainsi qu'à la CSSF par écrit, au moins un mois avant l'entrée en vigueur du changement (articles 114 (7) ou 115 (4) de la Loi 2010 pour la SGO et article 32 (5) de la Loi 2013 pour le GFIA).

590. Disposition spécifique applicable à la SGO : dans la mesure où une SGO désire gérer un OPCVM d'un Etat membre sur une base transfrontalière via la création d'une succursale ou par voie de libre prestation de services, elle doit fournir aux autorités compétentes de l'Etat membre d'origine de l'OPCVM l'accord écrit conclu avec le dépositaire et des informations relatives aux modalités de délégation opérées par la SGO, en ce qui concerne les fonctions visées à l'annexe II de la Loi 2010 en matière d'administration et de gestion des placements.

Partie V. : Principe de proportionnalité

591. Le principe de proportionnalité peut être invoqué par un GFI dans l'application de certaines exigences formulées par le Règlement 10-4 et le Règlement Délégué 231/2013 tout en tenant compte de la nature, de l'échelle et de la complexité de ses activités ainsi que l'éventail des services exercés.

592. Ainsi, un GFI peut être autorisé à appliquer, moyennant une demande préalable dûment motivée, le principe de proportionnalité lors de l'organisation de ses fonctions permanentes de gestion des risques (section 5.3.1.), de compliance (section 5.3.2.), d'audit interne (section 5.3.3.). Le principe de proportionnalité ne peut en aucun cas être invoqué pour ne pas mettre en place les fonctions précitées.

593. Par ailleurs, chaque GFI peut tenir compte de ce principe dans l'organisation de ses ressources humaines, dans la gestion des conflits d'intérêts, dans la mise en œuvre d'une politique de rémunération, dans le respect des conditions précisées dans les sections 5.1.1., 5.5.7. et 5.5.9. de la présente circulaire.

594. Dans l'application des dispositions en matière d'exigences organisationnelles visées à l'article 5 du Règlement CSSF 10-4 et à l'article 57 du Règlement Délégué 231/2013, le GFI doit tenir compte de la nature, de la taille et de la complexité de son activité, ainsi que de la nature et de l'éventail des services fournis et des tâches exercées.

595. Toutefois, l'application du principe de proportionnalité ne peut pas être invoquée en ce qui

referred to in point 568 under b), c) and d), or in point 583 under b), where appropriate, for the ManCo, respectively point 570, or point 586, where appropriate, for the AIFM, to the competent authority of its host country as well as to the CSSF in writing, at least one month before the entry into force of the change (Articles 114 (7) or 115 (4) of the 2010 Law for the ManCo and Article 32 (5) of the 2013 Law for the AIFM).

590. Specific provisions applicable to the ManCo: to the extent that an ManCo wishes to manage a UCITS in a Member State on a cross-border basis via the creation of a branch or under the freedom to provide services, it must provide to the competent authorities of the home Member State of the UCITS the written agreement entered into with the depositary and information relating to the delegation arrangements made by the ManCo as regards the functions referred to in Annex II of the 2010 Law concerning administration and management of investments.

Part V: Principle of proportionality

591. The principle of proportionality may be invoked by an IFM in the application of certain requirements set out in CSSF Regulation 10-4 and Delegated Regulation 231/2013 while taking into account the nature, scale and complexity of its activities as well as the range of services exercised.

592. Thus, an IFM may be authorised to apply, subject to a prior and duly motivated application, the principle of proportionality in the organisation of its permanent risk management (Section 5.3.1), compliance (Section 5.3.2) and audit functions (Section 5.3.3). The principle of proportionality may under no circumstances be invoked for not putting in place the above-mentioned functions.

593. Furthermore, each IFM may take into account this principle in the organisation of its human resources, in the management of conflicts of interest, in the implementation of a remuneration policy, in compliance with the conditions set out in Sections 5.1.1, 5.5.7 and 5.5.9 of this Circular.

594. In applying the provisions regarding organisational requirements as referred to in Article 5 of CSSF Regulation 10-4 and Article 57 of the Delegated Regulation 231/2013, the IFM must take into account the nature, size and complexity of its activity, as well as the nature and the range of services provided and tasks exercised.

595. However, the application of the principle of proportionality may not be invoked as regards the

concerne l'obligation d'employer au siège luxembourgeois au moins trois personnes à temps-plein (trois ETP) dédiant leur temps de travail à l'exercice de fonctions-clé, tel que visé au point 123.

596. Sont notamment pris en considération pour apprécier le principe de proportionnalité le nombre d'OPC/compartiments gérés par le GFI, que ces derniers soient réglementés ou non, y compris les OPC gérés sur base transfrontalière, les actifs totaux sous gestion, le niveau de risque des types d'actifs ou des stratégies gérées, le caractère fermé ou non des OPC, le nombre de transactions au niveau des OPC, la possibilité du GFI de pouvoir bénéficier d'une expertise intra-groupe spécifique.

Partie VI. : Le GFI régi par l'article 125-1 du chapitre 16 et le GFI régi par le chapitre 17 de la Loi 2010

Chapitre 1. : Le GFI régi par l'article 125-1 du chapitre 16 de la Loi 2010

597. L'accès à l'activité de GFI régi par l'article 125-1 du chapitre 16 de la Loi 2010 est subordonné à un agrément préalable délivré par la CSSF (article 125-1 de la Loi 2010).

598. Les conditions d'obtention et de maintien de cet agrément sont précisées dans le présent chapitre. A ce titre, il convient de mentionner plus particulièrement l'obligation pour un GFI relevant de l'article 125-1 du chapitre 16 de la Loi 2010 de respecter les exigences suivantes :

- disposer de moyens financiers suffisants pour lui permettre d'exercer de manière effective son activité et de faire face à ses responsabilités. Il doit notamment disposer d'un capital social libéré minimal d'une valeur de cent vingt-cinq mille euros (125.000 euros) en accord avec l'article 125-1 (2) a) de la Loi 2010 ;
- maintenir les fonds propres exigibles à la disposition permanente du GFI et les investir dans son intérêt propre en accord avec l'article 125-1 (2) b) de la Loi 2010. A cet effet, le GFI autorisé suivant l'article 125-1 de la Loi 2010 doit respecter les dispositions visées au sous-chapitre 3.3. de la partie II (« *Emploi des fonds propres* »), y compris en ce qui concerne les modalités de prise de participation et de création de filiale, à l'exception du point 57 de la présente circulaire, le

obligation to employ at the Luxembourg registered office at least three employees on a full-time basis (three FTE) dedicating their working time to the performance of the key functions, as referred to in point 123.

596. In order to assess the principle of proportionality, in particular the number of UCIs/compartments managed by the IFM, irrespective of whether or not they are regulated, including UCIs managed on a cross-border basis, the total assets under management, the risk level of the types of assets or strategies managed, whether or not the UCI is closed-end, the number of transactions at the level of the UCIs and the possibility of the IFM to be able to benefit from intra-group specific expertise, are taken into consideration.

Part VI: The IFM governed by Article 125-1 of Chapter 16 and the IFM governed by Chapter 17 of the 2010 Law

Chapter 1: The IFM governed by Article 125-1 of Chapter 16 of the 2010 Law

597. Access to the activity of IFM governed by Article 125-1 of Chapter 16 of the 2010 Law is subject to prior authorisation by the CSSF (Article 125-1 of the 2010 Law).

598. The conditions for obtaining and maintaining this authorisation are specified in this Chapter. In this regard, it should be mentioned more specifically the obligation of an IFM governed by Article 125-1 of Chapter 16 of the 2010 Law to comply with the following requirements:

- having sufficient financial means to enable it to conduct its activity effectively and to meet its responsibilities. It must notably have a minimum paid-up capital of one hundred and twenty-five thousand euros in accordance with Article 125-1 (2) a) of the 2010 Law;
- maintaining the required own funds at the permanent disposal of the IFM and invest them in its own interest in accordance with Article 125-1 (2) b) of the 2010 Law. To this end, the IFM authorised pursuant to Article 125-1 of the 2010 Law must comply with the provisions referred to in Sub-Chapter 3.3 of Part III ("*Use of own funds*"), also in regard to the arrangements for acquiring and creating subsidiaries, with the exception of point 57 of this Circular, where appropriate;

cas échéant ;

- les dirigeants du GFI au sens de l'article 129 (5) de la Loi 2010 doivent justifier de leur honorabilité et de leur expérience professionnelles requises pour l'accomplissement de leurs fonctions en accord avec l'article 125-1 (2) c) de la Loi 2010. A cet effet, les dispositions visées au sous-chapitre 4.1. (« *Les membres de « l'organe directeur » ou de « l'organe de direction »* », aux sections 4.2.2. (« *Exigences en matière de compétences, d'expérience et d'honorabilité des instances dirigeantes* ») et 4.2.4. (« *Obligations en matière de réunion et de délibération* ») ainsi qu'au sous-chapitre 4.3. (« *Procédure d'agrément des membres de l'organe de direction/organe directeur et des dirigeants* ») de la partie II. sont applicables au GFI régi par l'article 125-1 du chapitre 16 de la Loi 2010 ;
- the conducting officers of the IFM within the meaning of Article 129 (5) of the 2010 Law must evidence their sufficient good reputation and professional experience required for the performance of their functions in accordance with Article 125-1 (2) c) of the 2010 Law. To this end, the provisions referred to in Sub-Chapter 4.1 (“*The members of the “governing body” or the “management body”*”), in Section 4.2.2 (“*Requirements as regards skills, experience and good reputation of the senior management*”) and 4.2.4 (“*Obligations as regards meetings and deliberations*”) as well as Sub-Chapter 4.3. (“*Authorisation procedure for members of the governing body/management body and conducting officers*”) of Part II are applicable to IFMs governed by Article 125-1 of Chapter 16 of the 2010 Law;
- l'identité des actionnaires ou associés de référence du GFI doit être communiquée à la CSSF en accord avec l'article 125-1 (2) d) de la Loi 2010. Ainsi, les dispositions visées au sous-chapitre 2.1. (« *Agrément initial* ») sont applicables au GFI régis par l'article 125-1 du chapitre 16 de la Loi 2010 ; en cas de modification affectant l'actionnariat du GFI, la CSSF s'attend à être notifiée suivant les dispositions décrites au sous-chapitre 2.2. (« *Modification au sein de l'actionnariat* ») ;
- the identity of reference shareholders or members of the IFM must be communicated to the CSSF in accordance with Article 125-1 (2) d) of the 2010 Law. Thus, the provisions referred to in Sub-Chapter 2.1 (“*Initial authorisation*”) are applicable to IFMs governed by Article 125-1 of Chapter 16 of the 2010 Law; in the event of change affecting the shareholding of the IFM, the CSSF expects to be notified in accordance with the provisions described in Sub-Chapter 2.2 (“*Changes within the shareholding structure*”);
- la demande d'agrément doit décrire la structure de l'organisation du GFI en accord avec l'article 125-1 (2) e) de la Loi 2010. La description en question doit notamment porter sur l'organisation des ressources humaines et des fonctions de gestion d'OPC, en ce compris la structure de délégation, le cas échéant ;
- the request for authorisation must describe the structure of the organisation of the IFM in accordance with Article 125-1 (2) e) of the 2010 Law. The description in question must notably relate to the organisation of the human resources and management functions of UCIs, including the delegation structure, where appropriate;
- en accord avec l'article 126 de la Loi 2010, qui fait référence à l'article 104 de la Loi 2010, le GFI régi par l'article 125-1 du chapitre 16 de la Loi 2010 est également tenu de respecter le chapitre 7. (« *Révision externe* ») de la partie II. de la présente circulaire.
- in accordance with Article 126 of the 2010 Law, which refers to Article 104 of the 2010 Law, the IFM governed by Article 125-1 of Chapter 16 of the 2010 Law is also required to comply with Chapter 7 (“*External Review*”) of Part II of this Circular.

599. Le GFI relevant de l'article 125-1 du chapitre 16 de la Loi 2010 doit en outre respecter les lois et réglementations en vigueur en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme. Par conséquent, le sous-chapitre 5.4. (« *Organisation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme* ») lui est applicable.

599. The IFM governed by Article 125-1 of Chapter 16 of the 2010 Law must furthermore comply with the laws and regulations in force as regards the fight against money laundering and terrorism financing. Accordingly, Sub-Chapter 5.4 (“*Organisation of the fight against money laundering and terrorism financing*”) is applicable to it.

Chapitre 2. : Le GFI régi par le chapitre 17 de la Loi 2010

600. L'accès des succursales de GFI autres que ceux agréés par les autorités compétentes d'un autre État membre conformément à la Directive OPCVM, d'origine communautaire ou non communautaire régis par le chapitre 17 de la Loi 2010 à l'activité de gestion d'OPC est subordonné à un agrément préalable délivré par la CSSF (article 127 (1) de la Loi 2010).

601. Conformément à l'article 127 (1) de la Loi 2010, le GFI visé au présent chapitre est soumis aux mêmes règles d'agrément que le GFI relevant de l'article 125-1 ou 125-2 du chapitre 16 de la Loi 2010. Par conséquent, ce GFI est tenu de respecter l'ensemble des dispositions de la présente circulaire (partie VI. 1. ou partie II. suivant le cas) lorsque celles-ci sont pertinentes compte tenu de l'absence de personnalité juridique de la succursale.

Partie VII. : La SIAG et le FIAAG

Chapitre 1.: Conditions d'obtention et de maintien d'agrément

602. L'accès à l'activité d'une SIAG au sens de l'article 27 de la Loi 2010 et à l'activité de FIAAG au sens de l'article 4 (1) b) de la Loi 2013 est subordonné à un agrément préalable délivré par la CSSF.

603. Les conditions d'obtention et de maintien de cet agrément sont précisées dans le présent chapitre. A ce titre, il convient de mentionner plus particulièrement l'obligation pour une SIAG, respectivement un FIAAG :

- de disposer d'un capital social de 300.000 euros à la date de son agrément, en accord avec l'article 27 (1) de la Loi 2010 pour la SIAG et avec l'article 8 (1) de la Loi 2013 pour le FIAAG ;
- de soumettre au moment de leur agrément un programme d'activités (article 27 (1) de la Loi 2010 pour la SIAG et article 6 (2) c) de la Loi 2013 pour le FIAAG) ;
- de nommer au moins deux dirigeants (article 27 (1) de la Loi 2010 pour la SIAG et article 7 (1) c) de la Loi 2013 pour le FIAAG) ;

Chapter 2: The IFM governed by Chapter 17 of the 2010 Law

600. The access to the management of UCIs of branches of IFMs other than those authorised by the competent authorities of another Member State in accordance with the UCITS Directive, of EU or non-EU origin, governed by Chapter 17 of the 2010 Law, is subject to prior authorisation delivered by the CSSF (Article 127 (1) of the 2010 Law).

601. In accordance with Article 127 (1) of the 2010 Law, the IFM referred to in this Chapter is subject to the same rules of authorisation as the IFM subject to Article 125-1 or 125-2 of Chapter 16 of the 2010 Law. Accordingly, this IFM is required to comply with all the provisions of this Circular (Part VI.1 or Part II, where appropriate) where these are relevant in view of the absence of legal personality of the branch.

Part VII: The SIAG and the internally managed AIF

Chapter 1: Conditions for obtaining and maintaining authorisation

602. The access to the activity of a SIAG within the meaning of Article 27 of the 2010 Law and the activity of internally managed AIF within the meaning of Article 4 (1) b) of the 2013 Law is subject to the prior authorisation of the CSSF.

603. The conditions for obtaining and maintaining this authorisation are specified in this Chapter. To this end, it should be mentioned more specifically of the obligation of a SIAG, respectively an internally managed AIF to:

- have a capital of 300,000 euros at the date of its authorisation, in accordance with Article 27 (1) of the 2010 Law for the SIAG and Article 8 (1) of the 2013 Law for the internally managed AIF;
- submit at the time of their authorisation a programme of activities (Article 27 (1) of the 2010 Law for the SIAG and Article 6 (2) c) for the internally managed AIF);
- appoint at least two conducting officers (Article 27 (1) of the 2010 Law for the SIAG and Article 7 (1) c) of the 2013 Law for the internally managed AIF);

de Loi 2013 pour le FIAAG) ;

- de respecter un certain nombre de conditions en matière de délégation (article 27 (2) de la Loi 2010 en référence à l'article 110 (1) de la Loi 2010 pour la SIAG, et article 18 de la Loi 2013 pour le FIAAG) ;
- d'agir dans le respect des règles de conduite prévues par l'article 27 (2) de la Loi 2010 en référence à l'article 111 de la Loi 2010 pour la SIAG, et des autres conditions d'exercice prévues par l'article 11 de la Loi 2013 pour le FIAAG ;
- de respecter les règles en matière de politiques et de pratiques de rémunération telles que prévues à l'article 27 (2) de la Loi 2010 en référence aux articles 111*bis* et 111*ter* de la Loi 2010 pour la SIAG et à l'article 12 de la Loi 2013 pour le FIAAG ;
- de respecter les dispositions prévues à la section 5.5.5. portant sur les obligations en matière de traitement des plaintes et des réclamations ;
- d'avoir une bonne organisation administrative et comptable (article 27 (3) de la Loi 2010 en référence à l'article 109 (1) a) de la Loi 2010 pour la SIAG et article 16 de la Loi 2013 pour le FIAAG) ;
- de mettre en place une politique de gestion et de mesures des risques (article 42 (1) de la Loi 2010 pour la SIAG et article 14 de la Loi 2013 pour le FIAAG) ;
- de disposer d'une l'administration centrale et d'un siège statutaire au Luxembourg (article 102 (1) e) de la Loi 2010 pour la SIAG et article 7 (1) e) de la Loi 2013 pour le FIAAG).

604. Il découle des articles précités que la SIAG et le FIAAG sont tenus de respecter l'intégralité des parties II., V., VIII. et IX. de la présente circulaire, à l'exception du point 512. Concernant l'application du chapitre II.2. (« *Actionnariat* »), les dispositions visées sont à appliquer à l'initiateur de la SIAG ou du FIAAG. En ce qui concerne plus particulièrement la SIAG, les sections 5.3.2. (« *Fonction permanente de compliance* ») et 5.3.3. (« *Fonction permanente d'audit interne* ») ne lui sont pas applicables.

605. Il en résulte également que chaque SIAG et chaque FIAAG doit non seulement avoir son siège social au Luxembourg, mais doit également y avoir son centre de prise de décision et son centre administratif tels que

AIF);

- comply with a certain number of conditions as regards delegation (Article 27 (2) of the 2010 Law referring to Article 110 (1) of the 2010 Law for the SIAG and Article 18 of the 2013 Law for the internally managed AIF);
- act in compliance with the rules of conduct provided for in Article 27 (2) of the 2010 Law referring to Article 111 of the 2010 Law for the SIAG and the other operating conditions provided for in Article 11 of the 2013 Law for the internally managed AIF;
- comply with the rules as regards remuneration policies and practices as provided for in Article 27 (2) of the 2010 Law referring to Articles 111*bis* and 111*ter* of the 2010 Law for the SIAG and Article 12 of the 2013 Law for the internally managed AIF;
- comply with the provisions set out in Section 5.5.5 on the obligations as regards the handling of complaints and claims;
- have a sound administrative and accounting organisation (Article 27 (3) of the 2010 Law referring to Article 109 (1) a) of the 2010 Law for the SIAG and Article 16 of the 2013 Law for the internally managed AIF);
- put in place a risk management and measurement policy (Article 42 (1) of the 2010 Law for the SIAG and Article 14 of the 2013 Law for the internally managed AIF);
- have a central administration and a registered office in Luxembourg (Article 102 (1) e) of the 2010 Law for the SIAG and Article 7 (1) e) of the 2013 Law for the internally managed AIF).

604. It follows from the above-mentioned articles that the SIAG and the internally managed AIF are obliged to fully comply with Parts II, V, VIII, and IX of this Circular, with the exception of point 512. As regards the application of Chapter II.2 ("Shareholding structure"), the provisions referred to must be applied to the initiators of the SIAG of the internally managed AIF. As regards more specifically the SIAG, Sections 5.3.2 ("Permanent compliance function") and 5.3.3 ("Permanent internal audit function") are not applicable to it.

605. It also follows that each SIAG and each internally managed AIF must not only have in Luxembourg its registered office, but also its decision-making centre and administrative centre as defined in Sub-Chapter 5.1

définis au sous-chapitre 5.1. (« *Dispositif en matière d'administration centrale du GFI* »).

"Arrangements regarding central administration of the IFM".

606. Une SIAG ou un FIAAG réglementé peut déléguer l'administration de son (ses) portefeuille(s) à un tiers établi sur le territoire luxembourgeois (*i.e.* banque, professionnel du secteur financier, GFI) disposant de toutes les autorisations nécessaires et d'une organisation adéquate pour accomplir ladite fonction.

606. A SIAG or a regulated internally managed AIF may delegate the administration of its portfolio(s) to third parties established within the territory of Luxembourg (*i.e.* bank, professional of the financial sector, IFM) having all the necessary authorisations and an adequate organisational structure to perform the said function.

607. Chaque SIAG et chaque FIAAG doit en outre respecter les lois et réglementations en vigueur en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme ; le sous- chapitre 5.4. (« *Organisation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme* ») leur est donc applicable.

607. Each SIAG and each internally managed AIF must furthermore comply with the laws and regulations in force as regards the fight against money laundering and terrorism financing; Sub-Chapter 5.4 ("*Organisation of the fight against money laundering and terrorism financing*") is therefore applicable to them.

608. Disposition spécifique applicable au FIAAG : le FIAAG est en outre soumis aux obligations suivantes :

608. Specific provisions applicable to the internally managed AIF: the internally managed AIF is furthermore subject to the following obligations:

- obligation de couvrir les risques éventuels en matière de responsabilité professionnelle en accord avec l'article 8 (7) de la Loi 2013 tel que précisé aux points 37 à 39 de la présente circulaire ;
- obligation d'établir une fonction de compliance et d'audit interne conformément aux articles 61 et 62 du Règlement délégué 231/2013²¹ ;
- obligation de se conformer aux obligations en matière d'évaluation (article 17 de la Loi 2013).

- obligation to cover potential professional liability risks in accordance with Article 8 (7) of the 2013 Law as specified in points 37 to 39 of this Circular;
- obligation to establish a compliance and internal audit function in accordance with Articles 61 and 62 of Delegated Regulation 231/2013²²;
- obligation to comply with the obligations regarding valuation (Article 17 of the 2013 Law).

609. Disposition spécifique applicable à la SIAG : la SIAG est tenue de se doter de procédures pour assurer le traitement des plaintes des investisseurs et de transmissions d'informations, à la demande du public ou des autorités compétentes de l'État membre d'origine de l'OPCVM conformément à l'article 27 (2) de la Loi 2010 en référence à l'article 112 de la Loi 2010.

609. Specific provisions applicable to the SIAG: the SIAG is required to have procedures to ensure the complaints handling of investor and the transmission of information, at the request of the public or the competent authorities of a home Member State of the UCITS in accordance with Article 27 (2) of the 2010 Law referring to Article 112 of the 2010 Law.

610. Sur base d'une demande dûment motivée, une SIAG ou un FIAAG peut invoquer le principe de proportionnalité conformément à la partie V., pour autant que les dispositions concernées lui soient applicables.

610. On the basis of a duly motivated request, a SIAG or a internally managed AIF may invoke the principle of proportionality in accordance with Part V, insofar as the provisions concerned are applicable to them.

611. Finalement, il convient de mentionner que les dispositions de la partie IV. relatives à la libre prestation de services, respectivement au libre établissement d'une succursale, ne sont pas applicables à une SIAG ou à un FIAAG.

611. Finally, it should be mentioned that the provisions of Part IV relating to the freedom to provide services and the freedom of establishment of a branch, are not applicable to a SIAG or an internally managed AIF.

²¹ Point 608, deuxième tiret, fait référence au « Règlement délégué 312/2013 » mais il faut lire « Règlement délégué 231/2013 ».

²² The French version of point 608, second dash, refers to "Delegated Regulation 312/2013" but it should refer to "Delegated Regulation 231/2013".

Chapitre 2. : Surveillance prudentielle de la SIAG et du FIAAG

Dispositions spécifiques applicables à la SIAG :

612. Les articles 27 et 39 de la Loi 2010 imposent à une SIAG de respecter les dispositions applicables en matière de surveillance prudentielle. Chaque SIAG est invitée à remettre à la CSSF des renseignements financiers spécifiques qui doivent être établis sur une base trimestrielle. Ces informations financières seront utilisées par la CSSF pour les besoins de la surveillance prudentielle d'une SIAG.

613. Les schémas des informations financières qui sont à remettre périodiquement à la CSSF figurent en annexe 3. Les informations en question concernent la « Situation financière » (Tableau SIAG 1A), le « Compte de profits et pertes » (Tableau SIAG 1B) et « l'Effectif du personnel » (Tableau Personnel).

614. Les tableaux sont à établir sur une base trimestrielle. Les dates de rapport sont le dernier jour de chaque trimestre-calendrier, c'est-à-dire le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre. Les tableaux en question doivent parvenir à la CSSF pour le 20 du mois qui suit la date de référence.

615. Les tableaux définitifs sont à communiquer à la CSSF un mois après l'assemblée générale ordinaire ayant approuvé les comptes annuels.

616. Disposition spécifique applicable au FIAAG : la CSSF s'attend à ce que le FIAAG remette à la CSSF des renseignements financiers spécifiques dans les conditions visées aux points 612 à 615 ci-avant.

Partie VIII. : Communication avec la CSSF

617. Le GFI fait usage dans sa communication écrite avec la CSSF d'une langue acceptée par la CSSF. L'usage des langues luxembourgeoise, française, allemande ou anglaise est accepté dans tous les cas.

Partie IX. : Entrée en vigueur et dispositions diverses

618. La présente circulaire abroge la circulaire CSSF 12/546.

Chapter 2: Prudential supervision of the SIAG and the internally managed AIF

Specific provisions applicable to the SIAG:

612. Articles 27 and 39 of the 2010 Law require a SIAG to comply with the provisions applicable as regards prudential supervision. Each SIAG is invited to submit to the CSSF specific financial information, which must be drawn up on a quarterly basis. This financial information will be used by the CSSF for the prudential supervision of a SIAG.

613. The schedules for the financial information to be periodically provided to the CSSF are set out in Annex 3. The information in question concerns the "Financial situation" (SIAG Table 1A), the "Profit and loss account" (SIAG Table 1B) and "Staff numbers" (Staff table).

614. The tables must be drawn up on a quarterly basis. The reporting dates are the last day of each calendar-quarter, *i.e.* 31 March, 30 June, 30 September and 31 December. The tables in question must be received by the CSSF before the 20th day of the month which follows the reference date.

615. The final tables must be communicated to the CSSF one month after the ordinary general meeting that approved the annual accounts.

616. Specific provisions applicable to the internally managed AIF: the CSSF expects the internally managed AIF to submit to the CSSF specific financial information under the conditions referred to in points 612 to 615 above.

Part VIII: Communication with the CSSF

617. The IFM makes use, in its written communication with the CSSF, of a language accepted by the CSSF. The use of the Luxembourgish, French, German and English languages is accepted in all cases.

Part IX: Entry into force and miscellaneous provisions

618. This Circular repeals CSSF Circular 12/546.

619. Le point e) du titre « *V.1. Contenu et format de la procédure de gestion des risques* » de la circulaire CSSF 11/512 est modifié en ce sens que la mise à jour de la procédure de gestion des risques doit être communiquée au plus tard dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

620. Le dernier alinéa du titre « *3. Communication d'informations à la CSSF* » de la circulaire CSSF 17/671 est modifié en ce sens que le tableau et le rapport synthétique en matière de traitement des réclamations doivent être communiqués à la CSSF dans les cinq mois suivant la clôture de l'exercice social du GFI.

621. La présente circulaire entre en vigueur avec effet immédiat.

619. Point e) of title “*V.1. Content and format of the risk management process*” of CSSF Circular 11/512 is amended to the effect that the update of the risk management procedure must be communicated at the latest within the five months following the closure of the financial year of the IFM.

620. The final sub-paragraph of title “*3. Communication of information to the CSSF*” of CSSF Circular 17/671 is amended to the effect that the table and summary report as regards the handling of complaints must be communicated to the CSSF within the five months following the closure of the financial year of the IFM.

621. This Circular enters into force with immediate effect.

Annexes :

Annexe 1 : Procédure de gestion des risques à communiquer à la CSSF pour les FIA

1. *Partie générale : gouvernance et organisation de la fonction de gestion des risques*

1.1. Organigramme schématique de la fonction de gestion des risques

1.1.1. Donner l'organigramme général de la fonction de gestion des risques en :

- couvrant les acteurs intervenant dans la gestion des principaux types de risques (l'ensemble étant repris sous 1.4) ;
- dénombrant les personnes de chaque équipe intervenant dans la gestion des risques ;
- mentionnant les principales lignes de *reporting* (p. ex. : hiérarchie, ligne métier, comité de gestion des risques, comité de valorisation, comité de direction, conseils d'administration, instances dirigeantes, etc.), l'ensemble étant repris sous 1.2 ;
- mettant en évidence les éventuelles activités de gestion des risques déléguées à des tiers (indiquer le nom des tiers).

1.1.2. Commenter l'organigramme et décrire l'expérience des personnes responsables. Donner le nom de la personne responsable au niveau du GFIA pour la fonction de gestion des risques, de même que le *curriculum vitae* de cette personne.

1.2. Structure de gouvernance

A l'aide du tableau ci-dessous, décrire les instances de gouvernance (notamment les instances dirigeantes, l'organe de direction/organe directeur, les comités le cas échéant) intervenant dans la gestion des risques.

Annexes:

Annex 1: Risk management procedure to be communicated to the CSSF for AIFs

1. *General part: governance and organisation of the risk management function*

1.1. Schematic organisation chart of the risk management function

1.1.1. Provide the general organisation chart of the risk management function by:

- mentioning the parties involved in the management of the main risk (the overall information being included under 1.4.);
- indicating the number of people in each team involved in risk management;
- mentioning the main reporting lines (e.g. hierarchy, occupational structure, risk management committee, valuation committee, management committee, boards of directors, senior management, etc.), the overall information being included under 1.2;
- highlighting the possible risk management activities delegated to third parties (mentioning of the names of third parties).

1.1.2. Comment the organisation chart and describe the experience of the responsible persons. Provide the name of the responsible person at the level of the AIFM for the risk management function, as well as the *curriculum vitae* of this person.

1.2. Governance structure

Using the table below, describe the governing bodies (in particular the senior management, the management body/governing body, the committees, where appropriate) involved in risk management.

Instances	Rôle/responsabilités	Composition/membres	Fréquence de réunion
Bodies	Role/responsibilities	Composition/members	Frequency of meetings
Conseil X Counsel X			
Conseil Y Counsel Y			
Instances Dirigeantes Senior Management			
Comité ABC Committee ABC			
...			

1.3. Conformément aux articles 14 de la Loi 2013 et 42 et 43 du Règlement Délégué 231/2013, démontrer l'indépendance de la fonction permanente de gestion des risques. Démontrer (le cas échéant) que des mesures de protection appropriées ont été prises contre les conflits d'intérêt afin de permettre l'exercice indépendant des activités de gestion des risques.

1.3. In accordance with Article 14 of the 2013 Law and Articles 42 and 43 of Delegated Regulation 231/2013, demonstrate the independence of the permanent risk management function. Demonstrate (where applicable) that appropriate protection measures have been taken against conflicts of interest in order to allow for the independent performance of risk management activities.

1.4. Politique de gestion des risques

1.4. Risk management policy

1.4.1. Décrire la politique de gestion des risques en précisant les risques couverts. Pour rappel, l'article 40 du Règlement Délégué 231/2013 vise les risques de marché, de liquidité et de contrepartie, ainsi que tout autre risque, y compris le risque opérationnel, susceptible d'être significatif pour les FIA (y compris les risques susceptibles d'être significatifs pour les FIA qui ne sont pas abordés spécifiquement dans les sections ultérieures de cette annexe).

1.4.1. Describe the risk management policy specifying the risks covered. As a recal, Article 40 of Delegated Regulation 231/2013 refers to market, liquidity and counterparty risks, as well as any other risk, including operational risk, which may be material for the AIFs (including risks which may be material for AIFs which are not specifically addressed in the subsequent sections of this Annex).

1.4.2. Démontrer la conformité de la politique de gestion des risques avec l'ensemble des dispositions énoncées à l'article 40 du Règlement Délégué 231/2013.

1.4.2. Demonstrate the compliance of the risk management policy with all the provisions set out in Article 40 of Delegated Regulation 231/2013.

1.4.3. Lister les principales procédures que comporte la procédure de gestion des risques (cf. article 40 du Règlement Délégué 231/2013).

1.4.3. List the main procedures included in the risk management procedure (cf. Article 40 of Delegated Regulation 231/2013).

1.5. Fonction permanente de gestion des risques

1.5. Permanent risk management function

1.5.1. Décrire le rôle de la fonction permanente de gestion des risques et décrire successivement la manière dont elle réalise chaque exigence citée à l'article 39 du Règlement Délégué 231/2013.

1.5.1. Describe the role of the permanent risk management function and describe successively the manner in which it meets each requirement set forth in Article 39 of Delegated Regulation 231/2013.

1.5.2. Décrire le processus d'établissement des profils de risque de chaque FIA.

1.5.2. Describe the process of establishing the risk profiles of each AIF.

1.6. Décrire le processus d'évaluation, de contrôle et de réexamen périodique du système de gestion des risques. Préciser le processus de *reporting* en la matière aux instances dirigeantes, à l'organe de direction/organe directeur et à la fonction de surveillance, si elle existe.

1.6. Describe the processes of assessment, control and periodic review of the risk management system. Specify the reporting process to the senior management, the management body/governing body and the supervisory function, where it exists.

1.7. Décrire les rapports réguliers sur la gestion des risques à l'aide du tableau ci-dessous, en mentionnant, pour les risques couverts par la politique de gestion des risques (voir sous 1.4) et au minimum pour les risques repris dans le tableau, un descriptif des rapports d'information sur la gestion de ces risques.

1.7. Describe the regular reports on risk management using the table below, by mentioning, for the risks covered by the risk management policy (see under 1.4) and at least for the risks included in the table, a description of the information reports on the management of these risks.

Risques couverts	Intitulé rapport	Entité émettrice	Destinataires*	Fréquence
Risks covered	Title of report	Issuing entity	Recipients *	Frequency
Marché				
Market				
Liquidité				
Liquidity				
Contrepartie				
Counterparty				
Opérationnel				
Operational				
Crédit				
Credit				
Compliance**				
Compliance **				
...				

* Nom des personnes et statut respectif ou instances

* Names of persons and respective status or bodies

** Suivi des restrictions d'investissements

** Monitoring of investment restrictions

1.8. Décrire les systèmes informatiques utilisés pour la gestion des risques à l'aide du tableau ci-dessous, en mentionnant, pour les risques couverts par la politique de gestion des risques (voir sous 1.4) et au minimum pour les risques repris dans le tableau, un descriptif de ces systèmes.

1.8. Describe the IT systems used for risk management using the table below, by mentioning, for the risks covered by the risk management policy (see under 1.4) and at least for the risks included in the table, a description of these systems.

Risques couverts Risks covered	Système informatique IT system	Responsable paramétrage* Person in charge of the set-up	Responsable suivi du risque Person responsible for the risk monitoring *
Marché Market			
Liquidité Liquidity			
Contrepartie Counterparty			
Opérationnel Operational			
Crédit Credit			
Compliance Compliance **			
...			

* Le paramétrage englobe p. ex. le développement, la maintenance et la gestion du système informatique.

* Parameters include, for example, the development, maintenance and management of the IT system.

1.9. Accord(s) avec un ou plusieurs tiers spécialisés ayant trait à l'exercice d'activités de gestion des risques.

1.9. Agreements with one or several specialised third parties on the carrying-out of risk management activities.

1.9.1. Décrire les mesures prises afin de s'assurer que ce ou ces tiers dispose(nt) des compétences et des capacités nécessaires pour exercer les activités de gestion des risques de manière fiable, professionnelle et efficace.

1.9.1. Describe the measures taken in order to ensure that this or these third party(ies) has (have) the skills and necessary capacities to perform the risk management activities in a reliable, professional and effective manner.

1.9.2. Donner le statut de surveillance prudentielle éventuel du/des tiers intervenant dans l'exercice d'activités de gestion des risques.

1.9.2. Provide the prudential supervision status, if any, of the third party(ies) involved in the performance of risk management activities.

1.9.3. Confirmer l'existence de contrats encadrant le(s) accord(s) avec un ou plusieurs tiers ayant trait à l'exercice

1.9.3. Confirm the existence of contracts formalising the agreement(s) with one or several third parties relating to

d'activités de gestion des risques.

1.9.4. Décrire également le processus d'évaluation continue de la qualité des prestations fournies par le ou les tiers.

1.9.5. Confirmer que la procédure de gestion des risques inclut les réponses aux exigences listées dans cette annexe en considérant les activités de gestion des risques faisant l'objet d'accord(s) avec un ou plusieurs tiers et en se référant, le cas échéant, aux procédures, systèmes et méthodes du ou des tiers.

1.10. Décrire la politique et les processus de validation des nouveaux produits, instruments, processus d'investissement et des nouvelles activités.

1.11. Décrire de quelle manière les activités de gestion des risques sont couvertes par la fonction de *Compliance* et la fonction d'audit interne.

2. Partie spécifique complémentaire : politique de gestion des risques des stratégies

2.1. Donner le nom de la stratégie faisant l'objet de cette partie spécifique complémentaire.

2.2. Décrire de manière succincte la stratégie et les instruments utilisés pour la mettre en œuvre.

2.3. Décrire de manière succincte le processus d'investissement, en incluant le processus de sélection, de *due diligence*, de décision, de suivi et de désinvestissement des actifs. Citer les acteurs intervenant dans le processus.

2.4. Le cas échéant, décrire d'éventuels éléments d'organisation en matière de gestion des risques qui diffèreraient de la présentation de la partie générale.

2.5. Décrire la politique de gestion du risque de marché.

2.6. Décrire la politique de gestion du risque de liquidité, démontrer que le profil de liquidité des investissements des FIA est adapté aux obligations des FIA et expliquer le rôle joué par les simulations de crise dans cette évaluation.

2.7. Décrire la politique de gestion du risque de contrepartie.

2.8. Décrire la politique de gestion du risque de crédit.

2.9. Décrire la politique de gestion du risque

the performance of risk management activities.

1.9.4. Describe also the ongoing assessment process of the quality of services provided by the third party(ies).

1.9.5. Confirm that the risk management procedure includes answers to the requirements listed in this Annex, by considering the risk management activities which are governed by one or more agreement(s) with one or several third party(ies) and by referring, where appropriate, to the procedures, systems and methods of such third party(ies).

1.10. Describe the policy and the processes of validation of new products, instruments, of investment processes and of new activities.

1.11. Describe how the risk management activities are covered by the compliance function and the internal audit function.

2. Specific supplementary part: risk management policy for strategies

2.1. Provide the name of the strategy subject to this specific supplementary part.

2.2. Succinctly describe the strategy and the instruments used to implement it.

2.3. Succinctly describe the investment process, by including the process of selection, due diligence, decision-making, monitoring and disinvestment of assets. Name the parties involved in the process.

2.4. Where appropriate, describe any potential organisational elements of risk management that would differ from the presentation in the general part.

2.5. Describe the policy for the management of market risk.

2.6. Describe the policy for the management of liquidity risk, demonstrate that the liquidity profile of the investments of the AIF is adapted to the obligations of the AIF and explain the role played by the stress tests in this assessment.

2.7. Describe the policy for the management of counterparty risk.

2.8. Describe the policy for the management of credit risk.

2.9. Describe the policy for the management of

opérationnel, détailler les risques opérationnels (y compris le risque juridique) significatifs auxquels sont soumis les FIA et expliquer la manière dont ils sont évalués et gérés.

operational risk, detail the material operational risks (including legal risk) to which AIFs are subject and explain the manner in which they are assessed and managed.

2.10. Décrire la politique d'évaluation des actifs.

2.10 Describe the policy for the valuation of assets.

2.11. Décrire la politique en matière d'utilisation du levier.

2.11. Describe the policy on the use of leverage.

2.12. Fournir la liste des FIA couverts par cette partie spécifique complémentaire.

2.12. Provide a list of the AIFs covered by this specific supplementary part.

3. *Partie spécifique complémentaire : exercice de la gestion discrétionnaire*

3. *Specific supplementary part: performance of discretionary management*

Décrire de façon concise la manière dont le GFI fournissant des services de gestion de portefeuilles d'investissement sur une base discrétionnaire et individualisée dans le cadre d'un mandat donné par les investisseurs conformément à l'article 5 (4) de la Loi 2013 se met conformité avec les exigences en matière de gestion des risques imposées par la Réglementation MiFID II.

Concisely describe the manner in which the IFM, providing portfolio management services on a discretionary and client-by-client basis within the context of a mandate given by the investors in accordance with Article 5 (4) of the 2013 Law, complies with the requirements as regards risk management imposed by the MiFID II Regulation.

Annexe 2 : Tableau de synthèse des modalités de communication à la CSSF suivant la nature de la modification (liste non exhaustive)

1. Modifications sujettes à notification préalable en vue d'une autorisation de la CSSF : (liste non exhaustive) :

1. Modifications statutaires (p. ex. : augmentation et diminution de capital statutaire, changement de siège impliquant un changement de statuts,...) ;
2. Changement d'actionnariat qualifié et passage de seuils ;
3. Changements affectant les conditions de respect des fonds propres éligibles comme par exemple :
 - emprunt subordonné,
 - ajout/arrêt d'une garantie bancaire,
 - prise d'assurance de responsabilité civile professionnelle et modifications apportées à la police d'assurance,
 - augmentation de capital... ;
4. Prise de participations/création de filiale ;
5. Agrément des membres de l'organe de direction/organe directeur et des dirigeants, et, le cas échéant, des membres du conseil de surveillance ;
6. Modification de la répartition des responsabilités entre dirigeants ;
7. Approbation spécifique pour exercer en interne ou partiellement en interne la fonction d'administration d'OPC ;
8. Approbation spécifique pour agir comme administration d'OPC et déléguer certaines tâches relatives à la fonction d'administration d'OPC ;
9. Demande de dérogation concernant la présence permanente des dirigeants au Luxembourg ;
10. Demande de dérogation (si applicable) pour partage de personnel ;

Annex 2: Summary table of the terms for communication to the CSSF according to the nature of the change (non-exhaustive list)

1. Changes subject to prior notification with a view to authorisation by the CSSF (non-exhaustive list):

1. Amendments to the articles of association (e.g. increase and decrease of statutory capital, change of the registered office involving an amendment to the articles of association, etc.);
2. Change of the qualifying shareholding and crossing of thresholds;
3. Changes affecting the conditions for compliance with the required own funds, such as for example:
 - subordinated loan;
 - addition/termination of a bank guarantee,
 - taking of professional indemnity insurance and amendments made to the insurance policy,
 - capital increase ...;
4. Acquisition of interest holdings / creation of subsidiary;
5. Authorisation of members of the management body/governing body and of the conducting officers and, where appropriate, of the members of the supervisory board;
6. Amendment to the division of responsibilities between conducting officers;
7. Specific approval to perform internally or partially internally the administration function of UCIs;
8. Specific approval to act as administration function of UCIs and to delegate certain tasks relating to the administration function of UCIs;
9. Request for derogation concerning the permanent presence of conducting officers in Luxembourg;
10. Request for derogation (if applicable) for shared staff;

- | | |
|--|--|
| <p>11. Mise en place d'une délégation ou modification du modèle de délégation de fonction de gestion d'OPC (p. ex. : changement de délégataire) ou décision d'exécuter en interne une fonction auparavant déléguée ;</p> <p>12. Désignation/changement de l'expert externe en évaluation ;</p> <p>13. Décision de déléguer l'exécution des fonctions de contrôle interne, ou modification du programme d'activités en vue d'exécuter en interne des fonctions auparavant exécutées par des tiers ;</p> <p>14. Décision initiale du GFI d'investir une partie de ses fonds propres non réglementaires dans des parts d'OPC, comme par exemple lors du lancement d'OPC ou de classes de parts d'OPC gérés (<i>seeding</i>) ;</p> <p>15. Changement de réviseur d'entreprises agréé ;</p> <p>16. Application du principe de proportionnalité pour l'organisation de ses fonctions de compliance, d'audit interne, de gestion des risques ;</p> <p>17. Extension de stratégies d'investissement des FIA, telles que définies à l'annexe IV du Règlement Délégué 231/2013 ;</p> <p>18. Intention de gérer des FIA qualifiant de fonds monétaires ;</p> <p>19. Cas des succursales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • notification en accord avec les directives respectivement applicables (p. ex. : modification de l'étendue des activités, changement d'adresse, changement du <i>Branch Manager</i>,...), • changement du dirigeant ayant dans ses attributions le suivi de l'activité de la succursale ; <p>20. Cas des LPS : notification en accord avec les directives respectivement applicables.</p> <p>2. Modifications sujettes à notification à la CSSF (liste non exhaustive) :</p> <p>1. Changement dans l'actionnariat non soumis à agrément (<i>i.e.</i> : entrée d'actionnaire représentant moins de 10% de l'actionnariat, en ce compris au niveau d'actionnaires indirects, certaines restructurations du groupe, passage de seuils pour un GFIA...);</p> <p>2. Délégation de l'exécution de la fonction comptable ou de la fonction informatique ;</p> | <p>11. Putting in place of a delegation or change of the delegation model for the management function of UCIs (e.g. change of delegate) or decision to perform internally a function which was previously delegated;</p> <p>12. Designation/change of the external valuation expert;</p> <p>13. Decision to delegate the performance of the internal control functions, or amendment to the programme of activities with a view to performing functions internally which were previously performed by third parties;</p> <p>14. Initial decision of the IFM to invest a part of its unregulated own funds in units of UCIs, such as for example at the launch of UCIs or of classes of units of UCIs managed (<i>seeding</i>);</p> <p>15. Change of the approved statutory auditor;</p> <p>16. Application of the principle of proportionality for the organisation of its compliance, internal audit and risk management functions;</p> <p>17. Extension of the investment strategies of AIFs, as defined in Annex IV of Delegated Regulation 231/2013;</p> <p>18. Intention to manage AIFs qualifying as money market funds;</p> <p>19. Branches:</p> <ul style="list-style-type: none"> • notification in accordance with the applicable directives (e.g.: change of the scope of activities, change of address, change of branch manager, etc.), • change of conducting officer responsible for the monitoring of the activity of the branch; <p>20. LPS: notification in accordance with the applicable directives.</p> <p>2. Changes subject to notification to the CSSF (non-exhaustive list):</p> <p>1. Change of the shareholding not subject to authorisation (<i>i.e.</i> entry of a shareholder representing less than 10% of the shareholding, including indirect shareholders, certain restructuring of the group, crossing of thresholds for an AIFM, ...);</p> <p>2. Delegation of the performance of the accounting function or the IT function;</p> |
|--|--|

- | | |
|--|---|
| <p>3. Démission de membres de l'organe de direction/organe directeur et/ou dirigeants et, le cas échéant, des membres du conseil de surveillance ;</p> | <p>3. Resignation of members of the management body/governing body and/or conducting officers and, where appropriate, of members of the supervisory board;</p> |
| <p>4. Délégation du traitement des réclamations ;</p> | <p>4. Delegation of complaints handling;</p> |
| <p>5. Modification substantielle apportée au programme d'activités ;</p> | <p>5. Substantial change of the programme of activities;</p> |
| <p>6. Changement dans l'identité des personnes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Compliance Officer,</i> • responsable du suivi des travaux du tiers en charge de la fonction compliance lorsque l'exécution de la fonction compliance est déléguée, • responsable de la fonction d'audit interne, • responsable du suivi des travaux de l'auditeur interne lorsque l'exécution de la fonction est déléguée, • responsable à la fonction permanente de gestion des risques, • responsable du respect des obligations professionnelles en matière de LBC/FT au niveau des instances dirigeantes, • responsable du contrôle du respect des obligations professionnelles en matière de LBC/FT, • responsable de la fonction comptable du GFI, • responsable à l'administration comptable des OPC ; | <p>6. Change of the identity of the following persons:</p> <ul style="list-style-type: none"> • the compliance Officer, • the person responsible for the monitoring of the work of third parties responsible for the compliance function when the performance of the compliance function is delegated, • the person responsible of the internal audit function, • the person responsible for the monitoring of the work of the internal auditor when the performance of the function is delegated, • the person responsible for the permanent risk management function, • the person responsible at senior management level for compliance with professional obligations on AML/FT, • the person responsible for the control of compliance with professional obligations on AML/FT, • the person responsible for the accounting function of the IFM, • the person responsible for the accounting administration of UCIs; |
| <p>7. Changement affectant la supervision prudentielle consolidée ;</p> | <p>7. Change affecting the consolidated prudential supervision;</p> |
| <p>8. Changement de locaux (lorsqu'il n'est pas soumis à modification statutaire) ;</p> | <p>8. Change of premises (when it is not subject to an amendment of the articles of association);</p> |
| <p>9. Modification importante apportée à la procédure de gestion des risques ;</p> | <p>9. Significant change made to the risk management procedure;</p> |
| <p>10. Cas des succursales : changement affectant l'organisation de la succursale ou toute modification substantielle affectant les effectifs du personnel employé dans la succursale, ainsi que la nature et les volumes d'activités réalisés depuis la succursale ;</p> | <p>10. Branches: change affecting the organisation of the branch or any substantial change affecting the staff employed in the branch, as well as the nature and volumes of activities performed at the branch;</p> |

11. Application du principe de proportionnalité en matière de politique de rémunération.

3. Liste des documents de clôture à fournir annuellement, au plus tard dans les cinq mois qui suivent la clôture de l'exercice social du GFI, à l'exception des éléments visés aux points 1 et 2, qui doivent être soumis dans le mois suivant l'assemblée générale ordinaire ayant approuvé les comptes annuels du GFI et au plus tard sept mois après la date de clôture de l'exercice social du GFI :

1. Rapport annuel audité du GFI ;
2. *Management Letter* ;
3. Rapport sur la fonction permanente de gestion des risques ;
4. Rapport contenant des informations donnant une image fidèle des types d'instruments financiers utilisés pour chaque OPCVM géré, des risques sous-jacents, des limites quantitatives et des méthodes choisies pour évaluer les risques associés aux transactions sur instruments dérivés (SGO) ;
5. Rapport sur la fonction de compliance ;
6. Rapport sur la fonction d'audit interne ;
7. Rapport du responsable du respect des obligations LBC/FT au niveau des instances dirigeantes ;
8. Traitement des plaintes : tableau comprenant le nombre des réclamations enregistrées par le professionnel, classées par type de réclamations, ainsi qu'un rapport synthétique des réclamations et des mesures prises pour les traiter ;
9. Liste des tiers autorisés à traiter les plaintes ;
10. Procédure de gestion des risques ;
11. Organigramme du groupe (en cas de modification y apportée) ;
12. Tableau récapitulatif des mandats des membres de l'organe de direction/organe directeur et des dirigeants, et, le cas échéant des membres du conseil de surveillance ;
13. Relevé annuel de l'ensemble des délégataires

11. Application of the principle of proportionality in the remuneration policy.

3. List of closing documents to be provided annually, at the latest within five months following the closing date of the financial year of the IFM, with the exception of the elements referred to in points 1 and 2, which must be submitted within the month following the ordinary general meeting which approved the annual accounts of the IFM and at the latest seven months after the closing date of the financial year of the IFM;

1. Audited annual report of the IFM;
2. Management Letter;
3. Report on the permanent risk management function;
4. Report containing information giving a true and fair view of the types of instruments used for each UCITS managed, the underlying risks, the quantitative limits and methods chosen to assess the risk associated with transactions on derivative instruments (ManCo);
5. Report on the compliance function;
6. Report on the internal audit function;
7. Report of the person responsible at senior management level for compliance of the AML/TF obligations;
8. Complaints handling: table comprising the number of claims registered by the professional, classified by type of claim, as well as a summary report of the claims and the measures taken to deal with them;
9. List of third parties authorised to treat complaints;
10. Risk management procedure;
11. Organisation chart of the group (in case of any change made);
12. Summary table of the mandates of the members of the management body/governing body and of the conducting officers, and, where appropriate, of the members of the supervisory board;
13. Annual statement of all the delegates of the IFM

du GFI, y compris les intermédiaires assurant la commercialisation avec lesquels le GFI a une relation directe ;

14. Rapport sur l'activité de la succursale ;

15. Calcul définitif du ratio de fonds propres pour les GFI autorisés pour la gestion discrétionnaire.

including the intermediaries carrying out marketing with which the IFM has a direct relation;

14. Report on the activity of the branch;

15. Final calculation of the ratio of own funds for IFMs authorised for discretionary management.

Annexe 3 : Renseignements spécifiques applicables aux SIAG et FIAAG

SITUATION FINANCIERE AU ...

(Exprimée dans la devise du capital)

Société :

Statut : SICAV Autres

Responsable :

Périodicité : trimestrielle

ACTIF MONTANT

1. Frais d'établissement
2. Actif immobilisé
 - 2.1. Immobilisations incorporelles
 - 2.2. Immobilisations corporelles
 - 2.3. Immobilisations financières
3. Actif circulant
 - 3.1. Portefeuille-titres
 - 3.1.1. Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable
 - 3.1.1.1. Actions à l'exclusion des parts d'OPC
 - 3.1.1.2. Actions cotées ou négociées sur un autre marché réglementé
 - 3.1.1.3. Actions non cotées
 - 3.1.1.4. Autres participations
 - 3.1.1.5. Parts d'OPC
 - 3.1.2. Obligations et autres titres d'emprunt
 - 3.1.2.1. Titres à court terme (échéance initiale : un an au plus)
 - 3.1.2.2. Titres à moyen/long terme (échéance initiale; supérieure à un an)
 - 3.1.3. Instruments du marché monétaire
 - 3.1.4. Warrants et autres droits
 4. Instruments financiers
 - 4.1. Contrats d'options
 - 4.1.1. Contrats achetés
 - 4.1.2. Contrats vendus
 - 4.2. Contrats à terme
 - 4.3. Autres
 5. Avoirs liquides
 6. Autres actifs

Annex 3: Specific information applicable to SIAGs and internally managed AIFs

FINANCIAL SITUATION ON ...

(Expressed in the currency of the capital)

Company:

Status: SICAV Other

Person in charge:

Frequency: quarterly

ASSETS AMOUNT

1. Formation expenses
2. Fixed assets
 - 2.1. Intangible assets
 - 2.2. Tangible assets
 - 2.3. Financial assets
3. Current assets
 - 3.1. Portfolio-securities
 - 3.1.1. Shares and other transferable securities with variable income
 - 3.1.1.1. Shares excluding units of UCIs
 - 3.1.1.2. Shares listed or traded on another regulated market
 - 3.1.1.3. Unlisted shares
 - 3.1.1.4. Other holdings
 - 3.1.1.5. Units of UCIs
 - 3.1.2. Bonds and other loan securities
 - 3.1.2.1. Short-term securities (initial maturity date: one year at most)
 - 3.1.2.2. Medium- and long-term securities (initial maturity date: more than one year)
 - 3.1.3. Money market instruments
 - 3.1.4. Warrants and other rights
 4. Financial instruments
 - 4.1. Options
 - 4.1.1. Call option
 - 4.1.2. Put option
 - 4.2. Futures
 - 4.3. Others
 5. Liquid assets
 6. Other assets

Total général (1+2+3+4+5+6)		Overall total (1+2+3+4+5)	
PASSIF	MONTANT	LIABILITIES	AMOUNT
1. Capitaux propres		1. Capital and reserves	
2. Emprunts		2. Loans	
3. Provisions pour risques et charges		3. Provisions for risks and expenses	
3.1. Provisions pour pensions et obligations similaires		3.1. Provisions for pensions and similar obligations	
3.2. Provisions pour impôts		3.2. Provisions for taxes	
3.3. Autres provisions		3.3. Other provisions	
4. Dettes		4. Debts	
5. Bénéfice de l'exercice		5. Profits of the financial year	
Total général (1+2+3+4+5)		General total (1+2+3+4+5)	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU...

(Exprimé dans la devise du capital)

Société :

Statut : SICAV Autres

Responsable :

Périodicité : trimestrielle

Total des revenus MONTANT

1. Dividende

2. Intérêts sur obligations et autres titres d'emprunt

3. Intérêts bancaires

4. Autres revenus

a) Commissions reçues

b) Autres

Total des charges

1. Commissions

a) Commissions de conseil et/ou de gestion

b) Commissions de banque dépositaire

c) Autres commissions

2. Frais d'administration

a) Frais d'administration centrale

b) Frais de révision et de contrôle

c) Autres frais d'administration

3. Impôts

a) taxe d'abonnement

b) Autres impôts

4. Intérêts payés

5. Autres charges

Résultat net des investissements

6. Plus/moins values nettes réalisées

7. Variation des plus/moins-values non réalisées

Résultat des opérations

PROFIT AND LOSS ACCOUNT AS OF ...

(Expressed in the currency of the capital)

Company:

Status: SICAV Other

Person in charge:

Frequency: quarterly

Total income AMOUNT

1. Dividends

2. Interest on bonds and other debt securities

3. Bank interest

4. Other income

a) Commissions received

b) Other

Total costs

1. Commissions

a) Advise and/or management commissions

b) Depositary bank commissions

c) Other commissions

2. Administrative expenses

a) Central administration expenses

b) Audit expenses

c) Other administrative expenses

3. Tax

a) Subscription tax

b) Other taxes

4. Interest paid

5. Other costs

Net investments profit

6. Net realised gains and losses

7. Variation in non-realised gains and losses

Operating profit

Tableau Personnel / Staff Table

EFFECTIF DU PERSONNEL AU

00/01/00

NUMBER OF STAFF ON ...

Société / Company:

0

Responsable Resp. person:

0

	Masculin/Male		Féminin/Female		Total	
	Luxembourgeois**	Etrangers**	Luxembourgeois**	Etrangers**	Luxembourgeois**	Etrangers**
	Luxembourgish**	Foreigners**	Luxembourgish**	Foreigners**	Luxembourgish**	Foreigners**
Dirigeants*/Conducting Officers*					0	0
Employés / Employees					0	0
Ouvriers / Workers					0	0
Total	0	0	0	0	0	0
Dont à temps Partiel / Part-time staff					0	0

	Total
Effectif total de la société d'investissement autogérée	0
Total number of staff of the self-managed investment company	
Dont nombre de personnes détaché ou mis à disposition par une société ayant son siège social au Luxembourg	
Including persons on secondment or made available by a company having its registered	



contact us

info@arendt.com

Arendt & Medernach SA
Registered with the Luxembourg Bar
RCS Luxembourg B 186371

arendt.com

41A avenue JF Kennedy
L-2082 Luxembourg
T +352 40 78 78 1